

« Le Monde des livres » : débat sur Eugène Drewermann

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14992 7 F

VENDREDI 9 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La Macédoine à l'ONU

LES Nations unies innovent. Pour la première fois de son histoire, l'Organisation internationale reconnaît un Etat sans nom ni drapeau, c'est-à-dire sans les attributs minimaux de la souveraineté. Mais la Macédoine a quand même la chance dans son malheur, car elle est passée du stade du non-être à celui d'une existence semi-clandestine.

Le Conseil de sécurité a, en effet, recommandé, mercredi 7 avril, l'admission de la Macédoine sous un nom provisoire : « Ex-République yougoslave de Macédoine ». De plus, le drapeau macédonien ne pourra pas être hissé devant le siège des Nations unies. A ces conditions, l'Assemblée générale de l'ONU devait entériner rapidement la décision du Conseil.

Pas de nom, pas de drapeau : si la victoire de la Grèce n'est pas complète puisque l'entité voisine et homie a fini par mettre un pied sur les rives de l'Hudson en dépit d'une opposition grecque qui a souvent pris un tour hystérique, Athènes peut néanmoins se targuer d'un tel succès.

Force de chantage auprès des Ases partenaires de la CEE, de menaces non déguisées, de boycottage commercial à peine masqué, la Grèce a réussi, des mois durant et notamment avec le soutien de Paris, à empêcher que l'une des ex-Républiques de Yougoslavie ayant choisi l'indépendance soit reconnue internationalement, malgré les avis juridiques les plus favorables. Et ce, parce que ce territoire d'un peu plus de vingt-cinq mille kilomètres carrés a eu le tort, pendant une cinquantaine d'années, et par la grâce de Tito, de porter un nom dont Athènes a soudain décidé arbitrairement qu'il appartenait exclusivement au patrimoine hellène.

Une fièvre nationaliste alkumée et soigneusement entretenue par l'ensemble de la classe politique de la gauche à la droite - Milko Théodorakis, allégrement passé de l'une à l'autre, a pu se targuer d'être à l'origine de la campagne anti-macédonienne - s'est alors emparée de la Grèce, permettant au gouvernement conservateur de Constantin Mitsotakis de bloquer toute initiative européenne en faveur de la reconnaissance de la Macédoine. Devant les signes d'impérialisme croissant d'un certain nombre de pays, Athènes a dû se résoudre à un « compromis » consistant à dépeindre son voisin de son nom et de son drapeau.

MAINTENANT, des négociations vont s'ouvrir à New-York. Doivent y être réglées les questions du nom et du drapeau dont se verra doter Skopje. En outre, la Grèce a dressé une longue liste de « mesures de confiance » qu'elle voudrait obtenir de la Macédoine, parmi lesquelles la révision de sa Constitution. Le gouvernement grec paraît décidé à maintenir sa pression, quitte à occuper la diplomatie internationale de véritables problèmes autrement plus importants et plus urgents à régler - de la Bosnie-Herzégovine au Cambodge, en passant par la Somalie.

L'Histoire a prouvé qu'il était toujours dangereux de jouer avec la fièvre d'une nation, surtout sur une terre aussi explosive que les Balkans ; il paraît donc naturel que l'on ne passe pas complètement outre aux sentiments des Grecs, pas plus que ceux-ci ne peuvent continuer à ignorer les sentiments de Skopje. Car, à vouloir pousser trop loin l'entêtement et chercher une reddition totale de son voisin, Athènes pourrait bien finir par allumer - même involontairement - une nouvelle mèche dans la région.

Lire page 4 l'article de DIDIER KUNZ et page 2 les points de vue de FRANÇOIS FEJTO et MIKIS THEODORAKIS



Sollicitant le vote de la majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale

M. Balladur promet d'affermir l'Etat républicain et de garantir les protections sociales

Edouard Balladur devait présenter, jeudi après-midi 8 avril, à l'Assemblée nationale son programme de gouvernement pour les cinq ans qui viennent. Dans ce discours, dont le texte a été communiqué préalablement au président de la République et qui devait être lu au

Sénat par Charles Pasqua, le premier ministre devait insister sur l'affermissement de l'Etat républicain, le redressement de l'économie, la garantie de la protection sociale, la place de la France dans le monde. Le prélèvement fiscal envisagé pour enrayer la dégradation

des finances de l'Etat et de la Sécurité sociale ne devrait pas dépasser une vingtaine de milliards de francs cette année. En dépit de la forte baisse des taux au jour le jour à Paris, la Banque de France n'a pas modifié, jeudi, ses taux d'intérêt directeurs.

Sans danger

par Thierry Bréhier

L'épreuve est techniquement sans danger ; elle est politiquement déterminante. Edouard Balladur ne peut douter du seul instant du résultat du vote qu'il sollicite, jeudi 8 avril à l'Assemblée nationale : la large majorité, issue des élections des 21 et 28 mars, ne lui mesure pas sa confiance, mais le nouveau premier ministre sait aussi que le premier discours d'un chef de gouvernement à la tribune du Palais-Bourbon peut déterminer pour longtemps son image et son crédit ; l'ancien collaborateur de Georges Pompidou à l'Elysée n'a pas oublié que Jacques Chaban-Delmas est resté pendant des années l'homme qui avait promis, à cette occasion, une « nouvelle société ».

La présentation du programme de son gouvernement, à l'Assemblée nationale, a donc été préparée avec soin. La trame de son discours est prête depuis le milieu de la semaine dernière ; sa rédaction a été peaufinée au cours du week-end ; les dernières corrections y ont été apportées, mercredi 7 avril, en fin d'après-midi, au cours d'une réunion de travail avec ses proches conseillers, officiels ou officieux. Comme le veut la tradition de la V^e République, que Jacques Chirac avait lui aussi respectée en avril 1986, le texte en a été communiqué au chef de l'Etat.

Pendant que M. Balladur le prononcera à l'Assemblée nationale, ce discours, conformément à l'habitude, devait être lu au Sénat.

Lire la suite page 8

De la récession à la confiance

par Alain Vernholes

S'il n'a pas fondamentalement modifié l'analyse du gouvernement sur la nécessité de mettre un terme à la détérioration continue des comptes de l'Etat, de la Sécurité sociale et de l'UNEDIC (assurance chômage), un élément nouveau est tout de même venu peser ces derniers jours sur l'ampleur des mesures qui vont être prises : la détérioration probable de l'activité économique. Cette détérioration, annoncée par exemple par l'Institut de conjoncture REXCODE, qui prévoit un recul du PIB cette année, pour la première fois depuis 1975, semble, hélas, confirmée par les très mauvaises rentrées de TVA dans les caisses de l'Etat.

Le fait que, depuis le début de l'année, les impôts sur la

consommation continuent d'être très inférieurs à ce qui avait été prévu prouve bien que les Français réduisent leurs dépenses, préférant mettre de l'argent de côté. Cette attitude préjudiciable à l'ensemble de l'économie ne s'explique pas par l'évolution du pouvoir d'achat, qui a progressé de quelque 2 % en 1992 en moyenne pour les salariés. La cause en est, évidemment, l'inquiétude causée par le chômage.

Tout le problème est de savoir si la récession dans laquelle est entrée l'économie française à l'automne dernier est sur le point de s'achever ou si elle n'a pas encore fini de s'approfondir. Cette interrogation nourrit un vif débat au sein des pouvoirs publics.

Lire la suite et nos informations page 15

La « bavure » policière de Paris

Une information judiciaire pour « homicide volontaire » est ouverte à Paris. Elle vise l'inspecteur de police auteur du coup de feu ayant causé la mort d'un jeune Zérois.

page 10

Collèges de banlieue sous tension

II. - Entre pédagogie et répression

Deuxième volet de notre enquête sur la violence dans les collèges des banlieues de la région parisienne ou des grandes villes.

page 11

M. Bayrou

remet en question la réforme du lycée

Le ministre de l'éducation nationale réexamine la mise en œuvre, à la rentrée prochaine, de la réforme du lycée en classe de première. Il prendra une décision avant le 30 avril.

page 22

LE MONDE DES LIVRES

■ Les mirages de Colati ■ Histoires littéraires, par François Bott : « L'oncle Octave et la tante Marceline » ■ Dossier : la philosophie au sein des sciences ■ Débat : Drewermann : nouvelle Réforme ou syncrétisme ? ■ Le feuilleton de Pierre Lepape : « L'autre côté de l'été ».

pages 23 à 34

L'accident du centre nucléaire en Sibirie



Lire page 10 l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Jacques Roseau, de l'OAS à l'OAS

Le porte-parole du Recours-France était poursuivi par les rancœurs des pieds-noirs extrémistes, nostalgiques de leur armée secrète

par Philippe Bernard

Jacques Roseau avait prévenu son entourage : « S'il m'arrive quelque chose, ce sera l'extrême droite. Ils sont capables de tout », avait-il dit, selon un proche, comme pour guider les enquêteurs, quelques mois avant de succomber, le 5 mars à Montpellier, sous une rafale de trois balles de 11,43. « Trois balles, comme les trois lettres d'OAS », avait déclaré Gérard Huntz, en avançant, mercredi 7 avril, l'assassinat du porte-parole du Recours.

Trente ans après, la guerre d'Algérie continue dans l'esprit de certains pieds-noirs, nourris-

sant une haine capable d'abattre un homme, au nom d'une organisation, l'OAS, dont les générations nouvelles ignorent même qu'elle a existé. Pourtant, l'assassinat de Jacques Roseau prend toute sa signification qu'à la lumière de l'histoire de l'Organisation armée secrète (OAS), créée par des militaires au lendemain du putsch manqué du 22 avril 1961 à Alger pour s'opposer, y compris par la violence extrême, à la politique algérienne du général de Gaulle conduisant à l'indépendance.

Rassemblement du désespoir pour des pieds-noirs pris au piège de l'Histoire à ses débuts, l'OAS

est rapidement devenue une organisation terroriste combattue par l'armée française, multipliant les attentats meurtriers même après l'indépendance algérienne de 1962, brisant les maigres espoirs d'une cohabitation entre Européens et musulmans.

Jacques Roseau était en effet, comme ses assassins et plusieurs responsables du Recours, un ancien de l'OAS. Il y a même joué un rôle éphémère mais autrement plus actif que les nostalgiques qui l'ont abattu, et dont aucune archive historique connue ne mentionne le nom.

Lire la suite et l'article de JACQUES MONIN page 9

KATHERINE PANCOL



Editions du Seuil

Justice cathodique aux Etats-Unis

L'assassin de Martin Luther King a été jugé non coupable au cours d'un « procès » télévisé

LOS ANGELES

correspondance

Il y eut d'abord les caméras dans les tribunaux, puis Court TV, une chaîne câblée spécialisée dans la diffusion des procès. Une chaîne de télévision américaine vient de franchir une nouvelle étape en mettant en scène, le 4 avril, un procès qui ne montrait dans son vrai rôle que son « prévenu », James Earl Ray, déjà condamné pour l'assassinat de Martin Luther King.

Le 4 avril 1968 le révérend Martin Luther King est assassiné sur le balcon d'un motel de Memphis, dans le Tennessee. Sur un trottoir, la police retrouve un fusil

que des experts balistiques identifient comme l'arme du crime. Un certain James Earl Ray, prisonnier en cavale, l'avait acheté - sous un faux nom - quatre jours auparavant. Recherché, cet homme se réfugie à Londres, d'où il est extradé. Il passe aux aveux (pour échapper à la chaise électrique, dira-t-il ensuite) mais se rétracte alors qu'il a déjà été condamné à la prison à vie (sans véritable procès ainsi que le veut le droit américain quand on plaide coupable). Depuis, James Earl Ray clame son innocence et demande une révision de la décision de justice, qu'il n'a jamais obtenue.

CLAUDINE MULARD

Lire la suite page 17

A L'ETRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 45 FB ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 esc ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 15 KRN ; Suisse, 1,80 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,80 \$.

DÉBATS

Balkans

Les sources idéologiques du « nettoyage ethnique »

par François Fejtó

L'EXPRESSION, depuis un an ou deux, a été banalisée par les médias : « le nettoyage ethnique », commenté en 1991 dans les provinces occupées de la Croatie, se poursuivait et se poursuivait encore en Bosnie, dont les forces serbes, en six mois d'offensive, ont occupé 70 % du territoire, faisant quelque cent vingt mille morts, en majorité civils, et déplaçant de force entre un et deux millions d'habitants non serbes, croates et surtout musulmans. L'opération, que l'Occident n'a pu ou pas voulu empêcher ni par diplomatie, ni par engagement militaire, est probablement irréversible et force est de croire que, faisant tâche d'huile, encouragé par le consentement tacite du reste du monde, elle servira de modèle à d'autres États de l'est de l'Europe pour remplacer l'ordre impérial défunct par l'instauration d'un « nouvel ordre », basé sur une interprétation absurde du principe de l'auto-détermination des peuples.

Il faut savoir gré aux professeurs Mirko Grmek et Marc Gjdara, ainsi qu'à l'écrivain Neven Simic (tous d'origine croate et établis depuis longtemps en France), d'avoir fourni, dans un monumental recueil de documents historiques, choisis avec le maximum d'objectivité possible, les éléments qui permettent de comprendre les origines historiques, politiques et psycho-idéologiques des hostilités auxquelles donna lieu la désagrégation de la Fédération yougoslave (1). Ils montrent notamment que – malgré d'apparentes similitudes – il serait inadéquat d'invoquer comme précédent de la tragédie de l'ex-Yougoslavie, le génocide perpétré par les nazis à l'égard des juifs, des tsiganes et d'autres races qu'ils considéraient comme inférieures. Certes, l'objectif de Milosevic est la Grande Serbie, comme celui de Hitler fut le Grand Reich. Le national-socialisme de l'un a beaucoup de traits communs avec le national-communisme de l'autre. Dans les deux cas, la propagande a joué un rôle décisif en provoquant une sorte de paranoïa collective, en convertissant des sentiments patriotiques en passion vengeresse et assassine. Cela dit, il serait vain de chercher dans les actes de conquêtes, de destruction et de « nettoyages ethniques » entrepris par les serbes une influence directe de l'idéologie nazie. Leurs racines et références historiques sont régionales, balkaniques, serbes, remontant à une époque bien antérieure au nazisme, à l'époque de la lente désagrégation de l'Empire ottoman et de la naissance dans les Balkans du nationalisme moderne. C'est en se souvenant le jour de l'Empire qui a fait cohabiter et qui a mélangé en son sein de nombreuses ethnies et commu-

nautes religieuses que les nations balkaniques se sont formées, dans la violence et dans la rivalité territoriale, chacune aspirant à une grandeur fondée sur une homogénéité ethnico-religieuse qui ne pouvait être réalisée qu'aux dépens des autres.

La propagande serbe – assez efficace pour troubler la vue de plus d'un intellectuel occidental – a attribué au régime croate pro-nazi (oustacha) d'Ante Pavelic (1941-1944) la priorité de l'invention et de la mise en pratique du « nettoyage ethnique ». Sans vouloir minimiser le génocide perpétré par les oustachis, dont une étude publiée par *Hérodote* vient de rappeler l'horrible ampleur (2), on ne saurait oublier que les oustachis – qui ne représentaient qu'une petite minorité des Croates – étaient les protégés et adeptes des nazis allemands, tandis que, comme l'a rappelé à juste titre l'historien belge Andréj Mitrovic, l'idée du nettoyage ethnique « a appartenu par nature à tous les grands mouvements nationaux qui ont existé dans les Balkans, que ce soit en Grèce en 1830, puis en Serbie, au Monténégro, en Bulgarie... » « C'est dans cette continuité-là que s'inscrivent les agressions actuelles », écrivent les auteurs (3). Hélas ! ils ont raison, encore qu'on ait pu espérer qu'au cours du siècle écoulé depuis la naissance des derniers États balkaniques souverains, ceux-ci aient quelque peu progressé vers des mœurs moins barbares que celles qu'on a vues et qu'on voit se manifester d'abord dans la Krajina et à Vukovar, puis en Bosnie-Herzégovine.

Un rêve trop grand

Les mœurs n'ont guère progressé depuis le temps où ce n'est pas seulement de leurs maîtres turcs que les Serbes voulaient se débarrasser, mais aussi de toutes les populations indigènes non-serbes – non orthodoxes – avec lesquelles ils avaient cohabité pacifiquement pendant des siècles. Dans l'esprit des protagonistes de la Grande Serbie moderne, comme Ilija Garasanine, qui dès 1844 rêvait à la reconstitution de l'Empire médiéval de Dusan, la Serbie nouvelle devait être « homogène et pure ». D'ailleurs, les grandes puissances qui l'avaient créé sur les fonts baptismaux au Congrès de Berlin (1878) s'aperçurent des intentions du jeune État, car elles lui firent une obligation de « sauvegarder les droits des minorités religieuses et nationales ».

Les dirigeants serbes y souscrivirent, mais lors des sanglantes mêlées des deux guerres balkaniques, la barbarie a repris le dessus. Le rêve d'une grande, d'une plus grande Serbie devint l'idée maîtresse de la politique de Bel-

grade qui, après avoir contribué au déclenchement de la première guerre mondiale, en est devenue sous l'étiquette de « yougoslavisme » une des grandes bénéficiaires. Rêve trop grand, sans doute, car la Serbie était mentalement incapable d'organiser une Yougoslavie fédérale dans laquelle elle aurait partagé le pouvoir avec les Croates et les Slovénes. La domination serbe y reposait sur des bases bien fragiles. Entre 1941 et 1945, les tchétniks grand-serbes de Mihailovic et les oustachis obsédés par l'idée saugrenue de la Grande Croatie (4) s'entre-tuaient avec féroce, n'épargnant ni blessés, ni prisonniers, ni femmes, ni enfants. C'est le souvenir de ces temps d'horreur que les barbes et les intellectuels propagandistes de Milosevic viennent de réveiller pour justifier leur poussée conquérante accompagnée de la « purification ». Ce qui pousse les miliciens de Karadzic à tuer ou chasser les Bosniaques des villes et villages qu'ils revendiquent c'est la conviction qu'ils combattent des ennemis décidés à les exterminer.

C'est ainsi que, sans doute à leur insu, ces miliciens ivres de peur et de haine se font les instruments d'un dessein qui les dépasse, du vieux dessein d'une Grande Serbie monolithique, d'une Bosnie débarrassée des Musulmans. Les auteurs du recueil citent les propos tenus par un représentant du gouvernement serbe en 1917 à Paris, lors des négociations avec des exilés croates sur l'avenir des Musulmans de la Bosnie après la fin de la guerre. « Nous avons la solution en ce qui les concerne, dit l'envoyé de Belgrade. Provisoirement, notre armée passera la Drina, on donnera aux Turcs (c'est ainsi qu'on appelle tous les Musulmans) vingt-quatre ou quarante-huit heures pour rentrer à la foi des ancêtres. Et tous ceux qui ne le voudront pas, on les massacrerà (5). » On remarquera que les interlocuteurs tenaient le masque de champion de « tous les Serbes dans un seul État ». Milosevic et ses lieutenants étaient les défenseurs zélés de « tout le pouvoir au Parti communiste ».

La maîtrise doit faire preuve de la maîtrise dans l'art de dissimuler sa pensée et qui lui a permis de tromper tous ses interlocuteurs occidentaux (qui peut-être ne demandaient pas mieux) fait partie du jeu de l'héritage de machiavélisme bolchévique de celui du grand-serbisme, dont les représentants jouaient généralement franc jeu. « Dès que son intransigence est jugée insupportable... il improvise immédiatement un discours de paix et de conciliation », écrivait le *Monde* en mai 1992 (6).

Le vrai responsable de cette guerre qui n'est ni une guerre inter-ethnique ni une guerre de religion, n'est pas le grand-serbisme. C'est le mélange explosif de deux traditions, de deux idéologies, de deux politiques barbares. L'ancien maire de Belgrade, Bogdan Bogdanovic, l'un des grands opposants à la politique de Milosevic, m'a dit récemment combien il avait honte, en tant que Serbe, des atrocités commises « par des jeunes compatriotes pris par la folie guerrière et qui ont été comme ensorcelés par les serbes ». Parti communiste. Je lui ai cité, comme pour le consoler, un mot de Hannah Arendt à un ami de jeunesse, lui disant avoir honte d'être allemand : « Moi, j'ai honte d'être de la race humaine », répondit la philosophe. Est-ce que nous n'avons pas plus de raison que Bogdan Bogdanovic, d'avoir honte ?

Deux politiques barbares

La maîtrise doit faire preuve de la maîtrise dans l'art de dissimuler sa pensée et qui lui a permis de tromper tous ses interlocuteurs occidentaux (qui peut-être ne demandaient pas mieux) fait partie du jeu de l'héritage de machiavélisme bolchévique de celui du grand-serbisme, dont les représentants jouaient généralement franc jeu. « Dès que son intransigence est jugée insupportable... il improvise immédiatement un discours de paix et de conciliation », écrivait le *Monde* en mai 1992 (6).

Le vrai responsable de cette guerre qui n'est ni une guerre inter-ethnique ni une guerre de religion, n'est pas le grand-serbisme. C'est le mélange explosif de deux traditions, de deux idéologies, de deux politiques barbares. L'ancien maire de Belgrade, Bogdan Bogdanovic, l'un des grands opposants à la politique de Milosevic, m'a dit récemment combien il avait honte, en tant que Serbe, des atrocités commises « par des jeunes compatriotes pris par la folie guerrière et qui ont été comme ensorcelés par les serbes ». Parti communiste. Je lui ai cité, comme pour le consoler, un mot de Hannah Arendt à un ami de jeunesse, lui disant avoir honte d'être allemand : « Moi, j'ai honte d'être de la race humaine », répondit la philosophe. Est-ce que nous n'avons pas plus de raison que Bogdan Bogdanovic, d'avoir honte ?

François Fejtó est historien.

(1) « Le Nettoyage ethnique », Documents historiques sur une idéologie serbe, assemblée traduite et commentée par Mirko Grmek, Marc Gjdara et Neven Simic, Fayard 1993.

(2) Dusan T. Babanovic, « Le génocide dans l'État indépendant croate (1941-1945) », *Hérodote*, quatrième trimestre 1992.

(3) Le Nettoyage ethnique, op. cit. p. 15-16.

(4) Selon les auteurs, les extrémistes croates groupés dans l'Organisation Oustacha, l'inspiration des méthodes des organisations secrètes et des groupes paramilitaires serbes des premières années du siècle.

(5) Le Nettoyage ethnique, op. cit. p. 15-16.

(6) Serbie. Documents, Faits, Commentaires, publiés par le ministère de l'Information de la République de Serbie, n° 28, Belgrade, 22 mars 1993.

(7) Branko Lazitch, *Tit et la révolution yougoslave (1937-1956)*, Ed. Fasquelle, Paris, 1957.

(8) Milosevic et l'art de l'esquive, le *Monde* du 28 mai 1992. Cf. aussi l'édition du *Monde* du 28 mars 1993 : « Calculs serbes ».

La Grèce fidèle à elle-même

par Mikis Théodorakis

LES Balkans, la Macédoine, Skopje sont, je pense, pour la majorité des peuples de l'Europe des notions obscures.

La guerre en ex-Yougoslavie, d'une part, et le différend qui oppose le peuple grec tout entier au gouvernement de Skopje, d'autre part, ont amené au premier plan le problème macédonien, qui reste dans le brouillard pour les Européens.

En ce qui nous concerne, nous les Grecs, nous sommes témoins – extrêmement surpris – de la création d'un climat anti-hellénique, bizarre et inexplicable, au sein des pays traditionnellement connus pour leur comportement amical envers notre pays. Est-ce que nous le méritons ? Est-ce que les attaques que nous subissons sont fondées scientifiquement ? Et où peuvent-elles conduire ?

Certains disent – pour fonder leur changement d'attitude envers la Grèce – que notre pays donne l'impression d'une « grande puissance » qui menace un petit pays, pauvre et faible. Et, utilisant cette « position de force », exige de ce dernier, comme un premier élément de preuve de force, de cesser d'utiliser le nom de Macédoine comme nom officiel de son État et le soleil de Vergina (emblème de la dynastie macédonienne de Philippe) comme emblème officiel (drapeau).

Mais, en réalité, c'est justement le contraire qui se passe... Il faut que nos amis Européens sachent que la Grèce n'a jamais exprimé de revendications territoriales aux dépens de ses voisins et n'en a jamais eu l'idée. Malgré le fait qu'en Albanie vivent plus de 300 000 Grecs, la seule chose qu'elle demande de ce pays voisin, c'est de garantir les droits pour cette minorité prévue par la charte de l'ONU, les accords d'Helsinki et tout récemment par les décisions de la CSCE.

En ce qui concerne la Turquie, malgré l'extermination de la communauté grecque de Constantinople (250 000 Grecs) et malgré le fait que l'armée turque continue à occuper illégalement (depuis 1974 et jusque aujourd'hui) 37 % du territoire chypriote, le peuple grec conserve l'espoir de voir la patrie turque s'adapter à l'esprit de notre époque, qui exige le remplacement de la politique de la violence militaire par un esprit de justice et de bon voisinage.

Enfin, en ce qui concerne Skopje, nous ne sommes pas venus pour leur légitimité tant que possible et où ils peuvent. Le ne refuse au panslavisme fondamentaliste, au pantouranisme et au panslavisme que nous observons se lever de nouveau à l'horizon. Par une coïncidence bizarre, Skopje s'y prête pour se faire manipuler par ces trois fléaux de notre époque. Pour le moment, ils sont utilisés par le panslavisme comme le cheval de Troie contre notre patrie. Mais déjà, le pantouranisme et le panslavisme guettent.

Et pendant que tous ces événements dramatiques et tragiques pour l'Europe elle-même et son avenir, sont en train de se dérouler à nos frontières nord, quelques Européens – très vraisemblablement mal informés – tirent contre la Grèce qui, encore une fois, doit jouer seule le rôle du parapet contre les vagues des forces réactionnaires de toute sorte.

L'espère, avec tout ce que j'ai exposé, avoir pu aider les gens qui pensent objectivement, à voir que notre opposition à l'utilisation du nom Macédoine et de nos emblèmes historiques par les habitants de Skopje ne représente pas une « explosion nationaliste » de notre part, ni une réaction sentimentale de défense de notre histoire, mais constitue une attitude élémentaire de défense face à un danger qui ne menace pas seulement la Grèce, mais l'Europe tout entière.

Je sais que les dirigeants de Skopje, avec le double langage qu'ils utilisent actuellement, endorment pour le moment l'opinion publique européenne. Quand on les accuse de revendiquer des territoires grecs, ils déclinent leurs habits. Mais c'est leur pratique qui dessine leur objectif essentiel, qu'ils propagent de mille autres manières : la Grande Macédoine, c'est-à-dire le rattachement de tout le Nord grec.

C'est pour cette raison que le nom Macédoine leur est indispensable. Parce que cela constitue le fondement de cette propagande. En effet, si Skopje, c'est la Macédoine, cela veut dire que ce sont eux la mère, la Macédoine libre, et que tous les autres territoires qui ont le nom de Macédoine – en Grèce principale – se trouvent sous occupation étrangère. C'est donc le devoir de la Macédoine-mère de libérer un jour les « Macédoins esclaves ». Avec l'aide des grands frères et la contribution de certaines circonstances historiques...

Et pour quelle raison, brusquement, dix millions de Grecs, unis comme un seul homme, comme à l'époque de la lutte contre l'axe (nazisme-fascisme), auraient-ils défendu le nom Macédoine ? S'agit-il tout simplement d'un nom ?

J'ai dit auparavant que même si la propagande nous veut représenter la Grèce comme un pays « agresseur », en réalité, c'est justement le contraire dont il s'agit.

En fin de compte, Macédoine, c'est tellement grec, comme Atiki, Achale, Crète, Thessalonique, Aigaio, Péloponnèse.

En réalité, l'État de Skopje comporte 40 % d'Albanais, 10 % de Grecs et, pour le reste, des Bulgares et des Slaves. La prétendue « langue macédonienne », en réalité, n'est autre qu'un dialecte de la langue bulgare. D'ailleurs, dans le passé, la région s'appelait Bulgari. D'où l'intérêt particulier de la Bulgarie, qui, contrairement à la Grèce, avait toujours des visées territoriales envers Skopje, qu'elle n'a jamais d'ailleurs dissimulées. Par conséquent, cet État n'a rien (ethnologuement) de commun avec la Grèce et avec la Macédoine historique. Il s'agit d'une mosaïque de nationalités avec la dynamique slave comme force prépondérante. D'où la provocation de leurs dirigeants. Parce qu'ils savent qu'ils ont derrière eux l'État historique slave. Parce que, même sous Tito et Staline, cette entité ethnique s'est habillée avec les habits du communisme (c'est à cette époque que Skopje s'est déguisée en Macédoine), il ne s'agissait là que d'une parenthèse et d'une diversion historique.

Le panslavisme s'est habillé momentanément avec la cape du communisme en croyant que de cette manière il réaliserait plus facilement son vieux rêve : descendre sur la mer Egée.

Même si ça peut paraître bizarre à nos amis Européens mal ou non informés, le gouvernement de Skopje revendique officiellement (et avec un article spécifique dans sa Constitution) tous les territoires grecs sous le nom de Macédoine et par-dessus tout Thessalonique.

Vous allez me dire : comment les petits et pauvres citoyens de Skopje sont capables de menacer la Grèce, pays membre de la CEE et de l'OTAN ?

Un danger pour l'Europe entière

La réponse se trouve dans le fait que les dirigeants de ce pays appartiennent à la catégorie des hérétiques nationalistes et religieux qui contestent le *status quo* international actuel et ont comme ambition d'imposer leur légèreté tant que possible et où ils peuvent. Le ne refuse au panslavisme fondamentaliste, au pantouranisme et au panslavisme que nous observons se lever de nouveau à l'horizon. Par une coïncidence bizarre, Skopje s'y prête pour se faire manipuler par ces trois fléaux de notre époque. Pour le moment, ils sont utilisés par le panslavisme comme le cheval de Troie contre notre patrie. Mais déjà, le pantouranisme et le panslavisme guettent.

Et pendant que tous ces événements dramatiques et tragiques pour l'Europe elle-même et son avenir, sont en train de se dérouler à nos frontières nord, quelques Européens – très vraisemblablement mal informés – tirent contre la Grèce qui, encore une fois, doit jouer seule le rôle du parapet contre les vagues des forces réactionnaires de toute sorte.

L'espère, avec tout ce que j'ai exposé, avoir pu aider les gens qui pensent objectivement, à voir que notre opposition à l'utilisation du nom Macédoine et de nos emblèmes historiques par les habitants de Skopje ne représente pas une « explosion nationaliste » de notre part, ni une réaction sentimentale de défense de notre histoire, mais constitue une attitude élémentaire de défense face à un danger qui ne menace pas seulement la Grèce, mais l'Europe tout entière.

Je sais que les dirigeants de Skopje, avec le double langage qu'ils utilisent actuellement, endorment pour le moment l'opinion publique européenne. Quand on les accuse de revendiquer des territoires grecs, ils déclinent leurs habits. Mais c'est leur pratique qui dessine leur objectif essentiel, qu'ils propagent de mille autres manières : la Grande Macédoine, c'est-à-dire le rattachement de tout le Nord grec.

C'est pour cette raison que le nom Macédoine leur est indispensable. Parce que cela constitue le fondement de cette propagande. En effet, si Skopje, c'est la Macédoine, cela veut dire que ce sont eux la mère, la Macédoine libre, et que tous les autres territoires qui ont le nom de Macédoine – en Grèce principale – se trouvent sous occupation étrangère. C'est donc le devoir de la Macédoine-mère de libérer un jour les « Macédoins esclaves ». Avec l'aide des grands frères et la contribution de certaines circonstances historiques...

Mikis Théodorakis est compositeur.

Lundi 26 avril 1993

Le Monde

L'ÉCONOMIE ITALIENNE À LA VEILLE DES PRIVATISATIONS

Colloque conçu et réalisé avec la collaboration de ANDREA CANINO CONSEIL

LE PROGRAMME DE PRIVATISATIONS DU GOUVERNEMENT ITALIEN

Avec :

Mario ARCELLI, recteur de l'université de Rome-LUISS, Franco BERNABE, administrateur délégué de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI), Lorenzo PALLESI, président de l'Istituto Nazionale Assicurazioni (INA), Michele TEDESCHI, administrateur délégué de l'Istituto per la Ricostruzione Industriale (IRI), Jean-François THÉODORE, président de la Société des Bourses françaises, René THOMAS, président de la Banque Nationale de Paris, et Piero BARUCCI, ministre italien du Trésor.

Débats présidés par :

Jacques LESOURNE, directeur du journal *Le Monde*.

LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION FRANCO-ITALIENNE

Avec :

Francesco CIPOLLETTA, directeur général de la Confindustria, François-Xavier ORTOLI, président du CNPF international, Umberto AGNELLI, président d'IFIL, Raul GARDINI, président du groupe Gardini, Roberto MAZZOTTA, président de la Cassa di Risparmio Provinciale Lombarde (CARIPLO), Jean-Louis BEFFA, président de Saint-Gobain, Alain GOMEZ, président de Thomson, Philippe LAGAYETTE, directeur général de la Caisse des dépôts.

Débats présidés par :

Andrea CANINO, consultant en stratégie.

Animés par :

Paul FABRA, Sophie GHERARDI et Erik IZRAELEWICZ du *Monde*

Maison de la Chaire, 28, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS

Frais de participation : 2 400 F TTC

Secrétariat général du colloque : 47-06-13-42

فكرنا من الأصل

ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 9 avril 1993 3

RUSSIE : avant le référendum du 25 avril

M. Eltsine va entamer sa campagne en Sibirie

Le président Eltsine sait que le référendum du 25 juin va se jouer, en grande partie, dans la Russie « profonde ». Il devra affronter la volonté d'indépendance ou d'autonomie de nombreuses régions restées parfois fidèles à un communisme local rassurant. Il a donc prévu de nombreux déplacements et se rendra d'abord en Sibirie.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Peu importe le score tiré, 1-0, et le match légal : le Spartak de Moscou a battu, mercredi 7 avril, le Royal Club d'Anvers, à la grande joie de Boris Eltsine, déjà accueilli, à son entrée dans le stade Lénine de la capitale, par une ovation dont il se souviendra. De quoi requinquer un homme dont même ses plus farouches partisans regrettent les trop fréquentes baisses de moral. Pour le moment, le président russe renforce aussi par sa bonne prestation de Vancouver - semble-t-il - à tout mettre en œuvre pour gagner le référendum du 25 avril. Les sondages, à prendre ici avec infiniment de précautions, disent que sa cote de popularité a fortement augmenté ces dernières semaines. Le journal *Sovetskii* estimait ainsi, mardi, que 70 % des votants pourraient manifester leur confiance au président.

Une consultation « à géométrie variable »

Mais s'il a décidé d'entamer ses tournées de campagne en Sibirie, c'est que Boris Eltsine sait que tout va se jouer dans la « Russie profonde », immense et diverse, dont ni les instituts de sondage ni les commentateurs ne savent ce qu'elle pense réellement des événements en cours. Jouera-t-elle la continuité, somme toute rassurante, d'un communisme local, aux cadres fortement implantés, ou se prononcera-t-elle en faveur d'un président, qui, dans ses bons jours, sait lui aussi rassurer, et incarner la permanence du pays ?

M. Eltsine doit aussi affronter la volonté d'autonomie, voire d'indépendance, de nombreuses régions, qui ont recommencé à donner de la voix dans ce sens à la faveur de la campagne électorale qui s'ouvre. Comme on pouvait s'y attendre, la République sécessionniste de Tchétchénie, dans le Caucase du Nord, a fait savoir qu'elle ne participerait pas au référendum du 25 avril,

mais organiserait sa propre consultation en vue de déterminer le régime politique qu'elle entend se donner. Au Tatarstan (3,6 millions d'habitants), la lutte est âpre entre ceux qui veulent jouer le jeu du référendum - « pour barrer la route aux communistes qui supprimeraient toute autonomie » - et les indépendantistes radicaux, qui appellent au boycott.

Pour tenter de calmer ces poussées autonomistes, voire les détourner à son profit, M. Eltsine semble disposé à accepter une consultation « à géométrie variable », où chaque région pourrait ajouter ses propres questions à celles du référendum. Ainsi, les autorités du Bachkortstan, République autonome de l'Oural peuplée de 4 millions d'habitants, ont prévu une question sur la nécessité d'une indépendance économique accrue par rapport à Moscou.

Plus grave est la situation en Mordovie, petite République agricole entre Moscou et l'Oural. Mardi, sous la pression de manifestants criant « tout le pouvoir aux soviets ! », le slogan du mouvement, le Soviet suprême de Saransk, dominé par des conservateurs communistes, a décidé de supprimer le poste de président de la République, occupé par un réformateur, M. Vassili Goussiatnikov, élu au suffrage universel en janvier 1992. Ce dernier a dénoncé ce « coup d'Etat » et ce vote qui n'aurait « aucune valeur juridique ». M. Eltsine a réagi avec prudence à ce coup de force. S'il l'a qualifié d'« inadmissible », il a aussi souhaité qu'une « solution raisonnable et légale soit trouvée ».

Bref - comme le Spartak ? - M. Eltsine veut jouer aussi bien l'attaque que la défense pour gagner ce référendum. Mais il sait aussi, compte tenu des règles du jeu drastiques définies par le Congrès, que contrairement à son club favori, il ne peut se contenter d'une victoire médiocre.

JOSÉ-ALAIN FRALON

La guerre du Haut-Karabakh

La Turquie confirme qu'elle souhaite un règlement politique

Tout en annonçant, mercredi 7 avril, un renforcement de ses unités et des vols de reconnaissance le long de sa frontière avec l'Arménie (le Monde du 8 avril), la Turquie a confirmé qu'elle ne pouvait envisager « une aide militaire à l'Azerbaïdjan », car « d'autres vont aider de même l'Arménie », a déclaré le premier ministre, Süleyman Demirel après avoir reçu « un message d'appel au secours » du président azeri. Les proches de M. Eltsiney dénoncent avec force l'appui qu'aurait fourni la division russe stationnée en Arménie à l'offensive menée par les « forces d'autodéfense » arméniennes du Haut-Karabakh. Ce soutien s'explique, selon eux, par la volonté de Moscou de démontrer qu'en refusant d'adhérer à la CEI et en se tournant prioritairement vers la Turquie l'Azerbaïdjan fait fausse route. A Moscou, la presse faisait une analyse semblable en estimant que la déroute de l'armée azerbaïdjanaise pourrait favoriser l'arrivée au pouvoir à Bakou de l'ex-homme fort de l'Azerbaïdjan communiste, Gueidar Aliev, supposé plus modéré envers les Arméniens. Mais la situation semble plus complexe sur place et plusieurs partis d'opposition ont

déclaré, mercredi, qu'ils renonceraient à leur offensive politique contre le gouvernement, privilégiant une « union sacrée » face à l'offensive arménienne.

Celle-ci a coupé court à des négociations en vue d'un cessez-le-feu menées à Genève entre Bakou et Erevan sous l'égide théorique de la CSCE, mais encouragées surtout par les Etats-Unis et la Turquie, avec la participation de Moscou. Pour Ankara, l'Arménie et la Russie n'ont cherché ainsi qu'à gagner du temps, alors que les Etats-Unis ont, pour la première fois, « condamné » l'offensive arménienne et exigé « un prompt et complet retrait des forces arméniennes », dans un communiqué publié mardi.

Un groupe de travail de la CSCE, issu des négociations de Genève, est cependant arrivé, mercredi, à Bakou et prévoit de se rendre dans les zones de combat. A Bakou également, des représentants des Nations unies tentent de mettre sur pied l'évacuation des vingt-sept mille Azerbaïdjanais encore bloqués, selon le HCR, dans les montagnes enneigées prises par les Arméniens. Plusieurs centaines d'entre eux auraient déjà péri.

ALBANIE : remaniement ministériel. - Le premier ministre Aleksandr Meksi a procédé au remplacement, mercredi 7 avril, des titulaires de six portefeuilles de son cabinet (intérieur, agriculture, enseignement, tourisme, réforme économique et administration locale). Ce remaniement intervient au moment où le Parti socialiste (ex-communiste, opposition) exige la démission du gouvernement pour incompétence et mène des manifestations dans le pays. - (AFP.)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : crise à l'agence de presse CTK. - Trente-six journalistes et cadres de l'agence CTK ont présenté leur démission, mercredi 7 avril. Ils réclament le renvoi du directeur commercial pour incompétence et le retour d'un rédacteur en chef licencié, la veille, par le directeur Tomas Kopřiva. Ce dernier, également critiqué pour incompétence, avait été nommé en automne dernier par le gouvernement en remplacement du journaliste et ex-dissident Petr Uhl. - (AFP.)

L'évolution des conflits dans l'ex-Yugoslavie

Le général Morillon tente de faciliter l'évacuation de civils de l'enclave de Srebrenica

Le général Philippe Morillon, commandant des forces de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, est reparti, jeudi 8 avril, pour l'enclave musulmane de Srebrenica, après avoir été bloqué toute la nuit par les forces serbes à Sokolac, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Sarajevo. Il espère négocier avec les autorités serbes locales l'évacuation de plusieurs centaines de civils et l'installation, dans l'enclave, d'une compagnie de « casques bleus » canadiens.

BELGRADE

de notre correspondant

La situation s'est détériorée à Srebrenica après la reprise, en début de semaine, de l'offensive serbe, qui constitue l'une des plus graves violations du cessez-le-feu entré en vigueur dans l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine le 28 mars. Inquiète, la FORPRONU avait envoyé aux autorités serbes bosniaques une mise en garde contre « les

développements dangereux » des événements.

Les autorités bosniaques de Sarajevo, qui avaient pour leur part lancé lundi un cri d'alarme international de la communauté internationale, estiment que le monde « se trouvait au bord d'une nouvelle catastrophe humanitaire », ont indiqué que soixante villages de l'enclave avaient été pris et rasés par les forces serbes depuis le départ, le 26 mars, du général Morillon.

Le général français devait arriver, dans la journée de jeudi, à Srebrenica avec une compagnie de « casques bleus » canadiens de quelque cent cinquante hommes qu'il entendait y déployer en dépit de l'opposition des Serbes de Bosnie. Cette présence devait, à ses yeux, dissuader les Serbes de lancer une offensive finale et rassurer les populations musulmanes désespérées et affamées par douze mois de siège. Les Serbes de Bosnie n'étaient pas disposés, mercredi, à accepter la mise de l'enclave sous contrôle des Nations unies.

Pour empêcher toute tentative de déploiement, ils ont donc décidé de

refouler les soldats canadiens à Sokolac, à mi-chemin entre Sarajevo et Srebrenica. Dans la soirée, le commandant adjoint des forces serbes bosniaques, le général Milan Gvero, expliquait que « le déplacement et le stationnement d'unités de la FORPRONU en territoire sous contrôle serbe ne pouvaient se faire sans l'accord de l'Assemblée des Serbes de Bosnie » et des dirigeants militaires. Il précisait toutefois que « le général Morillon et son escorte personnelle pourraient se rendre à Srebrenica ».

L'intransigeance des Serbes de Bosnie pourrait mettre le général Morillon et la FORPRONU dans une situation délicate. En effet, si des unités de « casques bleus » ne sont pas déployées rapidement dans l'enclave musulmane, l'officier français a peu de chances de « gagner [son] pari » et de « sauver Srebrenica ». Les quelques observateurs militaires qu'il avait installés fin mars n'ont pas permis d'empêcher les Serbes de continuer à bombarder la ville. Pas plus que les appels du commandant en chef de la FORPRONU dans l'ex-You-

goslavie, le général suédois Lars-Erik Wallgren.

S'il ne réussit pas, dans les jours prochains, à faire pression sur les Serbes pour qu'ils acceptent une présence permanente de « casques bleus » à Srebrenica, le général Morillon sera vraisemblablement obligé de reconnaître que sa mission est devenue impossible. Évoquant fin mars l'éventualité d'un tel échec, il avait déclaré à la presse française qu'il en informerait le Conseil de sécurité des Nations unies et suggérerait une modification du mandat de la FORPRONU.

Le déploiement de la compagnie de « casques bleus » canadiens devait en principe atténuer les attaques serbes contre l'enclave et faciliter la reprise des opérations d'évacuation des civils et des blessés.

Un convoi de dix-huit camions chargés de vivres et de médicaments devait tenter, jeudi, d'acheminer quelque 1 000 à 1 500 blessés, femmes et enfants sur Tuzla, en zone musulmane, à quatre-vingts kilomètres à l'est de Srebrenica.

FLORENCE HARTMANN

Un bateau-radio pour lutter contre la désinformation

Première tempête pour les « pirates » du « Droit-de-parole »

Le *Droit-de-parole*, un bateau-radio affrété par l'association française du même nom, devait appareiller, jeudi 8 avril, de sa base logistique de Bari (Italie) pour diffuser en serbe et en croate, à partir des eaux internationales de l'Adriatique, des émissions « objectives et pluralistes » vers les pays de l'ex-Yugoslavie. Cette opération, recommandée par le rapporteur sur les droits de l'homme de l'ONU, Tadeusz Mazowiecki, rencontre déjà l'hostilité des parties en conflit et... des éléments naturels.

BARI

de notre envoyé spécial

Fabrice, un ex-nageur de combat, s'équipe de ses palmes pour ce qu'il appelle « une visite de coque ». Plongé dans l'eau du port de Bari, qu'il reconnaît « fraîche » en ce début avril, le responsable de la sécurité de l'expédition va vérifier (surtout à l'heure fixe, prévient-il), que personne n'a collé un « colle » sous le *Droit-de-parole*. Un « colle » explosif qui - comme il advint au *Rainbow Warrior* - pourrait envoyer le dérangeant bateau-radio par le fond avant même qu'il ait pu commencer une difficile mission : lutter contre la désinformation, conçue comme arme de guerre dans l'ex-Yugoslavie.

« Il vaut mieux prendre ses précautions », explique le responsable du bateau, le capitaine Pierre Vieille,

qui gagnait sa vie dans les croisades de luxe mais a voulu faire « autre chose » et, surtout, « quelque chose ». Financé notamment par la Communauté européenne, l'ex-bateau océanographique, qui a pris des airs de petite tour Eiffel flottante avec une grande guirlande sur son chapiteau, irait déjà en Croatie et s'écartera en Serbie, même s'il n'a pas encore émis, un mot. Arrivé mardi de Marseille, il pense à quoi, les plaies d'une tempête essuyée au large de la Sardaigne.

« Samedi soir, un commentateur de la télévision de Belgrade a dit que nous étions payés 2 500 dollars par mois par la CEE pour agir contre la Serbie », raconte un des membres de la rédaction, d'origine serbe, qui précise qu'un quotidien de Belgrade a aussi publié, à toutes fins utiles, les noms des journalistes, souvent « mis au chômage » dans leur pays, qui sont serbes, monténégrins, croates, bosniaques et slovènes.

Pas de pavillon français

A Zagreb, la presse, assez contrôlée par le pouvoir, a accueilli avec ironie le projet, dans lequel elle voit une tentative de restaurer la défunte Yougoslavie. D'autant plus que l'association est soupçonnée d'être « pro-serbe » du seul fait qu'elle est française et que l'un de ses soutiens moraux est la Fondation France-Liberté, dirigée par l'épouse d'un chef d'Etat dont on apprécie peu, à Zagreb, les égards pour M. Milosevic.

Pourtant, le gouvernement français sortant a refusé au bateau

émetteur - qui bat pavillon de Saint-Vincent et Grenadines (Caribbes), aux côtés des couleurs européennes, sans valeur juridique - le droit de naviguer sous un drapeau tricolore qui l'aurait protégé d'un « incident ». Outre des questions d'ordre juridique, discutables en ces temps de guerre sans merci, Pierre Bérégovoy avait, dans une lettre, reproché, comme en d'autres occasions, le danger de représailles que l'expédition pourrait faire courir aux « casques bleus » français en Bosnie.

Pour l'instant, l'équipage a des soucis moins politiques en tête. Sur le pont, on s'affaire à réparer les dégâts causés par une violente tempête. « Un vent de force 11, des vagues de douze mètres », raconte le capitaine, qui avait à sauver... et le bateau et l'antenne. Dans les cabines, les techniciens travaillent au point la réception des agences de presse et les liaisons téléphoniques compliquées avec les correspondants sur le terrain, dans l'ex-Yugoslavie.

Fabrice est sorti de l'eau. Il explique, en spécialiste, que « la dernière inspection se fera immédiatement avant le départ ». Le tourmente a emporté deux sacs de sauvetage, arraché les panneaux d'un moteur auxiliaire et mis hors d'usage le gyroscope du pilotage automatique. La foudre, qui n'est pas tombée loin, a peut-être endommagé l'antenne qui doit permettre de diffuser - c'est une première pour un bateau - en FM mais aussi en ondes moyennes.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Deux « casques bleus » nigériens tués en Croatie. - Deux membres nigériens de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) ont été tués et un autre a été blessé, mercredi matin 7 avril, en Croatie lorsque des inconnus ont ouvert le feu contre un point de contrôle de la Force dans le secteur nord, a annoncé jeudi à Belgrade la FORPRONU. L'attaque s'est produite dans la région de Banja (sous contrôle serbe en Croatie), dans la localité de Bojna, selon la même source. - (AFP.)

L'arrestation de deux Français au Kosovo. - Le chargé d'affaires yougoslave en France a été convoqué, mercredi 7 avril, au Quai d'Orsay après la condamnation au Kosovo (province méridionale serbe à population majoritairement albanaise) de deux membres de l'association humanitaire française Equilibre à quinze jours de prison. « Nous accordons une grande importance à cette affaire », a déclaré un porte-parole du Quai.

François Léotard à Sarajevo. - A l'issue de la présentation, jeudi 8 avril, par Edouard Balladur de son programme de gouvernement à l'Assemblée nationale, le ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, a prévu de se rendre à Sarajevo après le vendredi 9 ou samedi 10 avril.

Les Serbes de Bosnie empêchent une visite de Mgr Etchegaray. - Le Vatican a annoncé, mercredi 7 avril, que les Serbes bosniaques s'étaient opposés à la visite du cardinal Roger Etchegaray en Bosnie pour y célébrer la messe à l'occasion de Pâques. Ils ont fait savoir que la présence du cardinal français, président du conseil pontifical Justice et Paix, était « inopportune dans les circonstances actuelles », a déclaré le porte-parole du Saint-Siège, Joaquín Navarro-Valls.

FRUTTERO & LUCENTINI



Un bonheur sans relâche, une étude de mœurs savoureuse et une intrigue aux petits oignons, à peu près aussi succulente que la soupe aux pâtes et aux pois chiches mitonnée par la mère du maréchal des logis Butti, qui commande le poste local des carabinieri, à l'intention du docteur Monforti métamorphosé en détective amateur. F. Vitoux / Le Nouvel Observateur

Editions du Seuil

EUROPE

GRÈCE : une victoire de l'Eglise orthodoxe

Le gouvernement renonce à supprimer la mention de la religion sur les cartes d'identité

Les citoyens hellènes, en très grande majorité de religion orthodoxe, conservent - seuls dans l'Europe des Douze - la mention de leur religion sur leurs papiers d'identité. En refusant, mercredi 7 avril, un amendement gouvernemental sur la suppression de cette inscription, le Parlement d'Athènes a cédé à une campagne très vigoureuse animée par la hiérarchie orthodoxe et les milieux ultranationalistes.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le gouvernement a reculé devant l'opposition des députés conservateurs et socialistes en retirant, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 avril, au Parlement, un amendement qui prévoyait de rendre facultative la mention de la religion sur les nouvelles cartes d'identité. Le ministre de l'Intérieur avait déposé cet amendement à la suite des réactions des communautés juive et catholique de Grèce. Le 21 janvier, le Parlement européen avait invité Athènes « à revenir sur sa décision ».

Depuis, le Saint-Synode, l'instance dirigeante de l'Eglise grecque, n'a cessé d'exprimer sa totale opposition au projet. Dans une encyclique rédigée le 1^{er} avril et qui sera lue dimanche, le jour des Rameaux grec, dans toutes les églises, le Saint-Synode « tire la sonnette d'alarme » et demande à tous les Grecs de « prendre conscience de la menace qui pèse contre l'orthodoxie et l'hellénisme », unis au cours des siècles. La direction de l'Eglise invite ses fidèles à résister avec passion et à « donner une leçon aux présomptueux fossyeurs de l'unité nationale ».

Le texte met en cause « des centres religieux se trouvant en Europe et en Amérique ». Le porte-parole du Saint-Synode, Yannis Hatziphotis, a été nommé « le lobby juif américain ». Pour M. Hatziphotis, qui a soutenu que « 98 % des Grecs sont orthodoxes », le retrait de l'amendement constitue « un soulagement » pour le peuple grec.

Les députés, de droite et de gauche, qui devront dans un an se présenter devant les électeurs, ne s'y sont pas trompés et se sont alignés à la volonté du Saint-Synode. « Nous sommes et nous resterons orthodoxes », nous n'écouterons pas les étrangers », a dit au Parlement Evangelos Papanicolaou (Nouvelle Démocratie, conservateur). Pour le député socialiste Georges Frasiakakis (Pasok) « il existe une complète identité entre l'orthodoxie et l'hellénisme ». Même le député de la Coalition de gauche et du progrès (extrême gauche), Manolis Dretakis, a réclamé le retrait de l'amendement sacrilège après avoir déclaré : « Notre pays existe grâce à l'orthodoxie : nous sommes le seul pays orthodoxe de la CEE ».

« Délire moyenâgeux »

Seuls, devant cette étonnante « union sacrée » des communistes ont dénoncé « le délire moyenâgeux ». Le quotidien *Eleftherotypia* (socialiste indépendant) a souligné en première page « le miracle au Parlement », tandis qu'*Ekhnos* (gauche populaire) a relevé « les alliances peu orthodoxes au nom de l'orthodoxie ».

« Nous avons commis une faute ce soir, dont nous verrons les conséquences plus tard », a prévenu le ministre de l'Intérieur Yannis Kefaloyannis, qui avait déclaré que la mention facultative de la religion sur les cartes « prouverait que la Grèce est peut-être le pays le plus pur de la communauté internationale aux niveaux de l'éthique et de la CEE ».



la religion ». Dans une première réaction, le porte-parole du gouvernement, Vassilis Magiass, a qualifié la loi en vigueur de « constitutionnellement douteuse » et en « désaccord avec les obligations internationales de la Grèce ».

Les représentants des communautés juive (6 000 membres) et catholique (60 000 personnes) sont effarés. « Nous sommes abasourdis, nous ne nous attendions pas que le Parlement adopte un texte anticonstitutionnel et qui s'oppose au Parlement européen », a déclaré le président du Conseil central juif (Kis) Nissim Malt, qui s'est opposé à « la constitution d'un fichier juif dans l'Europe d'aujourd'hui ». Les cercles catholiques n'ont pas accepté non plus la décision, « contraire à la Constitution », soulignant que « chacun doit être libre ». L'archevêque catholique Mgr Foscolos, avait insisté pour que la religion « reste une affaire privée ».

L'affaire de la Macédoine

L'affaire de la reconnaissance de la Macédoine a provoqué en Grèce une formidable vague de nationalisme : les actions d'orthodoxie et de « précité » sont régulièrement mises en avant et, depuis le début de l'année dernière, cinq militants antinationalistes et six gauchistes ayant réclamé la reconnaissance de la Macédoine ont été condamnés à des peines allant de six mois et demi à dix-huit mois d'emprisonnement. Le 17 décembre dernier, un adolescent de dix-sept ans a été condamné à un an de détention : il avait notamment distribué des tracts affirmant qu'« Alexandre le Grand était un criminel de guerre ». Le 1^{er} avril, deux Grecs slovophones ont été condamnés à cinq mois de prison pour avoir revendiqué leur appartenance à une minorité macédonienne que la Grèce ne reconnaît pas. Ces procès ont été dénoncés par Amnesty international.

L'affaire macédonienne, qui apparaît à beaucoup comme une véritable « ébriété de Pandore », a connu, mardi, un nouveau développement. La Grèce a accepté le projet de résolution du Conseil de sécurité prévoyant l'admission de la Macédoine à l'ONU sous le nom provisoire de FYROM (ex-République yougoslave de Macédoine) après que Skopje ait renoncé à hisser sur le parvis des Nations unies son drapeau frappé du « soleil de Vergina », un symbole de la dynastie macédonienne antique (lire en première page).

« Le premier acte est terminé, le rideau est tombé, de dures négociations commencent maintenant », a déclaré le chef de la diplomatie hellène, Michalis Papaconstantinou. Une médiation internationale conduite par les deux coprésidents de la conférence de Genève doit fixer dans les deux prochains mois le nom définitif de la Macédoine ex-yougoslave et déterminer des « mesures de confiance » réglant notamment la question des emblèmes.

DIDIER KUNZ

GRANDE-BRETAGNE : à l'occasion des obsèques des victimes de l'attentat de Warrington

John Major propose une reprise des pourparlers intercommunautaires sur l'Irlande du Nord

De nombreuses personnalités britanniques et irlandaises ont assisté, mercredi 7 avril, aux obsèques des deux enfants victimes de l'attentat de Warrington, commis le 20 mars par l'IRA. Le même jour, John Major a profité d'une visite en Irlande du Nord pour proposer une reprise des pourparlers intercommunautaires.

LONDRES

de notre correspondant

Chacun s'efforce de faire preuve d'un optimisme raisonnable : la tragédie de Warrington peut-elle avoir un effet d'entraînement, forçant les protagonistes officiels du drame irlandais à composer, en tout cas à reprendre le chemin de la table des négociations ? Plus de quinze jours après l'attentat qui a provoqué la mort de deux enfants, et dont l'IRA avait revendiqué la responsabilité, l'émotion reste forte, et c'est manifestement sur celle-ci que table le premier ministre, John Major, pour provoquer une reprise des conversations achevées, en novembre dernier, sans résultat notable.

C'est donc à demain que le premier ministre a choisi d'annoncer une initiative du gouvernement, le jour où, à Warrington, un office religieux était célébré à la mémoire des deux enfants, en présence de la présidente de la République d'Irlande, Mary Robinson, du duc d'Edimbourg, et du chef de l'opposition, John Smith. M. Major s'est également rendu à cette cérémonie après

avoir fait une courte visite en Irlande du Nord, dans les comtés de Tyrone et Londonderry. Le premier ministre estime que l'occasion est propice pour accentuer les pressions sur les chefs des partis « unionistes » (protestants) et « nationalistes » (catholiques) : « la population de l'Irlande du Nord veut que les leaders politiques prennent leurs responsabilités et qu'ils aient le courage de faire preuve de souplesse » pour mettre fin à l'impasse actuelle.

M. Major souhaite que les pourparlers reprennent rapidement, et le ministre chargé de l'Irlande du Nord, Patrick Mayhew, va inviter les responsables des quatre principaux partis politiques nord-irlandais à se retrouver. Cette reprise des conversations ne pourra cependant pas avoir lieu avant les élections locales qui se

déroulent en Ulster le 19 mai. Tout en approuvant, mardi, les propos de M. Major, Albert Reynolds, le premier ministre irlandais, a cependant rappelé que des évolutions d'ordre constitutionnel étaient un objectif lointain : Dublin n'a pas l'intention de renoncer sans contrepartie aux articles 2 et 3 de la Constitution irlandaise, qui prévoient la réunification des deux parties de l'Irlande, d'autant que Londres n'est pas disposé à revenir sur la législation d'outre-mer de 1922. L'une des possibilités envisagées est d'accorder une large décentralisation administrative et politique à l'Ulster au moins égale à celle dont bénéficiait Belfast avant que le gouvernement de Stormont soit suspendu, en 1972.

LAURENT ZECCHIN

ESPAGNE

Quatre morts dans un attentat à Saragosse

Quatre personnes ont été tuées et quatre autres blessées dans l'attaque d'un fourgon blindé, dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 avril à Saragosse.

Selon les premiers témoignages, deux personnes, le visage caché par des passe-montagne, se sont approchées vers 22 heures d'un fourgon de la société Prosegur transportant l'argent d'un grand magasin, avant de glisser sous le véhicule un engin qui a explosé

presque immédiatement. Les deux malfaiteurs se sont enfuis et la police n'a pas précisé si les fonds transportés par le fourgon avaient disparu. Les morts sont apparemment les vigiles qui se trouvaient à bord du véhicule de la Prosegur. Les blessés, dont deux grièvement touchés, seraient des passants. Les premiers éléments de l'enquête n'ont pas permis aux policiers de savoir s'il s'agit d'un attentat politique. — (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

3016 CLIFF

PECHINEY

EXERCICE 1992

RÉSULTAT FAIBLEMENT POSITIF, REFLÉTANT UNE RÉALITÉ ÉCONOMIQUE DIFFICILE

RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE DES SECTEURS EN DIFFICULTÉ

RÉDUCTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

Les résultats 1992 du Groupe Pechiney sont le reflet d'une situation économique mondiale très difficile, qui n'a épargné aucun des marchés sur lesquels le Groupe est présent. Dans un tel contexte, les bonnes performances du secteur Emballage et de l'activité Commerce International constituent des éléments de satisfaction.

Au-delà de cette situation générale, les deux éléments déterminants de l'exercice ont été :

- l'engagement de programmes exceptionnels de restructuration dans des secteurs où le caractère durable des difficultés rencontrées requiert un ajustement des structures industrielles (aluminium métal, électrometallurgie, aéronautique, armement) ;
- des décisions stratégiques qui modifient l'organisation juridique et financière du Groupe, réduisent son endettement et recentrent ses activités : le transfert des actifs aluminium de Pechiney International à Pechiney, l'augmentation de capital de Pechiney International accompagnée d'une réduction de 75 % à 67 % de la part de Pechiney dans cette filiale, et la cession des activités combustible nucléaire et zirconium-titane.

Ces décisions, ainsi que les plans de restructuration mis en œuvre, entraînent une série de conséquences non récurrentes positives et négatives sur les comptes consolidés de l'exercice. Elles vont avoir des effets durables positifs, mais leur mise en œuvre étant progressive, leur incidence sur l'exercice 1992 est faible.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes 1992 de Pechiney, dont les chiffres caractéristiques sont présentés ci-après, font apparaître un bénéfice net, part du Groupe, de 203 millions de francs (4 francs par action), contre 820 millions (16,20 francs par action) en 1991.

(millions de francs, sauf indication contraire)	1992	1991
Cours de change moyen USD (francs)	5,29	5,64
Cifres d'affaires	65.374	71.002
dont Département Industriel	59.341	63.557
Commerce International	6.033	7.445
Marge opérationnelle	3.421	4.894
Frais financiers nets	2.182	2.631
Bénéfice courant	1.239	2.263
Autres produits et charges	(122)	113
Résultat net, part du Groupe	203	820
- avant amortissement des écarts d'acquisition	383	1.023
- après amortissement des écarts d'acquisition	203	820

* Chiffres révisés sur la base d'un périmètre de consolidation excluant les sociétés cédées en 1992.

La baisse de 26 % de la marge opérationnelle résulte de la détérioration des marges de tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'Emballage et du Commerce International ; elle est aussi la conséquence de dépenses d'exploitation non récurrentes liées aux mesures de restructuration évoquées précédemment.

Ce recul est atténué par une diminution de 439 millions de francs des frais financiers nets.

Le poste « Autres produits et charges » inclut la plus-value réalisée sur la cession de l'activité combustible nucléaire, les charges de restructuration liées aux plans exceptionnels (concernant notamment les éléments de turbomoteurs, l'aluminium métal et l'électrometallurgie) ainsi que des provisions pour risques ou dépréciation.

Globalement, les opérations exceptionnelles de l'exercice, dont les effets non récurrents sont comptabilisés sur plusieurs lignes du compte de résultats, dégagent un solide positif approximativement égal au résultat net, part du Groupe, de l'année.

L'analyse par secteur d'activité fait apparaître les évolutions suivantes :

- La marge opérationnelle du secteur Emballage (2.548 millions de francs, soit 70 % du total) marque un léger repli en francs (-0,3 %), mais progresse de 7,1 % en dollars, de 450 millions en 1991 (après retraitement) à 482 millions de dollars. Dans un contexte moins favorable, marqué par un tassement de la croissance des marchés de la boisson et de l'alimentaire et par des baisses de prix de vente, ce secteur a réussi à améliorer sa productivité et à accroître ses parts de marché.
- La marge opérationnelle du secteur Aluminium est en nette diminution, de 1.469 millions (après retraitement) à 621 millions de francs, principalement du fait de l'activité amont. Le marché mondial de l'aluminium primaire souffre de l'existence d'excédents considérables, et le retour à des conditions meilleures impose d'aller au-delà des réductions de capacité déjà décidées par certains producteurs et auxquelles le Groupe a contribué par les mesures qu'il a prises fin 1991, puis en décembre 1992. Quant à l'activité transformation, bien positionnée sur le marché du boitage, elle a pu limiter l'érosion de sa marge opérationnelle.
- La situation très difficile de l'industrie aéronautique a provoqué une forte baisse de la marge opérationnelle de l'activité Éléments de Turbomoteurs, de 668 millions de francs à 331 millions ; elle a conduit à engager un important programme de restructuration, axé sur la réduction des coûts, qui produira des effets positifs sur les résultats dès 1993.
- Le secteur Activités Industrielles diverses enregistre une marge opérationnelle négative de 45 millions de francs, contre un profit de 51 millions en 1991 (après retraitement). À la suite des modifications apportées à l'organisation du Groupe en janvier 1993, il comprend principalement les activités Composants et Systèmes - et en particulier Le Carbone Lorrain - l'électrometallurgie et les produits carbonés lourds. Le principal facteur de dégradation des résultats de ce secteur a été la situation des marchés de l'électrometallurgie ; celle-ci a conduit à décider en fin d'année un plan de restructuration.
- Malgré la conjoncture économique mondiale, l'activité Commerce International a vu sa contribution à la marge opérationnelle progresser de 284 millions de francs (après retraitement) à 332 millions.

COMPTES DE PECHINEY SOCIÉTÉ MÈRE

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 1.480 millions de francs, contre 669 millions en 1991. Il enregistre les effets comptables de la cession des activités Nucléaire, ainsi que des provisions pour dépréciation de titres de filiales déficitaires. Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires le paiement aux porteurs de CIF d'un dividende de 10 francs (15 francs avant fiscal comprise), contre 13 francs au titre du précédent exercice. Ce montant comprend le dividende prioritaire de 9,50 francs et un dividende complémentaire de 0,50 franc.

PERSPECTIVES

Les réalisations des premiers mois de l'année confirment la dégradation observée à l'automne 1992. Le niveau d'activité faible de la transformation de l'aluminium et du secteur « Activités Industrielles diverses » influence négativement les résultats, déjà affectés par le très bas prix de l'aluminium métal. Les mesures de restructuration qui ont été prises n'auront qu'un impact progressif dont l'effet se fera surtout sentir au deuxième semestre. De ce fait, les résultats du Groupe pour le premier semestre devraient être déficitaires avant prise en compte d'éventuels éléments exceptionnels positifs.

Toutes choses égales par ailleurs sur les plans économique et monétaire, le deuxième semestre bénéficiera du caractère saisonnier de l'emballage et d'un impact plus important des économies provenant des mesures de restructuration mises en œuvre.

TOKYO:
7 JOURS
7.700 F

VOYAGERS

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

GREILSAMER

le procès
SANG
contaminé

DOCUMENTS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

EUROPE

ITALIE : ancien chef des Brigades rouges

Renato Curcio est mis en semi-liberté

ROME

de notre correspondant

« Êtes-vous la même personne qui, il y a dix-sept ans, est entrée en prison ? » Renato Curcio, la cinquantaine, la barbe grisonnante, l'air timide, un peu décontenancé, a dû répondre à cette question, et à bien d'autres, en franchissant le portail de la prison romaine de Rebibbia. « *Même d'un jour à l'autre, un homme change* », a répondu le fondateur et idéologue des Brigades rouges qui était attendu par une foule de journalistes qui l'ont poursuivi toute la journée.

Alors que ces mêmes portes se referment ces temps-ci sur des dizaines d'hommes d'affaires et de politiciens, impliqués dans les affaires de corruption, l'ancien chef de file brigadiste est, depuis mercredi 7 avril, un homme dont la vie est redevenue presque normale, du moins dans la journée. Il pourra désormais se rendre librement dans sa maison d'édition de 8 heures à 22 heures. Il s'agit d'une coopération - appelée « Sensibili alle foglie » (Sensible aux feuilles) - qui s'occupe de minorités sociales et qu'il dirige depuis cinq ans du fond de sa cellule.

Ce sont ces règles du régime de semi-liberté que la tribuna a décidé d'appliquer à Curcio, le

détenu « modèle », qui a déjà purgé plus de la moitié de sa peine. Il ne pourra redevenir un homme libre à part entière qu'à l'horizon 2004, quand il aura accompli la totalité de ses trente ans de prison. Au cours d'une conférence de presse à laquelle il n'a pas pu échapper, Renato Curcio n'a pas voulu répondre à ceux qui l'interrogeaient sur la société actuelle. Il s'agit pour lui d'un monde lu ou raconté. « *Devant vous c'est un homme nouveau qui vient de renaitre* », a-t-il lancé. Il s'est également adressé avec pudeur aux familles des victimes du terrorisme et il a évoqué son désir de paternité.

Tourner la page

Renato Curcio, qui n'a jamais participé directement à des actions meurtrières mais ne s'en est jamais dissocié non plus, a toujours refusé de se déclarer « repent ». Bon nombre de ses camarades « repentis », bien que coupables d'assassinats, ont pu bénéficier, eux, de remises de peine importantes. Le fondateur du mouvement qui a semé le terreur au cours des « années de plomb » (1976-1982) - l'enlèvement et l'assassinat du président démocrate-chrétien Aldo Moro data de 1978 - reconnaît aujourd'hui que la lutte armée est un chapitre clos qui appartient au passé.

d'hui que la lutte armée est un chapitre clos qui appartient au passé.

Renato Curcio réclame depuis longtemps une initiative politique - l'indulto, une remise de peine collective - qui permettrait de tourner définitivement la page. C'est un débat ouvert depuis août 1991. La président de la République de l'époque, Francesco Cossiga, était alors prêt à lui accorder une grâce individuelle qu'il n'avait d'ailleurs pas demandée. Les réticences de l'opinion publique avaient contraint le chef de l'Etat à faire machine arrière. Les familles des nombreuses victimes du terrorisme se sont toujours opposées à une solution globale. Certains contestent même le semi-liberté dont jouit aujourd'hui l'ancien brigadiste. — (Afp, Reuters)

■ **Mandat d'arrêt contre un directeur général de Fiat.** - Le parquet de Milan a émis, mercredi 7 avril, un mandat d'arrêt à l'encontre du directeur général de Fiat chargé des activités industrielles, Giorgio Garuzzi. Il est soupçonné de corruption et d'infraction à la loi sur le financement des partis. Agé de cinquante-cinq ans, Giorgio Garuzzi se trouvait actuellement à l'étranger pour affaires. Il s'agit du quatrième dirigeant important de Fiat impliqué dans le cadre de l'enquête sur la corruption. — (Afp, Reuters)

Le différend entre la Hongrie et la Slovaquie à propos du barrage de Gabčíkovo Budapest et Bratislava portent leur contentieux devant la Cour de La Haye

BUDAPEST

de notre correspondant

La Hongrie, après avoir longtemps réclamé la médiation d'une tierce partie dans le conflit qui l'oppose à la Slovaquie à propos du barrage hydroélectrique de Gabčíkovo sur le Danube, s'est résolue sans enthousiasme à signer, mercredi 7 avril à Bruxelles, un accord avec Bratislava sur le second volet de la Cour internationale de justice de La Haye. Ce texte, ratifié sous l'égide de la CEE, a en effet une portée limitée puisque la Cour, la plus haute instance judi-

ciaire des Nations unies, peut mettre plusieurs années avant de rendre un jugement. Autre handicap : l'accord ne prendra effet que lorsqu'il aura été adopté par les Parlements des deux pays, ce qui est loin d'être acquis d'avance à Bratislava. Seule consolation : le recours à La Haye « change la nature du conflit, car le règlement de nos principales différences dépend maintenant de la décision de la Cour », estime János Hossain, le porte-parole du ministère hongrois des affaires étrangères.

Les Hongrois, qui se trouvent en position de faiblesse dans cette

affaire, redoutent surtout d'être enfermés dans un dialogue de sourds bilatéral avec Bratislava depuis l'éclatement de la Tchécoslovaquie, et cherchent de ce fait à attirer le cadre des négociations. Mais dans l'immédiat, c'est toujours l'impasse. Aucun progrès tangible n'a été réalisé depuis six mois, lorsque les Slovaques ont détourné une partie des eaux du Danube pour alimenter la centrale de Gabčíkovo, dont la mise en route, selon Budapest, représente un grave danger écologique pour la région.

YVES-MICHEL RIOLS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY INTERNATIONAL

EXERCICE 1992

AUGMENTATION DE 19 % DU RÉSULTAT NET, HORS ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS
PROGRESSION DE 6 % DU BÉNÉFICE NET PAR ACTION

COMPTES CONSOLIDÉS

Comme annoncé en septembre dernier, le résultat net consolidé de l'exercice 1992, au titre des seules opérations courantes et avant amortissement des écarts d'acquisition, est supérieur à 1 milliard de francs (1.071 millions), soit une augmentation de 19 % par rapport à son niveau de 1991 à structure comparable. Par action, il progresse de près de 6 % (de 11,80 francs à 12,50 francs), malgré l'augmentation du nombre d'actions de 76,5 millions à 85,9 millions, consécutive à l'exercice des bons de souscription émis en 1989.

Des éléments exceptionnels importants viennent par ailleurs s'ajouter à ce résultat. Ils consistent d'une part en une plus-value nette de 1,6 milliard de francs résultant du transfert à Pechiney des activités aluminium et commerce international, d'autre part en un total de provisions pour restructuration et pour risques d'environ 500 millions de francs (après incidence fiscale). Y compris ces éléments exceptionnels, le résultat net, part du Groupe, s'élève ainsi à 2.216 millions de francs avant amortissement des écarts d'acquisition et à 1.966 millions après déduction de cette charge.

Le tableau ci-après regroupe les chiffres caractéristiques de l'exercice 1992. Ceux-ci sont comparés aux données de l'exercice 1991, retraitées sur la base d'un périmètre de consolidation excluant les sociétés cédées en 1992.

(millions de francs, sauf indication contraire)	1992	1991 (révisé)
Cours de change moyen USD (francs)	5,29	5,64
Chiffre d'affaires	35.323	37.343
Marge opérationnelle	2.888	3.257
Frais financiers nets	1.060	1.777
Résultat courant	1.838	1.480
Autres produits et charges	1.072	(22)
Résultat net, part du Groupe		
- avant amortissement des écarts d'acquisition	2.216	843
- après amortissement des écarts d'acquisition	1.966	582
Résultat net hors éléments exceptionnels et avant amortissement des écarts d'acquisition		
- global	1.071	901
- par action (en francs)	12,50	11,80

La progression de 24 % du résultat courant (après frais financiers et avant impôts) recouvre une baisse de 11 % de la marge opérationnelle, plus que compensée par la diminution des frais financiers.

Le recul de la marge opérationnelle est intégralement dû à l'activité Éléments de Turbomoteurs, dont le contributeur s'est élevé à 344 millions de francs (65 millions de dollars), contre 675 millions en 1991 (120 millions de dollars). Pour faire face aux difficultés durables de l'industrie aéronautique mondiale, la filiale Howmet a mis en œuvre un programme exceptionnel de restructuration visant à adapter ses structures industrielles et administratives à ce contexte. Elle a par ailleurs renforcé ses positions de leader sur le marché porteur des turbines industrielles.

La contribution du secteur Emballage est quasiment stable en francs (2.548 millions contre 2.570 millions après retraitement en 1991), mais elle progresse de 7 % en dollars (de 450 millions à 482 millions). Malgré un tassement de la croissance du marché, tant aux États-Unis qu'en Europe, et une érosion des prix de vente, la rentabilité de la principale activité - le boîtier boisson - est demeurée satisfaisante grâce à une bonne progression des volumes et à des gains substantiels de productivité. Les départements « Boisson verre (État-Unis) » et « Cosmétique-pharmacie-hygiène » progressent en chiffre d'affaires et en résultats. Dans l'Alimentaire, les réalisations ont été moins favorables en Europe qu'aux États-Unis, où l'activité boîtier métal a bénéficié des premiers résultats des efforts de redressement de ces dernières années.

COMPTES DE LA SOCIÉTÉ PECHINEY INTERNATIONAL

Le bénéfice net de l'exercice s'élève, après éléments exceptionnels, à 2.840 millions de francs, contre 242 millions en 1991. Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée pour le 21 juin, la maintien à 5 francs du dividende net des actions. Il s'y ajoute un montant de 0,57 franc par action au titre de l'impôt fiscal et des crédits d'impôts. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions, la distribution au titre de l'exercice 1992 progresse d'environ 13 % par rapport à l'exercice précédent.

PERSPECTIVES

Pour l'exercice 1993, les perspectives du secteur emballage sont bonnes pour les activités verre et cosmétique-pharmacie-hygiène ; elles traduisent une progression encore plus marquée de l'alimentaire (métal et plastique) aux États-Unis. Toutefois, la baisse des prix de vente constatée en début d'année sur le marché de la boîte-boisson aux États-Unis peut entraîner une certaine érosion des résultats de cette activité, si la progression des ventes en volume est insuffisante.

L'activité du département Éléments de turbomoteurs reste influencée par la situation difficile du marché de l'aviation commerciale. Les restructurations engagées devraient toutefois permettre à Howmet d'améliorer sa marge opérationnelle dès 1993.

ASIE

CAMBODGE : la visite du secrétaire général de l'ONU

Les élections sont « la dernière chance » de mettre fin à plus de vingt ans de guerre

déclare M. Boutros-Ghali

Un Japonais de vingt-cinq ans, volontaire de l'ONU chargé du recensement électoral, a été assassiné, jeudi 8 avril, près de Kompong-Thom par des assaillants non identifiés. Nakata Atsuhito est le neuvième membre de l'APRONUC et le premier Japonais à trouver la mort au Cambodge.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le message que Boutros Boutros-Ghali est venu délivrer à Phnom-Penh à l'occasion d'une visite de trente heures est clair : les élections organisées par les Nations unies au Cambodge auront lieu comme prévu, du 23 au 28 mai, et l'APRONUC, l'Autorité provisoire de l'ONU, prendra toutes les dispositions nécessaires, dans le cadre de son mandat, pour que le scrutin soit un succès.

Cette décision ne constitue pas une surprise car le report du scrutin n'a jamais été sérieusement envisagé en dépit du refus des Khmers rouges d'y participer et d'en reconnaître les résultats. Mais, en se rendant sur place mercredi, jour de l'ouverture officielle de la campagne électorale, le secrétaire général de l'ONU a donné une solennité à « la dernière et seule chance » offerte aux Cambodgiens de mettre un terme à plus de deux

décennies de guerres et de massacres.

Tenus pour responsables de la plupart des violences commises ces dernières semaines contre la communauté vietnamienne et, ce qui est nouveau, contre les « bérés bleus » de l'APRONUC, les Khmers rouges n'ont pas attendu que M. Boutros-Ghali s'exprime pour afficher leur intention de perturber le déroulement d'une « force ». Deux heures avant l'arrivée de M. Boutros-Ghali, leur porte-parole, Mac Ben, a qualifié de « très grave faute » la tenue de ces élections et s'est prononcé « contre la politique de l'APRONUC qui consiste à offrir le Cambodge au Vietnam ».

Le prince Sihanouk ne démissionnera pas

En d'autres termes, les Khmers rouges affirment leur conviction que le Parti du peuple (PPC) de Chea Sim et Hun Sen, en pouvoir à Phnom-Penh, qu'ils considèrent comme les « valets » de Hanoi, l'emportera et, pour peu que l'ONU valide un scrutin qu'elle aura géré, toute l'opération sera réduite à offrir une légitimité internationale à une administration mise en place par le Vietnam en 1979. Les Khmers rouges se retrouveraient alors dans une position encore plus délicate qu'aujourd'hui. Ils vont donc se battre.

Le secrétaire général de l'ONU a

néanmoins obtenu que le prince Sihanouk, affaibli par la maladie, renonce à sa décision « irrévocable » de démissionner de toutes ses fonctions au lendemain du scrutin. Norodom Sihanouk demeurera chef de l'Etat et président du CNS (Conseil national suprême) jusqu'à la prise de fonctions d'un gouvernement élu. Il le fera, a-t-il dit, « à la demande de l'ONU et de la France ».

Le patronage ainsi offert, non sans réticence, par le prince pourrait contribuer à calmer le jeu entre les deux principales formations : le PPC et le FUNCINPEC, fondé par Sihanouk et présidé par son fils Ranariddh. S'exprimant au nom du PPC, Chea Sim s'est engagé à une « coopération très étroite avec l'APRONUC », ce qui semble indiquer qu'il serait prêt à accepter que ses adversaires électoraux bénéficient de certaines libertés.

Les choses sont donc en place : les Khmers rouges vont tenter, par tous les moyens, d'enrayer un processus voulu par l'ONU. Tout dépendra de leur capacité à perturber la campagne et le déroulement du scrutin. Comme l'a encore dit M. Boutros-Ghali, qui devait gagner la Thaïlande jeudi, le Cambodge va vivre des « moments difficiles ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

CORÉE DU NORD : selon la CIA

Pyongyang serait sur le point de vendre à l'Iran des missiles de portée intermédiaire

Selon l'agence de renseignements américaine, citée par le *New York Times*, jeudi 8 avril, l'Iran serait sur le point d'acquiescer des missiles nord-coréens de portée intermédiaire. Le *Redond-1*, une fusée à deux étages propulsée au carburant liquide, a une portée de 1 000 kilomètres environ, c'est-à-dire que d'Iran, elle pourrait atteindre Israël, et de Corée du Nord le Japon. Elle pourrait transporter des charges chimiques, voire nucléaires. Une délégation iranienne se serait rendue très récemment à Pyongyang, et les premières livraisons pourraient avoir lieu, selon la CIA, à la fin de l'année. Le quotidien japonais *Sankei Shimbun* révèle que des missiles de ce type auraient déjà été livrés à l'Iran en 1992.

Ces informations font surface alors que Pyongyang a rendu public mercredi son budget pour 1993. Malgré son caractère très austère, en ces temps de crise économique, les crédits militaires aug-

menteront de 4,7 % par rapport à ceux de l'an dernier pour représenter - officiellement - 11,6 % de l'ensemble des dépenses publiques. Ce pourcentage est largement supérieur à celui de la hausse des dépenses publiques (+2,9 %) et des investissements dans les secteurs pétrolier et métallurgique (+3,5 %).

Dans son discours devant le Parlement, le premier ministre nord-coréen Kang Song-san a mis en garde contre les risques de guerre dans la péninsule. Si des « mesures coercitives » sont prises contre Pyongyang, a-t-il averti, la Corée tout entière risque d'être plongée dans « les flammes de la guerre ». Enfin, M. Kang a rendu public un plan de réunification en dix points de la Corée, « élaboré personnellement » par le président Kim Il-sung, et qui préconise que « le Nord et le Sud renoncent à se menacer ou à s'envahir mutuellement » afin « d'éviter les craintes » d'une nouvelle guerre. — (Afp)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

M. Rabin ne veut pas que « les Palestiniens pullulent »

Le premier ministre ne veut pas que « les Palestiniens pullulent » dans l'Etat hébreu. Itzhak Rabin s'en est expliqué, devant une organisation religieuse, mercredi 7 avril, à Jérusalem. « Il est inconcevable, a-t-il dit, que sur 120 000 travailleurs du bâtiment employés en Israël, 70 000 soient des habitants des territoires » occupés.

« Dans le passé, la construction et l'agriculture constituaient les symboles de l'enracinement du peuple juif en Israël, a-t-il ajouté. Il ne faut pas que ces deux secteurs tombent aux mains d'étrangers et que nous dépendions des Palestiniens ».

« Il est temps », a affirmé M. Rabin, que les constructeurs israéliens bâtissent et que les agriculteurs israéliens récoltent. Un peuple qui ne construit pas ses maisons et son pays est un peuple qui faillit à ses devoirs ».

Quelque 115 000 Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza se rendaient, chaque jour, en Israël pour y travailler avant que les territoires occupés soient bouclés jusqu'à nouvel ordre, la semaine dernière, après une vague d'attentats anti-israéliens. — (Afp)

■ **IRAQ : pas de renforcement des troupes de l'ONU le long de la frontière avec le Koweït.** - La Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (MONUIK), déployée le long de la frontière entre ces deux pays, ne pourra pas être renforcée comme prévu, aucun pays n'étant en

mesure de fournir les forces nécessaires, a indiqué le secrétaire général de l'ONU, dans un rapport rendu public, mercredi 7 avril. Il était prévu de remplacer les quelque 300 observateurs militaires non armés par trois bataillons d'infanterie mécanisés, avec leurs éléments d'appui. — (Afp)

AFRIQUE

Libéria : guerre sans front ni grande bataille

En dépit des revers militaires et des effets de l'embargo, le rebelle Charles Taylor n'abandonne pas le combat

GBARNGA

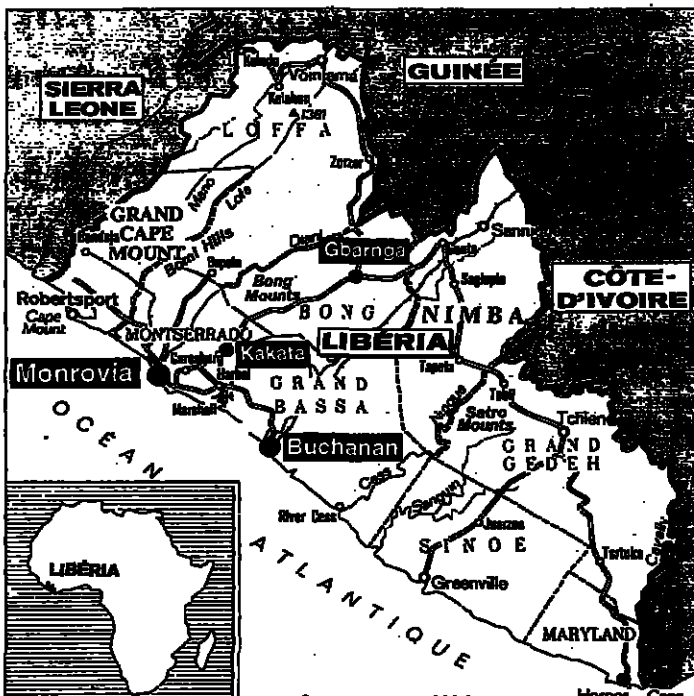
de notre envoyé spécial

Ils ont quinze et seize ans. On les a surnommés, « M. C. » Ramdée et « Mike Mac Lean ». Lunettes noires et kalachnikov en bandoulière, ils sont les vedettes américaines d'un concert de rap improvisé au sein du bataillon « Alligator ». « Je suis M. C. Ramdée... j'aime me battre contre mes ennemis... j'aime me battre pour la liberté... Laissez-moi te dire que je suis un rebelle, le rebelle », chante l'un de ces jeunes combattants du Front national patriotique du Libéria (FNPL), dans une mélodie hachée, au milieu des volutes jaunâtres dégagées par un énorme joint.

Cachés dans une plantation d'hévéas, une trentaine d'adolescents attendent leur victoire. Ils viennent de tondre une embuscade. Un camion transportant des soldats du Mouvement uni de libération du Libéria (ULIMO), faction farouchement hostile à Charles Taylor, a été attaqué et détruit à la sortie de Kakata, à 55 kilomètres au nord-est de Monrovia. Le véhicule, renversé dans le fossé, se consume lentement.

Les hommes de Charles Taylor tentent par tous les moyens de bloquer l'incroyable progression de la force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG) et de ses suppléants, les guerilleros de l'ULIMO, qui se sont emparés de la majeure partie de Kakata, une grosse bourgade poussée, en partie détruite. L'enjeu est de taille, car ce gros village commande l'accès au quartier général de M. Taylor.

Rétroviseurs orientés vers le ciel pour détecter l'arrivée des Alpha Jet de l'ECOMOG, qui prennent pour cible les véhicules, le général Samuel Vane, la quarantaine bedonnante, visite le « front » à bord d'un splendide 4x4 japonais : des villages déserts où sont retranchés les miliciens combattants, plus ou moins livrés à eux-mêmes, car l'insécurité ne suit pas. Les effets de l'embargo décrété par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et par les



Nations unies pour contraindre M. Taylor à négocier commencent à se faire sentir.

Critiques contre l'ONU

Malgré les trafics en tout genre aux frontières, l'essence est rare. Cette pénurie ne semble pas inquiéter outre mesure le général Vane. « Pourquoi parlez-vous d'embargo, mon gars ? Nous sommes des guerilleros. Tu dois oublier cet embargo, mon gars ! », affirme-t-il, goguenard. Les effets du blocus du « Taylorland » sont particulièrement sensibles à Gbarnga, le quartier général du FNPL, privé d'électricité. Le Gbarnga City Food Center, un res-

taurant mieux, ne propose plus que de la soupe de riz et du « kassava », du manioc. Il n'y a plus de café, plus de sucre, plus de bière.

A l'hôpital, attaqué le 10 mars dernier par des appareils de l'ECOMOG malgré les immenses croix rouges peintes sur le toit du bâtiment, les médecins opèrent à la lueur d'une ampoule alimentée par des batteries de camion. Au Cartington University College, transformé en orphelinat pour cent cinquante-huit gamins en haillons, Sœur Victoria se lamente : « Je n'ai plus de lait, plus de sucre. Les gosses ne mangent que du riz. » Le départ des commerçants libanais a achevé de désorganiser les circuits de distribution.

John Bee Salhe, un colt 357 Magnum à la ceinture, vraisemblablement un indicateur du FNPL, témoigne de la sévérité du blocus :

« Les Nations unies ont décrété un embargo sur les armes, pas sur la nourriture ». En privé, de hauts responsables du Front critiquent la position des Nations unies, et particulièrement celle de Gordon Sommer, le représentant spécial de M. Boutros-Ghali au Libéria, jugé partial. Ce sentiment commence à être partagé par la population, qui ne comprend pas que les opérations de l'ONU se limitent à Monrovia, la capitale. « L'ONU a oublié le Libéria ; le Libéria est pourtant un membre fondateur de cette organisation », lâche, exoté, le maire de Salala, un petit village à proximité de Gbarnga.

Dans sa résidence officielle, protégée par des batteries anti-aériennes, Charles Taylor semble toujours aussi déterminé. « Aussi longtemps qu'il y aura un embargo, il y aura la guerre », nous déclare-t-il. Entouré par sa femme et par ses proches pour prouver qu'il n'est pas en fuite, comme l'avait affirmé le chef d'état-major de la Force ouest-africaine d'interposition, il s'abîme : « Nous ne pouvons pas négocier avec l'ECOMOG, nous ne négocierons jamais avec l'ECOMOG. »

Le chef du FNPL se déclare uniquement prêt « à discuter avec les Libériens ». « Les Libériens et pas les Nigériens », précise-t-il. Bien qu'affaibli par une succession de revers militaires (le dernier en date étant la chute du port de Buchanan, par où transitaient les « exportations » du FNPL - fer, caoutchouc, bois), M. Taylor semble décidé à poursuivre l'effort de force qu'il a engagée avec les Nigériens, lesquels fournissent l'essentiel des troupes de l'ECOMOG. Face à cette formidable armada d'adultes, les adolescents grimaient et fanatisés du FNPL se sont repliés dans le « bush », une succession de forêts et de marécages, pour y mener des opérations de guérilla. « Le drôle de guerre », sans véritable front, sans grande bataille, mais avec son cortège d'atrocités et de réfugiés, se poursuit.

JEAN-KARIM SALL

ALGÉRIE : sur fond de vandalisme

Changement de locataires au Club des Pins

ALGER

de notre correspondant

Sans coup férir, l'État vient de récupérer un ensemble d'une centaine de luxueuses villas - gazon « anglais », vue imprenable sur mer, prestations de services, etc. - au Club des Pins, station balnéaire huppée, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger. Rassemblées dans une sorte de périmètre réservé, pratiquement inaccessible au commun des Algériens, ces demeures étaient occupées, depuis des lustres, par des représentants de la bourgeoisie algérienne sous le régime de l'ancien président Chadli ou par des membres de professions libérales, bénéficiant de solides introductions.

Au mois de janvier, le gouvernement avait sommé, par décret, les occupants de ces villas haut de gamme d'en remettre les clés aux Domaines, cet ensemble immobilier devant être classé « résidence d'État ». Les choses avaient traîné en longueur, les hôtes de ces résidences réclamant des décisions de justice en bonne et due forme pour obtenir.

Une première - et vaine - tentative pour les déloger avait eu lieu, à la fin de mars, pendant les fêtes de fin de Ramadan. Samedi 3 avril, ils n'ont opposé qu'une très modeste résistance aux gendarmes, venus les priver, pour la plupart, de leur logement.

« Nous ne pouvons pas négocier avec l'ECOMOG, nous ne négocierons jamais avec l'ECOMOG », nous déclare-t-il. Entouré par sa femme et par ses proches pour prouver qu'il n'est pas en fuite, comme l'avait affirmé le chef d'état-major de la Force ouest-africaine d'interposition, il s'abîme : « Nous ne pouvons pas négocier avec l'ECOMOG, nous ne négocierons jamais avec l'ECOMOG. »

JEAN-KARIM SALL

déguerpir. Il faut dire que ces expulsés ne risquent en rien de se retrouver à la rue, la plupart possédant déjà de confortables résidences principales.

L'affaire aurait pu en rester là, par dépit, certains résidents n'avaient pas commis des actes de vandalisme, surpris de la part de représentants d'un milieu a priori plutôt « posé », comme le relève pudiquement la presse locale. Pour El Moudjahid, le quotidien pro-gouvernemental, ces faits accablants dénotent un comportement pour le moins irrationnel de la part de certains occupants, compte tenu « des hautes charges qu'ils ont assumées par le passé ». Et de dresser, photos à l'appui, l'inventaire des déprédations. De s'indigner aussi que le rez-de-chaussée d'une de ces villas, occupée par un ex-ministre de la culture, ait fait « tout bonnement office de niche aux chiens de garde de Monsieur ».

Cette spectaculaire mesure de récupération des biens de l'État semble ne pas avoir impressionné grand monde. Il en faudrait bien davantage pour contenter la population, frappée par une crise aiguë du logement. A ses yeux, « l'opération Club des Pins » consiste un peu à « prendre à Hadj Moussa pour donner à Moussa Hadj ». - (Afp/rdv)

« Nous ne pouvons pas négocier avec l'ECOMOG, nous ne négocierons jamais avec l'ECOMOG », nous déclare-t-il. Entouré par sa femme et par ses proches pour prouver qu'il n'est pas en fuite, comme l'avait affirmé le chef d'état-major de la Force ouest-africaine d'interposition, il s'abîme : « Nous ne pouvons pas négocier avec l'ECOMOG, nous ne négocierons jamais avec l'ECOMOG. »

JEAN-KARIM SALL

TCHAD

La conférence nationale a pris fin

La conférence nationale, réunie depuis le 15 janvier dernier, a clos ses travaux, mercredi 7 avril, par un discours du président Idriss Déby.

Celui-ci s'est engagé à « faciliter » la collaboration entre les différents organes de la transition : le Conseil supérieur de la transition (CST), organe législatif, et le gouvernement, qui sera dirigé par le sudiste Fidèle Moungar (le Monde du 7 avril).

Selon la charte de la transition, le colonel Déby demeure chef de l'État, chef suprême des armées et chef de l'administration, tandis que le premier ministre dispose de l'armée et de l'administration, et exerce les nouvelles orientations économiques, politiques et sociales arrêtées par la conférence.

Le colonel Déby a chiffré le coût de ces « états généraux » à plus d'un milliard de francs CFA (20 millions de francs). - (Afp/Reuter)

TOGO : malgré la désorganisation du pays

L'élection présidentielle aura lieu les 6 et 20 juin

Le conseil des ministres a fixé, mercredi 7 avril, les dates des prochaines échéances électorales. Le scrutin présidentiel aura lieu les 6 et 20 juin, les législatives les 11 et 25 juillet.

Quelle sera la légitimité de scrutins organisés par un gouvernement fantôme, en l'absence de la plupart des dirigeants de l'opposition et d'une partie de la population, réfugiés à l'étranger ? Un dilemme pour la communauté internationale. Sur place, les chancelleries sont unanimes : ces

élections ne seront valables que si la population les accepte.

A cet égard, plusieurs conditions. Il faut tout d'abord que la sécurité des hommes soit assurée, afin que les éventuels candidats puissent faire campagne à travers le pays. A la suite des nombreux attentats perpétrés au cours de la période de transition, et vu l'impunité dont ont joui les militaires après leurs exactions, l'opposition a réclamé la mise sur pied d'une force de sécurité qui dépendrait du premier ministre. Une « Force de l'opération réconciliation-sécurité » (FORS 93) est en cours de création ; mais l'opposition considère cette structure, sous commandement du chef de la gendarmerie, comme nulle et non avenue.

Il faudrait également que l'ensemble des candidats aient accès aux médias. Il existe, certes, une presse privée. Mais les médias d'État sont aux mains de la « tendance présidentielle » : la radio et la télévision diffusent à longueur de temps des communiqués d'associations « RPRistes » du nom de l'ancien parti unique, le Rassemblement du peuple togolais

(RPT). Mais, surtout, ces élections ne seront recevables que si l'opposition y participe. Ce qu'elle n'a pas l'intention de faire, aussi longtemps que M. Joseph Kokou Koffi, nommé par décret en janvier dernier, occupe le poste de premier ministre. Pour ses détracteurs - comme pour les chancelleries - des élections organisées dans les conditions actuelles conduiraient inéluctablement à une victoire du général Gnassingbé Eyadéma.

M.-P. S

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Cinquième inculpation dans l'enquête sur l'attentat du World Trade Center

Le cinquième suspect interpellé dans le cadre de l'enquête sur l'explosion du World Trade Center, Bilal Alkai, vingt-sept ans, a été inculpé mercredi 7 avril de complicité dans l'attentat du 26 février qui a fait six morts et un millier de blessés. Bilal Alkai, chauffeur de taxi à New York, s'était livré le 25 mars dernier au FBI. Il avait été aperçu à proximité de l'entrepôt de Jersey-City (New-Jersey) les enquêteurs ont découvert des produits chimiques qui auraient servi à la confection de la bombe. La police a également retrouvé à son domicile un mécanisme de minuterie pour le déclenchement d'une bombe à retardement.

Quatre autres suspects ont déjà été

inculpés de complicité dans le cadre de cette affaire. Il s'agit de Mohamed Salameh, Jordanien d'origine palestinienne de vingt-cinq ans qui, selon les enquêteurs, a loué la camionnette ayant servi à transporter la bombe. Nidal Ayyad, un ingénieur chimiste américain d'origine palestinienne de vingt-cinq ans, est soupçonné d'avoir fabriqué la bombe. Mahmoud Abu Halima, un Égyptien de trente-trois ans vivant aux États-Unis, est l'organisateur présumé de l'attentat. Enfin, Ramzi Ahmed Yousef, un Irakien de vingt-cinq ans, avait partagé un appartement avec Salameh et est considéré comme un « acteur majeur » dans cette affaire. - (Afp)

Report du procès des auteurs du passage à tabac d'un chauffeur de camion pendant les émeutes de Los Angeles. - Un juge a reporté de trois mois le procès de trois Noirs accusés d'avoir passé à tabac un camionneur blanc, Reginald Denny, pendant les émeutes de Los Angeles en avril 1992, a-t-on appris mercredi 7 avril. Le juge John Ouderick a reporté l'audience au 14 juillet prochain de manière à laisser plus de temps à l'un des avocats pour préparer sa défense. - (Afp)

KENYA : les opposants arrêtés ont été relâchés. - Les membres de l'opposition arrêtés, mardi 6 avril au Kenya, pour avoir tenu une réunion de prière oecuménique appelant à la fin des luttes tribales ont été relâchés, mais cinq d'entre eux ont été accusés, mercredi, de rassemblement illégal. Au nombre des personnes arrêtées figuraient deux députés d'opposition, M. Raila Odinga du parti FORD-Kenya et M. John Mwaura du parti FORD-Asili, ainsi que Cheikh Khalid Balala, un influent prédicateur musulman et dirigeant du Parti islamique du Kenya (illegale). - (Afp)

MAROC : interdiction d'une manifestation contre le harcèlement sexuel. - Une manifestation contre le harcèlement sexuel, prévue, dimanche 11 avril, à Rabat, et organisée par quelque dix-neuf mouvements féministes, a été interdite par le gouvernement. Ce rassemblement devait faire suite au procès, le mois dernier, d'un commissaire de police qui avait été condamné à mort pour avoir violé plus de cinq cents femmes. - (Reuter)

NIGER : onze détenus touaregs pris en otage à la prison de Niamey. - Onze détenus touaregs qui devaient être libérés le 2 avril sont retenus en otage depuis cette date, dans l'enceinte de la maison d'arrêt de Niamey, par des prisonniers de droit commun qui se sont mutinés pour exiger leur propre libération. Ces onze hommes faisaient partie des trente et une personnes détenues préventivement depuis le mois d'août 1992 pour complicité présumée avec le mouvement rebel touareg. Parmi les otages figure notamment Khammed Abdoulaye, un ancien ministre de l'information. - (Afp)

SOMALIE : manifestations dans le Somaliland contre l'envoi de

troupes de l'ONU. - Quelque quatre cents personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, ont manifesté sans incident contre l'envoi de troupes de l'ONU, mardi 6 avril à Hargeisa, (800 km au nord-ouest de Mogadiscio), la « capitale » du Somaliland, selon le porte-parole de l'opération des Nations unies (ONUSOM), Farouk Mawlawi. L'actuelle Force multinationale sous commandement américain (UNITAF) ne couvre que 40 % du territoire et n'a pas encore pénétré dans le Somaliland. A Kismayo (400 km au nord-ouest de Mogadiscio), les soldats belges de l'UNITAF se sont interposés, mardi, pour éviter « tout affrontement » entre 200 manifestants du colonel Omar Jess et un millier de partisans du général Mohamed Said Hersi « Morgan ». - (Afp)

ZAÏRE : la CEE refuse de reconnaître la légitimité de Faustin Birindwa. - La CEE a refusé, mercredi 7 avril, de reconnaître la légitimité du premier ministre zaïrois Faustin Birindwa, nommé par le président Mobutu. Selon une déclaration des Douze, la nomination de M. Birindwa s'est faite « sans approbation du Haut Conseil de la République (HCR) et par conséquent en dehors du processus de transition défini par la Conférence nationale souveraine ». Le gouvernement Birindwa « ne pourra donc pas bénéficier de la coopération de la CEE et de ses États membres, qui ont décrété un embargo sur les ventes d'armes et appliqué une politique restrictive d'accroissement de visas », ajoute le communiqué. La CEE réaffirme en revanche son soutien aux efforts du président du HCR, Mgr Laurent Monseigneur, pour la transition vers des élections libres et démocratiques. - (Afp/Reuter)

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 84, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.86 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Code AST, puis OSP

Vente sur surenchère au Palais de Justice de Paris
BOBIGNY, le MARDI 27 AVRIL 1993 à 13 h 30
PROPRIÉTÉ à VAUJOURS
(93) - 3 à 7, rue de Méaux
cadastre section A n° 329 pour 10 a 95 ca comprenant un PAVILLON d'habitation de 100 m², d'un rez-de-chaussée, un étage et un grenier perdu au-dessus.
Mise à Prix : 529 100 F
Pour tous renseignements s'adresser à M. AUVRAY, avocat, 210, rue A-France à DRANCY. Tél. : 48-32-95-99 - Au greffe du T.G.J. de BOBIGNY.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 27 AVRIL 1993 à 13 h 30
EN UN SEUL LOT :
UN IMMEUBLE
cadastre pour 8 a 07 ca comprenant une SALLE DE CINÉMA, une MAISON : R. de Ch. et un étage, cour couverte, PETIT PAVILLON d'un étage
MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)
110, rue de Paris 11-13, rue Denise-Buisson
Mise à Prix : 700 000 F
S'adresser à Maître Brigitte MARSIGNY, avocat au barreau de la Seine-Saint-Denis, 11, av. Aristide-Briand (93160) NOISY-le-GRAND. Tél. : 43-05-67-36. Maître Jean-Serge LORACH, avocat au barreau de Paris-7, 2, av. Marceau 75008 PARIS. Tél. : 47-20-7575.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 29 AVRIL 1993, à 14 h 30
UN APPARTEMENT de 4 P.P. à PARIS (16^e)
36-38, rue CHARDON-LAGACHE
au 3^e étage gch, ent., cuis., office, s. de bnt, w.c. - UNE CHAMBRE au 4^e étage et CAVES - UN BOX fermé au 2^e sous-sol à PARIS (16^e) 32-34, rue Chardon-Lagache
MISE A PRIX : 3 000 000 F
S'adresser à SCF GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COUSAU, avocats associés à PARIS (75006) - 2, Carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-98 de 9 h 30 à 12 h
VISITES sur place, le 23 AVRIL 1993, de 9 h à 10 h 15.

تكونا من الأصل

POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

Georges Marchais s'oppose à la réunion d'« assises communistes » proposée par Charles Fiterman

Après un succès très relatif aux élections législatives, mais qui lui a permis de conserver un groupe de députés à l'Assemblée nationale, le Parti communiste juge sa ligne confortée. Georges Marchais a rejeté, devant le comité central réuni mercredi 7 avril, la proposition d'« assises communistes » faite par Charles Fiterman.

« Ouverture, ouverture, ouverture, c'est le maître-mot de ce rapport », a affirmé Robert Hue, membre du bureau politique du Parti communiste, mercredi, en présentant, lors d'une conférence de presse, l'analyse qu'il venait de développer devant le comité central de son parti. « Nous avons entendu un rapport assez lisse, et même quelque peu surréaliste, a confié un contestataire après la réunion du comité central. On aurait pu croire, à l'entendre, que le PC était à 18 % ou 20 % des suffrages exprimés. »

« Face à la droite », le PCF est décidé à miser, dans la perspective des prochaines échéances, sur « le rassemblement des forces de gauche et de progrès dans les collectivités locales ». Parallèlement, toutes les organisations du PCF ont été invitées par Robert Hue à « inventer des espaces de rencontre » pour retrouver tous ceux qui ont accepté, aux élections législatives, de se « servir du vote communiste ». « Nous invitons les fédérations et les sections à aider nos cellules à se tourner résolument vers les gens dans les quartiers, les villages et dans les entreprises », a affirmé M. Hue. Il s'agit d'une véritable ouverture de nos cellules vers les citoyens, par des milliers de rencontres dans les semaines qui nous séparent des congés, que nous proposons. »

De là à répondre à la proposition de convoquer des « assises communistes », formulée par Charles Fiterman (le Monde du 8 avril), il y a un pas que la direction n'a

pas voulu franchir. « Je ne sais pas si nous voterons sur la proposition de Charles, c'est comme il le voudra », a affirmé lui-même Georges Marchais. Je voudrais donner mon opinion sur cette proposition, qui concorde avec celle qu'on doit exprimer plusieurs camarades : je ne pense pas qu'il faille que le comité central la retienne. Et cela, pour une raison unique : elle n'est pas démocratique. Elle conduirait, si nous l'adoptions, à déposséder les communistes de responsabilités qui leur appartiennent, à eux et à nul autre. Nous n'en avons pas le droit et, de toute façon, nous ne le voulons pas. » Le secrétaire général du PCF a encore jugé que la proposition du chef de file des refondateurs n'est « pas conforme [aux] règles de fonctionnement définies par nos statuts ».

Après avoir donné une lecture moins favorable des résultats des élections législatives et renouvelé la proposition d'assises communistes qu'il avait présentée trois jours avant à ses camarades du bureau politique, avait précisé ses intentions. « Ma proposition ne s'inspire d'aucune préoccupation tactique extérieure ni d'aucun calcul, a-t-il affirmé. Elle se fonde sur la conviction totale qu'il est l'heure de faire ce pas, au niveau où il le faut. » Ma proposition n'est pas une machine de guerre contre quiconque. Je ne cherche pas à nourrir des querelles de personnes ou de pouvoir. Il est inconvenant d'identifier ma démarche à ce qui s'apparente à de telles querelles au Parti socialiste. Pour être tout à fait clair et écartier toute idée de ce genre, j'ajoute que je ne réclame, dans tout ce processus, aucune responsabilité particulière. Je ne solliciterai pas ma reconduction à la direction du parti. » Cependant, comme cela s'était passé lors de la dernière réunion du comité directeur du Parti communiste, M. Fiterman a souhaité que la direction du PC mette « collectivement » son vote à la disposition des assises communistes, en

vue d'assurer le renouvellement nécessaire.

Jeu de mardi, sur RTL, le nouveau président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, député du Nord, est revenu sur les raisons qui devaient conduire le comité central à rejeter l'idée de réunir des assises communistes. « Le Parti communiste français, a-t-il précisé, n'est la propriété de personne. C'est une copropriété de six cent mille membres. C'est

donc aux communistes de décider de la politique et de l'avenir du parti. Majoritairement, les communistes français ont décidé de rester un Parti communiste et c'est heureux pour la France. Par ces temps, il y a des phénomènes de mimétisme, voire un goût du harcèlement. Je ne crois pas que ce soit la question prédominante pour les Français. »

J.-L. S.

La préparation des états généraux

Le comité directeur du PS se réunira le 24 avril

La direction provisoire du Parti socialiste, présidée par Michel Rocard, va réunir les premiers secrétaires fédéraux du parti le 17 avril, et le comité directeur le 24 avril, pour préparer les états généraux prévus pour début juillet. Après les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, qui avaient annoncé leur décision d'organiser des états généraux régionaux, les huit premiers secrétaires fédéraux d'Ile-de-France, jospinistes et rocardiens, ont proposé, mercredi 7 avril, « d'engager, dans chacun des départements, des états généraux qui trouveront leur aboutissement dans des états généraux régionaux ».

D'autre part, les membres du courant de Lionel Jospin se sont réunis, mercredi soir, pour s'organiser après le retrait de leur chef de file du comité directeur et du bureau exécutif du PS. Ils ont désigné André Laignel, ancien secrétaire d'Etat, comme coordinateur, et ils réfléchissent à une dénomination commune, celle de « jospinistes » ne pouvant plus convenir. Ils ont confirmé leur participation à la direction provisoire du PS, mais convaincu de

conserver leur autonomie, leur expression propre et leur identité au sein du PS, en se référant aux idées qu'ils avaient exprimées avec M. Jospin : promotion du régime présidentiel, réflexion sur une politique économique tournée vers la lutte contre le chômage, nécessité d'une définition plus claire des liens entre le PS et son candidat à l'élection présidentielle.

Michel Rocard viendra le 20 avril devant le groupe socialiste du Sénat. Michel Rocard, président de la direction provisoire du PS, se rendra le 20 avril devant le groupe socialiste du Sénat. Quatre sénateurs socialistes ont officiellement quitté ce groupe du Sénat pour devenir rattachés administratifs. Il s'agit des trois sénateurs du Puy-de-Dôme : Michel Charasse, fabiusien, proche de François Mitterrand et ancien ministre du budget ; Roger Quilliot, ancien mauroyiste, maire de Clermont-Ferrand ; Marcel Bony, qui n'appartient à aucun courant ; et de Paul Lorient, chevronniste, sénateur de l'Essonne.

Affirmant sa « loyauté » vis-à-vis du gouvernement

Valéry Giscard d'Estaing assure que la majorité restera unie

Dans deux entretiens parus jeudi 8 avril, Valéry Giscard d'Estaing s'efforce de rassurer les électeurs de la nouvelle majorité sur sa « loyauté » vis-à-vis du gouvernement d'Edouard Balladur. Revendiquant sur ses déclarations devant le « Club de la presse d'Europe 1 » du lundi 5 avril (le Monde du 7 avril), le président de l'UDF déclare dans le Figaro : « Que tous nos électeurs se rassurent : la majorité restera unie et soutiendra d'une manière loyale et lucide le gouvernement issu de ses rangs. Je leur en donne la chaleureuse assurance. » « Pour quoi, poursuit-il, aller chercher des interprétations perverses de mes propositions ? Pour faire croire qu'il existe dans notre majorité les mêmes clivages et les mêmes affrontements que ceux qui déchirent actuellement le Parti socialiste ? »

Dans un second entretien, publié par Paris-Match, M. Giscard d'Estaing explique encore : « Je ne m'imaginais pas dans la position des censeurs de l'ancien empire chinois, dont le rôle était d'attiser l'atten-

tion sur les faiblesses ou les insuffisances de l'action des autorités. Je fais partie de la même équipe que ceux qui nous gouvernent (...). Mon rôle sera d'insister pour que toutes les promesses faites soient tenues et pour que l'action de redressement soit engagée dans le plus court délai possible. » Pour l'heure, l'ancien chef de l'Etat estime que « le gouvernement Balladur a pris un bon départ ».

Yves Galland préconise la fusion du Parti radical et du PSD. Yves Galland, président du Parti radical, a réitéré, mardi 6 avril, sa proposition de fusion de son parti avec le Parti social-démocrate (PSD), afin de « restaurer un pôle de centre gauche de type social-démocrate » au sein de l'UDF. Se référant à la composition du gouvernement et « à la répartition des fonctions à l'Assemblée nationale », M. Galland juge « inacceptable que l'UDF post-électorale soit axée plus que jamais sur le duopole Parti républicain-CDS ».

Selon BVA

La cote de popularité de François Mitterrand est en hausse

Une enquête de BVA publiée par Paris-Match dans son numéro daté du 8 avril indique que la cote de popularité de François Mitterrand est en forte hausse en avril par rapport au mois précédent (1). Elle passe de 33 % à 41 %. Dans le même temps, les avis négatifs chutent de 61 % à 52 %. L'« effet cohabitation », qui s'était traduit en 1986 par un remarquable retournement de tendance au profit de M. Mitterrand, opère à nouveau.

La popularité de M. Mitterrand reste cependant très nettement inférieure à celle de son premier ministre, Edouard Balladur enregistré, en effet, 58 % de bonnes opinions, con-

tre seulement 13 % de mauvaises. Le score du second premier ministre de la cohabitation est très supérieur à celui de Jacques Chirac lors de sa nomination en 1986, qui n'obtenait que 47 % d'opinions favorables contre 34 % de défavorables.

Dans l'hypothèse d'une élection présidentielle, les candidats de droite, que ce soit M. Chirac ou Valéry Giscard d'Estaing, l'emporteraient nettement, dans tous les cas de figure, face à Jacques Delors ou à Michel Rocard.

(1) Sondage effectué du 1^{er} au 5 avril auprès de 949 personnes.



« Tiens, tiens, il reste encore deux places au balcon. Bizarre, bizarre ! »

Le Monde ARTS • SPECTACLES

Préparez vous à sortir

Le Monde Arts et Spectacles vous donne envie de sortir. Chaque mercredi dans le Monde daté jeudi, plus de dix pages sont consacrées à l'actualité culturelle : portraits de

metteurs en scène, analyse de l'œuvre d'un artiste à l'occasion d'une exposition, critique de concerts, de films, de spectacles... En plus, les journalistes du Monde vous

proposent une sélection de loisirs culturels : théâtre, cinéma, danse, musique (classique, rock, jazz), expositions, à Paris et en régions...

POLITIQUE

Au conseil des ministres

M. Balladur affirme que la France devra être économe dans son aide au développement

«La situation des finances actuelles de la France ne permet pas beaucoup de largesses à l'extérieur de nos frontières», a déclaré Edouard Balladur au cours de la réunion du conseil des ministres, mercredi 7 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand. Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a expliqué que le premier ministre avait fait cette remarque à l'occasion d'une communication d'Edmond Alphandery, ministre de l'économie, sur la situation économique et financière de la Russie.

Les dossiers étrangers ont occupé, d'ailleurs, une large place au cours de cette réunion, la deuxième de la nouvelle cohabitation, qui n'a duré que quarante-cinq minutes. Au cours du traditionnel tour d'horizon diplomatique présenté par le titulaire du

Quai d'Orsay, Alain Juppé a rendu compte de ses récents entretiens avec ses collègues européens et a réaffirmé la volonté de la France de défendre les intérêts de ses entreprises en Europe et ceux de ses agriculteurs dans les négociations internationales. Il a ajouté, selon M. Sarkozy, que l'état actuel des négociations du GATT est «insatisfaisant» et qu'il faut «approfondir la compatibilité» des accords en préparation avec «la nouvelle politique agricole commune», en «n'isolant pas», au cours de ces négociations, le volet agricole. M. Juppé, d'après le porte-parole du gouvernement, a expliqué qu'ainsi la France passe «d'une position de blocage à une position de proposition, sans que cela affecte en rien la volonté de défendre les agriculteurs de notre pays».

Probablement pour que la posi-

tion du gouvernement soit clairement établie dans ces négociations européennes, le premier ministre a déjà procédé au changement du secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, faisant nommer à ce poste important Yves-Thibault de Silguy. M. Sarkozy a précisé que cette nomination n'avait pas soulevé «l'ombre d'une difficulté avec qui que ce soit».

Le conseil des ministres a entendu aussi une communication de Michel Girard, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sur la situation de l'emploi. M. Balladur a fait approuver les décrets d'attribution de responsabilités de douze ministres, les autres devant l'être la semaine prochaine.

Th. B.

Sans danger

Suite de la première page

Il devait être lu non pas, comme il est de coutume, par le premier des ministres dans l'ordre protocolaire, en l'espèce Simone Veil, mais par le second, c'est-à-dire Charles Pasqua, au prétexte qu'il est une personnalité importante du palais du Luxembourg.

Chef d'un gouvernement parlementaire et non présidentiel, M. Balladur ne veut pas commettre l'erreur de donner l'impression qu'il n'est qu'un super-ministre de l'économie et des finances installé à Matignon, d'autant qu'il sait que cette image lui est facilement accolée. C'est donc un véritable discours-programme, couvrant tout le champ de l'activité politique, qu'il devait prononcer, et un discours de début de législature, c'est-à-dire fixant à la majorité un plan de travail de cinq ans, sans préoccupation — au moins apparente — des élections intermédiaires.

Des mesures précises étaient donc annoncées, assorties d'un calendrier qui ne devait pas être très rigoureux. Le premier ministre entendait, en effet, insister particulièrement sur sa méthode de gouvernement et sur celle que doit s'imposer à elle-même sa majorité.

A celle-ci, il devait faire remarquer que ses responsabilités sont à la hauteur de son importance numérique.

Quatre axes

Quatre axes devaient donc être proposés par le premier ministre pour que soient respectés les engagements pris devant les électeurs. M. Balladur devait expliquer aux parlementaires qu'il convient d'affirmer l'état républicain, ce qui implique, à ses yeux, que la démocratie soit équilibrée, tolérante et impartiale. Cela impose, bien entendu, un meilleur fonctionnement de la justice, une administration impartiale, et une sécurité mieux assurée. Il devait ensuite souligner la nécessité d'un redressement de l'économie pour lutter contre le chômage. C'est dans ce chapitre-là qu'il devait définir les principes de prochaines privatisations, sans fournir la liste des entreprises que l'État pourrait mettre en vente rapidement.

La troisième priorité du chef du gouvernement concerne l'obligation de garantir les solidarités essentielles, c'est-à-dire, à ses yeux, les

indemnités de chômage et les prestations sociales. Il range aussi, sous ce chapitre, tout ce qui concerne l'éducation et la culture, la décentralisation et la volonté de développer la politique d'aménagement du territoire. Enfin, M. Balladur ne voulait pas se contenter d'une action intérieure; devait souligner son souhait d'affirmer la place de la France en Europe et dans le monde, ce qui l'amènerait à aborder les problèmes de défense.

Avant que les députés ne passent au vote pour accorder leur confiance au gouvernement, en vertu de l'article 49, alinéa 1 de la Constitution, ce qui était par avance acquis compte tenu de l'importance des groupes RPR et UDFC, les orateurs des forces politiques représentées à l'Assemblée nationale (Bernard Pons pour le RPR, Charles Millon pour l'UDF, Martin Malvy pour le PS et Alain Bocop pour le PC) devaient répondre du premier ministre.

Après avoir, M. Millon avait expliqué, jeudi matin, à l'Europe 1, que ses amis accorderaient au premier ministre un «soutien loyal mais exigeant», étant particulièrement vigilant sur l'Europe, l'aménagement du territoire et le respect de la personne humaine.

THIERRY BRÉHIER

À l'Assemblée nationale

Le nouveau bureau a été entériné

L'Assemblée a entériné, mercredi 7 avril, la composition de son nouveau bureau après un accord intervenu entre les différents groupes RPR, UDFC (Union pour la

démocratie française et du centre), PS et PC. Lors d'un rappel au règlement, M. Martin Malvy, président du groupe PS, a souligné que «pour la première fois depuis le début de la V^e République le premier groupe de l'opposition n'aura pas de vice-présidence». Afin de ne pas remettre en cause la tradition de la V^e République qui veut que la désignation du bureau se fasse consensuellement au point de rendre inutile un vote en séance publique — M. Malvy a toutefois retiré la candidature de Roger-Gérard Schwartzberg (app. PS) que souhaitait défendre le PS. Au total, le RPR détient, outre la présidence, deux vice-présidences, une

question et cinq postes de secrétaire; l'UDFC, trois vice-présidences, une question et six postes de secrétaire; le PS, une question et un poste de secrétaire; le PC, une vice-présidence. La composition est la suivante:

• Président: Philippe Séguin (RPR).

• Vice-présidents: Gilles de Robien (UDF); Pierre Mazaud (RPR); Lolo Bouvard (UDF); Nicole Lataf (RPR); Pierre André Wiltzer (UDF); Jacques Brunhes (PC).

• Questions: Jacques Godfrain (RPR); Ladislav Poniatowski (UDF); Bernard Derozier (PS).

• Secrétaires: René André (RPR); Jean Besson (RPR); Jean de Gaulle (RPR); Philippe Legras (RPR); Arnaud Lepereq (RPR); Thierry Cornillet (UDF); Léonce Deprez (UDF); Hubert Falco (UDF); Michel Meylan (UDF).

Monique Papon (UDF); Jean Proriot (UDF); Roger-Gérard Schwartzberg (app. PS).

Cette composition a connu une légère modification, jeudi 8 avril, à la suite de l'élection de Pierre Mazaud à la présidence de la commission des lois. M. Mazaud a annoncé sa démission de son poste de vice-président de l'Assemblée. Le groupe RPR a décidé que son remplaçant sera Eric Raoult.

D'autre part, les quatre groupes de l'Assemblée ont désigné, chacun, son bureau. Leur composition est la suivante:

• RPR. Président: Bernard Pons. Vice-présidents: Pierre Mazaud, Nicole Catala, Jean-Louis Debré, Robert-André Vivien, Elisabeth Hubert.

• UDFC. Née de la fusion des anciens groupes UDF et UDC, l'UDFC (Union pour la démocratie française et du centre) s'est dotée

de six présidents des commissions. Les six nouvelles commissions permanentes ont désigné, jeudi 7 avril, leur bureau. Les présidents sont Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie) pour la commission des lois, Michel Péricard (RPR, Yvelines) pour la commission des affaires culturelles, familiales et sociales; Jacques Boyon (RPR, Aisne) pour la commission de la défense nationale et des forces armées; Valéry Giscard d'Estaing (UDFC, Puy-de-Dôme) pour la commission des affaires étrangères; Jacques Barrot (UDFC, Haute-Loire) pour la commission des finances; André Santini (UDFC, Hauts-de-Seine) pour la commission de la production et des échanges.

• Les présidents des commissions. Les six nouvelles commissions permanentes ont désigné, jeudi 7 avril, leur bureau. Les présidents sont Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie) pour la commission des lois, Michel Péricard (RPR, Yvelines) pour la commission des affaires culturelles, familiales et sociales; Jacques Boyon (RPR, Aisne) pour la commission de la défense nationale et des forces armées; Valéry Giscard d'Estaing (UDFC, Puy-de-Dôme) pour la commission des affaires étrangères; Jacques Barrot (UDFC, Haute-Loire) pour la commission des finances; André Santini (UDFC, Hauts-de-Seine) pour la commission de la production et des échanges.

d'un «exécutif» composé d'un président et de cinq vice-présidents représentant les divers «sous-groupes» de la coalition. Président: Charles Millon (PR). Premier vice-président: Jacques Barrot (CDS). Vice-présidents: José Rossi (PR), Louise Moreau (adhérents directs), Aymeri de Montesquiou (Rad.), André Santini (PSD), Pierre Lequiller (Clubs Perspectives et Réalités). Délégué général: Jean-Jacques Hyest (CDS).

• PS. Président: Martin Malvy. Vice-présidents: Jean-Pierre Balligand, Jean-Michel Boucheron, Martine David, Michel Destot, Jean-Yves Le Déant, Alain Rodet.

• PC. Président: Alain Bocop. Vice-présidents: Jacques Brunhes, Muguette Jacquaint, Rémy Auchède, Jean-Claude Lefort.

• M. Emmanuelli (PS): les paroles et les actes. — Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, a déclaré, mercredi 7 avril, que «malgré les promesses de M. Balladur et les paroles apaisantes de M. Séguin sur les droits et le respect de l'opposition, la majorité de droite vient de régler ses comptes sur le dos du groupe socialiste, qui, pour la première fois sous la V^e République, n'aura pas de vice-président à l'Assemblée nationale». L'ancien président de l'Assemblée rappelle que, en 1988, les socialistes avaient offert à l'opposition deux présidences de commission, auxquelles elle ne pouvait pas prétendre, tandis qu'aujourd'hui, estime-t-il, «la majorité écrasante de droite se montre vorace et sectaire».

Les «affaires» à la Réunion

Le PCR s'estime victime d'une «manipulation»

Deux cents millions de francs: c'est, selon les milieux judiciaires et policiers de la Réunion, le «produit» annuel de la corruption de l'île. Depuis la mise en place, en 1991, d'une cellule informelle «anticorruption» sous l'autorité du préfet, réunissant les principaux services concernés — police, gendarmerie, services fiscaux, parquet — la Réunion vit au rythme d'une folle valse des «affaires» dans lesquelles sont impliqués des dirigeants de grosses entreprises et des élus. Le PCR, mis en cause, s'estime victime d'une «manipulation».

SAINT-DENIS

de notre correspondant

L'affaire de l'indigement de la Rivière des Galets — frontière naturelle entre les communes de Saint-

M. Mitterrand a reçu l'écrivain Ernst Jünger

François Mitterrand a reçu à l'Élysée, mercredi 7 avril, l'écrivain allemand Ernst Jünger, dont deux livres viennent de paraître en France: les Ciseaux, aux éditions Christian Bourgois, et Exposition, aux éditions Julliard. Le président de la République, qui est un grand admirateur et un bon connaisseur de l'œuvre de l'écrivain, l'a rencontré plusieurs fois au cours des dernières années. Il lui a rendu visite en mai 1983, dans son village de Wilflingen, à l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire. L'année suivante, il l'a invité à la célébration du soixante-dixième anniversaire de la bataille de Verdun, dont Ernst Jünger, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-dix-huit ans, fut l'un des combattants.

Christian Bourgois, qui assistait à l'entretien de mercredi en compagnie de l'un des traducteurs de l'œuvre de l'écrivain, Julien Hervier, nous a indiqué que la rencontre avait eu lieu dans un climat de «sérénité», que les deux hommes avaient parlé notamment de la vieillesse, de la mort, mais non de politique, et que le chef de l'État avait récité plusieurs passages de l'œuvre de Jünger.

Paul et du Port, sur la côte Ouest de l'île — dont l'appel d'offres avait été gravement entaché de faux en écritures publiques au profit de l'entreprise Dumez-Reunion, filiale de l'entreprise internationale, tient depuis plus d'une semaine en haleine la presse locale. Le dossier vise directement le maire du Port, dirigé par Pierre Vergès, fils du président du Parti communiste réunionnais, Paul Vergès, élu député le 28 mars dernier.

Le 1^{er} avril, les gendarmes de la brigade de recherches de Saint-Pierre ont appréhendé et placé en garde à vue le secrétaire général adjoint de la mairie du Port chargé des affaires techniques, Alain Payet, par ailleurs troisième adjoint au maire communiste de Saint-Suzanne. Entendu par le juge d'instruction, M. Pwanfadel, M. Payet a été placé en détention provisoire, tout comme un cadre de Dumez-Reunion.

Samedi 3 avril, à l'aube, les gendarmes se sont rendus au domicile de Pierre Vergès pour lui remettre une convocation à se rendre chez le juge. En l'absence du propriétaire des lieux, les forces de l'ordre ont dû recourir à un serrurier pour ouvrir le portail et la porte d'entrée de la maison de M. Vergès. Ce dernier a pris prétexte de la visite matinale et fort médiatisée des gendarmes pour se soustraire à la convocation du magistrat, estimant que la justice avait accompli un acte éminemment «politique» en invitant la presse à cet acte de procédure.

«Guerre annoncée»

Mardi 6 avril au soir, alors que l'on apprenait la mise en examen et l'incarcération de Jacques Duplat, directeur adjoint de Dumez-France, responsable de la direction outre-mer, près d'un millier de personnes se sont rassemblées sur l'esplanade de la mairie du Port, à l'appel du PCR, pour soutenir Pierre Vergès et Alain Payet. La cénalité des gendarmes et les magistrats dans cette affaire semble agacer au plus haut point la direction du Parti communiste réunionnais. Paul Vergès a affirmé, mercredi, avoir rencontré son fils et lui avait dit: «Ne le laisse pas marcher sur les pieds, mais au contraire marche sur eux». Le même jour, Pierre Vergès était mis en examen pour «obstruction, destruction ou enlèvement de pièces remises à un dépositaire public».

Pour le quotidien du PCR *Témoignages*, la mise en détention provisoire de M. Payet et la convocation du maire du Port chez le juge d'instruction constituent les prémices d'une «guerre annoncée». Mis en cause il y a quelques semaines dans une autre affaire de financement douteux d'une société horticole, le PCR s'estime victime d'une «manipulation» dont l'objet serait de rétablir «l'équilibre» après l'implication de plusieurs élus de droite dans le dossier de la «billetterie unique» qui éclabousse le conseil général de la Réunion. Les responsables du PCR reconnaissent publiquement des «erreurs de gestion» à propos de plusieurs entreprises aujourd'hui en difficulté et financées grâce au concours du Syndicat intercommunal à vocation multiple réunionnais (SIVOM) qu'il a créé en 1984 autour de cinq municipalités, mais ils nient vigoureusement tout acte répréhensible d'enrichissement personnel à travers ces opérations.

Dans la seconde affaire qui secoue la classe politique et économique locale, celle dite de la «billetterie unique», sont déjà en détention préventive un conseiller général divers droite de Saint-Denis, Nicolas Moutoussamy, un ancien conseiller général de Salazie, Samuel Carpaye (tous les deux sont gérants de sociétés de transports en commun), deux cadres du conseil général dont un directeur général adjoint, quatre responsables de sociétés d'informatique et un avocat parisien, M. Meynot. Ce dernier aurait aidé MM. Moutoussamy et Carpaye à faire transiter par l'île de Jersey un pot-de-vin de près de 3 millions de francs. Une partie de cet argent a été directement alimentée des comptes ouverts «pour la circonstance» par MM. Moutoussamy et Carpaye, selon le procureur de la République de Saint-Denis, Bernard Legras. Le président du conseil général de la Réunion, Eric Boyer (député apparenté RPR), a reçu un avis de convocation chez le juge chargé d'instruire le dossier, Jean-François Beynel, pour sa mise en examen. Depuis Paris où il se trouve, M. Boyer, qui a toujours plaidé sa bonne foi et s'est porté partie civile au nom du département, indique qu'il «souhaitait être entendu au plus tôt car cela permettrait de rétablir la vérité en ce qui me concerne et de faire taire toutes les insinuations».

AUX DIJOUX

Le Monde EDITIONS

PLANTU

ici MAAASTRICHT!

LES EUROPEENS PARLENT AUX EUROPEENS!



La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE EN LIBRAIRIE

L'enquête sur l'assassinat du porte-parole du Recours-France

Les trois meurtriers présumés de Jacques Roseau ont été mis en examen

Gérald Huntz, Jean-Claude Lozano et Marcel Navarro, les trois responsables présumés de l'assassinat de Jacques Roseau, ont été mis en examen, mercredi 7 avril, « du chef d'homicide volontaire avec préméditation » et, en outre, pour Gérald Huntz, « de coups et blessures volontaires avec arme », à l'indictement de la République à Montpellier. Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, avait été tué de trois balles de calibre 11,43, le 5 mars dernier à Montpellier.

MONTPELLIER
de notre correspondant

Pour Gérald Huntz, la vie s'est arrêtée une première fois il y a une dizaine d'années en Algérie. Il avait alors vingt-sept ans, la force de l'âge. Le jour, il était soldat au service de la France. La nuit, il se glissait avec d'autres camarades parmi les membres des commandos de l'OAS - le commando Mostaganem-Dufoir en particulier - pour poser des bombes ou participer à des exécutions. Comme tous les autres, en 1962, il a laissé l'Algérie derrière lui, mais il a emporté sa rage, liché alors, pensait-il, par le gouvernement qu'il avait cru servir.

Sa carrière ne s'est pas arrêtée pour autant. Gérald Huntz n'a quitté l'armée qu'en 1974, à Coblenz en Allemagne. Il y a onze ans, il s'est installé à Sauvian, un village de l'Hérault, département où les pieds-noirs comme lui se comptent par milliers et où la

Méditerranée proche rappelle un peu le pays où il est né. Épaulé par son épouse, qui a donné naissance à trois enfants, il a créé une petite société de transport routier. On voyait souvent son camion garé devant la villa du lotissement situé... boulevard du Général-de-Gaulle.

Petit et maigre, Huntz était, à cinquante-sept ans, un retraité sans histoire dans le voisinage où on le voyait souvent promener ses deux chiens. On le dit effacé, renfermé même, un peu froid d'abord. On le perçoit comme le prototype du « brave homme » travailleur. Rien a priori qui laisse présager l'acte qu'il a commis, si ce n'est peut-être des propos qu'il tenait parfois à ses proches, sur l'Algérie où « tout allait si bien avant ». Nostalgique, Gérald Huntz l'est, revanchard aussi sans doute.

La « haine personnelle » de trois nostalgiques

Depuis des années, il observe son « ennemi » du Recours-France. Lui qui a choisi l'USUDIFRA, parce qu'il se sentait l'Algérie avait toujours été française, ne pardonne pas à Jacques Roseau son virage en direction du RPR, le parti des « frères ». Sa fureur monte encore lorsque l'apprenti journaliste apprend qu'il s'agit de la main de Yacoub Saïd, un ancien membre actif du FLN, la télévision. Le modeste routier trépassé qu'il est voit Jacques Roseau s'afficher en compagnie de ministres, pendant que d'autres attendent toujours d'être indemnisés.

La goutte qui fait déborder le vase, c'est la convention du Recours-France qui devait se tenir le 6 mars à quelques dizaines de kilomètres seulement de son domi-

cile. Une provocation. Non seulement Jacques Roseau doit une nouvelle fois appeler à voter pour le parti de Jacques Chirac, mais il doit aussi faire prendre à son mouvement une nouvelle orientation. Il a décidé de tourner la page des indemnités et de tendre une main franche au gouvernement d'Alger.

Il propose, en quelque sorte, un retour en douceur des Français au pays pour aider l'Algérie à se développer et lutter contre l'islamisme. Pour Gérald Huntz, depuis peu responsable départemental de l'USUDIFRA dans l'Hérault, cette nouvelle alliance avec Alger, ce « pacte avec l'ennemi », est devenu insupportable.

Il en parle à deux de ses connaissances. D'abord Jean-Claude Lozano, un pied-noir du même âge que lui, désigné régional de l'USUDIFRA à Perpignan. Cet ancien employé d'une société de gardiennage de Seine-Saint-Denis a monté sa propre entreprise à Perpignan. Il a la même profil qu'Huntz. Lui aussi narre ses exploits passés au sein de l'OAS et cultive ses vieilles rancunes. Les deux anciens militaires plongent dans leurs souvenirs, se « réveillent » mutuellement, et projettent l'exécution de leur adversaire. Un troisième homme se joint à eux, Maurice Navarro, un vendeur de voitures né à Marnia, près d'Oran, qui s'est installé à Bessan dans l'Hérault. Depuis peu, il dit avoir des problèmes financiers. Sa maison serait menacée de saisie. Il y a deux mois, il se tourne vers l'USUDIFRA dans l'espoir d'y trouver un soutien.

Le 5 mars, les trois hommes se retrouvent chez Huntz et partent en voiture vers Montpellier. En fin d'après-midi, ils sont en embuscade à proximité de la maison des

rapatriés dans le quartier du Mas Dreven. Huntz a sur lui une arme, vraisemblablement un Colt 45, et des munitions; des balles de 11,43 provenant d'un vieux stock militaire américain. A 18 h 15, alors que le jour décline, Jacques Roseau approche de sa voiture garée devant un immeuble, accompagné par son attaché de presse Nicole Mariello. Tous deux prennent place à bord de la 309 de location. Oubliant qu'il souffre du dos, Gérald Huntz marche à vive allure vers la voiture et tire trois fois dans la tête de Jacques Roseau. Il se retourne ensuite et rejoint son véhicule où ses deux complices l'attendent, avant de disparaître et de jeter l'arme dans un canal. Comme en temps de guerre.

Dès les jours qui suivent le drame, les policiers privilégient la piste des milieux activistes du sud de la France, abandonnant rapidement celle de la pègre marseillaise. Une minutieuse enquête de voisinage dans le quartier même où a eu lieu le crime s'avère fructueuse. Rapatriés par de nombreux policiers pieds-noirs, les enquêteurs du SRPJ de Montpellier font sortir toutes les fiches des anciens membres de l'OAS répertoriés dans la région.

Avec leur signalement, et parfois leur photos, ils interrogent des centaines de personnes, jusqu'à ce que des témoignages permettent d'identifier un suspect présent sur les lieux le jour du crime. L'après-midi même en effet, Jean-Claude Lozano a été vu devant la maison des rapatriés. Il avait épié sur lui un pin's de l'USUDIFRA. Des membres du Recours-France avaient aussi remarqué la présence de Gérald Huntz au même endroit, une quinzaine de jours avant. Il posait des questions sur le décolo-

ment de la convention, comme s'il était « en repérage ».

Plusieurs zones d'ombre

Le suspect identifié, il restait à connaître ses complices et peut-être le commanditaire. C'est pourquoi, mardi 6 avril, les policiers ont interpellé dix-huit personnes de Nice à Perpignan, toutes connues pour leurs sympathies ou leurs responsabilités au sein de l'USUDIFRA. Au cours de la perquisition effectuée au domicile de Navarro, à Bessan, est découverte une boîte de balles de 11,43 qui vont être soumises à expertise. La nasse se referme finalement sur trois personnes, l'auteur présumé de l'assassinat et ses deux complices, dont la garde à vue à Montpellier a été prolongée.

Dans la nuit de mardi à mercredi, Gérald Huntz craque. Il reconnaît avoir exécuté Jacques Roseau. Pour des motifs « politiques », dit-il. Fatigué, il ne se sent pas indigne; il reste persuadé de la justesse de son geste, même s'il « regrette la mort donnée à un autre homme ». Les trois hommes affirment avoir agi de leur propre initiative. Mercredi soir, ils ont été mis en examen pour « homicide volontaire avec préméditation ». Gérald Huntz l'est de plus pour « coups et blessures volontaires avec arme ». Sa vie s'est arrêtée une seconde fois.

Pour les policiers, l'affaire est bouclée, mais pour le juge Régis Verhaeghe une autre enquête commence, car beaucoup de zones d'ombre subsistent. Pourquoi, en effet, Maurice Navarro qui connaissait peu, semble-t-il, ses complices s'est-il joint à cette équipée sanglante? Pourquoi trois

hommes, dont certains étaient dits « sans histoire », éloignés géographiquement, ont-ils subitement cultivé leur haine de Jacques Roseau au point d'attenter à sa vie? Pourquoi ces gens à la vie simple se sont-ils soudain passionnés pour le discours de Jacques Roseau, dont les prises de position ne dataient pas d'hier? D'où vient donc cette « haine personnelle » qu'ils disent les avoir animés, alors qu'on les connaît à peine au Recours-France?

Pour René Blanchot, avocat de l'USUDIFRA et ami personnel d'Eugène Ibagues, le président de cette association de rapatriés, il n'y a aucun doute. « Cet assassinat, que pour sa part, l'USUDIFRA a condamné, reste un acte isolé. » M. Blanchot a décidé d'assurer la défense de Gérald Huntz et de ses complices. Le procureur de la République de Montpellier, Jean-Jacques Robert, a précisé de son côté que toutes les autres personnes interpellées dans le cadre de cette affaire avaient été mises hors de cause.

Chez les membres du Recours-France, pourtant, on ne se satisfait pas de la version de trois « amateurs » qui se transforment soudain en justiciers. On veut voir derrière leur geste une tête pensante qui aurait attisé leur haine et armé leurs bras. Pour Gilbert Roseau, cousin de la victime et administrateur du Recours-France, « il y a eu quand même complot. Et qui dit complot, dit organisation, et donc une espèce de commanditaire. C'est ce que je demanderai désormais à la justice de rechercher ».

JACQUES MONIN

De l'OAS à l'OAS

Suite de la première page

Jacques Roseau, dirigeant de l'Association des lycéens d'Algérie en 1958, adhère à la branche « étudiants » de l'OAS dès son retour du service militaire, en septembre 1961. Pour les activistes pieds-noirs, l'heure est alors à la préparation d'une insurrection contre l'indépendance de l'Algérie, prévisible depuis l'ouverture des négociations avec le FLN algérien à Evian, en mai 1961.

Les mouvements de jeunesse, dont Jacques Roseau est l'un des principaux responsables, doivent constituer l'avant-garde de la rébellion. C'est l'époque où d'innombrables attentats aveugles, commis par l'OAS et par le FLN, en Algérie comme en métropole, cotisent la vie de nombreux civils; des exécutions froides dont l'assassinat de Jacques Roseau résume comme l'écho lointain.

Rupture avec la violence

Chocqué par les meurtres aveugles commis contre des musulmans où s'illustraient les commandos Delta, le futur dirigeant du Recours prend publiquement ses distances. En février 1962, il repart la visite d'un homme de main de l'OAS qui, sous la menace d'une arme, le contraint à signer un document dans lequel il déclare renoncer à toute activité politique. « L'alternance a été violente. Je lui ai expliqué qu'avant d'être algérien j'étais normien [de la ville de Nov],

enfant de cinq générations... » qui ont vécu aux côtés des Arabes. Que les assassins, c'est un peu nous assassins, assassins l'Algérie de nos villages, assassins nos rêves », devait-il écrire, trente ans plus tard, dans un roman autobiographique (1).

Cette mésaventure en forme de rupture avec la violence terroriste ne cessera jamais de hanter Jacques Roseau. En 1976, il fonde le Recours avec Guy Forzy, ancien insurgé des baricades d'Alger en 1960. L'association se constitue comme un véritable « lobby » destiné à défendre le principe de l'indemnisation des rapatriés. La fondation du Recours réplique, déjà, à l'activisme violent de l'USUDIFRA, association de rapatriés créée par un ancien dirigeant de l'OAS, et dont neuf membres sont arrêtés la même année après une série d'attentats commis dans le Sud-Est.

Mais c'est avec la montée du Front national, au début des années 80, que les fantasmes de l'OAS et de ses « soldats perdus » refont véritablement leur apparition dans la vie de Jacques Roseau. Le président du Front national, seul leader politique à pouvoir revendiquer un combat pour l'Algérie française, séduit certains pieds-noirs pour lesquels le combat contre les immigrés maghrébins en France tient lieu de revanche et de réhabilitation du passé colonial. L'influence de M. Le Pen sur le milieu des pieds-noirs menace le Recours, qui prétend à la représentativité de cette communauté

en réalité très hétérogène. Le discours raciste de l'extrême droite expère Jacques Roseau.

La redécouverte de l'Algérie, où il plaider la cause de l'entretien des cimetières européens, conduit, dès 1983, le porte-parole du Recours à adopter la politique de la main tendue à l'égard de ce pays. Partisan d'un « rapprochement » entre l'Algérie et la France (le Monde du 21 avril 1990), Jacques Roseau plaide pour le développement de la coopération économique et culturelle destinée à contrer l'influence du Front islamique du salut, dont les dirigeants responsables étaient, selon lui, tout à la fois le général de Gaulle et les « bords d'Evian », qui avaient livré l'Algérie à « un gang ». Cette fraternité avec « nos voisins du Maghreb » ne plaisait guère à ceux qui, à l'extrême droite, n'ont jamais fait leur deuil de l'Algérie française.

Pendant la première cohabitation, le rapprochement du Recours avec le RPR, parti gaulliste - honni puisque les partisans de l'Algérie française qui avaient contribué à porter de Gaulle au pouvoir en 1958 s'étaient sentis « trahis » par lui - sera la goutte d'eau de trop dans le vase des rancunes. « Pour les petits nuyens pieds-noirs qui n'ont jamais admis la réalité de l'indépendance algérienne, Jacques Roseau avait transgressé deux tabous absolus, passionnés : il avait noué des relations avec des gaullistes et avait existé indépendamment de la nôtre, résume Rémi Kauffert, auteur d'une histoire de l'OAS (2). Mais les militants de l'OAS les plus violents ne le sont pas forcément aujourd'hui. Beaucoup ont

tiré un trait sur cette époque; certains ont admis une forme de réconciliation avec les militants du FLN au nom d'une sorte de fraternité de gens de guerre, d'anciens du terrorisme ».

Avant de succomber sous les balles, Jacques Roseau avait goûté à plusieurs reprises aux méthodes directement héritées de l'OAS. En septembre 1991, à Paris, il quitte précipitamment une réunion préparatoire au rassemblement pied-noir du rapatriement. En apercevant les militants d'extrême droite, dont plusieurs responsables de l'USUDIFRA, qui l'attendent, il pense à un guet-apens. Il se lance à sa poursuite, les banques, malheureusement son attaché de presse, le spectre de l'indemnisation de 1961 ressurgi. Il se concentre deux mois plus tard à Nice.

Réviser le scénario de 1961

An Centre universitaire méditerranéen, Jacques Roseau prononce, le 7 novembre, une conférence devant neuf cents personnes sur le thème : « L'opinion algérienne de la France ». Il parle de « l'autre coloniale », de la « trahison » gaulliste. Au fond de la salle, il se voit l'agitation d'associés de l'USUDIFRA qui coustissent, fait passer un message de danger aux organisateurs. Tandis qu'il tente de sortir par une issue de secours, il est projeté à terre et frappé par plusieurs policiers, en tente de l'étrangler. Des policiers le saignent de ce qu'il considérera, dans la plainte qu'il dépose, comme une « tentative d'assassinat » et d'enlèvement. Jacques Roseau en était sûr : ses adversaires

avaient décidé, ce soir-là, de réviser le scénario de 1961 et de lui faire subir un « procès ».

A partir de ce moment, Jacques Roseau vit dans la psychose. Il achète une arme, embauche un moment un « privé », ne sort plus sans une garde rapprochée de barakés militants du Recours, mais continue de répéter : « J'ai tout perdu en Algérie, que voulez-vous qu'il m'arrive ? » En même temps, il aggrave son cas aux yeux de ses adversaires : il « sabote » le rassemblement du trentième anniversaire à Vincennes en dénégant sa « reconnaissance politique ».

C'en est vraiment trop pour les responsables de l'USUDIFRA, qui créent en juillet 1991 un Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR) pour disputer au Recours le monopole sur l'expression des pieds-noirs. Jacques Roseau, pour son part, se livre à une série d'attaques contre le CNSR. Un passage à l'émission de TF1 « Ciel, mon mardi ! » est l'occasion d'une empoignade verbale, qui se prolonge hors antenne, entre Jacques Roseau et Eugène Ibagues. Le 23 novembre 1991, M. Ibagues accueille Jean-Marie Le Pen pour un « méchoui de la défense » dans sa propriété de Tourves (Var) (3). A cette occasion, le président de l'USUDIFRA et fondateur du CNSR fait part à Var-Matin de ses impressions sur le film de Benjamin Stora : « On a l'impression que ces émissions sont réalisées en coulisse et que le lobby israélien est derrière. On sait bien que tout est mené par eux... » (le Monde daté 24-25 novembre 1991).

Le même Eugène Ibagues a, d'ailleurs, mercredi 7 avril, les numéros selon lesquelles son organisation aurait pu commettre l'assassinat de Jacques Roseau, dont les auteurs présumés sont tous trois adhérents de l'USUDIFRA. Il a cependant admis qu'il « peu y avoir des rancunes dans la tête des gens concernant la guerre d'Algérie ».

PHILIPPE BERNARD

- (1) Jacques Roseau et Jean Franque, le 113 Ed. Robert Laffont, 1991.
- (2) Lire l'ouvrage de Rémi Kauffert, OAS. Histoire d'une organisation secrète, Fayard, 1986.
- (3) Régissant à l'assassinat de Jacques Roseau, M. Le Pen déclarera qu'il a « pas d'estime » pour lui et mettra en cause ses « relations politiques et commerciales très importantes » avec l'Algérie. L'assassinat « peut être aussi la vengeance de compatriotes pieds-noirs de Roseau qui pensaient que celui-ci trahissait la cause des rapatriés », dira aussi le président du Front national.

Le « rat pas trié » de la presse d'extrême droite

C'est peu dire que Jacques Roseau était détesté par la presse d'extrême droite. Celle-ci nourrissait une véritable haine à l'égard du porte-parole du Recours-France, qu'elle surnommait « le pied-noir alimentaire », en attribuant la paternité du qualificatif à ses compatriotes, qu'elle considérait comme « un homme de sac et de corde » ou, mieux encore, comme « un rat pas trié ». Cet acharnement avait conduit Jacques Roseau à entreprendre, avec succès, des poursuites pour diffamation.

Plus que tout, c'est le rapprochement effectué par le Recours en direction des successeurs politiques du général de Gaulle qui provoquait l'ire des organes d'extrême droite, dont les dirigeants sont directement liés à l'extrême droite du Front national. Ils encourageaient, en retour, l'USUDIFRA et son émanation, le CNSR (Conseil national supérieur des rapatriés). Ainsi, dans son édition datée 29-30 juillet 1991, le quotidien Présent se félicitait que le Recours, baptisé « institut roseautique », soit « enfin » caractérisé, ainsi que « l'a très bien exprimé Eugène Ibagues, le président du CNSR », comme « une courroie de transmission du RPR ».

Le Front national affirme s'avoir « aucun lien particulier » avec l'USUDIFRA. Dans un communiqué diffusé mercredi 7 avril, le Front national a affirmé qu'il n'avait « aucun lien particulier avec l'USUDIFRA, dont les dirigeants, quand ils ont été candidats [à des élections], ne l'ont pas été sur ses listes ». L'organisation qui est directement liée au parti d'extrême droite est le Cercle national des rapatriés, que préside Albert Peyron, conseiller régional et conseiller municipal (FN) de Cannes.

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans notre édition du 18 mars à propos des mesures adoptées conjointement par MM. Lang et Kouchner, la profession de sage-femme est une profession médicale (et non paramédicale), ainsi que le précise l'arrêté du 23 août 1991.

EN BREF

□ Treize mineurs mis en examen après une série d'agressions dans les trains de banlieue. - Quatorze jeunes gens, dont treize mineurs, de la cité de la Noé à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), ont été mis en examen, jeudi 8 avril, par le juge d'instruction versailles Philippe Boussand, pour une série de vols commis dans des gares et des trains de la banlieue ouest de Paris, de novembre 1992 à février 1993. Agés de treize à dix-neuf ans, ils sont poursuivis pour vols avec violence en réunion. Trois d'entre eux, soupçonnés d'avoir participé à une agression au cours de laquelle la victime avait été atteinte d'un coup de couteau à la cuisse, ont été placés sous mandat de dépôt.

□ Mise en examen d'un Palestinien suspecté d'avoir participé à l'attentat contre le City of Paris en 1988. - Mehri Mehieddine, un Palestinien de vingt-sept ans, membre présumé du commando qui avait attaqué le navire City of Paris, le 11 juillet 1988 en Gênes, a été mis en examen pour « complicité d'homicides volontaires et complicité de tentatives d'homicides volontaires », mercredi

7 avril, par Jean-Louis Bruguière, premier juge d'instruction au tribunal de Paris. Il a été placé sous mandat de dépôt. Soupçonné d'appartenir au groupe Abou Nidal, Mehri Mehieddine avait été arrêté en Allemagne, le 13 novembre 1992, et une demande d'extradition avait été formulée. L'attaque du City of Paris avait fait neuf morts, dont trois Français, et quatre-vingt blessés, dont trente-quatre Français.

□ Le tribunal de Paris déclare prescrite l'action des assureurs contre la FNIS. - Le tribunal de grande instance de Paris a estimé, dans un jugement rendu mercredi 7 avril, que l'affaire opposant quatre compagnies d'assurances à la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNIS) était prescrite. L'action n'avait pas été intentée, comme le prévoit l'article 1141 du code des assurances, dans les deux ans suivant la connaissance de l'aggravation du risque représenté par l'indemnisation de produits sanguins non chauffés. Le Groupe Azur, le GAN, l'UAP et les Mutuelles du Mans invoquaient la nullité de leurs contrats pour refuser d'indemniser

les personnes transfusées, contaminées par le virus du sida, arguant qu'elles n'avaient pas été informées de l'aggravation du risque de contamination (le Monde du 26 février). Les juges ont conclu que les compagnies étaient au courant « dès 1982, et en juillet 1989 au plus tard », de « l'essentiel des faits ».

□ Panne d'électricité à Paris. - Quelques 30 000 habitants des 1^{er}, 2^e, 8^e et 9^e arrondissements de Paris ont été privés d'électricité, mercredi 7 avril, à la suite de l'incendie d'un transformateur haute tension situé en sous-sol dans le 8^e arrondissement. Le courant a été coupé vers 16 heures, à la demande des pompiers, puis progressivement rétabli tout au long de la soirée. Le spectacle prévu à l'Opéra-Garnier - l'hommage aux ballets russes - a dû être annulé. La représentation de la pièce de Goldoni Les Russes, au Théâtre Mogador, organisée par la Société des lecteurs du Monde, a également dû être annulée. Les actionnaires invités à cette soirée sont priés de téléphoner au théâtre (48-78-04-04) pour échanger leur billet.

□ AUTOMOBILISME : Peugeot renonce à la formule 1 en 1994. - Le constructeur français Peugeot a annoncé, mercredi 7 avril à Paris, qu'il ne participera pas au Championnat du monde de Formule 1 en 1994. La firme n'a pu trouver suffisamment de partenaires financiers pour compléter le budget nécessaire à son engagement. Jacques Calvet, président de PSA, a estimé qu'un dépassement de budget entraîné par la formule 1 romprait l'équilibre « rationnable » entre le coût de la compétition et les « besoins d'investissement pour la recherche, la formation des hommes et la satisfaction des clients ».

□ FOOTBALL : Ligue des champions. - Autour de cinq victoires en cinq matches après un nouveau succès à Göteborg (1-0) mercredi 7 avril, le Milan AC est l'or et déjà assuré de disputer la finale de la Ligue des champions. En revanche, la qualification de l'Olympique de Marseille, qui a concédé le match à (1-1) aux Rangers de Glasgow, est suspendue du résultat de la rencontre avec Bruges le 21 avril.

SOCIÉTÉ

Information judiciaire pour « homicide volontaire » après la « bavure » policière de Paris

Le jeune Zaïrois a été tué par un coup de feu tiré « à bout touchant »

Une information judiciaire pour « homicide volontaire » a été ouverte, jeudi 8 avril, au terme de l'enquête de l'inspection générale des services (IGS) sur la mort d'un Zaïrois âgé de dix-sept ans, tué d'une balle dans la tête par l'inspecteur de police Pascal Compain, durant une garde à vue dans un commissariat du dix-huitième arrondissement de Paris (le Monde du 8 avril). Selon les premiers résultats de l'enquête de l'IGS, le coup de feu a été tiré « à bout touchant » par l'inspecteur, c'est-à-dire que le canon de l'arme, un revolver de calibre 9 mm, était appliqué sur la tête du jeune. Le parquet a requis un mandat de dépôt à l'encontre du policier.

« Le rôle de la police, c'est de protéger les personnes et les biens », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, mercredi 7 avril, à l'issue du conseil des ministres. Chaque fois que cela

sera nécessaire, elle sera soutenue. Dès lors qu'il y aura des fautes graves de commission, les responsables seront sanctionnés. Et, pour moi, les responsables ce ne sont pas seulement les lampistes. » Le Parti socialiste a demandé que « l'enquête soit menée et que la faute soit sanctionnée comme il convient ». La Ligue des droits de l'homme (LDH) a décidé de saisir le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale, installé le 17 mars par le précédent ministre de l'Intérieur avec pour vocation de « dire la déontologie de l'activité de la police ». Le Syndicat des commissaires et hauts-fonctionnaires de la police (SCHFPN, majoritaire) qualifie la mort du jeune homme de fait « très grave », tout comme l'était, selon lui, la mort d'un policier tué vendredi 2 avril en Haute-Savoie au cours d'une attaque de banque (le Monde daté 4-5 avril).

Scènes de casse dans le dix-huitième arrondissement

La pluie et les insultes tombent sur la halle de casques bleus qui barre la rue du commissariat des Grandes-Carrières. Les gendarmes mobiles savent qu'ils vont passer un sale moment. Une cinquantaine de jeunes du quartier sont venus crier « justice » et « vengeance » pour leur copain zaïrois tué la veille d'une balle tirée à bout touchant. Ils se mêlent aux habitués de l'antiracisme qui lancent des roses sur les boucliers et qui parlent du « retour de la droite et des bavures ».

Pour lutter contre la délinquance

Le maire d'Evreux supprime les bons de cantine à dix familles

Pierre Cardo, le maire (PR) de Chanteloup-le-Vignais et nouveau député des Yvelines, proposait il y a une semaine de supprimer les allocations familiales aux parents d'enfants traînant dans les rues à des heures avancées de la nuit. Le maire d'Evreux (Eure), Roland Plaisance, communiste réformateur, est passé à l'acte : il a suspendu depuis plusieurs semaines certaines aides sociales (bons alimentaires servant pour les cantines scolaires) aux parents de mineurs suspects d'être les auteurs de troubles sur la ville et ses environs.

Selon le maire, une succession de méfaits allant du vol à la tire à l'incendie du foyer des jeunes du quartier de la Madeleine dans la nuit du 19 au 20 février, en passant par des bris de vitrines, mais aussi « l'insécurité de policiers et la peur de la justice » l'ont poussé à prendre cette décision : « Il ne faut pas prendre une mesure électrochoc pour faire réagir les parents et rétablir le calme dans ce point de friction qu'est la ZUP de la Madeleine. » Et il estime avoir raison. Les parents et les enfants se succèdent dans son bureau. Prochaine rencontre samedi 10 avril.

La Ligue des droits de l'homme de Haute-Normandie a noté que parmi les dix familles pénalisées et désignées il y avait une grande majorité de Marocains (les autres se répartissant dans les communautés zairoise, sénégalaise et française). Elle reproche au maire de faire « l'antagonisme entre l'insécurité et les jeunes d'origine étrangère ». La ligue dont ces jeunes ont été désignés (d'après des renseignements fournis par les services de police), selon qu'aucune décision de justice n'a encore été prononcée contre eux, est pour le moins troublante.

La fédération de l'Eure du PCF, citée dans l'Humanité, critique ce réformateur et se déclare opposée aux mesures « trop en contradiction avec ses idées, sa politique et le combat de Roland Plaisance lui-même ». Il y a quelques jours, Gilbert Bonnemaison, maire (PS) d'Épigny-sur-Seine et vice-président du Conseil national des villes, estimait, dans un communiqué, « injuste, inefficace et dangereuse » la proposition de M. Cardo de sanctionner les parents en supprimant les allocations familiales : « Il est courant que dans une même famille certains enfants soient des délinquants et d'autres cherchent courageusement à s'insérer dans la vie sociale. Affamer une famille les conduirait soit à un dénuement total, soit à recourir à des expédients hors de la légalité au préjudice de tous. »

Dans un silence survolé, le père de l'adolescent mort en garde à vue dit sa peine, son incompréhension. La « haine des flics » est à son comble, y compris chez des adultes du quartier. A l'image de cette voisine du commissariat qui assure avoir déposé plainte à cause de « honteux » qu'on y entend la nuit. Fodé Sylla, le président de SOS-Racisme, réclame des « sanctions très sévères » et lance des appels au calme. Mais la colère est trop forte et l'émotion bascule vite dans la violence.

Un jeune Noir, qui affirme avoir été emmené aux Grandes-Carrières en même temps que son ami décédé, injurie violemment les uniformes qui bloquent la rue. Après les menaces et les crachats, il jette un lourd bouclon sur les boucliers.

Le cocktail classique — Blacks, Blancs, Beurs — de la jeunesse des quartiers populaires ne tarde pas à éclater. Un déluge de bouillottes récupérées dans des contenants pour verre usagés, de jayvats ramassés sur les chantiers voisins, d'œufs volés dans un supermarché du coin, s'abat sur les forces mobiles, qui bouclent l'accès au commissariat et ont reçu la consigne de ne pas briser la tête de la mort. Des pare-brise de voitures, les vitrines d'une blanchisserie et d'une compagnie de théâtre dégringolent sur le passage d'une petite centaine de jeunes surexcités.

« C'est un « warrior », un combattant »

Sous les yeux réprobateurs des habitants, dont des Beurs qui refusent de rejoindre les émeutiers : « Ils veulent pas mieux que le flic qui a tué le môme. Ils ont la violence latente en eux », commente une beurette rentrant chez elle. « faut pas mettre le feu à Paris », ajoute un vieil immigré, sac à provisions à la main.

Mais comment invoquer la raison face à de telles passions ? Quand des militants associatifs

tendent de calmer le jeu, ils sont à leur tour bouclés et insultés. Place Jules-Joffrin, la mairie est protégée par des forces de l'ordre qui essaient à leur tour une avenue de projectiles. La tension est aussi très forte de leur côté. A plusieurs reprises, on verra fuir des pierres renvoyées en direction de la foule par des policiers qui s'abritent derrière la haie de boucliers. L'une d'elles atteint violemment un bedard à l'épaule.

A 20 h 30, des grenades lacrymogènes sont lancées, dispersant quelques dizaines de casseurs dans les rues commerçantes. Des scènes de pillage se produisent alors. Un adolescent fracasse la vitrine d'une boutique FNAC-service et ressort avec un casque de baladeur sur les oreilles. La porte d'une parfumerie ne résiste que quelques minutes : des voleurs repartent avec des bouteilles de parfum. La caisse enregistreuse repose sur un expot de voiture, est dévalisée de ses bijoux de monnaie.

Pendant ce temps, le harcèlement des forces de l'ordre ne poursuit. Un Antillais barbe des jurons en crôle vers les uniformes casqués. Un individu s'avance avec un cocktail Molotov à la main. « Eh, c'est un « warrior », c'est un combattant », s'exclament deux gamins aux premières loges. Quelques charges policières et le calme semble revenir, à la tombée de la nuit. Mais des petits groupes reprendront leur harcèlement dans la soirée et une voiture sera incendiée.

Un bilan officiel dénombrera vingt-neuf blessés légers, dont vingt-sept policiers et deux journalistes, ainsi qu'une dizaine de personnes interpellées. Jeudi matin, des CRS étaient toujours en poste devant la mairie du dix-huitième arrondissement, où un groupe de femmes zairoises les insultaient.

ERICH INCYAN

Un adolescent blessé par un policier à Wattrelos (Nord)

Une balle pour un rodéo

LILLE

de notre correspondant

Agé de dix-sept ans, Rachid, le jeune garçon blessé grièvement à la tête, mercredi 7 avril, à Wattrelos (Nord), d'une balle tirée par un policier appelé pour mettre fin à un rodéo sur un terrain de sport (le Monde du 8 avril), se préparait, au terme d'une année de terminale au lycée professionnel de Marquais-Borou, à passer son baccalauréat en carrosserie. Il est le dernier d'une famille de sept enfants. Selon le directeur de l'établissement, M. Courtois, interrogé par l'AFP, il n'avait jamais attiré défavorablement l'attention sur lui. Sa famille a accueilli avec surprise l'information, avancée par la préfecture dans un communiqué, selon laquelle le jeune Rachid était « connu des services de police pour avoir été interpellé pour plusieurs délits ».

Le policier auteur du coup de feu a été suspendu. Jeudi matin 8 avril, il était toujours en garde à vue dans l'attente de la décision du parquet. L'enquête judiciaire a été confiée au service régional de police judiciaire

(SRPJ) de Lille, l'inspection générale de la police nationale étant chargée d'une enquête administrative. Selon les policiers le coup est parti accidentellement au moment où l'agent rattrapait le jeune homme qui s'enfuyait à pied. Selon les jeunes, les policiers ont sorti leurs armes dès qu'ils sont arrivés sur place.

La Ligue des droits de l'homme a diffusé un communiqué accusant la police de créer « un climat réel d'insécurité », tandis qu'au commissariat de Wattrelos les collègues du policier auteur du coup de feu trouvaient injuste qu'un homme de quarante-sept ans, père de trois enfants et jusque-là sans histoire, soit mêlé à une telle affaire. Ils attireraient l'attention sur les difficultés qu'il y a à couvrir à deux seulement un secteur de 50 000 habitants chaque nuit.

Le jeune Rachid est dans un état jugé très sérieux au CHU de Lille, où les médecins se refusent à tout diagnostic avant le début de la semaine prochaine.

JEAN-RENÉ LORE

L'accident du centre nucléaire de Toms

Une zone contaminée de plusieurs kilomètres carrés en Sibérie

Deux jours après l'explosion chimique d'un conteneur radioactif dans un atelier de l'usine de Toms (Sibérie), les experts estiment que la pollution emportée par les vents ne devrait avoir que des effets négligeables. Bien que cet accident n'ait rien de commun avec celui qui a dévasté l'un des réacteurs de la centrale de Tchernobyl, il conduit à s'interroger sur la sûreté de cette installation russe : l'explosion qu'elle vient de connaître est analogue dans son scénario à celle qui avait ravagé Tchéliabinsk (Oural) en 1957.

Que s'est-il exactement passé à Toms ? Il est encore trop tôt pour le dire, même si les Russes ont fait sur l'accident la preuve d'une réelle transparence à l'égard des Occidentaux. Mais on peut avancer quelques hypothèses sur les circonstances de l'accident dès lors que l'on connaît les activités de Toms-7, cette ville secrète (1) où se mènent en permanence des travaux civils et militaires (lire encadré ci-dessous).

C'est là que les Russes produisent l'hexafluorure d'uranium nécessaire à la fabrication du combustible de leurs centrales à eau pressurisée VVER. Ils y pratiquent aussi le retraitement qui permet de séparer le plutonium et l'uranium des déchets fortement radioactifs. Ces combustibles ne sont pas, comme à La Hague en France ou à Sellafield en Grande-Bretagne, d'origine civile, mais sont au contraire très riches en Pu 239, le plutonium de qualité militaire.

Tout le danger est là. Lorsqu'on pratique le retraitement, on dissout des mélanges de matières radioactives dans des cuves où baignent nitrates et acétates qu'il faut en permanence



surveiller, refroidir, isoler, précipiter, etc. Dans l'état actuel des informations qui nous sont parvenues, il semble bien que ce soit une cuve d'une trentaine de mètres cubes de l'usine Obiekt-15 qui, le 6 avril à 8 heures (heure française), a explosé.

Cinq cents tonnes de TNT

Pourquoi ? Avant enquête, les experts avaient l'hypothèse que cet accident serait du même type que celui qui a frappé Tchéliabinsk le 29 septembre 1957. Ce jour-là, une des seize cuves de 160 mètres cubes dans lesquelles refroidissaient des déchets radioactifs issus du retraitement explosa, répandant son dangereux contenu. Ces cuves étaient sans couvercle et, lorsque les pluies étaient trop fortes, débordaient sans qu'on s'en aperçût, contaminant périodiquement le système de refroidissement qu'il fallait arrêter afin de le nettoyer.

C'est au cours d'une de ces opérations que le contenu d'une des cuves s'est mis à bouillir. Les nitrates et les acétates ont précipité au fond de la cuve. Puis ils se sont échauffés sous l'action des déchets radioactifs

et se sont enflammés brusquement. Sous l'effet de cette explosion, équivalente à celle d'une charge d'500 tonnes de TNT, 20 millions de curies furent dispersés dans l'environnement immédiat et 2 millions emportés par les vents, contaminant pour longtemps une zone d'1 000 kilomètres carrés.

A la lumière de cet accident, on peut se demander si, à Toms, un pan de manipulation ou un incendie n'est pas à l'origine de l'explosion d'un conteneur et de la formation d'un nuage de matières radioactives qui se déplace, dans une région heureusement peu habitée, en direction d' l'Est, l'un des grands fleuves sibériens qui coulent de la Mongolie vers l'Arctique.

L'accident de Toms, même s'il est moins important que celui de Tchéliabinsk, n'est pas anodin comme en témoigne la reconnaissance par les autorités russes d'une première zone contaminée d'au moins trois kilomètres de long sur 550 mètres de large. « Mais classe cet accident, comme l'ont fait les Russes, au niveau 3 de l'échelle de gravité des accidents nucléaires : une forte, estime un expert de l'Institut de physique nucléaire de Tchernobyl et Tchéliabinsk l'ont montré qu'il y a à décontaminer des hectares de terre pollués par ces radio-isotopes on se prend à penser qu'il faudrait peut-être mieux prévenir que guérir dans ces installations souvent vétustes et peu en règle avec les normes de sûreté occidentales. »

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) La plupart de ces villes où vivaient, il y a peu encore, en circuit fermé des dizaines de milliers d'habitants, sont désignées par un simple code postal (Toms-7, Tchéliabinsk-40 ou 63) et portent le nom des localités (Toms, Sverdlovsk, Tchéliabinsk, etc) dont elles sont proches.

Les activités de la ville secrète

La ville secrète de Toms-7, que l'on appelle aussi Severak, abrite les activités militaires d'un important complexe industriel orienté vers la fabrication des matières premières nécessaires aux armements nucléaires. Situé à une quinzaine de kilomètres de la ville de Toms, cet ensemble est équipé d'une série de cinq réacteurs plutoniques dont le premier, aujourd'hui arrêté, fut mis en service en septembre 1958.

C'est dans ces réacteurs que sont irradiés les combustibles destinés à la production de plutonium de qualité militaire et c'est sur ce site aussi qu'ils sont ensuite retraités pour en extraire le précieux plutonium 239. En 1978, la vocation de Toms pour le retraitement de ces combustibles particuliers s'est renforcée, les Soviétiques ayant décidé de fermer les ateliers de retraitement d'une autre de leurs villes secrètes, Tchéliabinsk-40, également spécialisée

dans la production de plutonium.

Tchéliabinsk n'a conservé dans ce domaine du retraitement qu'une activité militaire réduite puisqu'elle traite désormais dans son atelier de 400 tonnes/an les « combustibles oxyde » des réacteurs à eau pressurisés de première génération de type VVER-440 (1), ceux des bris-glaces et ceux des sous-marins nucléaires. En revanche, pour ce qui est des combustibles irradiés produits par les petits réacteurs du centre à des fins militaires, ils sont transportés par rail jusqu'à Toms.

(1) Un atelier de 1 000 à 1 500 tonnes/an destiné au retraitement des combustibles en provenance des réacteurs civils VVER-1 000 doit être construit à Krasnoïarsk, en Sibérie. Mais cette installation, le site 27, dont 30 % seulement ont été réalisés pour des raisons économiques, est fortement contestée par l'opinion publique.

Pour une mission d'étude de l'atmosphère

La navette spatiale américaine Discovery a décollé avec deux jours de retard

Avec finalement deux jours de retard, la navette spatiale américaine Discovery a décollé, jeudi 8 avril à 7 h 29 (heure française) de Cap Canaveral (Floride). Une précédente tentative de lancement avait échoué, mardi, onze secondes seulement avant la mise à feu, en raison d'un capteur défectueux placé sur une des valves d'un des moteurs principaux de l'engin.

A bord de la navette comme dans la salle de commande de Cap Canaveral, un soupir de soulagement a salué le départ de la navette Discovery, aux premières heures du 8 avril. Les cinq membres de l'équipage, dont une femme (1), et les techniciens ne pouvaient, en effet, manquer de se rappeler le lancement avorté, quinze jours plus tôt, de Columbia, dont les moteurs furent stoppés en catastrophe trois secondes avant le

décollage, en raison du mauvais fonctionnement d'une valve (le Monde du 24 mars). Tandis que Columbia était immobilisée pour plusieurs semaines, Discovery a subi une inspection rapide qui a conduit au remplacement d'une valve défectueuse. Mais la date du tir n'a pas été retardée.

L'essentiel de la charge utile embarquée dans la soute de Discovery se compose de sept instruments scientifiques destinés notamment à l'étude de la couche d'ozone. Nommée Atlas-2 (Atmospheric Laboratory for Applications and science), cette série d'expériences doit, en principe, voler chaque année sur la navette. L'an dernier, Atlas-1 est partie sur Atlantis (le Monde du 4 avril 1992) et Atlas-3 est programmée pour fin 1994.

Trois des appareils de cette mission ont été mis au point par des laboratoires allemand, belge et français. Ils devraient permettre d'étudier les réactions chimiques et physiques au sein de l'atmosphère

et l'influence du rayonnement solaire sur elles. Grâce à ces instruments, une quarantaine de composés gazeux seront observés et mesurés depuis la navette Discovery et les données recueillies transmises aux chercheurs du monde entier dans le cadre du programme Global Change sur le climat et l'influence des activités humaines sur l'environnement terrestre.

Outre cette mission d'observation de l'atmosphère, l'équipage devra larguer, vendredi 9 avril, Spartan-201, un satellite d'environ 1 400 kilos, qui sera récupéré à l'aide du bras manipulateur avant la fin de la mission. Equipée de deux télescopes, cette petite plateforme scientifique automatique et autonome étudiera la couronne du Soleil, ainsi que la vitesse et l'accélération du vent solaire.

(1) L'équipage est composé de Kenneth S. Smith, 43 ans, commandant de bord ; Stephen G. Oswald, 41 ans, pilote de la navette ; Ellen Ochoa, 34 ans, Kenneth Cockrell, 42 ans et Michael Smith, 36 ans, spécialistes mission.

فكرنا من الأصل

ENQUÊTE

Collèges de banlieue sous tension

II. - Entre pédagogie et répression

Nous poursuivons notre enquête sur la violence dans les collèges des banlieues de la région parisienne ou des grandes villes (*le Monde* du 8 avril). Enseignants et responsables d'établissements, mais aussi juges, policiers ou parents s'efforcent de trouver des solutions et d'y associer des élèves.

par Jean-Michel Dumay

Généralement cela se passe au début du cours et tout va très vite. « Nique la mère! Eh! Vas-y, sale pédale! » Jean-Gabriel, le prof de maths au blouson de cuir, quinze ans de « boutique » entre la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis et les 4000 de La Courneuve, se retourne interloqué. Les injures ont volé bas dans son dos. Mais fort. La classe du collège Garcia-Lorca, une troisième, était pourtant présentée comme une classe calme. Comme les deux protagonistes aux yeux noirs de fureur et aux lacets défaits. « En fait, on ne sait jamais », dit-il après avoir calmé le jeu et séparé les deux gamins.

« On ne sait jamais », reprend Dominique, professeur d'anglais. Cet après-midi-là, ses élèves de troisième « techno » (les « trois tech ») sont en cours comme ils attendraient le RER. Le blouson toujours sur le dos, assis de trois quarts, le sac sur la table. En partance pour le prochain cours. C'est lundi après-midi. Dominique le sait, il est difficile de les « tenir », le lundi après-midi. L'ambiance, ce jour-là au collège, est électrique. Le matin même, à la reprise de 11 heures, une vitre a explosé au deuxième étage.

Début du cours : jets de stylos, menace d'exclusion, puis calme relatif. Les « trois tech » de Garcia-Lorca ont la réputation d'être les plus « durs » du collège. Ce sont les plus âgés. Ils ont entre quinze et dix-sept ans. En décembre, ils n'ont pas hésité à mettre à sac la salle de classe de Dominique. Depuis l'exclusion d'un élève perturbateur, la classe se serait calmée. Le brouhaha, cependant, est continu, ponctué, toutes les dix secondes, d'un « chui! » (inoffensif). Dominique reste calme. Question d'habitude. Cinq « blacks », qui aiment bien rigoler, imitent à leur façon la *dream team* du basket américain. Boulette du fond de salle, passe à droite, reprise au premier rang et... panier.

De l'indiscipline à la délinquance

A la sonnerie, les chaises racent, les lourdes portes claquent. Petits tonnerres quotidiens. Puis à nouveau les cours, la ronde de l'appel du contingent affecté au collège, le ballet des délégués dans les couloirs accompagnant les excels pour mauvaise conduite. Direction M. Coudoux, la conseillère d'éducation, une poigne de fer dans un pant de velours. Chaque jour, on comptabilise ici une vingtaine d'exclusions de ce type. Comme dans bien des collèges

de banlieue, la tension à Garcia-Lorca est quotidienne. Rarement spectaculaire, mais suffisamment sourde pour que l'on vive sur les nerfs. Avec, parfois, des crispations plus fortes, des dérapages. Trois jours plus tôt, un ancien élève tirait avec un pistolet à grenaille sur une fille de quinze ans devant les grilles du collège.

« Il faut nettement faire la part des choses entre ce qui relève de la délinquance et ce qui relève de la discipline interne au collège », explique Bernard Duattis, le principal de Garcia-Lorca. Car l'agressivité provient aussi du mélange des genres. « Il faut maintenir l'équilibre, plutôt que maintenir l'ordre », précise Jean-Yves Prochazka, principal du collège des Noirettes à Vaux-en-Velin (Rhône). Pour cela, explique-t-il, les règles propres à l'établissement doivent être claires, simples, et reposer sur un « contrat » éducatif, un engagement qui implique tous les partenaires de la communauté éducative, parents, élèves, personnels du collège. « Qu'attend-on des élèves? D'être non violents, assidus, respectueux des matériels et des locaux, que le travail soit fait, peu importe qu'il soit bon ou mauvais. S'il y a transgression des règles, alors il y a sanction. » Depuis trois ans, assure-t-il, les phénomènes de violence ont cessé dans son établissement.

Équipes éducatives

« L'éducation nationale a du mal à gérer cette frontière entre la délinquance et la violence interne », reconnaît Patrick Kurz, professeur de lettres pendant treize ans, aujourd'hui juge d'instance à Villejuif (Val-de-Marne). « Il faut réaffirmer le droit dans la vie scolaire. L'école n'est pas une forteresse. La loi s'applique pour tous y compris au sein des établissements. Ce sont des lieux publics. Par ailleurs, le droit n'a pas qu'une fonction répressive. On oublie trop souvent sa fonction d'organisation dans la société. C'est un acte de civisme que de le rappeler. Il en va de même pour les règlements intérieurs, la gradation des sanctions - et le respect de la gradation de ces sanctions - le rôle du conseil de discipline, qui ne devrait pas toujours mener à l'exclusion. »

Ainsi, progressivement, pour tenter de maîtriser les situations difficiles, l'éducation nationale, la police, la gendarmerie et la justice ont tissé des liens. Des groupes locaux d'action pour la sécurité (GLAS), regroupant, partenaires éducatifs, policiers et judiciaires, se sont constitués.

Instaurés en mai 1992, les GLAS ont en pour objectif d'établir dans un premier temps un « tableau de bord » des phénomènes de violence. Chaque institution apporte ses compétences, afin d'adopter les mesures qui s'imposent, d'ordre strictement sécuritaire (renforcement de grille, plan de circulation des élèves, etc.) ou d'ordre pédagogique.

Dans le Val-de-Marne par exemple, chacune des huit zones d'éducation prioritaire (ZEP) a été dotée d'un GLAS. Deux autres ont été mis sur pied dans des quartiers jugés sensibles.

Comment un juge des enfants concilie-t-il les dimensions éducatives et répressives de son rôle?

En dehors de ces partenariats destinés à favoriser la solution des cas graves, collèges et lycées trouvent eux-mêmes les réponses aux problèmes « pédagogiques », qu'ils à jatonner sur les questions « disciplinaires ». La clé du succès, dans ce domaine, réside avant tout dans la solidité des équipes éducatives. Au collège de Ceyrier à Saint-Denis par exemple (*le Monde* du 8 avril), l'ambiance familiale des déjeuners à la brasserie du coin ne suffit plus à cal-

au formidable taux de renouvellement des enseignants (vingt et un sont nouveaux sur quarante et un, une douzaine sont maîtres auxiliaires), M. Duattis et son équipe se sont efforcés d'adapter l'organisation de la journée et la structure de l'établissement au « public » (cinq cent trente élèves, dix-neuf nationalités représentées, une quinzaine d'enfants suivis par la protection judiciaire de la jeunesse, cinq en totale déscolarisation).

Associer les parents

Le « projet d'établissement » a intégré ces données. Désormais, les séquences de travail ont été réduites de cinquante-cinq à quarante-cinq minutes et le temps récupéré converti en « atelier de travail personnalisé », par petit groupe, en fin de demi-journées. « D'une part, la tension est moindre en fin de cours, puisque l'heure est réduite, explique le principal, d'autre part, les devoirs sont faits à la fin de la journée, alors qu'ils ne l'étaient pas à la maison ». Un effort particulier a été porté sur l'accueil des nouveaux enseignants, originaires de Lyon, Besançon... et issus de milieux sociaux parfois à des années-lumière de leur futur public : visite du quartier et démythification de certains a priori.

Pour mieux se protéger, le collège s'est également ouvert en direction des parents, qui eux non plus n'échappent pas à la violence. A Garcia-Lorca, un coup de poing rageur n'a-t-il pas brisé... une table de négociation? Un parent n'a-t-il pas pris au collet le principal, accusé d'avoir retenu, sans prévenir, sa fille une dizaine de minutes à la sortie des cours? Pour renouer le dialogue, les mères de famille de l'association des Femmes du Franco-Moisin sont désormais associées au processus d'inscription de leurs enfants en sixième. Parfois, elles sont même invitées à venir en cours. Un répertoire téléphonique diffusant des informations sur la vie du collège a été mis à la disposition de tous.

A Lille, où la violence semble plus latente qu'en région parisienne, c'est un réseau de prévention (le groupe académique de soutien et de prévention pour les adolescents à risques) qui a été mis sur pied en 1989. Animé par une équipe de cinq personnes (enseignants, conseillers d'éducation et médiateurs), le GASPARE agit au cas par cas, à la demande des établissements de l'académie.

« Les enseignants disent sou-

veni : « nous ne sommes pas éducateurs, mais enseignants », expliquent Yves Sirener et le docteur Jacques Fortin du GASPARE. « Nous devons justement leur montrer comment être naturellement éducateurs pour qu'ils puissent enseigner. » Même en milieu rural, à Fruges (Pas-de-Calais), on s'interroge sur l'apparition de phénomènes de violence depuis la scolarisation d'enfants « difficiles » à l'internat. Mais la sensibilisation tient encore grâce à une poignée d'enseignants motivés, épaulés par l'infirmière.

Au collège Travail-Langevin de Bagnolet (Seine-Saint-Denis), qui n'a pas le label ZEP mais en a bien la couleur, un mouvement de grève liée à la montée des phénomènes de violence dans l'établissement a été l'occasion en février d'amener parents, enseignants et élèves à partager leurs réflexions. Les élèves eux-mêmes en ont tiré un Livre blanc et sont associés aujourd'hui à la rédaction du nouveau règlement intérieur.

Quel que soit le dispositif adopté, reste à encore à trouver le « bon » adulte. Ici ce sera une infirmière ou une assistante sociale. Là une documentaliste ou une conseillère d'orientation. Là encore un agent de service, un maître de demi-pension, ou un appelé du contingent. A Garcia-Lorca, comme à Travail-Langevin, le choix s'est porté naturellement sur des « anciens » du quartier qui font figure de « grands frères » et qui ont l'avantage de connaître la cité et « les enfants ». Hakim, maître de demi-pension à Bagnolet, a déjà envisagé de créer pour eux un atelier de percussions. Hocine, à Garcia-Lorca, les retrouve au service municipal de la jeunesse, où il est animateur.

A Garcia-Lorca précisément, on sait que tout n'est pas si simple. Intraitables en cours d'anglais, les « trois tech » peuvent suivre attentivement un cours de technologie bien concret, être attentifs au matériel et avoir, lors de stages en entreprise, des comportements impeccables. « Le collège, c'est comme une deuxième maison », confie la conseillère d'éducation. Un lieu de conflits, à l'image de la cité ou de son foyer. Comme à la maison, on y décharge une bonne dose d'affectif, on teste l'autorité et l'on demande justice et équité. On pourra casser des carreaux et des portes, mais caresser en douce Harpon... le chien du principal.

FIN

► Lire également notre enquête sur « les profs de banlieue » dans *le Monde* de l'éducation de ce mois-ci.



Dans le même esprit de partenariat, en Seine-Saint-Denis, l'inspection d'académie et le parquet de Bobigny ont signé une circulaire commune rappelant les procédures usuelles en cas d'incident. Un numéro de téléphone a été mis à la disposition des chefs d'établissements. Les procédures de traitement des dossiers « mineurs » ont été accélérées. Tout fait contraire à l'ordre est rapporté au parquet. « Car il est important que les établissements comprennent la logique de gradation des faits, qui prévalent dans les phénomènes de délinquance », explique Pierre Moreau, à la section des mineurs du parquet de Bobigny.

A Créteil, l'association Justice et ville organise des stages d'information réunissant chefs d'établissements, enseignants, parents d'élèves, gendarmes et policiers. Comment porter plainte? Comment qualifier des faits? Quand y-a-t-il délit? Quelles sont les peines encourues? Comment cheminer un dossier? Que va devenir un élève exclu? Qu'est-ce qu'une mesure éducative? Comment travaille un éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse?

mer l'exaspération, l'usage et la « saturation » dont parlent les enseignants. Que réclament-ils? « Une autorité » (celle du principal est mise en cause), « un cadre », « de la considération » et « un projet d'établissement ».

Mais cela suffit-il? A Garcia-Lorca, c'est la cohésion de l'ensemble de l'équipe éducative, enseignants, personnels et direction, qui nous sauve », confie un petit groupe d'enseignants devant la machine à café de la salle des profs. Le règlement intérieur, ici, tient en une page et un préambule : « La diversité des origines et les convictions de chacun imposent à tous le respect de celles des autres. Sont interdites au collège les manifestations de brutalité et les doctrines d'exclusion ». Par ailleurs, on ménage des lieux de concertation pour que le conseil de discipline fasse encore figure d'exception (il s'en est tenu trois cette année).

Attentifs à l'environnement de l'établissement (zone d'éducation prioritaire, développement social des quartiers, 25 % de parents chômeurs ou inactifs), aux difficultés de leurs élèves (la moitié sont en retard dans leur scolarité),

Silence dans les rangs

CREIL

de notre envoyé spécial

A l'entendre roucouler, Ernest Chénier se fait perler aux pigeons. « Ce collège est un havre de paix », lance-t-il fièrement devant la volière qui trône à l'entrée des bâtiments administratifs du collège Gabriel-Havaz à Creil (Oise). Collège même où éclata, à l'automne 1989, l'affaire des fourrures islamiques; celui dont M. Chénier était le principal jusqu'à ces derniers jours, avant son élection, le 28 mars, comme député (RPR) de la troisième circonscription de l'Oise.

Calé en bordure du plateau Rouher, où s'entassent, par barres, un tiers des habitants de la ville de Creil, le collège tranche sur la cité où s'accumulent carreaux cassés, poubelles explosées, vols à la tire et bagarres entre Blacks et Beurs. Certes à Gabriel-Havaz, les pelouses sont un peu râpées, mais les couloirs sont impeccables, sans graffitis, le matériel de bureau non dégradé et les plantes vertes arrosées. Les élèves étudient sagement en salle de permanence, sans surveillant.

Principal hier, député aujourd'hui, Ernest Chénier a bien sûr des idées sur l'éducation, la sécurité et l'immigration. « Le collège est un état de droit », explique-t-il. La méthode, somme toute, est assez simple : « Tu tapes, tu es tort... » Tu tapes, tu vas payer. Dans le

règlement intérieur, une page concerne les devoirs des élèves et les sanctions; sept lignes leurs droits individuels et collectifs. On peut lire en note bene : « Les élèves doivent prêter leur concours à l'administration lorsque celle-ci mène une enquête pour identifier la ou les auteurs d'une infraction. » Certains professeurs appellent cela de la délation. Le règlement intérieur parle de « devoir de vérité ».

Pour résoudre la crise des banlieues, M. Chénier envisage donc quatre étapes : l'éducation, « qui doit assurer la transmission de valeurs », la prévention, qui doit « repérer les déviations », la dissuasion (« une sorte de surmoi incarné par les corps de l'Etat »), qui doit instaurer « une saine crainte de l'autorité », enfin, la répression.

Sans peine d'exclusion...

« Je crois à la clôture », explique M. Chénier. « Les enfants de la République, pour s'épanouir, ont droit à un lieu sûr, sûr et fécond. Je refuse la démagogie du collège ouvert. Il faut pour cela un esprit de rigueur, une certaine foi et un certain nombre de repères à donner aux élèves. » Ernest Chénier, le taff, a donc multiplié les repères. Un sapin bleu planté au milieu du bitume de l'une des cours. Une volière, où les pigeons vont et viennent librement, « pour les élèves ». Bien sûr, une clôture

empêche les élèves d'accéder à la volière. Il faut bien apprendre qu'on ne peut pas tout toucher du doigt.

L'an passé, tout élève pris au hasard dans l'enceinte de l'établissement devait réciter les « commandements » : « Ton contrat, par toi paraphé, t'oblige à ces devoirs premiers... » Sous peine d'exclusion temporaire, si le texte n'était pas connu. Jusqu'à ce que les mêmes « commandements » soient interdits par l'inspecteur d'académie. « Il s'agit ni plus ni moins d'une gestion dictatoriale et paternaliste, qui repose sur la terreur et la crainte », explique un membre du conseil d'administration de l'établissement.

Dans un collège d'une petite ville voisine, à un quart d'heure de bus, un jeune exclu de Gabriel-Havaz vient, lui, de trouver « des gens et des profs sympas », c'est-à-dire « qui expliquent », où il y a « un dialogue », pas de « provocations », des cours où tout le monde se tait « parce que tout le monde écoute ». Livre de maths en main, il se souvient des pigeons « du principal » et surtout de la clôture. « Un jour on a compté ce que cela avait coûté, les piquets, le grillage et la volière. Et l'on a imaginé ce qu'on aurait pu acheter à la place, si on nous l'avait demandé, en matériel de sport... »

J.-M. Dy.

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lacombe, gérant
directeur de la publication
Bernard Frappet
directeur de la rédaction
Jacques Gaku
directeur de la gestion
Maurice Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombat
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Thierry Parnon
Philippe Narbonne
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Bonville-Méry (1954-1959)
Jacques Fournet (1959-1962)
André Laurens (1962-1965)
André Fontaine (1965-1991)

RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : 40-95-25-89
LOI N° 86-57 DU 18 JANVIER 1986
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : 40-95-30-10

HORS-SERIE

le nouvel Observateur l'Aventure

Par Paul-Emile Victor
Jules Roy
Jacques Lanzmann
Jean-Louis Etienne
Jean d'Ormesson
Jean Lacouture

Jean-François Deniau
Michel Butor
Irene Fran
Jacques-Yves Cousteau
Josette Alia
Simon Leys...

De Pékin à Tombouctou, de Sydney au Caire, de San Francisco à Saint-Petersbourg, du désert du Taklamakan aux îles de la Caraïbe, de l'équateur aux pôles, vingt et un écrivains s'aventurent sur les traces de Stevenson, Diderot, Stanley, Kipling, London, Chateaubriand, Lawrence, Segalen, Hemingway, Nansen...

40 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CULTURE

MUSIQUES

Cavalli dans les étoiles

L'opéra baroque vénitien et ses merveilleuses machines

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

La terre est plate. Le ciel l'essence comme une boîte. Les dieux en descendant comme de grands oiseaux, accrochés par des fils à des plates-formes. Ou ils jaillissent latéralement de ce géométrique firmament.

D'autres êtres surgissent du sol, diables surnant de leur boîte. Ce ne sont ni des dieux ni des hommes, mais des mutants encore englués dans leur nature sylvestre ou animale : faune, sylvain, satyre, balaïne mythomane, crapaud.

A mi-chemin de ces larves et de ces divinités, vivent deux êtres d'apparence plus humaine, l'un plutôt femme, l'autre plutôt homme, mais mutables sur leurs pieds, toujours prêts à s'enfoncer dans un lourd sommeil, à peine sortis de l'embryon de l'éternité. D'une sexualité encore hésitante, ils répondent à tâtons à des pulsions désirantes de petites filles et de petits garçons. Ils adorent passionnément des entités idéales. Par mauvais sort, par hasard, ils idolâtrèrent l'un et l'autre la même femme, déesse au demeurant, et plutôt froide : Diane.

Cette coquinerie ne transforme pas la Callisto - femme-enfant, métamorphosée in extremis en constellation - en adopte militante du saphisme. Mais elle fait office de ressort comique imparable pendant les trois heures que dure l'opéra qui porte son nom, Francesco Cavalli, qui en écrivit la musique aux environs de 1650 pour le Théâtre San Apollinare de Venise, s'appuyant avec délices sur la verve inextinguible de Giovanni Faustini, librettiste insolent qui n'hésitait pas à dévorer les déesses. Les historiens nous enseignent que l'opéra baroque italien était alors à son tourment. Le genre, né aristocratique et d'abord pratiqué en comités choisis, s'employait désormais à séduire un public populaire tout en réduisant ses budgets.

Sans renoncer à certaines solennités (les dialogues olympiques du prologue), mais avec toutes les économies possibles du côté de l'efficacité instrumentale, ces théâtres à machines cherchaient surtout à varier les



plaisirs et les effets pour que chacun se divertisse sans trop se prendre la tête. Comparé à Cavalli, Monteverdi est un auteur métaphysique.

Mais que d'astuce déployée ! Car pour revenir aux goûts spéciaux de la petite Callisto, sachez qu'ils décolleront au long des trois actes une succession de quiproquos qui pourraient être scabreux et qui, dans la production actuellement présentée à la Monnaie de Bruxelles, sont tout simplement délicieux. Changés en masques de carnaval, en marionnettes de la commedia dell'arte par le metteur en scène Herbert Wernicke, les chanteurs surjouent leur personnage dans une sorte de rêverie éthérée. Rarement on s'est tant amusé sur scène. Car Jupiter s'exprime évidemment de la belle Callisto et, comprenant qu'elle n'est pas pour lui, vole la robe étoilée de sa fille Diane pour arriver à ses fins. Traversé tant bien que mal (son costume de costume de baryton et en voix de fausset : performance vocale redoutable), les numéros d'équilibriste de son fils Mercure, gesticulant Leporello, l'hystérie belcantiste de l'intraitable Junon, les deux scènes de masturbation très « hard »

René Jacobs, star du chant baroque, chef d'orchestre, musicienologue, ne s'est pas contenté d'arracher la partition aux loucheurs, aux lourdeurs, aux inextricables textures de la version « romantique » signée et enregistrée autrefois par Raymond Leppard. Celle-ci fut l'un des plus grands succès du Festival de Glyndebourne, chantée il est vrai par Janet Baker dans le rôle-titre et Jacques Cuenod en nourrice érotomane.

Jacobs n'a pas voulu reconstruire

de la nourrice en manque (rôle joué par un ténor, c'est plus drôle), les tentatives de harcèlement sexuel que le satyre Pan et le sylvain finit enfin systématiquement aux femmes, quelle que soit leur condition, transformant le plateau de la Callisto en tapanar onirique, bordel divin en plein ciel.

Les dieux, les sous-hommes, l'humaine condition : ce sont après tout, les trois niveaux que conjuguera Wagner, lui aussi, au long de sa *Tétralogie*. On ne s'étonne donc pas que le metteur en scène choisis pour Cavalli par Bernard Foccroule, nouveau directeur de la Monnaie, soit ce même Wernicke qui avait signé le *Ring* à la fin de l'ère Gérard Mortier (le Monde du 22 octobre 1991). On retrouvera, dans un esprit d'enfance, des jeunes gens en pleurs, d'innocence naïve, le même éclatement du cadre de scène vers le haut, le bas, les côtés, les mêmes périlleuses machineries. Cet Allemand, qui a appris son métier au théâtre, et qui sait lire une partition, dessine aussi décors et costumes. Cela évite les fausses notes dans une production.

René Jacobs, star du chant baroque, chef d'orchestre, musicienologue, ne s'est pas contenté d'arracher la partition aux loucheurs, aux lourdeurs, aux inextricables textures de la version « romantique » signée et enregistrée autrefois par Raymond Leppard. Celle-ci fut l'un des plus grands succès du Festival de Glyndebourne, chantée il est vrai par Janet Baker dans le rôle-titre et Jacques Cuenod en nourrice érotomane.

Jacobs n'a pas voulu reconstruire

l'instrumentation d'origine, trop pauvre, trop étiquée. Des instruments à vent, une artilerie de percussions, des brayages figuratifs viennent soutenir et orner arias et récitatifs. Des danses ou des interludes, empruntés à des contemporains de Cavalli, ont été interpolés aux moments fatidiques (conclusion grotesque du premier acte, montée en gloire du finale), comme cela se pratiquait à l'époque. Tant de liberté provoque une sensible jubilation dans la fosse, presque une atmosphère d'improvisation. Cavalli, jazzman baroque ?

Jupiter est Marcello Lippi, l'homme à la voix double, surhumain en effet. Endymion à la délicate voix d'alto de Graham Pushee. Dominique Visse saute comme un lion, chante d'une voix serrée de petit garçon. Simon Keenlyside (Mercure) est un tout jeune baryton, une peinture de grand opéra. Tous les chanteurs de la distribution sont au demeurant jeunes, délicats, épatants. Une mention spéciale pour Maria Bayo, beauté épique, timbre angélique. Cette mezzo espagnole était aimée des dieux avant même d'incarner Callisto. Future étoile.

ANNE REY

Prochaines représentations : les 8 et 9 avril, à 20 heures ; le 11, à 15 heures. Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles. Tél. : (19) 322-217-22-11. De 40 à 480 F.

CINÉMA

Terre étrangère

KRAPATCHOUK de Enrique Gabriel Lipschutz

Le brave bonhomme rondouillard et son compère le costaud avantageux, à la tête aussi près du bonnet que moustache, ont travaillé chez un paysan français. Ils veulent rentrer chez eux. Le problème ? Ils sont citoyens de Prague.

Vous ne savez pas où se trouve la Prague ? Vous n'êtes pas seul. Ni la SNCF, ni la police, ni le Quai d'Orsay, ni les grands médias, ni les intellectuels mondains, ni les services secrets, ni l'Elysée n'ont la moindre idée de la localisation de cette contrée, par ailleurs fictive, mais qui a nonobstant succédé à l'indépendance lors du grand remue-ménage d'Europe orientale. D'où un joyeux tintamarre au sein de ces honorables institutions, déclenché par les deux obliques malencontreusement dépourvus de leurs passeports lors d'une virée touristique dans la capitale.

Les Arabes qui bossent sur les chantiers, les vieux républicains espagnols jamais rentrés au pays, les belles orphelines un peu métiées, les réchappés de chez Pinochet, Mobutu ou Poi Pot non plus ne savent pas où est la Prague, mais ils s'en fient. L'exil, ils connaissent mieux que la terre natale, emportée à la pointe d'un

couteau ou accrochée à une chanson. Dans leur sillage, une cour de vieux Paris et une rue où cavalent des gamins ne font pas une patrie, mais un coin de monde pas trop invivable.

Le générique ressemble à un rapport de rafle dans le métré, un soir de mauvaise humeur policière, avec son réalisateur argentin, ses interprètes cosmopolites emmenés par le Belge Guy Pion, le Russe Piotr Zaitchenko, l'épatante Angela Molina, sans oublier le toujours louche Jean-Pierre Sentier. Le film, lui, ressemble à une résurgence de la veine réaliste poétique, qui fit jadis la vigueur du cinéma français. Mais n'est pas Carné-Prévert qui veut, même avec beaucoup de bonne volonté, et Boudou ne se sauve plus si aisément des eaux depuis que les maîtres-nageurs ont remplacé les poissons.

Krapatchouk se voudrait comique, mais s'essouffe à soutenir un sourire, fantasiste mais rate les trois quarts de ses tours de magie, anarchiste mais n'aboutit qu'à une indolore irrévérence. Il lui faudra du temps, trop de temps, avant que l'émotion vienne suppléer l'après-gags et la mollesse du rythme. Voilà pourtant un film qu'on aurait aimé aimer.

JEAN-MICHEL FRODON

Au bord du gouffre

DERNIÈRE LIMITE de Bill Duke

Recruté à Cincinnati par un bureaucrate haut placé (Charles Martin Smith), un policier noir (Larry Fishburne) plonge dans la clandestinité, se faisant passer pour un dealer de cocaïne dans les ghettos de Los Angeles. Mais, de Harlem, New-York, années 50, à South Central, Los Angeles, années 90, la transition ne se fait pas toute seule. Bill Duke l'apprend à ses dépens en ratant - de peu - *Dernière limite*, film qui succède à *A Rage in Harlem*, adaptation réussie de la *Reine des pommes*, de Chester Himes.

On retrouve pourtant le souci d'exactitude, historique et psychologique, qui sortait déjà *A Rage in Harlem* du rang des films policiers. Bill Duke prend ces histoires de drogue à cœur, il a raison. Pas question pour lui de refaire *New Jack City*, de se laisser aller à la fascination pour les dealers, leur folklore, leur richesse. Les trafiquants de *Dernière limite* sont répugnants ou pitoyables, et le voyage du policier de la loi vers le désordre est clairement filmé comme une descente aux enfers.

Mais dans le rôle du mauvais génie Jeff Goldblum, un avocat véreux, commence à pointer ces bonnes intentions. Face à la sobriété exemplaire de Larry Fishburne, Goldblum trouve plus simple d'en rajouter, sort du domaine réaliste pour se raccrocher aux clichés du genre. Et le scénario de Michael Tolkia (qui a pourtant écrit *The Player*) et Henry Bean est à la fois trop compliqué et trop conformiste pour porter les ambitions de Duke.

Entre la peinture du ghetto, de la vie quotidienne des mères de famille célibataires et toxicomanes (la part la plus réussie du film), les considérations de politique générale (allusions au général Noriega, à la complaisance du gouverne-

ment fédéral pour ces trafiquants d'Etat), et les figures imposées (poursuites en voiture, histoire d'amour, happy end), le réalisateur devrait être au four, au moulin et à la boulangerie pour mener à bien son film.

Aussi, le plus souvent, il se replie sur les solutions de mise en scène éprouvées, celles dont il devait se servir au temps où il réalisait des épisodes de *Deux flics à Miami* : montage serré sans finesse, cadrages baroques pour créer une atmosphère. Le film garde son rythme et ne faillit jamais à son devoir de distraire, mais perd sa profondeur. Sur ce polar efficace plane en permanence l'ombre du beau film qu'il aurait pu être.

THOMAS SOTINEL

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 7 avril figure page 14, sous notre édition Rhône-Alpes.

DANSE
THEATRE DE LA VILLE
PARIS
VEN. 16 ET SAM. 17 AVRIL 18H
CLAUDE BRUMACHON
Lame de fond
création
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 8015

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Marque laissée par des livres. - 2. Gardien de la paix. - 3. Vieil indien. - 4. Décor de western. - 5. Plus on le surveille et plus on a des chances de le perdre. Eau. - 6. Dans un certain sens, c'est encourageant. Affirmé haut et clair. - 7. Poilue comme des ours. - 8. Un nom à la noix. Jodie pour César. - 9. N'est donc pas suffisant. - 10. Ne sont donc pas en manque d'inspiration. - 11. Très légers. - 12. Sont donc loin d'être neutres.

VERTICALEMENT

1. Nous aide à tourner la page. - 2. Limite la vue. - 3. Travaux des champs. - 4. Un chef. Les chaussons figurent parmi elles. - 5. Projette. Etablit une liaison durable. - 6. Est rond. Ne manquera pas d'air. - 7. Coule en Suisse. Reprises d'activités. - 8. Où finissent maintes collections. Une femme pleine de charme. - 9. Sont donc arrivées à leur fin. Anciens combattants.

Solution du problème n° 8014

Horizontalement
I. Horions. - II. Identités. - III. Reste. Ras. - IV. Sois. Eau. - V. Une. Os. - VI. Mousse. - VII. Imbibé. - VIII. Salle. Nu. - IX. Allé. - X. Ennuagées. - XI. Ut. Nere.

Verticalement
1. Hirsutisme. - 2. Odéon. Ma. Nu. - 3. Rassemblement. - 4. Int. OI. - 5. Ode. Ube. An. - 6. N. Ode. Ags. - 7. Stress. Nier. - 8. Eau. Ufuer. - 9. Assène. Léed.

GUY BROUTY

DANSE

Le voyage de Carolyn Carlson

Inspirée par Dante, la chorégraphe américaine tente un parcours initiatique aux royaumes des morts

COMMEDIA ou Théâtre de la Ville

Tout va par trois dans *Commédia*, la dernière création de Carolyn Carlson. Inspirée de la *Divine Comédie*, de Dante, il y a l'Enfer, le Purgatoire et le Paradis, représentés sur le rideau de scène par des flammes, des floes, un soleil. Mais il y a aussi trois comédiens et trois livres au sol. Et les danseurs sont deux, trois fois trois, comme les cercles de l'Enfer. Neuf, si l'on compte les apparitions, toujours troublantes, de la chorégraphe elle-même. On sait que le poète italien avait écrit son testament spirituel en trois parties de trente-trois chants. En rimes tierces. Le compte est bon.

Trois sont-ils le chiffre porte-bonheur de l'Amérique ? Il est celui de la dialectique, peut-être capable de résoudre les contradictions internes d'une œuvre qui pèse depuis deux ou trois créations. Dès le prologue, on pense avoir affaire à une Carlson retrouvée, celle de 1983, de *l'Orso* et de *la Luna*, de *Blue Lady*. La scénographie est superbe, les lumières de Claude Naville très expressives, et Michel Portal, qui a écrit la musique, égérie les notes d'un piano léger.

Mais, de l'Enfer, nous n'avons pas vu grand-chose. Rien de comparable

à ces scènes délectables de cranté céleste qui figurent sur les tympans des cathédrales médiévales. Pour Carlson, il est clair que les trois lieux sont indissociables. Ce sont les composantes d'une vie. Et *Commédia* le mélange en une même pièce. Qui parfois lève, parfois retombe.

Une réussite : les costumes gris portés, légers, les jupes entravées, les corps attachés à de larges tresses drapées, toutes ces lignes crantées qui s'enroulent avec d'amples gestes de bras et de jambes. Moins convaincant : la manière d'aborder le poème de Dante comme une sorte d'épopée biblique, avec Rois mages, Adam et Eve, visage christique, et Marie-Madeleine. Les références à la mythologie, à Atlas ou à Sisyphus, sont quelque peu appuyées. Et hâtant certains des femmes mortes, fort bien filmé par la comédienne Petra Bartel - on y entend le nom de Virginia Woolf, de Cléo de Meo, elle prolonge la disparition de Béatrice, la femme aimée de Dante. Les images sont souvent belles, raffinées - comme l'apparition d'une jeune danseuse couverte de fleurs, symbole d'espoir. Mais elles évoquent toujours des réminiscences précises, Bob Wilson ou Pina Bausch. Influences compréhensibles chez un débutant, elles le sont moins chez un créateur de la taille de Carolyn Carlson.

La danse, d'un bout à l'autre, se ressemble, parfaite et sans surprise. La compagnie est excellente, notamment au début, avant que la beauté des avancées et des recules, des gestes de lamentation, ne revienne à s'effacer. Pourtant un solo de danseur, auquel vient se joindre une danseuse, nous indique que la chorégraphe peut varier avec talent sa gestuelle et son vocabulaire.

Quant à Carolyn Carlson elle-même, elle exprime avec deux solos, selon sa technique d'improvisation travaillée, et avec des gestes souvent identiques, saccadés, qui n'appartiennent qu'à elle, une personnalité double, traversée d'hésitations. Une merveille à regarder danser, qui nous fait comprendre que cette hésitation, peut-être le reflet de quelque anxiété secrète, empêche le chorégraphe, au meilleur de son âge mûr, d'emporter sa création vers cette spiritualité à laquelle elle aspire. Et qu'elle arrive, par instants, à atteindre, et à nous faire partager.

DOMINIQUE PRÉTARD

Commédia, de Carolyn Carlson, jusqu'au 17 avril, 20 h 30. Le dimanche 18, à 15 heures. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 75004 Paris. Tél. : 42-74-22-77. Prix : 95 F et 150 F.

فكرنا من الأصل

CINÉMA

Le bilan de santé du film français

Deux revues enquêtent sur l'état de la production nationale

Deux revues de cinéma, aussi éloignées que possible l'une de l'autre, le très grave *CinémAction*, dont chaque livraison est un dossier de fond, et le volontiers iconoclaste *l'Armateur*, consacrent leur nouveau numéro à des thèmes voisins. Celui de *CinémAction* s'intitule *«Atouts et faiblesses du cinéma français»*, tandis que *l'Armateur*, pour fêter sa première année d'existence, a demandé à ses lecteurs *«Que pensez-vous de l'état actuel du cinéma en France?»*

Le numéro de *CinémaAction* s'organise en trois parties. Dans la première, des analystes relèvent, bien sûr, la vigueur du cinéma d'auteur, et les dangers issus des rapports conflictuels avec Hollywood et avec la télévision. Ils se penchent aussi, c'est moins habituel, sur le cinéma dit « commercial ». Une comparaison statistique tente ainsi d'évaluer le sort des « genres » cinématographiques depuis vingt-cinq ans, et plusieurs études s'attachent au rapport, de la critique à la réception, du cinéma avec les réalités sociales. Un texte de François de la Bretèche étudie la vogue des « grands films » à référence culturelle (romanesque, musicale, picturale), judicieusement définies comme « le cinéma de la décadence ».

La deuxième partie fait appel à des praticiens, cinéastes, producteurs, techniciens et acteurs. Mis à part les scènes de rue, mi si laqu岸, mi en crise de leur domaine en des lieux qui donnent surtout envie de tourner des documentaires, les appréciations évoluent de l'optimisme débridé (le réalisateur Luc Moullet : « 20 % de films intéressants représentent un maximum exceptionnel, et nous n'en sommes pas loin »), à la déprime affichée (Michèle Pons : « Le cinéma que j'aime en mort »). Elles hésitent parfois entre des positions contradictoires : « L'argent est la grande cause de tout un problème d'identification », dit le producteur Jean-Luc Ornieri, « Il survit grâce à son identité forte », rétorque le chef opérateur Jean-François Robin. Jean-Claude Brisseau

incrimine les producteurs, tandis que Jacques Botinard rend hommage à la curiosité et à l'intelligence du public.

Comme souvent, c'est de la confrontation entre ces approches divergentes et partielles que naissent quelques lumières. Mais on trouve également deux textes passionnants, et complémentaires, du directeur du film Charlie Vase. D'une qui, lui, s'essaye à la synthèse. Le collaborateur de Resnais et de Varda replace le cinéma à sa véritable place, au «carrefour» de l'art et de la technique, relevant à la fois de l'économie, de la culture, de la politique et du social.

La télévision et Hollywood

Cette approche lui permet d'envsager la défense du cinéma (au double sens qu'a le mot en français : l'activité cinématographique et la salle de projection) dans ses rapports au réel, en prenant en compte simultanément les problèmes de production, de distribution et de diffusion. Il retrouve ainsi la seconde hypothèse (ouverte naguère avec clairvoyance par Serge Daney) d'une identité de nature entre les dangers de la télévision et de Hollywood.

Ce numéro s'achève sur une série de témoignages sollicités auprès de connaisseurs étrangers. Lamentés par les Américains ou étrangés par le télé, l'Anglais, l'Italien et le Québécois tressent des lauriers à une cinématographie survivante, alors que le Sud-Américain déroute le progressiste. Les auteurs de ces textes sont des écrivains de son continent. Des États-Unis, le critique Dudley Andrew tente, quant à lui, une approche de la veine principale, selon lui, de notre cinéma : le réalisme poétique, qu'il analyse comme l'expression de la nostalgie d'une utopie passée, au service d'un esprit social pour demain.

Le numéro se termine par un dossier d'actualité, consacré à nos jours d'été. Le numéro de *L'Annuaire* est beaucoup moins structuré, la revue ayant pris le parti de publier toutes les réponses qui lui sont parvenues.

ducs à des cinéastes, des critiques, des «artistes multimédias», des enseignants et des chercheurs. Très peu ont tenu compte de la composante «nationale» de la question, préférant s'interroger sur l'état général du cinéma.

On retrouve Luc Moullet en ouverture de ce numéro, pour un petit exemple d'écriture postmoderne, sa contribution à *Chienclat*, approfondissant l'idée d'une perte d'enjeux assez graves pour susciter un renouvellement de ce moyen d'expression. Même interrogation en toute fin du numéro, au terme d'un texte du critique Michel Ciment, qui a passé en revue la plupart des œuvres de Jacques Rivoli, et qui se termine par une réflexion sur la résistance du cinéma français face à la combinaison scholasticisme-éclat-producteur, souvent assumée par un même homme, face à la double menace américaine et télévisuelle.

Outre les inévitables giclécs de nihilisme, on relève aussi plusieurs contributions consacrées au cinéma. On espère que les porteurs de mieux qu'un cinéma, de mieux qu'un réalisme, de mieux qu'un tout, deux extrêmes de fond. Thierry Jousse, directeur des *Cahiers du cinéma*, poursuit la réflexion engagée de longue date par sa revue sur le maniérisme, accepte de remettre en cause un des «dogmes» des *Cahiers*, la politique des auteurs, à la lumière des évolutions récentes du cinéma et de la critique, et plaide contre le ton finibère souvent adopté quand on discute du cinéma.

Et dans une contribution de haute tenue, le critique et enseignant Jean Douchet, poursuivant, là encore, des réflexions de Serge Daney, analyse le dévoiement de la cinéphilie en films cultes, propose une approche de l'évolution des styles comme surchère des apparences, alors que le cinéma serait en passe de perdre son « cœur », le lien avec la réalité. Il ouvre également quelques pistes sur les relations avec le champ voisin de la vidéo. Au total, sous les auspices de Godard et de Coppola, une belle leçon d'« optimisme de la curiosité ».

et de la sagesse. Des causes d'optimisme, on en trouverait aussi, contrairement à une idée reçue, dans la vitalité des publications consacrées au cinéma. Ainsi, outre les deux titres de référence, les « piliers » du secteur, le *Cahiers du cinéma* et *Positif* (avec notamment un passionnant dialogue Pialat-Collard pour le premier, un imposant dossier Borzage pour le second), *Trafic* poursuit son parcours exemplaire : son numéro 5 contient, entre autres, un beau texte de Peter Handke, une étude très fine consacrée à Mizoguchi, et un texte de Jean-Pierre L  aud sur le film d'Eisenstein    propos de ses recherches    Moscou en vue d'un hommage    Boris Barnet.

A Strasbourg, le discret *Limelight* mène un travail d'érudition sans pesanteur et d'éveil sans mièvrerie. En même temps que son numéro de mars, *Limelight* fait paraître un petit livre très soigné consacré à Alain Tanner. Enfin la défunte *Revue du cinéma* a ressuscité sous le nom de *Mensuel du cinéma*, avec une maquette plus attractive. Son numéro 5 consacre notamment des dossiers à Jacques Doillon et Raymond Depardon, et poursuit la publication de son dictionnaire des cinéastes français des années 80.

JEAN-MICHEL FRODON

► **CinémAction**. Bimestriel. «Atouts et faiblesses du cinéma français», sous la direction de René Prédal. Corlet-Télérama. 216 pages. 120 F.

► **L'Armateur** n° 6. Bimestriel.
54 pages. 20 F.

► **Traffic n° 5.** Trimestriel, chez P.O.L. 142 pages, 95 F.

► **Limelight** n° 14. Mensuel. 42 pages. Par abonnement, 30, rue du 22 novembre, 67000 Strasbourg, 150 F pour onze numéros.

► **Le Mensuel du cinéma n° 5.**
96 pages. 30 F.

ART

Matisse en noir et blanc

Des gravures et des dessins pour rester en compagnie du peintre à la mode

GRAVURES

à la galerie Mesquit

A quelques dizaines de mètres des peintures, les gravures : pour prendre sa part dans la célébration générale de Matisse, la galerie Maeght a accroché à ses murs une anthologie très fournie d'estampes du maître. Les plus anciennes sont des pointes sèches des premières années du siècle, les plus tardives des aquatintes de 1952. Les unes et les autres, et la plupart de celles qu'il exécuta dans l'entre-deux-guerres, n'ont que ces deux sujets, repris à l'infini, repris sans redite ni répétition, le nu et le visage féminin.

Hors l'exception de quelques autoportraits curieusement ironiques, quiconque fonderait sa connaissance de Matisse sur son œuvre gravé pourrait ignorer qu'il pratiqua aussi la nature morte, le paysage et l'allégorie (pratiqua-t-il ces genres pour eux-mêmes du reste, ou comme autant de métaphores et métamorphoses du nu ?).

Il ne pourrait ignorer, à l'inverse, quelles difficultés l'artiste découvrait dans chaque modèle et la diversité des méthodes qu'il employa pour les vaincre. Tantôt il use d'un trait minuscule et d'un modèle en trompe-l'œil et paraît aspirer au naturalisme le plus appuyé. Les lithographies d'odalisques de la période nicoise relèvent de cette inspiration, néo-classicisme mâtiné d'impressionnisme. Tantôt - peu après - le dessin se fait elliptique, la ligne se tord sur le blanc du papier qu'aucune ombre ne tache plus.

Les corps deviennent spirales et arcs de cercle, grappes et pétales. Du modèle ne demeure qu'un signe, une trace dont les qualités, tension ou relâchement, raideur ou fluidité, épaisseur ou

amincissement, expriment l'essentiel. La ressemblance importe moins que la sensibilité du dessin, l'art de l'accorder intimement au sujet. Les aquarelles des dernières années poussent l'épuration expressive jusqu'à son paroxysme, jusqu'au point au-delà duquel il n'y aurait plus qu'une calligraphie, signe universel du visage confinant au stéréotype.

L'œil en chasse

Autres nus, autres traits : les *Cahiers d'art* rééditent un numéro spécial publié en 1936, admirable album entièrement consacré à Matisse dessinateur - c'est-à-dire au nu, au modèle qui se déshabille, s'étire sur un sofa, s'assied sur un tabouret, s'offre au regard, prend des poses lascives ou faussement pudiques, joue avec son corps, quelques écharpes et une blouse à ramage, se drape et se dénude à nouveau.

Un seul personnage masculin ose se montrer dans cette galerie de nymphes, gynécée ou harem. C'est le sultan-dessinateur Matisse, qui s'aperçoit dans une glace, correctement vêtu, l'œil en chasse. L'atelier est son palais des plaisirs, où l'amateur est autorisé à pénétrer brièvement, intrus concupiscent.

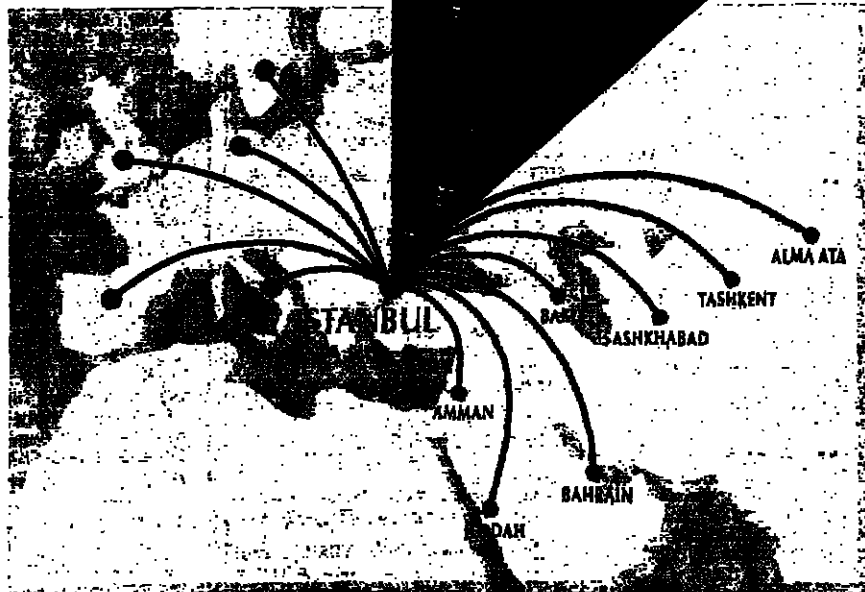
PHILIPPE DAGEN

► Galerie Maeght, 12, rue Saint-Merri, 75004 Paris; tél. : 42-78-43-44. Jusqu'au 1^{er} mai. Des gravures de Matisse sont aussi exposées à la galerie Fanny Guillon-Laffaille, 133, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

► « Henri Matisse, dessins » 1938, *Cahiers d'art*, 92 pages, 38 planches. 295 francs.

ISTANBUL

Prenez le depart.
Avec Turkish Airlines.



Istanbul a été pendant des siècles le centre du monde civilisé. Et de nos jours il est aisé de comprendre pourquoi.

Bien que beaucoup de choses aient évolué, Istanbul reste un centre majeur de civilisation, et de position très stratégique pour les voyages à destination du Moyen-Orient ou de l'Asie.

Surtout sur Turkish Airlines. Aucune compagnie aérienne, n'est plus accueillante, plus ponctuelle ou plus confortable, et n'offre les sièges de classe affaires les plus spacieux du marché.

Si vous y ajoutez notre hospitalité traditionnelle et chaleureuse, vous pourriez vous surprendre à penser que nous sommes encore le centre du monde civilisé.



TURKISH AIRLINES
LES NOUVEAUX HORIZONS DU CONFORT

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. de 10 h à 22 h.
120 POÈTES FRANÇAIS D'AUJOURD'HUI. Michel Alferio. Avec le main droite, dessine sur le thème de la crucifixion 1989-1991. Salle d'art graphique. Du 13 avril au 4 juillet.
TADAO ANDO. Galerie du CCI. Jusqu'au 20 mai.
BERNARD RAUZY. Galerie contemporaine. Jusqu'au 2 mai.
COOP HIMMELBLAU. 1^{re} sous-sol petite salle. Jusqu'au 12 mai.
EXPERIENCE NIMES. Galerie du CCI. Jusqu'au 10 mai.
ANDRÉ FRÉNAUD. Poèmes, chant d'ombre. Galerie de la BFI. Jusqu'au 17 mai.
IMAGES DE DANSE. Studio DM-Diverses-Montet. Petit foyer. Jusqu'au 23 avril.
JORG IMMENDORFF. Galerie contemporaine. Jusqu'au 12 mai.
HENRI MATISSE (1904-1917). Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 juin.
REVUE VIRTUELLE N° 5, IMAGES ÉVOLUTIVES. Galerie contemporaine. Jusqu'au 2 mai.
RUDOLF SCHWARZKOPFER. Galerie du forum. Jusqu'au 31 mai.

Musée d'Orsay

Entrée qui Anstole-France, pl. Henri-de-Montmorillon (44-40-49-14). Mar. sam. dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.
1893 : L'EUROPE DES PEINTRES. Entrée : 35 F. billetterie musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.
1893 : WAGNER ET LA FRANCE. Exposition-dossier. Jusqu'au 23 mai.
JEAN-CAMILLE FORMIGE (1845-1926). Dessins d'architectures. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.
LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

Palais du Louvre

Porte Jaume - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Nourriture un lun. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15. Fermé dim. 11 avril, sam. 1^{er} et dim. 30 mai.
DESSINS FRANÇAIS DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES. Françaises. Pavillon du Nord. Entrée : 35 F. billetterie musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.
LES NOCES DE CANA, DE VERONESE. Une œuvre et sa restauration. Salle des Ests. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (40-70-11-10). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 17 h, mar. jusqu'à 20 h 30.
LEWIS BALTZ. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 mai.
RICHARD LONG. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 mai.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. E. Coligny.
AMÉNOPIOS III. Le pharaon-soldat. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.
JACQUES-HEURI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU. (42-56-37-11). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 mai.
SALON DE LA JEUNE PEINTURE 1993. (42-56-40-05). T.J. et mar. de 10 h à 19 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Du 9 avril au 8 mai.
LE SIÈCLE DE TITEN. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 14 juin.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 17 h, mar. jusqu'à 21 h 30.
MARTIN BARRÉ. Les années quatre-vingt. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.
JÜRGEN BÖTTCHER-STRAWALDE. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.
DAVID RABINOWITZ. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

MUSÉES

L'AIGLON. Musée national de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salm. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 mai.
APOLLINAIRE. Critique d'art. Pavillon des Arts. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.
L'ÉCOLE DE LA RENAISSANCE. Musée de la Ville de Paris. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 mai.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 9 AVRIL
«L'hôtel Pierre-Gauthière», 15 heures, 5, rue de Thionny (Monuments historiques).
«La salle Empire de l'ancien conservatoire de musique et l'église Sainte-Cécile», 15 heures, angle rue du Conservatoire et Sainte-Cécile (D. Bouchard).
«Histoire et fonctionnement de l'hôtel du vent de l'Est, le Nouveau Drouot», 14 h 30, 30, rue du Drouot, 14 h 30, sortie métro Richelieu-Drouot, face Crédit du Nord.
«Le dimension de Montmartre selon l'humour du conférencier», 10 h 30 et 14 h 45, avenue Rachel (V. de Langlade).
«Palais de justice et tribunal des flagrants délits», 14 h 30, angle boulevard du Palais et rue de Lutèce (C.-A. Messier).
«L'ancien village Montrouge», 10 heures, métro Mouton-Duvernet, numéros pairs (A. Hervé).
«La Passion du Christ dans la sculpture et la peinture du Moyen Âge à la Renaissance», 14 h 30, Musée des monuments français, Palais de Chaillot (Approche de l'art).
«La religion du Bouddha 10. Japon : voie du Bouddha, voie des Kani», 14 h 30, annexe du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

AU PARADIS DES DAMES. Nouveaux modes et confections 1810-1870. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Sarthe (47-20-05-23). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 avril.

BALZAC DANS L'EMPIRE RUSSIE : DE LA RUSSIE À L'URSS. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Sarthe (47-20-05-23). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 avril.
BEYROUTH CENTRE-VILLE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 12 avril.
DANIEL SQUIDRER. Musée du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 12 avril.
CHAGALL ET SES TOILES. Jardin d'acclimatation, musée en herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-67-68). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 18 h. Ateliers mar. et dim. de 14 h 30 à 17 h. Entrée : 14 F. Jusqu'au 12 mai.
MARTIN CHAMBI. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 12 mai.

OLIVIER DERRÉ. 50 tableaux pour un timbre. Musée de la Poste, 34, bd du Vaugouard (42-20-16-30). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 mai.
DE GOTA À MATISSE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petites-Écoles, 2, rue Vivienne (47-03-61-26). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. jusqu'à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 mai.
DESSINS DE KUROSAWA. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-69). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 32 F. (compartiment la vitrine du musée). Jusqu'au 19 avril.

FRONTIÈRES D'ASIE. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-69). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 32 F. Jusqu'au 19 avril.
HENRI GERVEX. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

MARSEILLE AU XIX^e SIÈCLE ET THÉÂTRES D'UNE VILLE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-39-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Conférences mar. de 18 h 30 à 19 h 30 (accès libre avec le billet d'entrée). Entrée : 27 F. Jusqu'au 5 mai.

PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS. Pavillon de l'Arsenal, rue-de-chasse, 21, boulevard Morland (42-76-33-87). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 21 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 12 mai.

PEINTURES ROMAINES EN NARBONNAISE. Musée de Narbonne, 19, rue de Vaugouard (42-34-25-98). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 12 mai.

PEUPLES AUTOCHTONES DU GRAND NORD SIBÉRIEN. Exposition Transiberian-Langhams. Musée de l'Homme, hall, place de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-72-72). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 mai.

RICASSO : TOROS Y TOREROS. Musée Picasso, hôtel Solf, 5, rue de Thionny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 30 à 12 h (group. scol. et adu. sur réservation) et de 12 h à 18 h (pub. et group. adu.). dim. et 12 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 24 mai.

LE PRÉSENT DES GÉNIES. Bibliothèque nationale, galeries Mazarin et Mazarine, 67, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 mai.

LA RENAISSANCE DE LA MODE ITALIENNE. Florence, la Sala Bianca 1982-1974. Musée des arts de la mode et du textile, 14, Palais du Louvre, 105, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 mai.

RODIN SCULPTEUR. Œuvres méconnues. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-06-01-30). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 21 F. Jusqu'au 11 mai.

SPLendeurs de RUSSIE. Musée des arts de l'étranger, Musée du Petit Palais, av. Winston Churchill (42-65-12-78). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Entrée : 40 F. Jusqu'au 13 juillet.

VIOLETTE-LE-DUC ET LA MONTAGNE. Galerie nationale du Montmartre, 26, rue de Valenciennes (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 26 F. Du 9 avril au 11 juillet.

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

nel allernand, 17, av. d'Iéna (44-43-82-30). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 7 mai.
ACTIONS, JOURDA & PERRAUDIN, 350. PLACE D'YVOUILLE. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (48-33-90-38). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 avril.
ANNETTE MESSAGER PRÉSENTE ROBERTO MARTINEZ. Galerie du Forum Saint-Eustache, 1, rue Montmartre (42-33-38-77). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 avril.
CIELA CIEL. Galerie Ciel, 5, rue Saint-Anastase (42-72-40-02). Jusqu'au 10 avril.
PHILIPPE GONNÉE. Galerie Lange-Salomon, 57, rue de la Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 30 mai.
WILHELM COLE. Galerie Gilles-Peyrodot, 7, rue Debelleyme (42-74-89-20). Jusqu'au 10 mai.
JOHN COPLAND. Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 17 mai.

PATRICK CORRIOL. Galerie des Architectes, 15, rue de Valenciennes (42-78-05-77). Jusqu'au 24 avril.
CORRIOL. Galerie Dienne, 19 bis, rue des Saules-Pères (49-26-03-08). Jusqu'au 10 mai.
GILBERT CORSA. Galerie Alain Letailleur, 50, rue de Seine (46-33-25-17). Jusqu'au 30 mai.
CRISTIANE ET INDUSTRIELS. Galerie Via, 4-6-8, cour du Commerce-Saint-André (42-39-39-36). Jusqu'au 30 mai.

DAVID DU LÉONARD DE RETZ. Galerie de la Renaissance, 23, rue de Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 mai.
EMMANUELLE DANY. Portraits. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-12-44). Jusqu'au 17 mai.
DE CHURCH ET SES CONSEQUENCES. POST-METAPHYSIQUES. Galerie Arzuff, 5, av. Marignan (42-89-18-16). Jusqu'au 29 avril.

MICHEL DICTOR. MICHEL DUPUY. Galerie Sylviane Lorenz, 13, rue Chapoin (48-04-53-02). Jusqu'au 30 mai.
LIBERTÉ DELISSE. Atelier Art public, 38, rue de la Chapelle (43-26-57-51). Jusqu'au 29 avril.

WIM DELVOYE. Galerie Ghislaine Hussenot, 6 bis, rue des Haudriettes (42-78-12-44). Jusqu'au 17 mai.
THOMAS DEMAND. Galerie Michel Vidal, 58, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 24 mai.

JIMENEZ DEDEA. Galerie Jean Art, 30, rue de la Chapelle (48-07-20-17). Jusqu'au 15 mai.
MARCEL DINAHET. JAKOB GAUTEL. THOMAS KETTER. CHRISTOPHE VIGOU. Galerie de la Chapelle, 30, rue de la Chapelle (42-74-48-72). Du 8 avril au 15 mai.

DURRILL. Galerie Alessandro Vivas, 12, rue Bouchardon (42-78-33-12). Jusqu'au 17 mai.
JEAN-PAUL DUMAS-GRILLER. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (42-59-37-52). Jusqu'au 30 mai.

JEANNE DUMESNIL. Galerie Enel, 16, rue de la Chapelle (42-74-48-72). Jusqu'au 17 mai.
DUVILLER. Galerie Laroche-Gracil, 13, rue de la Chapelle (43-64-51-82). Jusqu'au 10 mai.

ALFREDO ECCHAZARRETA. Galerie Art et Espace, 24, rue de la Chapelle (42-74-48-72). Jusqu'au 24 mai.
JEAN EDELMANN. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-44-28). Jusqu'au 25 mai.

PETER EISENMAN. Galerie Sadok et Uzman, 11, rue de Thionny (44-69-53-00). Jusqu'au 5 juin.
CLAUDE FAURE. La dérive des continents, 24, rue de la Chapelle (42-74-48-72). Jusqu'au 17 mai.

PHILIPPE FAVER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 28 mai.
DUVILLER. Galerie Laroche-Gracil, 13, rue de la Chapelle (43-64-51-82). Jusqu'au 10 mai.

FLUXUS & ÉDITIONS FLUXUS. Galerie de la Chapelle, 30, rue de la Chapelle (42-74-48-72). Jusqu'au 24 mai.
BRUNO FONTANA. Galerie Diane Martin, 11, rue Pastourelle (42-74-48-72). Jusqu'au 24 mai.

KRISTIAN GAYOUILLE. Galerie Néot, 25, rue de la Chapelle (42-78-98-97). Jusqu'au 11 mai.
GHINET. Galerie Alas, 6, rue des Couronnes-Saint-Gervais (48-04-00-14). Jusqu'au 17 mai.

KONRAD KLAPHECK, JAN VOSS. Galerie Lafont, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-18). Jusqu'au 7 mai.

YURI KUPER. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 15 mai.
JEAN-FRANÇOIS LACALMONTIE. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-86-37-88). Jusqu'au 10 mai.
THIERRY LEPROUST. Galerie Lefor-Opéra, 29, rue Mazurine (48-33-87-24). Jusqu'au 28 avril.

JEAN-YVES MADES. Peintures récentes. Galerie Samagra, 52, rue Jacob (42-58-86-18). Jusqu'au 30 mai.
HUGUES MALBREL. Galerie Alain Blondel, 50, rue de la Temple (42-71-65-68). Jusqu'au 7 mai.

MANIFESTO. Galerie Ubi et Orbi, 25, rue de la Chapelle (40-08-72-18). Jusqu'au 24 avril.
SERGE HANSAU. Galerie Clara Gernami, 50, rue de la Chapelle (42-71-65-68). Jusqu'au 10 mai.

MATISSE. Œuvre gravé. Galerie Maugé, 10, rue de la Chapelle (42-78-05-77). Jusqu'au 10 mai.
SAYLE MATTHIAS, JEAN-PAUL RAYMOND. Galerie d'Annon, 28, rue Saint-Sulpice (43-25-96-50). Jusqu'au 7 mai.

IVAN MESSAC. Galerie 15, rue Godefroid (43-26-13-14). Jusqu'au 15 mai.
MOHLITZ. Galerie Michèle Brouha, 31, rue des Bergères (45-77-93-79). Jusqu'au 17 mai.

FRANÇOISE NOVARINA. DANIEL PANDI. Galerie Lucette Herzig, 23, passage Moltaire, 157, rue Saint-Martin (42-78-05-77). Jusqu'au 24 avril.

EUROPE PHOTOGRAPHIQUES EUROPEENES ET AMÉRICAINES. Galerie Farhat-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 17 mai.

JEAN-PIERRE OTTOLINI. Galerie David Renaud, 157, rue Saint-Martin (42-78-05-77). Jusqu'au 24 avril.

OUT OF NOWHERE. Galerie de France 2, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 17 mai.

RICARD OVERSTREET. Galerie Montigny, 3, rue de la Chapelle (43-54-55-30). Jusqu'au 30 mai.

PIERRE ET GILLES. Galerie Santa Sacoma, 16, rue des Couronnes-Saint-Gervais (42-78-05-77). Jusqu'au 10 mai.

PASCAL PRAUD. Galerie Nathalie Ochiai, 8, rue de Normandie (42-74-67-68). Jusqu'au 24 avril.

PIERRE PRACHETTI. Galerie Gastard et Callard, 5, rue de la Chapelle (42-74-22-86). Jusqu'au 17 mai.

DAVID RABINOWITZ. Galerie Renos Xiparas, 108, rue Vieille-du-Temple (40-27-05-55). Jusqu'au 30 mai.

PASCAL RAGUDEAU. Galerie Poi et Cie, 95, rue de la Chapelle (43-26-10-12). Jusqu'au 24 avril.

REGARD D'UN AMATEUR. Œuvres photographiques. Galerie Farhat-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 17 mai.

LES RENCONTRES DE JEAN PONS ET JEAN-PIERRE OTTOLINI. Galerie d'Annon, 28, rue Saint-Sulpice (43-25-96-50). Jusqu'au 7 mai.

DANIEL REHAL. Galerie Bernard Jordan, 16, rue de la Chapelle (42-74-48-72). Jusqu'au 17 mai.

ALAIN RIVIERE. Galerie Philippe Gervier, 7, rue Froissart (42-71-55-01). Jusqu'au 17 mai.

ROCK ET PEINTURE. L'Hydre, 4, rue Eugène-Sue (42-23-58-22). Jusqu'au 30 mai.

ROHART. Galerie Lafont-Bastille, 27, rue de la Chapelle (47-00-88-18). Jusqu'au 30 mai.

GEORGES ROUSSE. Galerie Barbara et Cie, 74, rue Quincampoix (42-72-57-38). Jusqu'au 3 mai.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 24 avril.

JEAN-JACQUES RULLIER, NINA CHILDES. Galerie Jean-Pierre Flay, 7, rue Debelleyme (42-74-89-20). Jusqu'au 10 mai.

SAÏRE DU CORPS. Galerie du Geste. Photographie de Viki de Lesgoff. Galerie ISA, 40, boulevard Saint-Marcel (46-62-63-22). Jusqu'au 11 mai.

YVAN SALOMONE. Galerie Prax-Delavet, 10, rue Saint-Sabin (43-38-82-80). Jusqu'au 22 mai.

MANFRED SCHLING. Galerie Française Palais, 91, rue Quincampoix (42-71-64-15). Jusqu'au 16 mai.

EDIK SCHTENBERG. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-28-87-07). Jusqu'au 10 mai.

WIEBEKE SIEU. Galerie Rodger Schöde, rue du Grenier-Saint-Lazare (44-58-82-08). Jusqu'au 20 mai.

SOWETO 1982-1992. Par Marie-Laure de Decker et Bongani Mnguni. FNAC Montparnasse, auditorium, 135, rue de Rennes (45-44-38-72). Jusqu'au 24 mai.

FERDINAND SPRINGER. Galerie Cultu Mérite, 17, rue des Beaux-Arts (45-33-04-18). Jusqu'au 24 mai.

BERNARD THIMONNIER. PASCOL. ORIOU. Art contemporain, 18, rue Debaylles (42-77-17-77). Jusqu'au 22 mai.

OTMAR THORMANN. Galerie Michèle Chomet, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 24 mai.

BERNADETTE TINTAUD. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 10 mai.

GERARD TRAGIANDI. Galerie Roger Pailhes, 36, rue Quincampoix (40-04-71-31). Jusqu'au 17 mai.

PIERRE TUAL. Galerie 9 Mazarine, 9, rue Mazarine (46-33-58-88). Jusqu'au 18 mai.

IAN WALLACE. Galerie Gabrielle Madure, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-97). Jusqu'au 24 mai.

MARTHE WERY. Galerie Claire Burus, 18, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 17 mai.

XIAO-FAN. Galerie Philippe de Heudin, 48, rue de la Chapelle (45-48-13-28). Jusqu'au 8 mai.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

CAVALE SANS ISSUE. v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (45-59-92-82) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-16-16 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2^e (42-38-93-83 36-65-70-82) ; UGC Montparnasse, 8^e (45-74-84-84 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13^e (45-61-94-96 36-65-70-45) ; Mistral, 14^e (38-65-70-41) ; Montparnasse, 14^e (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 19^e (38-65-20-22) ; La Gamba, 20^e (46-36-10-96 36-65-71-44).
COUP DE JEUNE. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Rex, 2^e (42-38-93-83 36-65-70-82) ; UGC Montparnasse, 8^e (45-74-84-84 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13^e (45-61-94-96 36-65-70-45) ; Mistral, 14^e (38-65-70-41) ; Montparnasse, 14^e (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 19^e (38-65-20-22) ; La Gamba, 20^e (46-36-10-96 36-65-71-44).
CULINAIRES ET DÉPENDANCES. : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 2^e (47-42-58-31 36-65-70-18) ; La Nation, 12^e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13^e (45-61-94-96 36-65-70-45) ; Mistral, 14^e (38-65-70-41) ; Montparnasse, 14^e (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 19^e (38-65-20-22) ; La Gamba, 20^e (46-36-10-96 36-65-71-44).
LE JOUR DU DÉSPESPOIR. v.o. : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-08).
KRAPHCHOUK. : Les Montparnasse, 14^e (38-65-70-42).

تكملة من الأصل

ÉCONOMIE

• Le Monde • Vendredi 9 avril 1993 15

BILLET

La Corrèze avant le Zambèze

En ces périodes économiques troubles, la tentation d'un repli hexagonal est forte. Il y a quelques semaines, une enquête du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) montrait que, pour la première fois depuis plusieurs années, le chômage en France supplante la faim dans le monde en tête du hit-parade des « grandes préoccupations ». Alors qu'en 1989, selon ce sondage, les Français préféraient aider les enfants du tiers-monde, ils choisissent désormais davantage de lutter contre la pauvreté en France (le Monde du 13 février).

Ainsi, les propos tenus mercredi par Edouard Balladur, lors de son deuxième conseil des ministres, ont dû sonner doux aux oreilles de nombreux Français. Si du moins ils les ont entendus, préoccupés avant tout de savoir quelles augmentations d'impôts les attendent. « La situation actuelle de la France ne permet pas beaucoup de largesses en dehors de nos frontières », a déclaré le chef du gouvernement, à qui le ministre de l'économie venait de présenter une communication sur la situation économique et financière de la Russie. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Balladur entend « consacrer aux difficultés quotidiennes de nos compatriotes ».

Cette « sortie » contre l'aide internationale a des airs de campagne électorale et de déjà entendu (le Zambèze). M. Clinton avait lui-même, à l'autisme dernier, largement usé d'expressions semblables. Pourtant, en France, les élections sont passées. Et, entre le sommet américano-russe de Vancouver et le pré-sommet des sept grands pays industrialisés à Tokyo, la semaine prochaine, l'heure est plutôt à la démonstration de la générosité internationale affichée à l'égard de la Russie.

Pourquoi M. Balladur a-t-il exprimé cette mise en garde ? Voulait-il montrer aux Français, à la veille de son discours de politique générale, que les sacrifices seraient pour tout le monde ? Souhaitait-il rappeler à l'Élysée sa volonté de ne pas rester totalement absent du « domaine réservé » de la politique étrangère ? Entendait-il affirmer à la communauté internationale l'intention de la France de donner son avis sur l'aide à la Russie ?

La loi de finances rectificative, présentée dans quelques semaines, dira si M. Balladur a traduit ses paroles en actes. Ses marges de manœuvre sont, de toute façon, limitées puisque l'aide publique au développement comporte une grande inertie et que la France s'est engagée à y consacrer, comme ses principaux partenaires, 0,70 % du PIB en l'an 2000 (0,58 % aujourd'hui). En attendant, de telles déclarations peuvent apparaître bien imprudentes. Entre le GATT et la politique monétaire, la France a déjà suffisamment de tentations de faire des choix hexagonaux.

FRANÇOISE LAZARE

□ Hervé de Charette a rendu visite à l'abbé Pierre. — Le ministre du logement, Hervé de Charette, a rendu visite, mercredi 7 avril, à l'abbé Pierre, dans sa maison de retraite d'Emmâ, à Esteville (Seine-Maritime). « Vous avez lancé un appel qui a ému tous les Français. C'est pourquoi j'ai souhaité que cette visite soit mon premier acte important en qualité de ministre du logement », a déclaré, à l'abbé Pierre M. de Charette.

Selon la commission des finances du Sénat

Les déficits publics pourraient atteindre 395 milliards de francs fin 1993

Un rapport rendu public, mercredi 7 avril, par la commission des finances du Sénat évalue à 395 milliards de francs le déficit des finances publiques et des régimes sociaux fin 1993, après 265 milliards en 1992. Dans ces conditions, l'ensemble des déficits publics représenterait 5,4 % du produit intérieur brut en fin d'année.

Dressé la veille du discours de politique générale du premier ministre, le constat de la commission des finances du Sénat sur les déficits publics donne une idée de la tâche qui attend le gouvernement d'Edouard Balladur, même si les chiffres mis en relief par les sénateurs ne sont pas vraiment surprenants.

En 1992, assurent Christian Poncelet (RPR) et Jean Arthuis (centriste), respectivement président et rapporteur de la commission des finances, le déficit des finances de l'État a atteint 226 milliards de francs. Le ralentissement de la croissance s'est soldé par 83 milliards de moins-values fiscales et, in fine, par une baisse de 8 milliards des recettes par rapport à 1991. Observant de multiples dérapages des dépenses, la majorité sénatoriale accuse le précé-

dent gouvernement d'avoir volontairement « refusé la réalité » en faisant l'impasse sur la contraction des ressources publiques et en invoquant des prévisions de croissance notoirement « surréalistes ».

Cette année, la commission évalue à 95 milliards de francs la perte de recettes par rapport à la loi de finance initiale, qu'elle se félicite d'avoir refusé d'adopter en novembre dernier. Il faut également prévoir une cinquantaine de milliards de dépenses supplémentaires : la charge de la dette (200 milliards) s'accroîtra de 30 milliards, les opérations extérieures (présence française en Yougoslavie ou en Somalie) coûteront 4 milliards de plus que prévu et il faudra dépenser 6 milliards de francs pour assurer la prise en charge des contrats emploi-solidarité.

Sans oublier les 15 milliards de francs (dont 5 ont été gérés sur des économies) attribués à l'assurance-vieillesse au titre de la prise en charge des cotisations des chômeurs. « En l'absence de toute décision politique nouvelle », le déficit de l'État se chiffrerait donc à 312 milliards.

Pour les comptes sociaux, le Sénat avance des évaluations dont certaines semblent sous-estimées. Ainsi, il table sur un déficit de 13,6 milliards de francs pour la Sécurité sociale en 1992 (contre 12,5 milliards annoncés

par le précédent gouvernement) alors que le besoin de financement des dépenses de santé — selon les informations de Protection sociale-informations confirmées par la Caisse nationale d'assurance-maladie — doit être réévalué de quelques milliards.

Reprochant au gouvernement de Pierre Bérégovoy de s'être refusé à avancer des prévisions pour 1993, le Sénat conclut que le « trou » du régime général atteindra 58,8 milliards. En cumulé, le déficit de la « Sécurité » atteindrait donc 100 milliards de francs. Quant à l'UNEDIC — qui risque théoriquement la cessation de paiement en juin, — son besoin de financement est évalué à 11,8 milliards fin 1993 (après 15 milliards cette année), ce qui paraît légèrement optimiste.

Interrogés sur les moyens qui permettraient d'enrayer cette vague de déficits, les sénateurs de la majorité ont proposé beaucoup moins à l'aise. Constatant qu'il « serait imprudent de prétendre tout résoudre tout de suite », M. Arthuis a néanmoins indiqué sa préférence pour une augmentation de la TVA, voire un allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ou de la fiscalité directe.

JEAN-MICHEL NORMAND

Tandis que la reprise américaine semble s'essouffier

M. Clinton défend son mini-plan de relance en faveur de l'emploi

La Maison Blanche devait présenter, jeudi 8 avril, le détail des grandes mesures budgétaires pour les années 1994 à 1998 dont le Congrès a récemment adopté le principe. De leur côté, les sénateurs, se réunissant le 19 avril pour reprendre la discussion sur le mini-plan de relance (stimulus) dont les républicains ont réussi à bloquer, à trois reprises, l'examen.

NEW-YORK

de notre correspondant

Bill Clinton sait qu'il a d'abord été élu pour donner des « jobs » à l'Amérique, et c'est sur ce chapitre que se jouera sa crédibilité sur la scène intérieure. Or la publication des derniers indices n'est guère encourageante en ce qui concerne tant l'emploi que la conjoncture, laquelle semble marquée par un essoufflement de la reprise. Face à cette situation qui risque rapidement de faire baisser sa cote de popularité, M. Clinton a décidé de s'offrir son poids dans la bataille. D'abord en faisant passer la fronde du Parti républicain qui, depuis plusieurs jours, en dépit d'une présence majoritaire des démocrates au Sénat, a réussi à bloquer l'adoption de son stimulus, un programme de quelque 16 milliards de dollars destiné à soutenir la relance de l'activité.

En mars, le taux de chômage est resté à 7 % de la population active, inchangé par rapport à février. Mais 22 000 emplois ont été perdus dans

le secteur non agricole, soit la première baisse dans cette catégorie depuis août 1992. Pour Robert Reich, secrétaire à l'emploi, le problème est plus grave que ne le reflètent les statistiques faisant état de 9 millions de demandeurs d'emploi. « Nous avons en réalité 16 millions de personnes qui sont soit sans emploi, soit sous-employées, et nous avons également un nombre énorme de personnes qui sont trop déqualifiées pour trouver encore un emploi », a-t-il indiqué, mercredi 7 avril, en présentant le projet de budget de son ministère.

Les États-Unis ont donné naissance à un système à double visage, avec des gens disposant d'un bon bagage et qui gagnent bien leur vie et d'autres d'un niveau moindre et dont les emplois sont en concurrence directe avec ceux d'autres ouvriers répartis dans le monde, a ajouté M. Reich, pour qui la politique d'investissements publics à long terme de l'administration devrait contribuer à améliorer la compétitivité des Américains et palier en partie ces difficultés.

Dans le même temps, d'autres nuages ont assombri le climat économique. La confiance des consommateurs s'est sensiblement tassée depuis quelques semaines, de même que les ventes de détail et les craintes inflationnistes sont de nouveau à l'ordre du jour, à en juger par le comportement du marché obligataire début avril. Par ailleurs, les économistes admettent que la hausse de 4,7 % du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) américain au dernier trimestre 1992 ne consti-

tue qu'un très heureux accident de parcours et que la croissance ne devrait pas dépasser 3 % en rythme annuel pour 1993, et même davantage l'année suivante.

La seule véritable bonne nouvelle de ces derniers jours est que les investisseurs japonais, après l'avoir bondé depuis deux ans, opèrent un modeste retour sur le marché obligataire américain, où ils sont redevenus acheteurs nets de bons du Trésor. Une subside pour la dette publique fédérale, dont le plafond a été relevé par le Congrès le 5 avril à 4 370 milliards de dollars pour la période allant jusqu'en 1^{er} octobre.

Certes, la situation n'est pas dramatique, ainsi que le font remarquer, paradoxalement, les sénateurs républicains pour s'opposer au mini-plan de relance de M. Clinton. Mais ce dernier est convaincu que son stimulus — équivalent d'une loi de finances rectificative pour 1993 — peut éviter qu'il ne s'aggrave. A condition de faire vite. Sur les 16,3 milliards de dollars de dépenses additionnelles de ce plan (auxquelles il faut ajouter une autre enveloppe de 3,2 milliards destinés à des travaux d'infrastructure), figurent environ 4 milliards de dollars d'indemnités pour les chômeurs de longue durée bientôt en fin de droits, près de 600 millions de dollars pour des emplois d'été. Selon l'administration, ce sont 200 000 « jobs » nouveaux qui pourraient être créés si l'ensemble du plan est adopté.

Pour y parvenir, M. Clinton a jusqu'en 19 avril pour rallier à sa cause les trois ou quatre sénateurs républicains qui lui font défaut pour atteindre le quorum qui mettrait un terme à la procédure d'obstruction dite filibuster engagée par l'opposition au Sénat, où les démocrates sont pourtant majoritaires (le Monde du 7 avril). Il a bon espoir d'y parvenir. Sans compter trop de concessions qui finissent par dénaturer la portée politique de ce mini-plan de relance.

SERGE MARTI

La déclaration de politique générale de M. Balladur

De la récession à la confiance

Suite de la première page

Si l'activité doit reprendre une pente ascendante d'ici quelques semaines, alors il est plus que temps de commencer à redresser les comptes de l'État et de la Sécurité sociale et de décider quelques taxes supplémentaires en même temps que des économies de dépenses. Les tenants de cette thèse soutiennent que la situation s'améliorera d'autant plus vite que les Français reprendront confiance.

Une confiance qui dépend avant tout — et c'est là l'essentiel — de la claire détermination du nouveau gouvernement à rétablir les équilibres financiers au cours des années à venir : de l'épargne existe, qui pourrait être dépensée, stimulant la consommation puis la production. Tout peut être sauvé — et bien sûr d'abord l'ensemble des acquis sociaux — si des mesures progressives sont prises dès maintenant. Le fait d'avoir laissé filer les déficits n'a pas — a contrario — empêché l'économie française de connaître une récession, ajoute-t-on. Or, les déficits s'aggravent de jour en jour, à tel point que les critères de convergence définis par le traité de Maastricht sont maintenant loin derrière nous.

Cette analyse est vivement contestée par ceux qui estiment que l'économie française va s'enfoncer davantage dans la récession au cours des mois à venir. Des prélèvements fiscaux supplémentaires ne feraient qu'accroître le marasme actuel, un marasme particulièrement inquiétant dans le bâtiment et dans les services inter-entreprises. Le déficit public en France est le moins important des pays industrialisés, ce qui nous autorise à ne rien faire pendant encore quelques mois, à laisser filer jusqu'à ce que la reprise soit là. L'équilibre des comptes publics est un objectif à moyen terme, pas du tout un impératif annuel.

De façon assez surprenante, l'attitude des marchés et des investisseurs étrangers vient corroborer cette analyse de la situation. Le risque pour l'économie française ne serait

pas du tout dans la dérive de ses déficits financiers, qui n'inquiètent pas, mais dans une aggravation continue du chômage, qui, à terme, ne serait plus supportable par le pays et obligerait le pouvoir en place à modifier radicalement sa politique économique.

En fin de compte réapparaissent les analyses faites par tous ceux qui demandent une politique plus nationale et plus volontariste, passant par une sortie du franc du système monétaire européen : des analyses très répandues dans les PME, dont beaucoup de dirigeants ont, semble-t-il, apporté leurs voix au RPR lors des élections législatives. C'est donc bien la construction européenne qui serait finalement à terme menacée par la récession que traverse actuellement l'économie française.

C'est dans ce contexte particulièrement difficile que M. Balladur avait à prendre des décisions : sacrifier ici avec un freinage probable des augmentations de traitement dans la fonction publique et des augmentations modérées de taxes, mesures de relance ou de soutien à la construction, les paysans, les PME, il ne devrait pas y avoir de soutien direct fiscal à l'investissement, mais des mesures spécifiques, consenties notamment en faveur des propriétaires pour stimuler le marché du logement... L'idée d'un grand emprunt un moment avancée est peu cohérente avec les prochaines privatisations qui feront déjà appel à l'épargne.

A l'évidence, le rétablissement de la confiance dépendra beaucoup des perspectives à moyen terme ouvertes au pays. Bien des choses peuvent être faites si elles sont expliquées et comprises. Les marchés devraient avoir immédiatement leur mot à dire en permettant à la Banque de France de réduire plus ou moins vite les taux d'intérêt à court terme. Plus vite baissera le loyer de l'argent et plus vite s'améliorera la situation pour l'industrie très dégradée.

ALAIN VERNHOLLES

Réflexion pour la relance du bâtiment

Le gouvernement réfléchit activement à son plan de relance du bâtiment et consulte un à un les professionnels du secteur pour recueillir leurs demandes. Deux pistes principales sont explorées : donner un coup de pouce à l'accession à la propriété et un nouveau souffle au locatif privé.

Dans le secteur social, on s'achemine vers le déblocage de 20 000 prêts aidés à la propriété supplémentaires (PAP), chiffre variant selon les sources à 5 000 près. A 5 000 F environ l'un, le coût de ces mesures est relativement lourd pour les finances publiques, mais il serait largement compensé par les rentrées de TVA qu'il occasionnerait. Cette disposition pourrait s'accompagner d'une baisse (aux alentours de 8 %) du taux de ces prêts : il est actuellement de l'ordre de 10 %, trop proche de celui des prêts ordinaires pour être réellement attractif. Afin d'éviter que les ménages dépassent les plafonds de ressources à respecter pour avoir droit aux PAP, il serait prévu de les relever — d'au moins 15 %, dit-on — dans les zones tendues (en particulier l'Île-de-France).

Pour aider les ménages achetant leur logement, il est également envisagé de porter de

25 % à 33 % le taux de déduction de leurs intérêts d'emprunt, sans toucher à leur plafond. Le coût de cette disposition serait de 500 millions par an.

Dans son programme, l'Union pour la France avait prévu deux mesures pour aider le secteur locatif privé : l'accroissement de 8 % à 15 % des taux de déduction forfaitaire ouverte aux bailleurs pour leurs charges ; la possibilité de déduire du total de leurs revenus leurs déficits fonciers. Les professionnels devront vraisemblablement faire leur deuil d'une de ces possibilités. Leur préférence va à la seconde, qui coûterait 1,5 milliard par an (hors retours fiscaux) environ, mais générerait un volume d'affaires supplémentaire. La première mesure (la plus fréquemment évoquée) comblerait l'écart entre les fiscalités mobilière et immobilière. Elle coûterait 300 millions par point de baisse, soit au total 2,1 milliards de francs.

Enfin, il est probable que le mouvement HLM sera encouragé à accroître la vente de logements sociaux à leurs occupants (6 000 par an actuellement) sans, apparemment, donner l'initiative de ce mouvement aux locataires.

F. V.

Après onze années de crise

Accord sur la réduction de la dette de l'Argentine

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Un des principaux objectifs de Domingo Cavallo, ministre argentin de l'économie, a été atteint. Après un an de négociations délicates, l'Argentine a signé, mercredi 7 avril, avec ses banques étrangères créditrices un plan de réduction de la dette. Selon les chiffres du gouvernement, l'accord, qui met fin à onze années de crise, permettra la réduction d'un tiers du remboursement du principal de la dette. Imaginé à la fin des années 80 par Nicholas Brady, à l'époque secrétaire d'État américain au Trésor, le mécanisme mis en place en Argentine est identique à celui appliqué ces dernières années à divers pays d'Amérique

latine. Dans ce cadre, l'Argentine devra payer en moyenne 2,3 milliards de dollars par an jusqu'en 2004 et ensuite 1,3 milliard de dollars jusqu'en 2022.

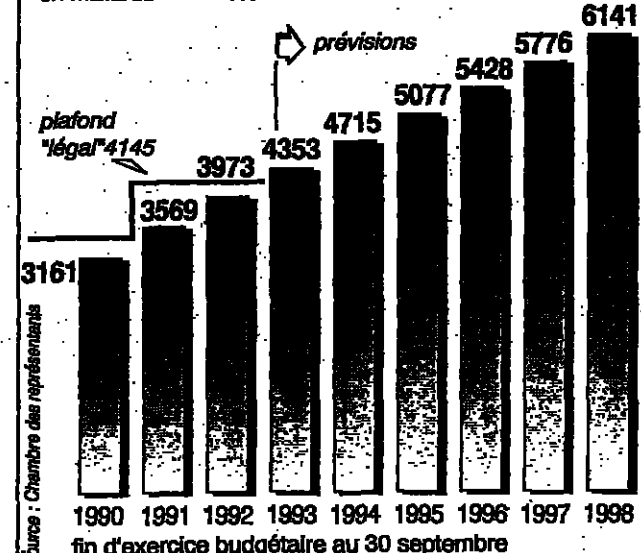
Qualifié d'« historique » par le président Carlos Menem, cet accord marque la réinsertion de l'Argentine sur les marchés internationaux, dont elle était exclue depuis plus d'une décennie. Le gouvernement péroniste espère que cette nouvelle « credibility » attirera les investissements étrangers dont a besoin une économie encore fragile. Depuis le lancement, il y a deux ans, du « plan Cavallo », il y a eu une forte hausse des investissements due principalement aux privatisations opérées par l'administration Menem.

Malgré le spectaculaire redressement d'une économie moribonde et

une inflation désormais contrainte (0,8 % en mars), M. Cavallo doit continuer à se battre sur plusieurs fronts. La relance industrielle est lente. La surévaluation du peso, la monnaie locale, qui depuis la loi de convertibilité du 1^{er} avril 1991 a été arrimée au dollar (un peso égale un dollar), fait l'objet de nombreuses critiques de la part des industriels, qui n'arrivent pas à faire face à la concurrence des importations venues notamment du Brésil. L'Argentine achète aujourd'hui trois fois plus au reste du monde qu'en 1990, mais elle a du mal à vendre à l'extérieur. La balance commerciale a affiché pour 1992 un déficit inattendu de près de 3 milliards de dollars.

CHRISTINE LEGRAND

Évolution de la dette fédérale américaine en milliards de dollars



Le montant maximum de l'endettement de l'État fédéral américain est voté par le Congrès. Fixé en 1990 à 4 145 milliards de dollars, ce plafond a fait l'objet, le 5 avril, d'un relèvement temporaire, à 4 370 milliards de dollars. La progression de cet endettement a été supérieure à 10 % par an entre 1990 et 1992, mais devrait revenir aux alentours de 8 % en 1998 dans le cadre du projet pluriannuel de réduction du déficit budgétaire.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Pour contrebalancer la chute du marché européen

Michelin engage un second plan de redressement

Malgré des résultats en nette amélioration, l'humeur était des plus pessimistes au siège de Michelin mercredi 8 avril à l'occasion de la présentation des résultats de la firme. Une perte ramené à 11 millions de francs, après des pertes de 1 milliard de francs en 1991 et de 5,3 milliards en 1990, aurait pu mettre l'humeur au beau fixe. D'autant que, sans la modification comptable due à la nouvelle législation américaine (concernant la provisionnement des dépenses de santé des retraités, en particulier), Michelin aurait dégagé un résultat net positif de 576 millions de francs. Une performance obtenue malgré une baisse du chiffre d'affaires (66,8 milliards de francs contre 67,6 en 1991) de 1,2 %, dont 2,8 milliards seraient dus aux fluctuations monétaires.

Mais la « cassure » brutale observée dans l'évolution du marché européen au milieu de l'année 1992 se traduisant par une forte baisse des ventes durant le second semestre est de mauvais augure. D'autant que cette chute s'est poursuivie durant le premier semestre 1993. Certes, le marché américain présente des signes de redressement. Mais pour Eric Bourdais de la Charbonnière, directeur financier de Michelin, « en l'absence de redressement

rapide des conditions qui ont prévalu au premier trimestre, le résultat du premier semestre 1993 se traduirait par une perte ».

En conséquence, le premier fabricant mondial de pneumatiques a décidé d'engager un second train de mesures destiné à réduire les prix de revient de 3,5 milliards de francs (10 % des coûts fixes) en deux ans. Bien que la direction de la firme n'ait donné aucune précision, on peut penser que ce plan se traduira à nouveau par une dizaine de milliers de suppressions d'emplois, sur un effectif actuel de 130 000 salariés. Le plan précédent, engagé à la mi-1990 et dont l'objectif était de réduire les prix de revient de 3 milliards de francs, avait provoqué 16 000 suppressions d'emplois. Ce second plan n'a pas été provisionné dans les comptes 1992.

Outre la baisse des marchés, Michelin a souffert des taux d'intérêt élevés, qualifiés de « suicidaires » par M. Bourdais de la Charbonnière. L'essentiel de la dette est en effet contracté en monnaies européennes et à taux flottant. « Une baisse des taux de 1 point se traduirait par une diminution des frais financiers de 150 millions de francs ».

A. K.

Malgré les difficultés dans l'immobilier et le câble

Le bénéfice de la Générale des eaux devrait croître de 10 %

Malgré la crise de l'immobilier et les difficultés continues du câble, la Compagnie générale des eaux devrait tenir les objectifs que lui avait assignés son PDG, Guy Dejouany, et dégager un bénéfice net consolidé de 2,9 milliards de francs en 1992, en hausse de 10 %.

Le groupe a annoncé, mercredi 7 avril, que son conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, le 29 juin, un dividende de 43 F par action (64,5 F avec l'avoir fiscal), contre 41 F en 1992.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier distributeur d'eau mondial devrait atteindre 143 milliards de francs (dont 38,4 milliards à l'étranger), contre 135 milliards en 1991. Les investissements industriels de la Compagnie se sont maintenus à un niveau élevé - 1,5 milliards de francs - tandis que les investissements financiers sont retombés à 3,7 milliards en 1992, contre 5,9 milliards en 1991.

A. K.

Les résultats de la première entreprise française en termes de bénéfices

Alcatel-Alsthom affiche une santé financière spectaculaire

Pierre Suard répond parfois aux questions sans y répondre. En se plantant à l'exercice traditionnel de la conférence consacrée aux résultats, mercredi 7 avril, le PDG d'Alcatel-Alsthom, se savait observé. L'arrivée au pouvoir d'une majorité dont il est proche, le rôle crucial joué par son groupe en 1986 pour la constitution de noyaux d'actionnaires stables (les « noyaux durs ») au sein des entreprises privatisées, les projets qu'on lui prête en matière de presse (comme le rachat du Figaro), son souhait assumé de récupérer le contrôle de Framatome et son intérêt affiché pour le devenir de France Telecom captent les regards. Tout cela l'incite à la prudence.

D'autant qu'Alcatel-Alsthom affiche une santé financière insolente. Son chiffre d'affaires consolidé a, certes, très faiblement progressé. Représentant 162 milliards de francs, sa hausse n'est que de 1 % par rapport à 1991. Mais le résultat (net part du groupe), lui, « explose ». De 7,053 milliards de francs, sa progression est de 14,1 %.

Alcatel-Alsthom est désormais la première entreprise française en termes de bénéfice. Le numéro 1 traditionnel, le groupe Elf-Aquitaine ayant dû, en 1992, se contenter d'un résultat de 6,2 mil-

liards de francs... La politique financière du groupe explique cette performance. En reprenant le contrôle intégral de ses filiales en rachetant en particulier les 30 % que détenait encore dans Alcatel le groupe ITT, - Alcatel-Alsthom a réduit, « à tous les niveaux », les intérêts minoritaires. Dès lors, c'est une part plus importante du résultat qui lui revient.

Pour autant, la seule rentabilité économique du groupe est loin d'être mauvaise... Avec 14,8 milliards de francs, le résultat opérationnel stagne. Mais après avoir supporté les frais financiers liés à l'acquisition des participations minoritaires.

Malgré et peut-être à cause de ces bons résultats, M. Suard, qui, d'ordinaire ne mâche pas ses mots, s'est montré plus évasif sur les sujets sensibles. Ainsi des liens entre opérateurs de télécommunications et fabricants de matériel.

C. M.

AGRICULTURE

En raison d'une épidémie de fièvre aphteuse

Les contrôles sanitaires sur le bétail en provenance d'Italie sont renforcés

CHAMBERY

de notre correspondant

Depuis le 17 mars, conformément à une décision de la Commission européenne, les douaniers sont de nouveau en faction aux points de passage alpins franco-italiens. Leur mission : contrôler systématiquement, avec l'aide des services vétérinaires, wagons à bestiaux et bétails qui franchissent la frontière. Les camions, dont les chauffeurs ne peuvent fournir des certificats attestant que leur chargement a subi un contrôle de désinfection, sont refusés.

Une épidémie de fièvre aphteuse, déclarée début mars dans le sud de l'Italie et la région de Vérone, où une cinquantaine de foyers auraient été jusqu'à présent recensés (et provoquée, semble-t-il, par des animaux en provenance de l'ex-Yougoslavie), inquiète l'administration française et les organisations agricoles.

Cette épidémie - extrêmement contagieuse - dont l'incubation dure de vingt-huit à trente jours, touche tous les ongulés (animaux à sabots) et se manifeste par l'apparition massive de pustules sur la langue de l'animal, l'empêchant ainsi de s'alimenter. Présente à l'état endémique en Europe de l'Est, en

Turquie ou en Egypte, la maladie avait disparu d'Europe occidentale depuis une dizaine d'années. Depuis le 1^{er} juillet 1991, une directive européenne a prescrit les vaccinations, pour cause d'harmonisation des législations des Etats membres. La seule manière d'éradiquer la maladie est donc désormais de procéder à l'abattage total du cheptel, les pertes financières étant compensées par la CEE.

La vigilance de l'administration depuis trois semaines ne suffit cependant pas à rassurer complètement le monde agricole. « Dans un mois, les cols alpins d'altitude seront rouverts à la circulation en même temps que s'effectueront les premières montées en alpage. Les éleveurs transhumants, français ou italiens, se côtoieront à nouveau sur les versants frontaliers », explique Gilbert Debroux, président de l'établissement départemental d'élevage de Savoie, ajoutant qu'une éventuelle contagion « serait vécue comme une catastrophe en montagne, notamment pour des races à faibles effectifs comme la tarentaise ». Les organisations agricoles réclament donc un renforcement des contrôles frontaliers en altitude.

PATRICK REVIL

SOCIAL

Vivement critiquée par les syndicats

La majorité sénatoriale veut réglementer le droit de grève dans les transports publics terrestres

La commission des affaires sociales du Sénat a adopté, mercredi 7 avril, une proposition de loi visant à étendre aux « transports publics terrestres de voyageurs » la réglementation du droit de grève déjà en vigueur dans la fonction publique d'Etat. Déposé le 3 février à l'initiative de Jean-Pierre Fourcade (UDF-PR), président de la commission des affaires sociales, ce texte prévoit d'instituer dans ce secteur « une retenue (salariale) égale à la journée de travail, quelle que soit la durée de l'arrêt dans la journée ».

La proposition de loi vise ainsi, précise un communiqué de la commission, à « proportionner la retenue (de salaire) à la durée des répercussions de la grève sur le réseau de transport (...) afin de concilier le droit de grève avec la nécessité continue du service public ».

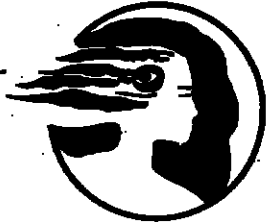
En respectant ces deux objectifs, ce texte tient notamment compte, estime la commission sénatoriale, de l'avis rendu, en juillet 1987, par le Conseil constitutionnel sur l'amendement Lamassourie qui visait à rétablir la règle dite du « trentième indivisible » en cas de grève (le Monde du 30 juillet 1987). Le Conseil avait alors limité aux seuls agents de l'Etat le champ d'application de cet amendement au motif que, pour les agents des autres services publics visés, cette règle portait « une atteinte injustifiée » au

droit de grève. Les organisations syndicales ont vivement réagi à cette proposition sénatoriale. Alors que Marc Blondel, secrétaire général de FO, avait, dès dimanche, mis en garde le gouvernement contre l'adoption d'un tel projet, la CFTC exprimait, mercredi, son « inquiétude », tandis que la CGT réclamait « l'abandon immédiat » de ce projet.

□ Poursuite du mouvement de grève à Orly-Sud. - Les agents des services commerciaux et des services avions d'Air France-Orly-Sud devaient entrer, jeudi 8 avril, dans leur sixième jour de grève. Les discussions entre les syndicats et la direction sont au point mort. Les grévistes refusent toujours la mise en place de la nouvelle grille horaire, et la direction d'Air France a réaffirmé le caractère « intangible » de son objectif de « retour à l'équilibre » financier. Une entrevue est prévue vendredi 9 avril. Comme les jours précédents, Air France a dû annuler jeudi la plupart de sa dizaine de vols au départ d'Orly-Sud. Les vols annulés sont à destination du Maghreb, des Antilles et de New York (aéroport de Newark).

► Renseignements aux voyageurs : 44-08-24-24.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



1992: Résultat net consolidé: +11 %

Des performances qui illustrent la croissance soutenue de l'activité et des résultats du Crédit local de France

● Le résultat net consolidé du Crédit local de France a atteint 1 193 millions de francs en 1992, en progression de 11 % par rapport à 1991. 1992 est la 5^{ème} année consécutive de croissance du résultat.

Evolution du résultat net consolidé



● L'activité: le Crédit local de France, leader du financement des équipements collectifs et du cadre de vie, a versé 42 milliards de francs de prêts nouveaux aux régions, départements, communes et groupements en 1992. L'encours des prêts s'élève à 256 milliards de francs fin 1992, dont 7,5 milliards à l'international.

Evolution de l'encours des prêts

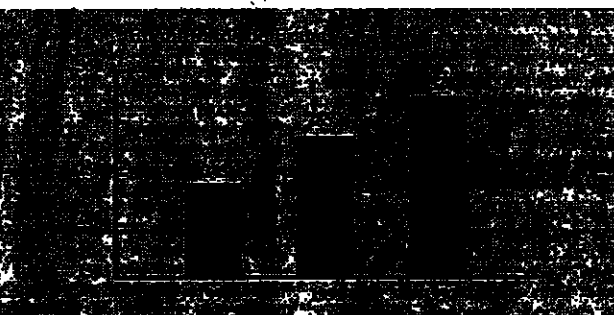


● La collecte des ressources: le Crédit local de France a collecté 38 milliards de francs de ressources en 1992, ce qui le place au premier rang des émetteurs français sur les marchés internationaux.

Sa double signature Aaa/AAA attribuée par Moody's et Standard & Poor's et son ratio Cooke de 20 % (15,9 milliards de francs de fonds propres en 1992) illustrent sa solidité financière.

● Le bilan:

Evolution du total de bilan consolidé



● Le cours de l'action a progressé de 68 % à la Bourse de Paris en 1992, dans des volumes de transactions qui font du Crédit local de France une valeur de référence: sa capitalisation boursière est de l'ordre de 14 milliards de francs.

Le Crédit local de France poursuit sa croissance en 1993 conformément à ses prévisions: au 15 mars, 7,6 milliards de francs de prêts nouveaux ont déjà été versés.

Ces performances traduisent le dynamisme et la solidité du Crédit local de France et permettront de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 1993 un dividende global de 14,10 francs par action, soit une progression de 17,5 %.



Le financier du cadre de vie

مكتبة من الأصل

VIE DES ENTREPRISES

Relativement épargné par la crise

Philips France dénonce les subventions accordées à ses concurrents

Les seize mille salariés de la compagnie française Philips, une des plus importantes filiales du groupe néerlandais, devraient être relativement épargnés par les déboires de sa maison mère - celle-ci a perdu 2,7 milliards de francs l'an dernier (le Monde du 6 mars). La compagnie française, qui prévoit pourtant, par la voix de son PDG, Pierre Steenbrink, une année 1993 « difficile », ne devrait pas procéder à de nouvelles réductions d'effectifs, après les 600 suppressions d'emplois décidées l'année dernière.

La compagnie s'était lancée très tôt dans la rationalisation de ses activités, réduisant son parc immobilier, limitant ses stocks et ramenant son endettement de 1,3 milliard à 434 millions de francs. Elle en a engrangé les premiers fruits et, à l'annonce, le 7 avril, un bénéfice net de 313 millions de francs pour 1992, en baisse de 4,8 % seulement dans un marché pourtant difficile. Le chiffre d'affaires

s'est établi à 21,51 milliards (+1,3 %) et a même enregistré, à périmètre comparable, une progression de 4 %, favorisée par une hausse des exportations de 8,2 %, à 7,8 milliards de francs (les ventes en France ont augmenté de 2 %).

Annouçant « la poursuite de ses efforts de rationalisation », Pierre Steenbrink s'en est pris à « la dangereuse dérive » de la politique d'aide à l'emploi des pouvoirs publics. Ceux-ci, s'est-il inquiété, « subventionnent de manière spectaculaire des fabricants coréens et de Hongkong en donnant jusqu'à 100 000 francs par emploi créé, alors que ces usines tournent menaçant des emplois à plus forte valeur ajoutée ». Une adresse à l'intention du nouveau ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, élu de Lorraine, où se trouvent certaines de ces nouvelles implantations industrielles.

P.-A. G.

Leader mondial des métros automatiques

Matra Transport espère que 1993 sera « l'année des récoltes »

Après l'année des « tuiles », « l'année des récoltes », tel est le slogan dans lequel Matra Transport veut croire pour 1993. Efforts des déboires de 1992 dus au naufrage financier d'Orly - c'est Matra Transfinex qui a souffert - et au retard pris dans la construction du métro de Taipei. Frédéric d'Allest, PDG de la filiale transports du nouveau groupe Matra Hachette, croit même en l'expansion de cette branche du groupe qui s'est dotée d'objectifs ambitieux : « Doubler le chiffre d'affaires d'ici à quatre ans (en 1992 : 1.650 milliard de francs), et atteindre de 4 % à 5 % de marge nette ». En ce qui concerne la clôture de l'exercice 1992, les comptes ne sont pas encore arrêtés et le montant des provisions n'a pas non plus été fixé. Frédéric d'Allest a seulement laissé entendre que, « sans Taipei, Matra Transport aurait été profitable ».

1993 va commencer sous de meilleurs auspices : inauguration prochaine du VAL de l'aéroport de Chicago O'Hare ; ouverture au public du VAL de Toulouse en juillet 1993. L'inauguration du VAL de Taipei annoncée par les autorités de la ville pour le 1^{er} août 1993 est beaucoup plus hasardeuse, compte tenu des retards pris par

les travaux de génie civil. Le contentieux financier entre Matra Transport et la capitale de Taipei qui porte sur 300 millions de francs de factures non payées par la ville pèse aussi dans la balance. Pour les carnets de commandes à venir, Matra mise notamment sur Budapest, Bordeaux et une troisième ligne à Lille.

Surtout connu pour le VAL (métro tout automatique et électrique), Matra pousse aussi ses pions dans le domaine des aides électroniques à la conduite. Numéro un mondial avec un tiers des parts du marché, Matra n'est pas sûr de conserver cette hégémonie étant donné le nombre de concurrents sur ce créneau. Mais avec la commande pour la ligne 8 du métro de Mexico du SACEM (système d'aide à la conduite, à l'exploitation et à la maintenance) déjà utilisé par la RATP sur la ligne A du RER, et avec le projet ANTARES de la SNCF, Matra Transport conforte ses positions. En septembre, Matra, fêtera le dixième anniversaire du VAL de Lille qui a permis le doublement du nombre d'utilisateurs des transports publics (95 millions en 1992, contre 43 millions en 1983). Ce qui constitue sa meilleure vitrine.

A. B.-M.

Affectés par les pertes du danois Baltica

Les résultats de Victoire baissent de 88 %

Le groupe d'assurances Victoire, filiale à 58 % de Suez, a enregistré en 1992 une chute de 88 % de son résultat net par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat net, qui s'est établi à 214 millions de francs contre 1,8 milliard en 1991. Cette dégradation des bénéfices provient essentiellement des déboires du danois Baltica qui ont eu une influence négative de 1 milliard de francs sur les comptes. Actionnaire à 23 % de ce groupe, Victoire a dû prendre en charge un quart des 4,4 milliards de couronnes de pertes (4 milliards de francs) dues aux conséquences néfastes de la politique de diversification de l'assureur danois vers l'immobilier, tant à Gibraltar qu'en Danemark.

Hors l'impact « gigantesque » de Baltica dans les comptes, Gérard Worms, président de Victoire, a indiqué que les bénéfices du groupe se sont élevés à 1,2 milliard de francs. « Cela représente une baisse d'un tiers du résultat par rapport à 1991. C'est beaucoup mais peu dans le contexte de dégradation du marché de l'assurance en Europe ». Selon M. Worms, un des éléments positifs qui ont permis au groupe « de résister » dans la crise actuelle réside dans la mise en œuvre d'un plan de rationalisation.

Les résultats d'exploitation des filiales françaises ont tous été en baisse, affectés par l'augmentation des sinistres, notamment dans l'au-

tomobile (vois et surtout bris de glace). Cette prolifération des déclarations va entraîner une hausse des tarifs. Dans la réassurance, les conséquences du cyclone Andrew, au coût total de 17 milliards de dollars, pèseront sur les comptes. En revanche, les filiales allemandes Colonia et Nordstern ont enregistré une hausse de 50 % de leurs résultats d'exploitation, mais elles ont un niveau de rentabilité inférieur aux autres sociétés du groupe.

Evolution des relations avec l'UAP, deuxième actionnaire de Victoire mais aussi principal actionnaire de Suez. M. Worms a insisté sur le statu quo, qui pourrait se prolonger. Pendant plusieurs mois, un bras de fer a opposé Suez à l'UAP, qui, ayant investi 14 milliards de francs pour une participation de 34 % dans Victoire, voulait mettre la main sur l'allemand Colonia. Mais les négociations entre les deux groupes ont échoué en décembre 1992. Statu quo donc autour de l'UAP. Victoire, qui n'empêche pas, toujours selon M. Worms, une possible coopération, notamment en matière de risque industriel. « Mais ne vous attendez pas à des résultats spectaculaires », a tenu à préciser le président de Suez et de Victoire.

D. G.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ **BFCE** : un bénéfice net en hausse de 19 % en 1992. - La Banque française du commerce extérieur (BFCE) a annoncé, mercredi 7 avril, un bénéfice net (part du groupe) de 137 millions de francs en 1992, en hausse de 19 % par rapport à 1991, un résultat confortable malgré une dégradation de nombre d'autres banques françaises. Le produit net bancaire a atteint 2.066 milliards de francs, en hausse de 1 % par rapport à celui enregistré l'an dernier. Le montant net des dotations aux provisions s'élevait à 410 millions de francs en 1992 après 330 millions de francs en 1991. Le résultat brut d'exploitation s'élevait à 696 millions de francs en 1992, soit une hausse de 4 % par rapport à 1991. Le résultat courant atteignait 286 millions de francs contre 141 millions de francs en 1991, soit une progression de 103 %.

■ **L'Oréal** : résultat net en progression de +13,9 %. - L'Oréal, premier groupe français de cosmétiques, a réalisé en 1992 un résultat net (part du groupe), avant éléments exceptionnels, de 2,29 milliards de francs, en hausse de 13,9 % sur 1991. Le bénéfice imposable, après plus ou moins-values, a augmenté de 16 % à 4 milliards de francs pour un chiffre d'affaires consolidé de 37,56 mil-

liards (+12,3 %). A données comparables (structures et taux de changes identiques), le chiffre d'affaires a cru de 9,8 % (le Monde du 8 avril). En y ajoutant les ventes des agents du groupe, il a atteint 46,6 milliards de francs. Le groupe a réalisé 49 % de son activité dans les produits grand public et cosmétiques, 27,6 % dans les parfums et cosmétiques et 16,8 % dans la pharmacie, via sa filiale Syntelabo. L'Oréal verse à ses actionnaires un dividende net de 9,60 francs, en progression de 14,3 %.

■ **Concept (Crédit lyonnais)** réalise sa part nette à 65,5 millions de francs en 1992. - La société de services informatiques Concept, reprise en main directement par le Crédit lyonnais l'année dernière, a annoncé, mardi 6 avril, une part nette consolidée de 65,5 millions de francs pour 1992, après une perte de 590 millions en 1991. Le chiffre d'affaires s'est contracté de 12 % à 344 millions de francs, contre 393 millions en 1991 à périmètre constant, en raison surtout du ralentissement de l'activité d'ingénierie (filiale Technic Informatique) et de la baisse des prix des matériels informatiques. La part de 1992 comprend des éléments non récurrents, indique le communiqué, citant « la charge correspondant à l'endettement relatif à la participation dans CCMC des moins-values de cession d'actifs liés aux opérations de restructuration, et des dettes exceptionnelles pour l'amortissement d'écarts d'acquisition, sans en préciser le montant ».

CONTRAT

■ **Virgin Atlantic** a commandé quatre Airbus A-340. - Événement rarissime, une compagnie aérienne britannique a passé une commande ferme au consortium européen Airbus. Virgin Atlantic Airways vient d'acquiescer quatre très long-courriers Airbus A-340 pour la somme de 300 millions de livres (2,5 milliards de francs). Les trois premiers appareils devaient être livrés entre octobre et décembre, le quatrième est prévu pour octobre 1994.

CAPITAL

■ **Miroglio (textile-habillement)** va prendre le contrôle de GFT. - Le groupe italien Miroglio, 6 200 salariés, pour 1 074 milliards de francs de chiffre d'affaires et 90 milliards de résultats nets, s'apprête à prendre le contrôle de son compatriote Gruppo Finanziaria Tessile (GFT). Spécialisé dans le prêt-à-porter féminin haut de gamme (licences Armani, Ungaro, Valentino...), ce dernier, 9 300 salariés, 1 540 milliards de francs de chiffre d'affaires, est en difficulté depuis le début des années 90, ayant perdu 100 milliards de francs en deux ans. Pour se désendetter, GFT va procéder à une augmentation de capital de 150 milliards de francs, entièrement réservé à Miroglio, qui détient, au terme de cette opération, 60 % de son capital. Les 40 % restants demeureront la propriété de la famille Rivetti, qui avait fondé GFT. Il y a soixante-huit ans. Les deux entreprises, précise un communiqué, conserveront leur autonomie, mais le nouvel ensemble, avec 15 200 salariés et 2 614 milliards de francs de chiffre d'affaires (8,7 milliards de francs environ) égalera le géant Benetton.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 8 avril ↑ Espoir de baisse des taux

La Bourse de Paris était orientée à la hausse, jeudi 8 avril, pour la dernière séance de cette semaine qui n'en compte que quatre en raison des fêtes pascales. En progression de 0,4 % dès le début des transactions, l'indice CAC 40 affichait, une heure et demie plus tard, un gain de 0,66 %. A la mi-journée, le mouvement haussier se poursuivait et les valeurs françaises gagnaient en moyenne 1,03 % à 2 004,39 points.

Les opérateurs attendaient aujourd'hui une baisse des taux lors de l'appel d'offres de la Banque de France pour le premier ministre, Edouard Balladur, doit prononcer à 15 heures son discours de politique générale. « Les rumeurs de baisse qui vont bon train sur une baisse des taux français s'appuient notamment sur la (bonne) tenue du franc face au mark », soulignait un opérateur.

Lors de l'appel d'offres de ce jour, la

Banque de France pourrait baisser son taux de prise en pension (12 % de 1 à 2 % ou son taux d'intervention de 0,5 à 0,8 % (actuellement à 9,10 %). Mais la plupart des professionnels estiment qu'elle devrait dans un premier temps réduire son taux de prise en pension.

Du côté des valeurs, L'Oréal, qui a annoncé mercredi une hausse de son bénéfice net opérationnel part du groupe, à 2 298 millions de francs en 1992 (2 016 millions en 1991), gagnait 28 F à 1 139 F pour 26 120 titres.

Alstom-Alsthom gagnait huit francs à 677 pour 81 680 pièces. Le groupe a annoncé mercredi après la clôture un bénéfice net part du groupe de 7 083 millions, contre 6 180 millions en 1991. Pierre Suard, le président du groupe, a déclaré qu'il prévoyait toujours un résultat net 1993 à la hauteur de celui de 1992.

NEW-YORK, 7 avril ↑ Progression

Wall Street a clôturé en hausse, mercredi 7 avril, grâce à une nette progression des valeurs aériennes, qui ont bénéficié de l'annonce d'une augmentation plus forte que prévu du trafic passagers en mars. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 397,02 points, en hausse de 19,45 points, soit une progression de 0,58 %. Le marché a été très actif avec quelque 287 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de cinq contre quatre : 1 067 contre 850, alors que 584 titres restaient inchangés.

Les espoirs que les efforts de restructuration de l'industrie aérienne porteraient leurs fruits et la poursuite des liquidations de titres dans le secteur des produits de consommation courante ont également soutenu les valeurs aériennes, selon des analystes. « Les chiffres rapportés par les compagnies aériennes commencent à s'améliorer », a souligné Tom Longman, analyste chez Bear Stearns, notant par ailleurs que cette industrie a perdu plus de 8 milliards de dollars (plus de 63 milliards de francs) au cours des trois dernières années.

Les experts ont relevé une certaine nervosité avant la publication jeudi par les chiffres de grande magasins de leurs chiffres de ventes pour mars. Les opérateurs attendent également la publication à partir de jeudi des chiffres de l'inflation pour ce même mois aux États-Unis.

VALEURS	Cours de 8 avril	Cours de 7 avril
Alcoa	82 7/8	82 3/8
AT&T	52 3/8	52 1/8
Boeing	35 1/8	35 3/8
Chem. Manhattan Ind.	34 1/4	34 1/4
Du Pont de Nemours	34 1/8	34 1/8
Eastman Kodak	58 3/8	58 3/8
Exxon	67 5/8	68 1/8
General Electric	64 1/8	64 1/8
IBM	91 1/8	91 3/4
Intel Corp.	38 3/8	38 1/4
Johnson & Johnson	70 3/8	70 3/8
Merck	62 1/8	62 1/4
Mod. Oil	78 1/4	78 1/8
Novartis	70 3/8	70 1/2
Pfizer	67 5/8	68 1/2
Schering-Plough	61 1/2	61 3/4
Tesla	61 1/2	61 1/4
UN. Corp. et Affiliés	127 1/8	127
Union Carbide	18	18
United Tech.	68 1/4	68 3/4
Westinghouse	14 1/4	14 3/8
Yarn Corp.	70 3/4	70 1/2

LONDRES, 7 avril ↓ Repli

Les valeurs ont réduit leurs pertes, mercredi 7 avril, en fin de séance au Stock Exchange, encouragées par les gains de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 10,1 points, soit un repli de 0,3 % à 2 822,1 points. Il avait perdu jusqu'à 31,8 points en début d'après-midi, déprimé par une vague de ventes sur le marché à terme, attribuées par des analystes à la déception provoquée par la baisse minime du taux de prise en pension de la Bundesbank dans la matinée. Une nouvelle chute des actions allemandes a entraîné le repli de l'indice Nikkei d'atteindre un nouveau plus haut niveau de clôture pour cette année, sans toutefois repasser la barre des 20 000. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a gagné 138,04 points, soit 0,70 %, à 19 987,27 points. Il faut remonter au mois de mars 1992 pour retrouver cet indice à plus de 20 000 points en clôture.

Des achats au plus bas ont soutenu un marché qui, sur le fond, reste bien

orienté, assurant des boursiers. Mais les investisseurs préfèrent rester sur la réserve avant l'échéance des contrats sur options pour le mois d'avril, qui doit intervenir vendredi, a noté un professionnel.

VALEURS	Cours de 8 avril	Cours de 7 avril
Alfred Lynn	5,88	5,88
B.P.	2,07	2,07
C.I.F.	4,13	4,01
Colson	4,06	4,23
De Beers	11,26	11,13
Deutsche Bank	1,20	1,18
GLS	11,26	11,40
ICI	77,00	77,00
Imperial Chemical	1,20	1,20
ITT	6,25	6,25
Shell	11,40	11,40
Unilever	11,40	11,20

TOKYO, 8 avril ↑ Hausse en fin de séance

La cote a terminé en léger progrès jeudi 8 avril à la Bourse de Tokyo, grâce à une reprise de dernière heure. L'indice Nikkei a clôturé à 19 987,27 points, soit un gain de 0,70 %, à 19 987,27 points. Il faut remonter au mois de mars 1992 pour retrouver cet indice à plus de 20 000 points en clôture.

Des achats au plus bas ont soutenu un marché qui, sur le fond, reste bien

VALEURS	Cours de 8 avril	Cours de 7 avril
Aluminium	1 340	1 340
Benetton	1 340	1 340
Boeing	1 340	1 340
Chem. Manhattan	1 340	1 340
De Beers	1 340	1 340
Deutsche Bank	1 340	1 340
Exxon	1 340	1 340
General Electric	1 340	1 340
IBM	1 340	1 340
Intel Corp.	1 340	1 340
Johnson & Johnson	1 340	1 340
Merck	1 340	1 340
Mod. Oil	1 340	1 340
Novartis	1 340	1 340
Pfizer	1 340	1 340
Schering-Plough	1 340	1 340
Tesla	1 340	1 340
UN. Corp. et Affiliés	1 340	1 340
Union Carbide	1 340	1 340
United Tech.	1 340	1 340
Westinghouse	1 340	1 340
Yarn Corp.	1 340	1 340

CHANGES

Dollar : 5,46 F =

Le franc français restait stable, jeudi 8 avril en début de matinée, face à un dollar qui a perdu 0,001 point, passant de 5,46 à 5,459 francs. La Bourse de Paris a vu baisser dans la journée de ses taux directeurs à l'occasion de sa prise en pension hebdomadaire. De son côté, le dollar des États-Unis a gagné 0,001 point, passant de 5,459 à 5,460 francs. Les échanges interbancaires la veille au soir (5,451 francs cours Banque de France).

MARCHÉ MONÉTAIRE	
Paris (8 avril).....	10-10 1/4 %
New-York (7 avril).....	3 %

MARCHÉ MONÉTAIRE

Poids (8 avril) : 10-10 1/4 %
New-York (7 avril) : 3 %

BOURSES

	6 avril	7 avril
(BBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	535,61	539,69
(BBF, base 1000 : 31-12-91)		
Indice CAC 40	1 995,33	1 983,96
NEW-YORK (indice Dow Jones)		
Indice	3 377,57	3 397,02
LONDRES (indice Financial Times)		
Indice	2 822,10	2 822,10
100 valeurs	2 822,10	2 822,10
30 valeurs	2 822,10	2 822,10
Midi d'or	134,50	130
Fonds d'Etat	96,92	97,28
FRANCOFORT		
Dex	1 665,40	1 658,31
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	19 987,27	19 987,27
Indice général	1 529,22	1 508,70

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4590	5,4610	5,5395	5,5405
Yen (100)	114,82	113,65	114,82	113,65
Deutsche Mark	5,4590	5,4610	5,5328	5,5334
Franc suisse	3,7018	3,7038	3,7018	3,7040
Lira italienne (1000)	3,4080	3,4080	3,4080	3,4080
Lira espagnole	2,2550	2,2550	2,2550	2,2550
Peseta (100)	471,21	471,21	469,82	469,83

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	3 1/16	3 2/16	3 1/16	3 2/16	3 1/8	3 1/4
DM (100)	9 1/8	9 1/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 1/2
Deutsche Mark	9 1/8	9 1/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 1/2
Franc suisse	5 1/8	5 1/4	4 15/16	5 1/16	4 3/4	4 7/8
Lira italienne (1000)	11 1/8	11 1/2	11 1/8	11 1/2	11 1/8	11 1/2
Lira espagnole	5 11/16	5 12/16	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8
Peseta (100)	14 1/8	14 7/8	14 1/8	14 5/8	13 1/2	14
Coron (100)	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	7 1/4	7 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eridania Béghin-Say

Groupe Ferruzzi

Résultat net en progression de 70 %

Le Conseil d'administration réuni le 6 avril 1993 sous la présidence de Renato PICCO a arrêté les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1992.

Les principales données consolidées se résument ainsi :

(en millions de francs)	1992*	1991	Variation
Chiffre d'affaires	49.741	40.908	+22 %
Résultat d'exploitation	3.618	2.687	+35 %
Résultat courant avant impôt	2.280	1.818	+25 %
Résultat net - part du groupe	1.278	754	+70 %
Capitaux propres	18.087	9.215	
Endettement financier - net	14.147	9.123	

* Les données consolidées de l'année 1992 ne sont pas strictement comparables avec celles de l'exercice précédent du fait de l'apport partiel d'actifs réalisés en mai 1992, des acquisitions de 1992 et du changement de méthode comptable dont l'incidence sur les comptes est mineure.

Tous les secteurs d'activités ont enregistré une progression de leur résultat d'exploitation. Le rapport dettes sur capitaux propres, calculé à partir de l'endettement net, s'élevait à 0,88 au 31 décembre 1992 contre 0,99 au 31 décembre 1991. Après conversion de l'emprunt obligataire, le rapport s'établissait à 0,67 au 31 décembre 1992.

Le résultat net (part du groupe) s'élève à 56,55 francs par action en 1992 contre 55,43 francs en 1991.

Le conseil a, par ailleurs, arrêté les comptes sociaux d'ERIDANIA BEGHIN-SAY, société-mère du groupe. Ces comptes se traduisent par un bénéfice net de 1.019 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale mixte de distribuer 678 millions de francs contre 408 millions de francs en 1991. Le dividende, par action et certificat d'investissement s'élèverait ainsi à 30 francs, hors avoir fiscal, identique à l'exercice précédent.

Il est, en outre, proposé que ce dividende soit versé :

- soit en totalité en espèces,
- soit en totalité en actions,
- soit pour moitié en espèces et pour moitié en actions.

فكرنا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 8 AVRIL

Compt.		VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.		VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.		VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.		VALEURS	Cours	Préc.	Dernier	%		
5300	CNE 3%	5420	5420	5380	-0.74	255	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49	256	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49	257	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49	258	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49
5301	BNP T.P.	1030	1030	1025	-0.49	259	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49	260	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49	261	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49	262	BNP Paribas	1030	1030	1025	-0.49
5302	Crédit Lyonnais	910	910	910	0.00	263	Crédit Lyonnais	910	910	910	0.00	264	Crédit Lyonnais	910	910	910	0.00	265	Crédit Lyonnais	910	910	910	0.00	266	Crédit Lyonnais	910	910	910	0.00
5303	Crédit Agricole	1030	1030	1025	-0.49	267	Crédit Agricole	1030	1030	1025	-0.49	268	Crédit Agricole	1030	1030	1025	-0.49	269	Crédit Agricole	1030	1030	1025	-0.49	270	Crédit Agricole	1030	1030	1025	-0.49
5304	Crédit Commercial	1030	1030	1025	-0.49	271	Crédit Commercial	1030	1030	1025	-0.49	272	Crédit Commercial	1030	1030	1025	-0.49	273	Crédit Commercial	1030	1030	1025	-0.49	274	Crédit Commercial	1030	1030	1025	-0.49
5305	Crédit Industriel	1030	1030	1025	-0.49	275	Crédit Industriel	1030	1030	1025	-0.49	276	Crédit Industriel	1030	1030	1025	-0.49	277	Crédit Industriel	1030	1030	1025	-0.49	278	Crédit Industriel	1030	1030	1025	-0.49
5306	Crédit Mutuel	1030	1030	1025	-0.49	279	Crédit Mutuel	1030	1030	1025	-0.49	280	Crédit Mutuel	1030	1030	1025	-0.49	281	Crédit Mutuel	1030	1030	1025	-0.49	282	Crédit Mutuel	1030	1030	1025	-0.49
5307	Crédit Parisien	1030	1030	1025	-0.49	283	Crédit Parisien	1030	1030	1025	-0.49	284	Crédit Parisien	1030	1030	1025	-0.49	285	Crédit Parisien	1030	1030	1025	-0.49	286	Crédit Parisien	1030	1030	1025	-0.49
5308	Crédit Reims	1030	1030	1025	-0.49	287	Crédit Reims	1030	1030	1025	-0.49	288	Crédit Reims	1030	1030	1025	-0.49	289	Crédit Reims	1030	1030	1025	-0.49	290	Crédit Reims	1030	1030	1025	-0.49
5309	Crédit Rhône	1030	1030	1025	-0.49	291	Crédit Rhône	1030	1030	1025	-0.49	292	Crédit Rhône	1030	1030	1025	-0.49	293	Crédit Rhône	1030	1030	1025	-0.49	294	Crédit Rhône	1030	1030	1025	-0.49
5310	Crédit Saône	1030	1030	1025	-0.49	295	Crédit Saône	1030	1030	1025	-0.49	296	Crédit Saône	1030	1030	1025	-0.49	297	Crédit Saône	1030	1030	1025	-0.49	298	Crédit Saône	1030	1030	1025	-0.49
5311	Crédit Seine	1030	1030	1025	-0.49	299	Crédit Seine	1030	1030	1025	-0.49	300	Crédit Seine	1030	1030	1025	-0.49	301	Crédit Seine	1030	1030	1025	-0.49	302	Crédit Seine	1030	1030	1025	-0.49
5312	Crédit Somme	1030	1030	1025	-0.49	303	Crédit Somme	1030	1030	1025	-0.49	304	Crédit Somme	1030	1030	1025	-0.49	305	Crédit Somme	1030	1030	1025	-0.49	306	Crédit Somme	1030	1030	1025	-0.49
5313	Crédit Tarn	1030	1030	1025	-0.49	307	Crédit Tarn	1030	1030	1025	-0.49	308	Crédit Tarn	1030	1030	1025	-0.49	309	Crédit Tarn	1030	1030	1025	-0.49	310	Crédit Tarn	1030	1030	1025	-0.49
5314	Crédit Var	1030	1030	1025	-0.49	311	Crédit Var	1030	1030	1025	-0.49	312	Crédit Var	1030	1030	1025	-0.49	313	Crédit Var	1030	1030	1025	-0.49	314	Crédit Var	1030	1030	1025	-0.49
5315	Crédit Vaucluse	1030	1030	1025	-0.49	315	Crédit Vaucluse	1030	1030	1025	-0.49	316	Crédit Vaucluse	1030	1030	1025	-0.49	317	Crédit Vaucluse	1030	1030	1025	-0.49	318	Crédit Vaucluse	1030	1030	1025	-0.49
5316	Crédit Yonne	1030	1030	1025	-0.49	319	Crédit Yonne	1030	1030	1025	-0.49	320	Crédit Yonne	1030	1030	1025	-0.49	321	Crédit Yonne	1030	1030	1025	-0.49	322	Crédit Yonne	1030	1030	1025	-0.49
5317	Crédit Corse	1030	1030	1025	-0.49	323	Crédit Corse	1030	1030	1025	-0.49	324	Crédit Corse	1030	1030	1025	-0.49	325	Crédit Corse	1030	1030	1025	-0.49	326	Crédit Corse	1030	1030	1025	-0.49
5318	Crédit Martinique	1030	1030	1025	-0.49	327	Crédit Martinique	1030	1030	1025	-0.49	328	Crédit Martinique	1030	1030	1025	-0.49	329	Crédit Martinique	1030	1030	1025	-0.49	330	Crédit Martinique	1030	1030	1025	-0.49
5319	Crédit Guadeloupe	1030	1030	1025	-0.49	331	Crédit Guadeloupe	1030	1030	1025	-0.49	332	Crédit Guadeloupe	1030	1030	1025	-0.49	333	Crédit Guadeloupe	1030	1030	1025	-0.49	334	Crédit Guadeloupe	1030	1030	1025	-0.49
5320	Crédit Réunion	1030	1030	1025	-0.49	335	Crédit Réunion	1030	1030	1025	-0.49	336	Crédit Réunion	1030	1030	1025	-0.49	337	Crédit Réunion	1030	1030	1025	-0.49	338	Crédit Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5321	Crédit Mayotte	1030	1030	1025	-0.49	339	Crédit Mayotte	1030	1030	1025	-0.49	340	Crédit Mayotte	1030	1030	1025	-0.49	341	Crédit Mayotte	1030	1030	1025	-0.49	342	Crédit Mayotte	1030	1030	1025	-0.49
5322	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	343	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	344	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	345	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	346	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5323	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	347	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	348	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	349	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	350	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5324	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	351	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	352	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	353	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	354	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5325	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	355	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	356	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	357	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	358	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5326	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	359	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	360	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	361	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	362	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5327	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	363	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	364	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	365	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	366	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5328	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	367	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	368	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	369	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	370	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5329	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	371	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	372	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	373	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	374	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5330	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	375	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	376	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	377	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	378	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5331	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	379	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	380	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	381	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	382	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5332	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	383	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	384	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	385	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	386	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5333	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	387	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	388	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	389	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	390	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5334	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	391	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	392	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	393	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	394	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5335	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	395	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	396	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	397	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	398	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5336	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	399	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	400	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	401	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	402	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5337	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	403	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	404	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	405	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	406	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5338	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	407	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	408	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	409	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	410	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49
5339	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	411	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	412	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	413	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49	414	Crédit Saint-Pierre	1030	1030	1025	-0.49
5340	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	415	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	416	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49	417	Crédit La Réunion	1030	1030	1025	-0.49						

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 7 avril, au palais de l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié. En voici les principaux extraits.

• Surtaxes locales

perçues par la SNCF

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la SNCF.

Pour financer certains travaux d'aménagement des gares et de leurs abords, la SNCF est aujourd'hui autorisée à percevoir des surtaxes sur le prix des voyages débutant dans les gares où les travaux sont réalisés. Elle a encaissé à ce titre plus de 100 millions de francs en 1992.

La surtaxe n'est en revanche pas perçue sur les billets émis pour des voyages se terminant dans une de ces gares.

Le projet de loi met fin à cette anomalie en prévoyant que les surtaxes peuvent être perçues en raison de la fois de la provenance et de la destination des voyageurs. Les charges financières découlant des travaux de modernisation des gares seront ainsi réparties équitablement entre tous leurs usagers.

• Attributions des ministres

Le premier ministre a présenté un décret portant transfert au premier ministre des attributions relatives aux relations avec le Parlement et aux rapatriés. Ces attributions seront ensuite déléguées au ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale et au ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés.

Il a aussi présenté les décrets relatifs aux attributions :

- du ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville ;
- du ministre de l'économie ;
- du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur ;
- du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme ;
- du ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat ;
- du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- du ministre du budget, porte-parole du gouvernement ;
- du ministre de l'agriculture et de la pêche ;
- du ministre de l'environnement ;
- du ministre de la fonction publique ;
- du ministre du logement ;
- du ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

• La situation économique et financière de la Russie

Le ministre de l'économie a présenté une communication sur la situation économique et financière de la Russie.

Face à la gravité de sa situation économique, accentuée par de difficiles problèmes institutionnels, la Russie doit être aidée. Cette politique d'aide doit être ambitieuse mais ses objectifs doivent être clairement définis.

L'intérêt de la communauté internationale est de voir le processus de réforme se poursuivre en Russie, pour que celle-ci partage nos valeurs en matière de démocratie et d'économie de marché.

1. - Des efforts importants ont déjà été accomplis par la France, directement ou au travers de programmes communautaires, ainsi que par les institutions multilatérales.

Président le groupe de pays créanciers de la Russie, la France a joué un rôle décisif dans la conclusion de l'accord de rééchelonnement de ses dettes. Cet accord, conclu le 2 avril, porte sur un montant d'échéances égal à environ 80 milliards de francs, dont 9 milliards envers la France.

2. - Le développement de l'aide française et de l'aide internationale à la Russie doit respecter les orientations suivantes :

- Les modalités de l'aide doivent être suffisamment flexibles pour s'adapter au cas très particulier de la transition vers l'économie de marché d'un Etat à la taille d'un continent ;
- L'aide doit être assortie de conditions liées à la poursuite du processus de réformes, faute de quoi elle serait inopérante et perdrait sa raison d'être ;
- Les institutions multilatérales doivent définir un cadre d'action clair, privilégiant quelques objectifs simples : stabilisation monétaire, restructuration industrielle, réforme juridique et institutionnelle ;
- Les sept principaux pays industrialisés se réunissent à Tokyo les 14 et 15 avril prochain sur la question de l'aide à la Russie. Le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'économie participeront à cette réunion.

• La situation de l'emploi

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté une communication sur la situation de l'emploi.

Le nombre des demandeurs d'emploi a dépassé 3 millions en février. Environ 10,6 % de la population active est ainsi frappée par le chômage.

La situation du marché de l'emploi s'est dégradée en 1992 : alors que la population active continuait d'augmenter, les pertes d'emplois se sont accrues dans la plupart des secteurs et le nombre des emplois offerts par les entreprises a atteint son niveau le plus bas depuis que ces offres sont recensées.

Les conséquences de cette aggravation ont été contenues par les mesures de soutien de l'emploi mises en œuvre en 1992, qui ont sans doute évité un accroissement supplémentaire du nombre des demandeurs d'emploi d'environ 200 000.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

CARNET DU Monde

Naissances

Anne-Cécile et Julien COIFFAIT, Laure-Hélène, ont la joie d'annoncer la naissance de

Cassini, le 29 mars 1993, à Mont-Saint-Aignan.

Rue aux Moines, 76220 Neuf-Marché.

Stéphane TINE, Pierre BRAVO GALA, et leur fille Estelle Vénère ont la joie d'annoncer la naissance le 4 avril 1993, dimanche des Rameaux, de

Gabrielle Constance, 3102 Prytania Street, New-Orleans, LA 70115, USA.

Décès

M^{me} Andrée Benizeau, M^{me} Jeanne Benizeau, M. et M^{me} Guy Benizeau, Alexandre, Stéphanie et Aurélien, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. André BENIZEAU.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 13 avril 1993, à 8 h 30, en l'église Saint-Michel des Batignolles, 12 bis, rue Saint-Jean, Paris-17.

3, avenue de Clichy, 75017 Paris.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

Le président-directeur général, et le personnel de la société SNECMA.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Anne-Marie BRONNER, professeur honoraire,

survenu brutalement, le 3 avril 1993, en son domicile de La Vove (Aube).

Les obsèques religieuses se sont déroulées dans la stricte intimité familiale.

De la part de M. François Bronner, son fils, Et de toute la famille.

42, rue des Cordeliers, 75013 Paris.

La Vove, 10160 Aix-en-Othe.

M^{me} Béatrice Cournot, Ses enfants, Louis, Michel, Claude, Yves (T), Béatrice, Monique, Elisabeth, Jean-Pierre, Marc,

Et leurs conjoints, Ses trente-six petits-enfants, Et leurs conjoints, Ses cinquante arrière-petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean COURNOT, ancien élève de l'Ecole polytechnique (promotion 1914),

croix de guerre 1914-1918, (commandant des escadilles de grande reconnaissance 229 et 247), commandeur de la Légion d'honneur, professeur honoraire du Conservatoire national des arts et métiers, examinateur des élèves de l'Ecole polytechnique,

survenu le 6 avril 1993, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu dans l'intimité familiale.

Une cérémonie sera célébrée prochainement à Paris, en la paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois.

« L'Eternel connaît les jours des hommes intègres, et leur héritage dure à jamais. »

Psalmes 37, verset 18.

2, rue Joseph-Barr, 75006 Paris.

M^{me} Pierre Schwartz, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Créange et leurs enfants,

M^{me} Georges Denery, M^{me} Maurice Mazur, font part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M^{me} Suzanne KÉRINGE, née Denery,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et belle-sœur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pierre et Françoise Jaoul, Michel et Nadine Jaoul, Simone Jaoul, Bruno Jaoul,

Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 6 avril 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M^{me} André JAUL, née Suzanne Ponce.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly (les Hauts-de-Seine), le samedi 10 avril, à 9 h 30, et sera suivie de l'inhumation à l'ancien cimetière de Neuilly.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Claude et Ivan Nabokoff, Alain et Colette Joxe, Pierre et Valérie Joxe, Denis Joxe et Céline Brillon,

ses enfants, Sandra Joxe et Christian Labrande, Alexis Nabokoff,

Catherine Nabokoff et Jean-Marie Bretagne, Marianne Joxe, Marie Joxe, Nicolas Joxe, Julien Joxe,

Benoit Joxe, Baptiste Joxe, Simon Joxe, ses petits-enfants,

Hélène Labrande, Mélisande Labrande, ses arrière-petites-filles, Les familles Joxe, Halévy, Vandoye, Langlois-Berthelot et Comte,

Ainsi que Lisette Garin, Madeleine Gauthier, Françoise Lagros, Odette Magnot, Fabrice Vieilleux, Khadija Zoghoudi,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Louis JOXE, née Françoise-Hélène HALÉVY,

survenue à Paris, le 3 avril 1993, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 6 avril, dans l'intimité, au temple de l'Oratoire du Louvre, à Paris, et l'inhumation au cimetière de Jouy-en-Josas (Yvelines).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

39, quai de l'Horloge, 75001 Paris.

M^{me} François Meidinger, M. Claude Meidinger, M. et M^{me} Jean-Paul Meidinger, et Isabelle,

M. Olivier Meidinger, M. Nicolas Meidinger, Le docteur et M^{me} Antoine Meidinger et Philippe,

M^{me} Marie-Anne Danet, ont la douleur de faire part du décès de

docteur François MEIDINGER, croix de guerre 1939-1940,

survenu à son domicile, le 29 mars 1993.

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière de Passy ont été célébrées dans l'intimité familiale.

« Marchons dans la lumière, comme il est lui-même dans la lumière. »

(Jean I, 7.)

83, avenue Ed.-Depreux, 92290 Châtenay-Malabry.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Le Monde EDITIONS

Une histoire de la démocratie en Europe

sous la direction de Antoine de Baecque

EN VENTE EN LIBRAIRIE

M. Gaston Ramel, conseiller maître à la Cour des comptes (s.r.), son épouse,

M. et M^{me} François Ramel, ses enfants,

Delphine, Pascale, Pierre et Olivier, ses petits-enfants,

M^{me} Yvette Langlet et ses enfants, sa sœur, ses neveux et nièces, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gaston RAMEL, née Raymond Roger,

survenue le 1^{er} avril 1993, dans sa soixante-dix-huitième année.

Priez pour elle.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

47, avenue du Maréchal-Lyautey, 75016 Paris.

Remerciements

Son épouse, Ses enfants, Et tous les siens, (vivement touchés par les innombrables marques d'affection et de sympathie qui leur ont été manifestées lors du décès de

Julien de AJURIAGUERRA,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

(Le Monde du 26 mars.)

Anniversaires

En ce jour du deuxième anniversaire de sa mort, une pensée toute particulière est dédiée à ceux qui ont connu et aimé

Jean-Michel DÉTROYAT,

rappelé à Dieu, le 9 avril 1991.

La messe de Pâques sera célébrée à son intention en l'église de Bornes-les-Mimons (Var), le dimanche 11 avril 1993, à 11 heures.

Il y a déjà trente ans, disparaissait l'ethnologue

Alfred MÉTRAUX.

Son savoir et sa présence rayonnante demeurent dans nos mémoires.

Schulmann-Métrax.

Le 8 avril 1976, l'ethnologue et journaliste

Joseph Jean MORER, commandeur de la Légion d'honneur au titre militaire,

nous quittait.

Pour ce dix-septième anniversaire, M^{me} Morer demande une pensée particulière à tous ceux qui l'ont connu, aimé et restent fidèles à son souvenir.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

et nous parvenant avant 9 h au siège du Journal.

15, rue Falguère, 75015 Paris

Tél. : 206 808 F

Télécopieur : 45-69-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communications diverses : 105 F

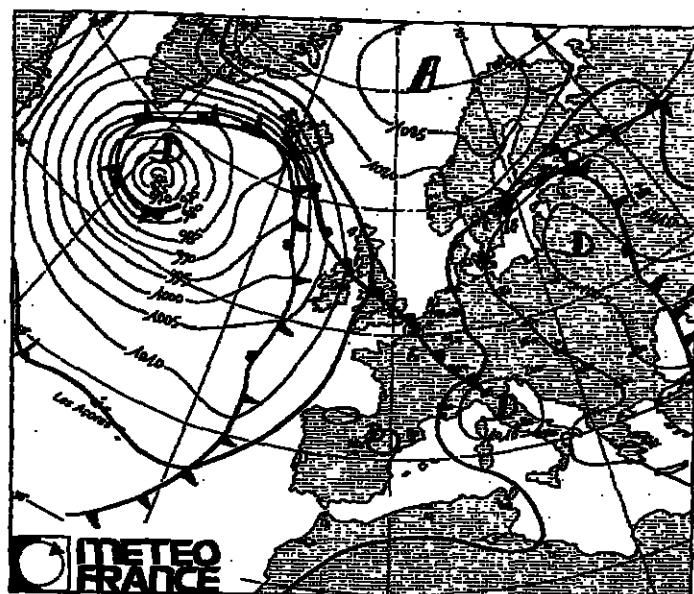
Thèses érudites : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont insérées sur la base du double espace. Les lignes en blanc sont capitales et facturées. Minimum 10 lignes.

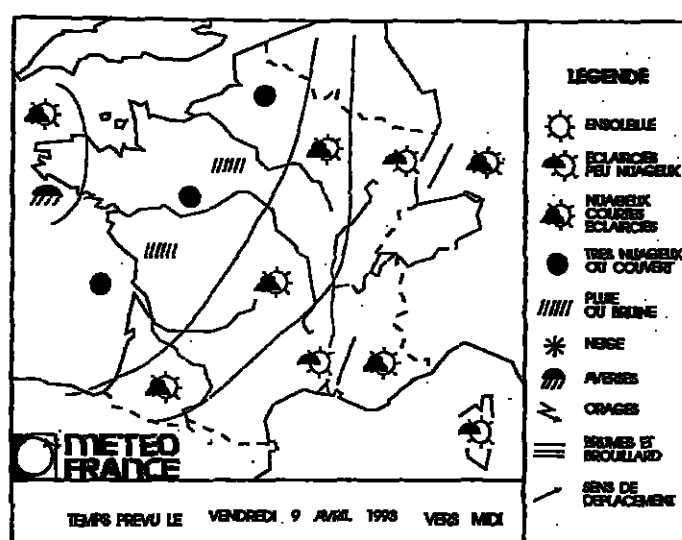
LOTTO		MERcredi 7 avril 1993	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 9 AVRIL 1993



Une zone de pluies orageuses envahit la France. Sur les régions de l'ouest, Bretagne, Normandie, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, la pluie sera grise et pluvieuse. Des orages pourront éclater l'après-midi. Une petite amélioration se produira par l'ouest l'après-midi.

Sur l'Aquitaine, la Centre, le Bassin parisien et le Nord-Picardie, la pluie sera déjà bien rouge au matin, puis tournera à la pluie, voire à l'orage l'après-midi.

Sur tout l'est et le sud-est du pays, depuis Midi-Pyrénées jusqu'au Nord-Est et aux Alpes, on bénéficiera d'éclaircies.

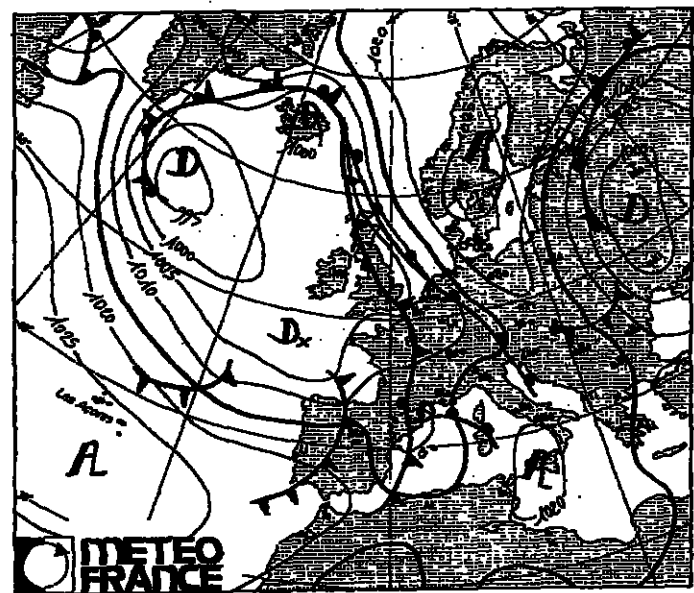
durant une bonne partie de la journée, les pluies orageuses n'arrivant qu'en fin d'après-midi.

Sur les régions frontalières de l'extrême est et sud-est, la pluie n'arrivera cependant que dans la nuit.

Les températures seront assez douces : les minimales seront comprises entre 4 et 8 degrés dans l'extrême nord, entre 9 et 11 degrés sur les régions littorales ; les maximales s'élèveront entre 15 et 19 degrés du nord au sud, jusqu'à 20 degrés sur l'extrême sud.

Le vent soufflera modérément du sud ou du sud-est.

PRÉVISIONS POUR LE 10 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés											
Valeurs extrêmes relevées entre le 07-4-1993 à 19 heures TUC et le 08-4-1993 à 6 heures TUC											
le 08-4-93											
FRANCE				ÉTRANGER				LUXEMBOURG			
AMARCO	19	8	C	STRASBOURG	13	7	C	LUXEMBOURG	8	4	N
BARCELONE	19	8	C	TOULOUSE	17	6	N	MADRID	25	6	D
BORDAUX	15	7	B	TOURS	15	11	C	MARRAKESH	28	14	D
BRESCIA	14	11	C					MEXICO	28	12	D
CHEN	13	10	C	ALGER	22	8	D	MILAN	28	3	D
CHERBOURG	12	10	C	AMSTERDAM	9	1	C	MONTREAL	12	3	C
CLEMONTE-FE	11	11	C	ATHINES	17	12	C	MOSCOW	12	6	C
COSENZA	14	10	C	BANGKOK	26	26	C	NARBOON	12	1	C
LAKE	11	5	N	BELGRADE	18	7	D	NEW-DELHI	34	20	D
LIMON	12	9	N	BERLIN	10	5	P	NEW-YORK	11	4	D
LIVORNO	15	12	C	BIRKENHEAD	10	5	P	PAKKA	20	6	B
MALAGA	14	10	C	BONNEVILLE	9	3	C	PEKIN	11	0	D
MANTOVA	14	10	C	CAIRO	25	19	N	ROMA	15	10	N
MARSEILLE	14	10	C	CHONGQING	9	3	C	SEVILLE	29	11	D
MILAN	14	10	C	COLOMBO	25	19	N	STOCKHOLM	6	1	C
MONTPELLIER	14	10	C	DAKAR	25	19	N	SYDNEY	17	7	A
NANTES	14	10	C	GENEVE	12	9	P	TOKYO	17	7	A
NICE	14	10	C	HONGKONG	11	9	C	TUNIS	23	10	D
PARIS-MONT	15	10	C	INDIANAPOLIS	18	8	C	YAROSLAV	14	8	D
PARIS-MID	15	10	C	JERUSALEM	18	8	C	YERRE	14	8	D
PERPIGNAN	15	10	C	LA CAIRE	24	12	D	YOKOHAMA	14	8	D
PORTO-PTAL	15	10	C	LISBONNE	24	12	D				
RENNES	15	10	C	LONDRES	10	8	P				
SE-SEBASTIA	15	10	C	LOS ANGELES	19	11	D				
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
aveux	broutillards	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel					

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

IMAGES

Opér'hard

La soirée avait commencé dans l'harmonie et le recueillement, par une visite, avec « Le Marché du siècle », aux moines et moniales de la Trinité de Jérusalem, en plein cœur de Paris. « Je prie pour les gens qui sont autour de moi dans le métro, et n'ont pas toujours l'air très joyeux », expliquait une jeune moniale, souriante, les yeux grands ouverts sur son lumineux mystère.

A la fin du reportage - poussé par quel démon ? - on zappa machinalement sur ARTE, où l'on tomba au beau milieu d'un opéra de Chostakovitch. Peu familier de ce compositeur soviétique, on s'apprêtait à retourner au gré-

rien, lorsqu'on réalisa que Katia, sous nos yeux, tombait dans les bras de Sergueï. Et quand on dit « tombait dans les bras », c'est un doux euphémisme. Disons-le tout net : la scène était... très suggestive, et même davantage. C'était pu être burlesque, cette scène d'opéra à la limite du hard. Et de fait, ça l'était, mais aussi trépidant d'une passion désespérée, très émouvant pour tout dire. D'autant que l'idylle s'accomplissait rapidement. Le beau-père de Katia faisait frotter ce galopin de Sergueï. En représailles, Katia empoisonnait son beau-père avec des champignons. Rentrant à l'improviste, le mari de Katia était étranglé par Sergueï, après quoi les amants

remettaient ça à même l'escalier de la cave, où ils venaient d'enfourer le corps du mari.

A peine le temps d'un retour repentant chez Cavada, et l'on revenait précipitamment, pour voir Katia et Sergueï arrêtés par un commissaire énergique et plein d'entrain, le genre de commissaire visiblement regonflé par le Pasqua du moment. Déportée en Sibérie, Katia croyait s'en tirer en soupirant un géhénard peu regardant : « Ah, les bonnes femmes ! », soupirait-il en empochant l'or - mais le danger survenait d'où elle ne l'attendait pas : Sergueï re-tombait dans les bras (voir remarque précédente) d'une autre prosaïque à laquelle, suprême indécence, il

faisait don d'une paire de bas de Katia. L'ensemble se terminait au fond d'une profonde rivière, non sans le soutien tonitruant des trombones et des bassons aux moments psychologiques. Aux meilleures sources - les programmes de *Télérama* - on apprendait que, Staline ayant été choqué par l'œuvre, Chostakovitch avait dû per la suite se replier sur les quatuors à cordes. Également outragé, le critique musical de la *France* avait, en 1938, accusé le compositeur de « formalisme ». Rien de moins ! Sans vouloir polémiquer avec notre excellent confrère, disons que ce n'est pas le premier adjectif qui nous serait venu sous la plume.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 8 avril

- TF 1**
- 20.50 Téléfilm : *Le Prix du silence*. De Jacques Etaud.
 - 22.30 Magazine : *Méfiez-vous des blondes !* Présenté par Amanda Lsar. Invité : Philippe Bourard.
 - 23.45 Magazine : *Télé-vision*. Invité : Jean-Luc Delanoë.
 - 0.45 Divertissement : *Le Bébête Show*.
 - 0.50 Journal et Météo.
 - 0.55 Série : *Intrigues*.
- FRANCE 2**
- 20.50 Magazine : *Envoyé spécial*. De Paul Nahon et Bernard Benyamini. Les pères, d'Eric Lemaçon et Pierre-Laurent Constant : Jeanne et paysans, de Philippe Schmitt et Kristian Autain. Le journal de la rue, de François Landesman et Anne Kurvari.
 - 22.25 Série : *Un privé nommé Stryker*. Prise d'ongles, de Stuart Margolin, avec Burr Reynolds, Ossi Davis.
 - 0.00 Journal et Météo.
 - 0.20 Magazine : *Le Cercle de minuit*. Présenté par Michel Field.
- FRANCE 3**
- 20.45 Cinéma : *Coup de tête*. ◻◻◻ Film français de Jean-Jacques Annaud (1978). Avec Patrick Dewaere, France Dougnac, Jean Bouise.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Cinéma : *Les Deux Fragonard*. ◻

- 0.40 Film français de Philippe Le Guay (1988). *Continentales*. L'« Eurojournal » l'Info en v.o.
 - 1.25 Musique : *Portée de nuit*. Sonate n° 2 en sol mineur pour violoncelle et piano, (1^{er} mouvement), par Anne Gastinel, violoncelle ; Pascal Godard, piano.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : *Le Fils du Mékong*. ◻ Film français de François Leterrier (1991).
 - 21.55 Flash d'informations.
 - 22.05 Cinéma : *Troubles*. ◻◻ Film américain de Wolfgang Petersen (1990) (v.o.).
 - 23.40 Cinéma : *Retour de flamme*. ◻ Film américain de Gilbert Cates (1987).
 - 1.10 Sport : Golf. 1^{re} journée des Masters à Augusta, en Géorgie.
- ARTE**
- 20.40 Feuilleton : *Die Zweite Heimat*. D'Edgar Reitz, avec Peter Weiss, Henry Arnolt, 11. Le Temps du silence.
 - 22.40 Documentaire : *Les derniers Marranes*. De Frédéric Brenner et Stan Neumann.
 - 23.45 Documentaire : *Un film vient au monde*. De Petra Seeger.
- M 6**
- 20.45 Cinéma : *Un fic*. ◻ Film français de Jean-Pierre Melville (1972).
 - 22.30 Téléfilm :

- L'Assassin de mes nuits. De Richard Colla.
 - 0.00 Informations : Six minutes première heure.
 - 0.10 Magazine : *Culture rock*. La saga de Paul McCartney.
 - 0.35 Magazine : *Fréquentstar*.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. *Roseline*, d'Eric Herbert.
 - 21.30 Profils perdus. Jacques Copeau (2).
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Il est midi. 3. L'heure du partage.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Jacques Roubaud (La Boucle).
 - 0.50 Musique : *Coda*.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné les 10 et 11 mars 1991 à Hambourg) : Passion selon Saint-Luc, de Mendelssohn, par le Chœur radiophonique de Berlin, le Chœur de la NDR, l'Orchestre symphonique de la NDR, dir. Krzysztof Penderecki.
 - 23.09 Feuilleton : *Maldoror*.
 - 23.19 Ainsi la nuit. Struck im Volkston op. 102, de Schumann ; Romance sans paroles pour piano en la mineur op. 38, de Mendelssohn ; An die ferne Geliebte, op. 98, de Schumann ; Serenade à cordes en sol majeur op. 36, de Brahms.
 - 0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Vendredi 9 avril

- TF 1**
- 15.25 Série : *Hawaii, police d'Etat*.
 - 16.20 Jeu : *Une famille en or*.
 - 16.50 Club Dorothée.
 - 17.50 Série : *Le Miel et les Abeilles*.
 - 18.20 Série : *Isabelle et les garçons*.
 - 18.50 Magazine : *Coucou, c'est nous !* Invité : Marie-France Pisier.
 - 19.50 Divertissement : *Le Bébête Show* (et à 1.05).
 - 20.00 Journal, Météo et Trafic Infos.
 - 20.50 Magazine : *Les Marches de la gloire*. Présentation du Salon international de la musique et du modèle réduit. Sujets : Le calvaire de Germain ; Miracle à la tronçonneuse ; A bout portant ; Sauvetage de balais ; Le rapide de la dent noire ; Le frère africain.
 - 22.35 Magazine : *Ushueila*. La fontaine de Nîmes ; Bûcherons des grands fonds, de François-Xavier Pellerin ; Enfants du fun, de Patrick Passe ; Au bonheur des rats, de Frédéric Hédanque ; Mercier corailleur, de Frédéric Ossa.
 - 23.40 Divertissement : *Sexy Dingo*.
 - 0.15 Série : *Les Enquêtes de Remington Steele*.
- FRANCE 2**
- 15.20 Variétés : *La Chance aux chansons*. Émission présentée par Pascal Sevran.
 - 16.15 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.
 - 16.50 Feuilleton : *Baumanoir*.
 - 17.10 Magazine : *Giga*.
 - 19.20 Jeu : *Que le meilleur gagne plus*. Animé par Nagui.
 - 20.00 Journal, Météo et Trafic Infos.

- Film italien de Pier Paolo Pasolini (1964) (v.o.).
- FRANCE 3**
- 15.50 Série : *La croisière s'amuse*.
 - 16.40 Magazine : *Zapper n'est pas jouer*.
 - 18.00 Magazine : *Une pêche d'enfer*.
 - 18.25 Jeu : *Questions pour un champion*.
 - 18.50 Un livre, un jour. *La fascination du nazisme*, de Peter Reichel.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : *Hugobélère* (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : *La Classe*.
 - 20.45 Magazine : *Thalassa*. En direct du Salon de la musique et du modèle réduit. Les jours de Bengèle.
 - 21.50 Magazine : *Faut pas rêver*. Invité : Jean-Pierre Cessol. France : fondeurs de cloches ; Japon : Cinecitta à Tokyo ; Angleterre : les taxis noirs de Londres.
 - 22.50 Journal et Météo.
 - 23.15 Conte musical : *La Légende de Joseph*. D'après Étienne Mehul. Mise en scène de Pierre Jourdan.
- CANAL PLUS**
- 16.00 Cinéma : *Hangin' with the Homeboys*. ◻ Film américain de Joseph B. Vasequez (1991).
 - 17.30 Le Journal du cinéma.
 - 18.00 Canaille peluche. Fivel.
 - En clair jusqu'à 20.35
 - 18.30 Le Top.
 - 19.20 Magazine : *Nulle part ailleurs*.
 - 20.30 Le Journal du cinéma.
 - 20.35 Téléfilm : *Dossier rouge*. De Michael Rhodes.
 - 22.05 Divertissement : *Ce soir avec les Nouveaux*.
 - 22.55 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : *Aliô ! Maman, c'est encore moi*. ◻ Film américain d'Amy Heckerling (1990).

- 20.40 Magazine : *Transit*. De Daniel Leconte. Revue de presse : Documentaires, etc.
 - 22.10 Magazine : *Méadom*. Nina Hagen.
 - 23.00 Documentaire : *Cinéma, de notre temps*. De Janine Bazin et André S. Labarthe. Passolini l'enragé, de Jean-François Fieschi.
 - 0.05 Série : *Montreux Jazz Festival* (rediff.).
- M 6**
- 14.15 Magazine : *Destination musique*. Michel Jonez.
 - 17.00 Variétés : *Multitop*.
 - 17.30 Série : *L'Étalon noir*.
 - 18.00 Série : *Le Joker*.
 - 19.00 Série : *Les Rues de San-Francisco*.
 - 19.54 Six minutes d'informations, *Météo*.
 - 20.00 Série : *Cosby Show*.
 - 20.35 Magazine : *Capital*.
 - 20.45 Téléfilm : *Méthode antirag*. De Sam Wiseman.
 - 22.25 Série : *Mission impossible*. La Banque.
 - 23.20 Magazine : *Les Enquêtes de Capital*. Présenté par Emmanuel Chén.
 - 23.55 Magazine : *Emotions*.
 - 0.20 Informations : Six minutes première heure.
 - 0.30 Magazine : *Rapline*. Cool Sessions.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Du bruit... des sons.
 - 21.28 Poésie sur parole.
 - 21.32 Musique : *Black and Blue*. Pour saluer Red Mitchell.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Il est midi. 4. Éblouissements et fantômes.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Roubaud.
 - 0.50 Musique : *Coda*.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (amis de Sarrebruck) : Stabat Mater, de Dvorak, par le Chœur de l'Académie de Sarrebruck, l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Christian Mendel ; sol : Monica Pick-Heronimi, soprano, Re Yang Kim, alto, Alexander Stevenson, ténor, Peter Lutz, basse.
 - 23.09 Feuilleton : *Maldoror*.
 - 23.19 Jazz club Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du Latitudes Jazz Club à Paris : Le pianiste Mike Longo avec Thomas Brumerie, contrebasse et Curtis Boyd, batterie.
 - 1.05 Papillons de nuit.

LA FOI CA SE VOIT ! Le Jour du Seigneur

3615 JDS

Dimanche 10h30

- 20.50 ► Téléfilm : *Pris au piège*. De Michel Favart.
- 22.20 Magazine : *Bouillon de culture*. Spécial danse. Invités : Roland Petit (J'ai dansé sur les fleurs) ; Dominique Khattouni, Marie-Claude Pietragalla, Ghislaine Thesmar, Violette Verdy, Kader Belarbi, Olivier Fourès, interprètes d'hier et d'aujourd'hui des ballets Roland Petit ; Lilian Anlefeldt, directrice des Mémoires d'Icare, de Serge Lifar.
- 23.40 Journal et Météo.
- 0.00 Cinéma : *L'Évangile selon saint Matthieu*. ◻◻◻

L'instruction de l'affaire Botton

Première comparution de Michel Noir devant le juge Courroye

LYON

de notre bureau régional

Michel Noir, maire de Lyon, accompagné de ses deux avocats, Daniel Soules-Larivière et Alain Jakubowicz, s'est présenté, jeudi 8 avril à 7 h 50, au palais de justice de Lyon pour sa première comparution devant le juge Philippe Courroye, chargé du dossier Botton. Le magistrat instructeur lui a précisé les « indices graves et concordants » justifiant sa mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux », notifiée par lettre recommandée datée du 29 mars. A 8 h 30, M. Noir quittait le cabinet du juge et accompagnait

l'un de ses avocats jusqu'à son hôtel. « Je ne dirai rien, nous avons des principes », a simplement lâché le maire de Lyon, tandis que ses avocats indiquaient qu'ils avaient déposé une plainte pour « violation du secret de l'instruction et recel de violation du secret de l'instruction » auprès du doyen des juges d'instruction de Lyon.

Michel Noir, qui avait été longuement entendu comme témoin le 2 février (le Monde du 5 février), s'expliquera ultérieurement sur le fond d'un dossier qui semble largement le concerner. Pierre Botton, son gendre et ancien directeur de campagne, pour les élections municipales

de 1989, qui est incarcéré depuis le 14 novembre sous les inculpations d'« abus de biens sociaux », de « banqueroute » et de « faux en écritures et usage », affirme en effet qu'une grande partie de ces malversations étaient, directement ou indirectement, destinées à rehausser l'image et à favoriser la trajectoire politique de M. Noir. M. Botton appuie ses accusations détaillées sur plusieurs documents. Parmi ceux-ci, un projet de « convention de remboursement », rédigé de la main de Michel Noir, le 12 avril 1989, et prévoyant le remboursement d'importantes sommes et notamment de « dépenses ayant été passées en frais d'entreprise ».

M. Botton, qui évalue à plus de 10 millions de francs les sommes qu'il aurait engagées au bénéfice de M. Noir - y compris lorsque celui-ci était ministre du commerce extérieur du gouvernement de Jacques Chirac - paraissait disposer encore de nombreuses « archives », il est probable que le maire de Lyon devra se soumettre à plusieurs auditions et confrontations. M. Noir bénéficie de l'immunité parlementaire tout au long de la session en cours et ne pourra donc faire, en l'état, l'objet de mesures coercitives (un placement sous contrôle judiciaire, par exemple).

ROBERT BELLERET

Mentionné dans une affaire d'abus de biens sociaux

Un magistrat parisien doit renoncer à rejoindre le cabinet du ministre de la défense

Jean-Pierre Marchi, qui devait être nommé au cabinet du nouveau ministre de la défense, François Léotard, devra retourner dans les jours qui viennent à ses anciennes fonctions de substitut général à la cour d'appel de Paris. A la suite d'un article du Canard enchaîné affirmant que le nom de M. Marchi apparaissait dans une affaire d'abus de biens sociaux (le Monde du 8 avril) instruite à Paris, M. Léotard a finalement renoncé à cette nomination.

Ancien conseiller du Parti républicain pour les affaires de justice, Jean-Pierre Marchi avait déjà participé à un cabinet ministériel lors de la première cohabitation : de mars 1987 à avril 1988, il fut conseiller technique auprès du garde des sceaux de Jacques Chirac, Alain Chalandon. Substitut général à la cour d'appel de Paris depuis son départ de la Place Vendôme, il y a cinq ans, M. Marchi avait quitté son bureau du Palais de justice, à la fin

de la semaine dernière, pour rejoindre les locaux du ministère de la défense. Mardi 6 avril au matin, il figurait encore sur la liste des membres du cabinet du ministre de la défense où on le disait en piste pour le poste enviable de directeur de la gendarmerie nationale.

Les révélations du Canard enchaîné sur ses mésaventures judiciaires ont cependant interrompu sa nouvelle carrière : la publication au Journal officiel de la liste des membres du cabinet de M. Léotard a été suspendue et, depuis, le nom de M. Marchi a été ôté de la liste. Le magistrat apparaît à plusieurs reprises dans des écoutes téléphoniques ordonnées par un juge d'instruction parisien, Marie-Pierre Mallier-Peyron, chargée d'une affaire d'abus de biens sociaux.

Surnommé « JP » par ses interlocuteurs, M. Marchi semblait conseiller et renseigner deux PDG qui furent, par la suite, inculpés d'abus de biens sociaux et incarcérés à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Il aurait, en outre, acquis auprès de l'un d'eux une voiture d'une valeur de 269 632 francs dans des conditions qui n'ont pas été éclaircies.

M. Marchi affirme avoir payé ce véhicule de luxe avec des billets à ordre escomptés par une société suisse, mais le juge d'instruction n'a pas encore pu vérifier l'exactitude de ses dires. Nous avons vainement tenté de joindre M. Marchi, mercredi 7 avril, aussi bien au ministère de la défense qu'au Palais de justice de Paris.

Ce dossier suscite deux types d'interrogations. La première est d'ordre pénal : si M. Marchi, lors de l'achat de cette voiture, a bénéficié en connaissance de cause de libéralités de la part d'un PDG aujourd'hui inculpé d'abus de biens sociaux, il pourrait être un jour mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux. Aujourd'hui, rien ne permet d'affirmer que la procédure se conclura de cette manière puisque le magistrat n'a pas encore été entendu par le juge d'instruction, mais cette hypothèse ne peut être exclue.

Si M. Mallier-Peyron souhaite toutefois poursuivre dans cette voie, elle devra obtenir du procureur de Paris un réquisitoire concernant non plus seulement l'abus de biens sociaux mais aussi les faits de recel. Dans ce cas, la justice se trouvera dans une situation fort curieuse : le parquet du tribunal de Paris délivrera un réquisitoire visant, nommément ou non, un substitut du parquet général de la cour d'appel. Dès lors, le dossier serait sans doute confié à une nouvelle juridiction afin de garantir l'impartialité de la justice (1).

La seconde interrogation suscitée par ce dossier est d'ordre déontologique. Dans les écoutes ordonnées par le juge Mallier-Peyron, M. Marchi, qui est un spécialiste du droit des sociétés, ne se contente pas de renseigner ses amis sur les aspects juridiques de leur dossier. Il

va jusqu'à conseiller un PDG qui réalise des acrobaties financières suffisamment graves pour justifier aujourd'hui une inculpation pour abus de biens sociaux. « Un magistrat peut fort bien donner des renseignements juridiques d'ordre général, note l'un de ses collègues parisiens, mais lorsqu'il s'agit de sociétés en difficulté, il faut faire plus attention. Et lorsque ces conseils visent à sauver les meubles et que des liquidations sont dans l'air, cela devient franchement ennuyeux ».

ANNE CHEMIN

(1) Jusqu'au 31 décembre 1992, la règle du privilège de juridiction permettait à la Cour de cassation de « dépayser » les dossiers dans lesquels des magistrats des petites ou des petites étaient impliqués. Ces dispositions ayant été abolies par le nouveau code de procédure pénale, d'autres dispositions, conçues pour garantir « la bonne administration de la justice », permettent de décaler les dossiers.

Un homme d'affaires au commissariat d'Arcachon retrouvé mort. — Pascal Tais, âgé de trente-deux ans, est décédé mercredi matin 7 avril dans les locaux du commissariat d'Arcachon (Gironde). Interpellé en état d'ivresse, la nuit précédente, à la suite d'une rixe devant le casino d'Arcachon, l'homme a été retrouvé mort dans la salle de dégrèvement où il avait été placé. Pascal Tais avait récemment été libéré de la prison de Mont-de-Marsan et est présenté, de source judiciaire, comme un toxicomane. Le procureur de la République de Bordeaux, Patrice Davost, a ordonné une autopsie, et une enquête a été confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

Annonçant qu'il prendra une décision avant le 30 avril
M. Bayrou remet en question la réforme du lycée

Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, a décidé, mercredi 7 avril, de remettre à plat la rénovation pédagogique du lycée et, en particulier, son application en classe de première à la rentrée de septembre 1993. Il vient, en effet, de confier à Georges Septours, inspecteur général de l'éducation nationale et ancien directeur, entre 1986 et 1990, des personnels d'inspection et de direction au ministère de l'éducation nationale, la présidence d'une commission d'évaluation de la rénovation des lycées. Cette commission, dont la composition sera rendue publique, lundi 11 avril, devra remettre ses conclusions au ministre dans un délai maximum de quinze jours afin que M. Bayrou puisse prendre des décisions avant la fin du mois d'avril.

On souligne, en effet, au ministère qu'il y a « urgence ». La préparation de la rentrée 1993 est largement engagée, l'affectation académique par académie et établissement par établissement - des moyens et des postes d'enseignants est bouclée et les élèves des classes de seconde sont supposés choisir, en ce moment, la filière et les options qu'ils souhaitent suivre l'an prochain. Remettre en cause ce dispositif suppose donc des décisions quasi immédiates. En sachant que les marges de manœuvre techniques sont étroites.

Mais on souligne au ministère que l'application de la réforme des lycées en première à la rentrée prochaine - débouchant l'année sui-

vante sur les classes de terminales et le baccalauréat - soulève deux séries de problèmes. D'une part le nouveau ministre n'est manifestement pas insensible aux réactions d'un certain nombre de « grands scientifiques qui redoutent un certain effondrement culturel en raison de choix résultant d'incitations négatives ». Concrètement, le jeu des options offertes aux élèves pourrait, craignent-ils, se faire au détriment des langues anciennes, voire des disciplines scientifiques.

D'autre part, on estime, au ministère, que la mise en œuvre de la réforme soulève de sérieux problèmes, qu'il s'agisse de problèmes de locaux, du fait de l'organisation d'enseignements en groupes restreints prévus dans le cadre de la rénovation, ou de problèmes de programmes dont certains n'ont pas encore été publiés.

Toutefois le ministre ne semble pas remettre en cause, pour l'instant, les grandes orientations de la rénovation : réajustement entre les différentes séries du baccalauréat, parcours plus diversifiés grâce au jeu des options et enseignement modulaire assurant un « meilleur exercice des aptitudes et des goûts ».

Mort du harpiste espagnol
Nicanor Zabaleta

Le harpiste espagnol Nicanor Zabaleta est décédé à Porto-Rico, le 1^{er} avril. Il était âgé de quarante-six ans. Né en 1907, à Saint-Sébastien (Pays basque espagnol), Nicanor Zabaleta avait donné son dernier concert en juin 1992 à Madrid, clôturant ainsi une carrière débutée à Paris en 1926. Par ses concerts, ses disques et ses cours d'été à Saint-Jacques-de-Compostelle, Nicanor Zabaleta a été l'un de ces interprètes qui, aux côtés de Pierre Jamet et de Lily Leskine, ont permis de faire connaître l'instrument de harpe romantique et l'auront fait entrer dans les salles de concert et chez les mélomanes grâce aux disques qu'il a enregistrés pour Deutsche Grammophon, dont les Danses sacrées et profanes de Debussy (1 CD 413 154-2), le Concerto d'Aranjuez et le Concerto sérénade de Rodrigo (1 CD 427 214-2), Darius Milhaud, Heitor Villa-Lobos, Ernst Krenek et Germaine Tailleferre avaient composé pour lui.

Le prix Jean-Vigo 1993. — Destiné à encourager de jeunes cinéastes, le prix Jean-Vigo a été attribué cette année à la réalisatrice débutante Anne Fontaine pour Les histoires d'amour finissent mal en général, dont la sortie en salles est prévue pour le 28 avril. Le prix du court métrage est allé à Emmanuel Descombes pour Faits et gestes.

SOMMAIRE

DÉBATS

Balkans : « Les sources idéologiques du «nettoyage ethnique», par François Fejtó ; « La Grèce fidèle à elle-même », par Nikos Theodorakis... 2

ÉTRANGER

La préparation du référendum du 25 avril en Russie... 3
La situation en Bosnie orientale... 3
M. Major propose une reprise des pourparlers intercommunautaires sur l'Irlande du Nord... 4
Haïti : la mise en semi-liberté de l'ancien chef des Brigades rouges... 5
Cambodge : la visite de M. Boutros-Ghali... 5
Libéria : guerre sans front ni grande bataille... 6

POLITIQUE

Georges Marchais s'oppose à la réunion d'« assises communistes » proposée par Charles Fiterman... 7
Le Parti communiste réunionnais s'assure victime d'une « manipulation »... 8

SOCIÉTÉ

Les trois meurtriers présumés de Jacques Roussel ont été mis en examen... 9
L'enquête policière sur la « bavure » dans un commissariat du 18^e arrondissement... 10
L'accident du centre nucléaire de Tchernobyl en Sibérie... 10
Collages de banlieue sous tension : II. — « Entre pédagogie et répression »... 11

CULTURE

Musiques : un opéra baroque vénitien au Théâtre de la Monnaie de Bruxelles... 12
Cinéma : Kravtchenko, d'Enrique Gabriel Lipachutz ; Dernière limite, de Bill Duke... 12
Le bilan de santé du film français. 13
Art : Matisse en noir et blanc... 13

ÉCONOMIE

Les déficits publics pourraient atteindre 395 milliards de francs fin 1993... 15
Les résultats d'Alcatel Alsthom, première entreprise française en termes de bénéfices... 16
Mette Transport espère que 1993 sera « l'année des récoltes »... 18

COMMUNICATION

Une année 1992 contrastée pour CEP Communication... 17

LE MONDE DES LIVRES

« Les mirages de Calet » : Histoires littéraires, par François Bott ; « L'oncle Octave et la tante Marceline » : Dossier : la philosophie au sein des sciences ; « Débat : Dreyerwern : nouvelle réforme ou synchronisme ? » : Le feuillet de Pierre Lapeyre ; « L'autre côté de l'océan »... 23 à 34

Services

Abonnements... 17
Annonces classées... 17
Carnet... 20
Expositions... 20
Loto... 20
Marchés financiers... 18 et 19
Météorologie... 21
Mots croisés... 22
Philatélie... 20
Radio-télévision... 21
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

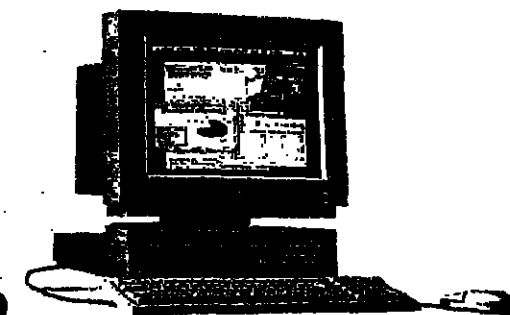
Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté de 23 à 34.
Le numéro du « Monde » daté 8 avril 1993 a été tiré à 472 023 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans Visa » : les ombres d'Angkor

Le parc d'Angkor, que l'UNESCO veut inscrire au patrimoine de l'humanité, est menacé par la reprise de la guerre civile au Cambodge. Après deux décennies de guerres et de massacres, le peuple khmer est-il en voie de perdre, cette fois, le témoignage d'un lointain et prestigieux passé ?

Pâques au balcon, Mac en promotion.



Macintosh LC II 4/40 Mo avec clavier et moniteur couleur 14" Apple. 8 423 F ht. 9 990 F ttc.
Macintosh LC III 4/40 Mo avec clavier et moniteur couleur 14" Apple. 10 990 F ht. 13 035 F ttc.

Offres valables dans la limite des stocks disponibles.

D'économies proverbiales en réductions légendaires, chez IC, les promotions Apple sont en beau fixe. Des preuves ? Le Macintosh LC II est à 8 423 F ht et le Macintosh LC III à 10 990 F ht. Avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est aujourd'hui



le premier distributeur Apple en Europe. Seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.

IC BRUXELLES PARIS 4e (1) 47 72 26 26 • IC VANDOEVE PARIS 14e (1) 42 85 90 90
• IC MICRO VALLEY PARIS 15e (1) 40 28 00 00 • IC MARSEILLE 8e 91 37 25 03

IC TOULOUSE 61 25 62 52 • IC NANTES 40 47 06 62 • IC LYON 3e 78 62 38 38
• IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

مكتبة الأصل

DES LIVRES

Les mirages de Celati

Quatre récits d'un écrivain italien qui réfléchit sur la perception du réel, la fonction de l'art, les limites de la parole...

QUATRE NOUVELLES SUR LES APPARENCES
de Gianni Celati.
Traduit de l'italien
par Etienne Deschamps-Pria,
Flammarion, 170 p., 100 F.

Il y a deux Celati. Le premier, pétulant, provocant, drôle et vif, a raconté les virginités de son enfance et de sa jeunesse, dans un style inventif, plus proche de l'oralité que de l'écrit et, pour cette raison, difficilement traduisible. Ce premier Celati a toutefois été traduit : avec les *Aventures de Guizzardi* (1), on peut déjà juger de cette première manière, qui devait avoir un certain retentissement en Italie et entraîner à sa suite un mouvement littéraire de romans autobiographiques au ton libre et enjoué, qui incorporaient le langage parlé et décrivait des rapports sociaux et sentimentaux d'une jeunesse tourmentée, aux repères culturels fragiles. Pier Vittorio Tondelli, Enrico Palandrì et la toute nouvelle Susanna Tamaro (2) lui sont redevables.

Et il y a un deuxième Celati, plus pondéré, plus classique, plus cérébral, qui nous offre de poétiques fictions, symboliques, abstraites, retenues. Paradoxalement, c'est en recourant à une langue plus neutre, plus impersonnelle, plus limpide, que cet auteur né en 1937 à Bologne nous va droit au cœur.

Après les *Narrateurs des plaines* (3), aux tonalités très antoniennes, voici quatre récits serins et nus, qui, à partir d'infimes trames anecdotiques, nous font réfléchir sur la perception du réel, sur la fonction de l'art, sur les limites de la parole. Si le terme n'était pas galvaudé et trop souvent utilisé par des écrivains plus professeurs que poètes ou par des théoriciens en mal d'inspiration, on pourrait parler de littérature métaphysique. Mais ce serait donner une image prétextuelle d'un livre très simple, très modeste, très immédiat. Un étudiant en lettres, à Milan, est



Gianni Celati : « Comprendre comment on voit les choses immobiles quand elles sont touchées par la lumière. » Photo de Marc Le Mané.

complètement égaré : il découvre qu'il ne comprend rien ni aux livres ni aux commentaires qu'ils suscitent. Il ne voit pas le lien qui unit le contenu d'un livre à ce qui en est dit par les glosses. Il résume son angoisse par cette question qui ne fait que la redoubler : « Voyons, si les professeurs ne font que parler de ce qu'ils ont

compris eux, alors, de quoi parlent les livres ? » Faute de réponse, il arrête ses études et devient démarcheur d'encyclopédies. Mais il ne se débarrassera pas de ce qui le torture. Tant s'en faut ! Le secret d'un bon vendeur ? Ne pas lire !

Le directeur commercial lui assène cette loi : « Un livre, c'est

du papier imprimé à vendre avant d'être quelque chose qui se lit. Voilà la réalité de la chose en soi. Si vous comprenez ça, vous aurez entre les mains une clé de la pensée universelle et vous pourrez vous libérer de toutes les illusions des livres. » Quiconque a travaillé, de près ou de loin, dans l'édition a entendu énoncer un jour, explicitement ou implicitement, ce principe. Laissons au lecteur la surprise du dénouement de la nouvelle. Prévenons-le toutefois qu'il n'est guère optimiste et que l'encre y redeviendra poussièrre, la matière néant, la réalité ombre.

Le narrateur du dernier récit habite Paris. Saisons, au passage, le bel hommage, lumineux et tendre, qui est rendu à notre capitale, évoquée avec l'authenticité propre aux Parisiens éphémères. Il y est question d'un conflit très domestique et familial entre un père et un fils. Le premier vend du vide (des contenants de produits liquides) et le second, en bon adolescent idéaliste, est la victime de tous les pièges de l'illusion. « Pourquoi le plus inepte chanteur de la télévision serait-il

auréolé de lumière comme un demi-dieu ? Pourquoi les chromes d'une moto Yamaha, à peine effleurés par les rayons du soleil, feraient-ils signe vers des milliers de merveilles terrestres ? La substance scintillante des mirages du désert a désormais tout envahi. »

A vrai dire, en s'interrogeant sur les émerveillements incompréhensibles de son fils, le père décèle la loi des apparences : elles n'ont d'autre explication de leur pouvoir que leur inexistence même. C'est parce qu'elles ne sont rien que les apparences triomphent. Leur force tient, tous les magiciens le savent, Prospero le premier, à leur inconsistance : étoffe de nos songes.

Le héros de la première nouvelle est un professeur d'éducation physique soudain saisi de mutisme. La parole est pour lui frappée d'interdit, d'inutilité. Une fumée dans le paysage, un escarpement à contre-jour : ces images entrevues l'obsèdent et lui révèlent « le vide cosmique ». Il connaît la grâce du silence « qui vous laisse sans pensées, libéré de ce bourdonnement des phrases intérieures, libéré du radotage incessant que chacun porte en soi ».

Et peu à peu, affranchi de sa propre intériorité, délivré des contradictions de l'être et de l'apparaître, il n'a plus de pensée propre : il pense les pensées des autres. Dans cette zone frontalière de la folie, il est difficile de ne pas attribuer à Celati le parrainage de Pirandello. « On dirait une ombre qui passe sans se soucier d'être une ombre. Un appareil qui est déjà un disparaitre. Comme si rien en lui ne bougeait pour prouver quoi que ce soit. »

Mais c'est à travers son personnage d'Emilio Menial, peintre d'enseignes et de paysages, que Celati définit le mieux son propre rapport au réel, ce glissement constant de l'ombre à la lumière, du substantiel à l'immatériel, du sentir au paraître. Ce peintre veut « comprendre comment on voit les choses immobiles quand elles sont touchées par la lumière ». Est-ce que ce ne devrait pas être la hantise de tout artiste, de tout écrivain : capter le réel à l'instant unique où il s'offre à nous, immobile ? « Il faut se demander ce qu'est la lumière et ce qu'est l'ombre, pour ne pas abandonner les choses à leur malheur. »

René de Ceccatty

► Lire nos autres articles sur la littérature italienne page 32.

- (1) Salvy, 1991.
- (2) Pour voix seule, P. O. L. 1993.
- (3) Flammarion, 1991.

Le théâtre et la misère

Le premier roman du dramaturge grec Pavlos Matessis

L'ENFANT DE CHIENNE
de Pavlos Matessis.

Traduit du grec
par Jacques Bouchard.
Gallimard, coll. « Du monde entier », 243 p., 150 F.

Pavlos Matessis était jusqu'à présent connu comme dramaturge, auteur d'une dizaine de pièces et traducteur en grec du théâtre européen. Avec *L'enfant de chienne*, paru en Grèce en 1990 et superbement traduit ici par Jacques Bouchard, il fait une apparition remarquée dans le monde du roman. Roumbini, alias Rarou, qui se présente comme une comédienne à la retraite, raconte sa vie en un long monologue : l'enfance pauvre dans un village du Péloponnèse, pendant l'Occupation, l'humiliation publique de la mère, à la Libération, et le départ pour Athènes où, après une période de misère, se réalise enfin la vocation théâtrale de l'héroïne. L'histoire est mêlée au possible (le père parti au front, la mère sacrifiant son honneur pour sauver ses enfants, la misère) et Matessis se révèle pourtant un maître du burlesque.

La peinture d'un village grec sous l'Occupation, vu par un enfant, fourmillant de personnages et de situations du plus haut comique. Il y a M^{me} Canello, tonitrueuse paysanne au grand cœur, télégraphiste de profession et résistante acharnée, qui transporte des armes dans

son panier à provisions la famille Tiritomba, comédiens ambulants bloqués là par la guerre, le curé aux idées larges, amant de la catin du village, le médecin piqueur de fesses et futur député véreux... Matessis a l'art de susciter des images et l'on songe parfois au Fellini d'*Amarcord*. Le romancier partage avec le cinéaste le goût du détail grotesque et provocant, de l'incongru, du choquant.

Un peu plus loin, pourtant, c'est Beckett qui surgit, avec l'alliance de l'absurde, du comique et de la cruauté, lorsqu'on voit l'héroïne et sa mère tomber sous la coupe d'un infirme dont elles partagent le blocage et qui les force à mendier pour lui. Ici, la méchanceté et le sadisme s'accompagnent d'une sorte d'innocence, celle de l'enfance ou de la folie. Il ne s'agit même plus de dérision, car le bien et le mal n'ont aucune réalité dans ce monde. Seules comptent la survie et la jouissance de petits confort durement acquis.

Pour Rarou, l'Histoire est dépourvue de sens (elle parle toujours de la « soi-disant Libération ») et il n'y a pas de héros. Peu importe que le père soit mort à la guerre ou qu'il ait refait sa vie ailleurs, pourvu qu'elle continue à toucher sa pension.

La narratrice, à la fois innocente et roublarde, arrange les faits à son idée, se reprend, enjolive la vérité tout en dévoilant des bribes d'une autre réalité : derrière le personnage

de la comédienne, de la jolie femme jalouse pour ses succès masculins, transparait l'éternelle figurante, engagée par pitié dans des troupes de troisième ordre, souffre-douleur et vierge. Rarou se joue son propre théâtre parce que le travestissement est sa manière de vivre avec la souffrance. Après l'honneur indigne de l'humiliation publique, la mère a choisi le silence, tandis que la fille s'étourdit dans le bavardage. La folie s'installe, une folie douce, pas dangereuse, précise un rapport médical, simple manie de la confession, fausse bien sûr.

Comme Faulkner dans *Le Bruit et la Fureur*, Matessis donne la parole aux simples d'esprit : comme Elsa Morante dans *La Storia*, il porte sur l'Histoire le regard des faibles et des humiliés. Avec *L'enfant de chienne*, il nous donne d'emblée une œuvre très forte qui, bien qu'ancrée dans l'histoire récente de la Grèce, en dépasse largement les frontières. Ce roman, dans lequel l'écrivain a mis tout son art de la scène, nous offre une vision de l'humanité dépourvue de toute illusion. Seules surgissent quelques images très belles, comme celle de la poilette bien-aimée de Roumbini enfant, qu'elle a enterrée sous son lit et qu'elle imagine s'enfoncer peu à peu vers le centre de la Terre. Pour le reste, point de salut, la vie n'est qu'une histoire contée par une folle et qui ne veut rien dire.

Lucile Farnoux

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

L'oncle Octave et la tante Marceline

Jean-Philippe Arrou-Vignod étudie « le commerce des fantômes ». C'est ainsi que Kafka appelait la littérature épistolaire. Henry Jean-Marie Levet (1874-1906) écrivait, de La Plata, Nice, Nagasaki ou Port-Saïd, des cartes postales qui firent l'admiration de Larbaud.

Page 24

DOSSIER

La philosophie au sein des sciences

Le XX^e siècle a vu les philosophes s'éloigner des sciences. Grâce notamment aux recherches de Gilles-Gaston Granger, Jean-Toussaint Desanti, Jean Petitot, ou René Thom, cette situation change. On comprend désormais que la rationalité philosophique travaille au sein même de la découverte scientifique.

Pages 26 et 27

LE DÉBAT

Drewermann : nouvelle Réforme ou syncrétisme

L'œuvre du théologien et psychanalyste allemand Eugen Drewermann suscite discussions et scandales. Certains sont intéressés par son effort pour intégrer à la théologie catholique les grandes intuitions de la Réforme et des sciences humaines, tandis que d'autres voient en lui l'avocat d'un dangereux syncrétisme.

Pages 28 et 29

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

L'autre côté de l'exil

Douze confrontations de l'Ancien Monde et du Nouveau, douze anecdotes qui mettent aux prises des exilés latino-américains et l'antique, ce sont les Douze cartes vagabondes de Gabriel Garcia Marquez.

Page 34

U

n demi-siècle de danse.

ROLAND PETIT

J'AI DANSÉ SUR LES FLOTS

MÉMOIRES Grasset

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

L'oncle Octave et la tante Marceline

LE DISCOURS DES ABSENTS
de Jean-Philippe Arrou-Vignod.
Gallimard, 126 p., 85 F.

CARTES POSTALES

d'Henry Jean-Marie Levet.
Préface de Michel Bulteau.
La Table Ronde, 124 p., 35 F.

BEAUCOUP de gens mènent une double vie, comme les agents secrets. Jean-Philippe Arrou-Vignod enseigne la littérature française, mais c'est sa «couverture» sociale. A vrai dire, c'est un amateur de sentiments. Il les collectionne dans ses livres et dans ceux des autres. Et quand des professeurs disparaissent mystérieusement, il enquête sur les états d'âme qui règnent dans les salles de classe. Il est né en 1958, à Bordeaux. Sans doute la France était-elle très «retournée» cette année-là... A présent, il étudie «le discours des absents» ou «le commerce des fantômes». C'est ainsi que Kafka appelait la littérature épistolaire.

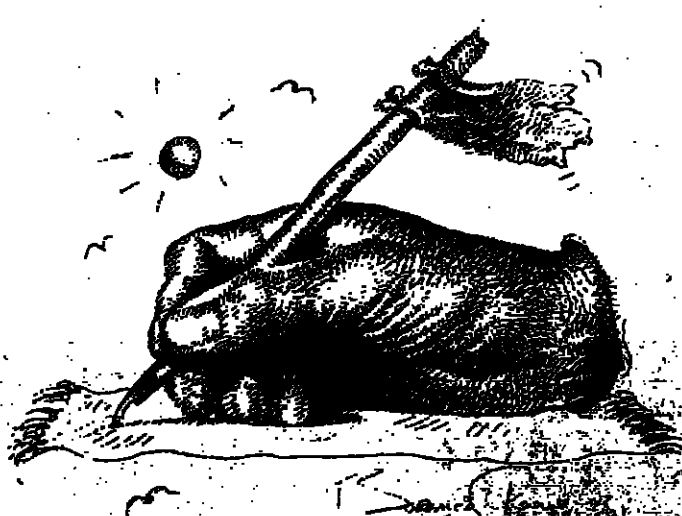
Où se trouvent les sentiments, sinon dans les lettres que nous envoyons et que nous recevons ? Mais Kafka disait à Milena que «les baisers ne parvenaient pas à destination», car «les fantômes les buvaient en route». C'était, du reste, leur principale nourriture. Le peuple des ombres se reproduisait et prospérait en dévorant le courrier de l'espace humain...

Malgré tout, Jean-Philippe Arrou-Vignod estime que les lettres sont le meilleur moyen de conjurer l'éloignement et de rompre la solitude. Lorsque nous retrouvons, dans les armoires, d'anciennes cartes

postales ou de vieilles missives, elles nous émeuvent par leur «insignifiance» même. L'oncle Octave parlait de ses rhumatismes, et la tante Marceline de son potager ou de la pluie, mais cela revêt quelque chose de magique. Et le charme de ces propos ne vient pas seulement de leur désuétude.

Sous leur modestie, les phrases de l'oncle Octave et de la tante Marceline essayaient, en effet, de tromper ou d'apprivoiser «l'étonnement» que procurent le passage du temps et l'absence de certaines personnes. «Murmure» de la vie quotidienne, cette prose «nous relie à la part la plus secrète de nous-mêmes», comme le note Jean-Philippe Arrou-Vignod... Le cogito de cet amateur de sentiments, c'est : «On m'écrit, donc je suis.» C'est pourquoi il déteste les dimanches et les jours de fête. Les jours sans courrier... Recevoir des nouvelles, dit-il, c'est obtenir la preuve de sa propre existence et dissiper les doutes qui naissent lors des soirées solitaires.

POUR «se forcer» à aimer une femme qui l'attirait modérément, Flaubert lui adressa des «lettres enflammées» durant plusieurs semaines. Dans la littérature épistolaire, la correspondance amoureuse est un genre très particulier. De même que les rites d'une Église, elle éveille,



ranime ou raffermir la foi. C'est... ou plutôt c'était, le domaine favori de la «cristallisation». Car le téléphone a remplacé depuis longtemps la missive.

A présent, on ne prend plus le temps d'écouter le silence pour y chercher les mots de la passion. Nous ne connaissons plus que les appels nocturnes et la négligence (ou le désarroi) qu'ils supposent. L'amour est-il en baisse ? Jean-Philippe Arrou-Vignod le suggère quand il affirme que, jadis, certains âtres «n'auraient jamais aimé s'ils n'avaient écrit des lettres». Cependant, le plaisir de l'écriture l'emportait parfois sur le sentiment lui-même, et l'épistolier

se contentait de rendre visite à son double imaginaire.

Tout le livre est une savante réverie. La seconde partie se compose de «belles études» sur M^{me} de Sévigné, Diderot, Sartre et le Castor. Il y a aussi Flaubert, avec son «courrier d'Orient». Et Jacques Vaché, le précurseur des surréalistes, avec ses *Lettres de guerre*. La belle Julie de Lespinasse apparaît fugitivement. Elle évoque le trouble causé par l'arrivée de ces missives qui font tout craindre et tout espérer. C'est le genre de femme qui provoque des passions rétrospectives. Comme la chère marquise... «L'orgueil humain, disait celle-ci, se fait

trop d'honneur de croire qu'il y ait de grandes affaires dans les astres quand on doit mourir.»

Jean-Philippe Arrou-Vignod dépeint très joliment la meilleure épistolaire de France. Il imagine M^{me} de Sévigné reprenant sa plume, le soir, afin de relater les événements de la journée. C'était l'heure où la vraie vie commençait pour elle. Quand elle retrouvait le silence et qu'elle racontait à sa fille les mille frivolités de la capitale. Derrière toute cette agitation, la marquise laissait entrevoir, souvent, cette ombre ou ce nuage qui font taire soudain les oiseaux.

LES cartes postales étaient la spécialité d'Henry Jean-Marie Levet. Né le 13 janvier 1874, à Montbrison, dans la Loire, la même année que Charles-Louis Philippe, son voisin de l'Allier, il s'est donné très vite une existence mythologique.

Très soupçonné de son apparence, il portait des cheveux, des cravates et des chaussettes de la même couleur. Souvent le vert. En 1895, il a quitté les oncles Octave et les tantes Marceline de sa province pour venir à Paris et traverser les nuits en compagnie de Léon-Paul Fargue. Selon celui-ci, Levet affectionnait les déguisements, l'exotisme et la froideur mêlée de tendresse. Quand il était las de sa vie nocturne et de la fumée des bars, il «prenait l'air» en

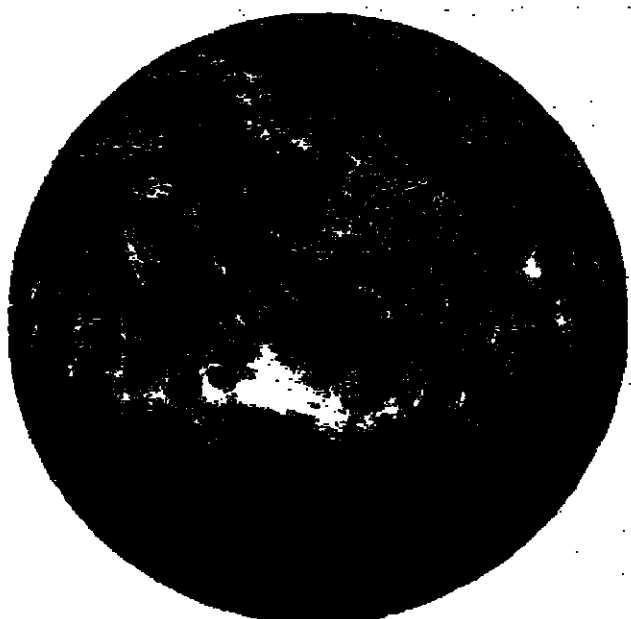
regardant ses cartes et ses atlas. A partir de 1897, il a commencé de voyager vraiment, car il est devenu diplomate. Il a découvert l'Inde et l'Indochine, puis Manille et Las Palmas. Pour séjourner dans ces pays, il s'est vêtu avec une élégance plus «britannique». D'ailleurs, il pensait avoir une «mélancolie anglosaxonne». Il essayait de soigner le célèbre spleen des consuls avec des «amours transatlantiques». Il a écrit des *Sonnets torrides*, un poème intitulé *Afrique-Occidentale* et surtout ses *Cartes postales*, qui firent l'admiration de Valéry Larbaud. Il les «envoyait» d'Algérie, de La Plata, de Nice, de Nagasaki et de Port-Saïd : «Ni les attraits des plus aimables Argentines, / Ni les courses à cheval dans la pampa, / N'ont le pouvoir de distraire de son spleen / Le consul général de France à La Plata.»

Levet est mort de la tuberculose, le 14 décembre 1906, dans une villa de Menton, laissant une œuvre de météore, où se mélangent l'extravagance et la tristesse. On y rencontre des sous-administrateurs des colonies qui trompent leur désœuvrement en lisant les *Poésies* de Musset.

★ Signalons également la *Lettre déchiffrée* de Camille Bakdi. Ce philosophe et médecin de Bologne vécut de 1550 à 1638. Il étudiait les correspondances pour y surprendre les secrets des gens. Il pensait (déjà) que l'orthographe, la ponctuation, le tracé des mots et la tournure des phrases trahissaient «le caractère et les passions» davantage que les grands aveux. Traduction d'Anne-Marie Debet et Alessandro Fontana. Préface d'Alessandro Fontana. Les Belles Lettres, 174 p., 85 F.

LISEZ AUSSI LES LIVRES DE VOS ENFANTS

Tout savoir



«Le Ciel par-dessus nos têtes.»

notre société : la Bourse, la police, le suffrage universel (n° 166, 167, 168). La presse réservée aux jeunes est désormais une vraie initiation à l'actualité et, qui sait ?, à la lecture des quotidiens. Ainsi, *Phosphore*, le «magazine des années lycée» de Bayard-Press, présentait en mars un remarquable document sur les élections législatives et sur «à quoi servent les députés ?». Et, en avril : «Vivement la seconde !» (nouvelles

matières, nouveaux profs, nouvelles méthodes de travail).

Dans *Mikado* d'avril, le magazine des neuf-quatorze ans des Éditions Milan, on trouve un dossier simple et efficace sur les déchets et comment apprendre à les maîtriser, ainsi qu'un reportage sur Angkor. Et dans les *Clés de l'actualité*, un vrai hebdo, comme pour les vieux, qui paraît depuis un an, on remarque, à côté d'un bilan sur les législatives, des arti-

cles sur Matisse, Saddam Hussein, Aménophis III et les surdoués.

Pour les plus jeunes, à partir de huit-dix ans, une nouvelle collection chez Gallimard, «Les racines du savoir», lancée pendant le Salon du livre dans le planétarium du Palais de la découverte, vise à accorder une importance égale aux arts et aux sciences. Le premier volume, *Le Ciel par-dessus nos têtes*, offre une sorte de voyage à travers l'espace dans un album-boîte-à-jeux-boîte-à-outils truffé d'une foule de connaissances, de surprises et d'effets spéciaux pour apprendre à regarder la nuit : une carte tournante du ciel permet de reconnaître les étoiles selon la saison ; un nocturlabe (!) pour lire l'heure la nuit selon la position des étoiles comme les anciens navigateurs ; la face cachée de la lune. Un jeu, où les grands ne gagneront pas forcément : «Combien d'étoiles pouvez-vous reconnaître ?»...

► *Le Ciel par-dessus nos têtes*, album cartonné, reliure spirale, format 21 x 22 cm, Gallimard Jeunesse, 32 p. plus un cahier de 16 pages, 110 F. A paraître

en avril : la *Musique des instruments* ; le *Feu, ami ou ennemi* ; l'*Invention de la peinture*.

Enfin, pour rire un peu (jaune), voici un petit livre composé des rédactions recueillies au long de sa carrière par un instituteur d'école primaire dans un faubourg de Naples. Pleines de vitalité, de gaieté désinvolte, de barbarismes et de fâtes d'orthographe, ces compositions italiennes dessinent une chronique hilare et inquiétante à la fois. Ainsi, le texte sur la parabole de Jésus que l'on préfère : «Moi, écrit un des élèves, je préfère la fin du monde, parce que je n'ai pas peur, dans la mesure que je serai déjà mort depuis un siècle. (...) Le monde explosera, les étoiles exploseront, le ciel explosera. Les enfants des Limbes deviendront des papillons. L'espérons que je m'en sortira.»

Nicole Zand
► *J'espérons que je m'en sortira*, de Marcello D'Orta, traduit de l'italien par François Aymard, Seuil, coll. «Point Virgule», 122 p., 30 F.

Mort de deux pionnières des bibliothèques pour la jeunesse

Nous avons appris presque simultanément la mort de deux pionnières des bibliothèques pour la jeunesse, deux femmes exceptionnelles, Claire Huchet-Bishop et Madeleine Gruny, qui furent, avec Mathilde Lerche, en 1924, les fondatrices de L'Heure joyeuse, la première bibliothèque en France entièrement consacrée aux enfants.

Après avoir suivi une formation à la section enfantine de la bibliothèque modèle de Croydon, près de Londres, Claire Huchet et Madeleine Gruny avaient adapté à la France une conception originale de la bibliothèque pour enfants, empruntée au modèle anglo-saxon

qui sera longtemps une référence et qui jouera un rôle important dans la renaissance de l'édition pour la jeunesse des années 30 (Babar, Père Castor, etc.).

Claire Huchet dirigea l'établissement jusqu'à son départ pour les États-Unis, en 1929, où elle collabora à la direction de la New York Public Library, tout en devenant auteur de livres pour enfants. Madeleine Gruny lui avait succédé et dirigea L'Heure joyeuse de 1929 à 1988.

► L'Heure joyeuse. Bibliothèque municipale pour la jeunesse, 6-12, rue des Prêtres-Saint-Séverin. (Tél. : 43-25-83-24.)

Le Monde ÉDITIONS

Rencontres avec des citoyens extraordinaires

Deux expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LE MONDE DES LIVRES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

L'écriture de la vitesse

Dans le premier roman du poète Olivier Cadiot, pensées, sensations, histoires vécues ou rêvées subissent une accélération folle

FUTUR, ANCIEN, FUGITIF
d'Olivier Cadiot.
POL, 218 p., 110 F.

Auteur d'un art poétique un peu particulier et d'un livre d'opéra (1), Olivier Cadiot vient d'inscrire le mot « roman » sous le beau titre de son dernier livre. Avec insistance, le nom d'Olivier Cadiot, né à Paris en 1937, apparaît ici et là, au détour d'articles critiques, de recensions sur la poésie moderne, et l'avant-garde littéraire. De fait, *Futur, ancien, fugitif* s'amuse à faire exploser quelques cadres définis par les maîtres anciens – mais pour s'en inventer d'autres. Sous sa double casquette de poète et de « nouveau » romancier, l'auteur se moque joyeusement des vieilleries que ces genres conjugués, enkyliques par l'habitude et le manque d'imagination, n'ont pas fini de promouvoir. Moderne, avec son œil scrutant l'horizon de contrées encore largement vierges, Olivier Cadiot l'est donc, résolument.

Mais un créateur veut d'abord par sa création; beaucoup moins d'une manière accessoire, par la volonté de théoriser ou de manifester sa pensée de l'art, ou par son désir de partager les théories, de s'embarquer dans les manifestes concoctés par d'autres. Il n'empêche : les oppositions existent, qui peuvent, de part et d'autre, produire une saine émulation, favoriser toutes les éclosions dans une terre fraîchement retournée. Ainsi, s'il fallait, à l'autre bout de cette terre, trouver l'exact, l'absolu, le contraire d'Olivier Cadiot, on pourrait nommer Christian Bobin, poète-proseur lui aussi, de quelques années l'aîné du premier, dont les livres suscitent un spectaculaire engouement (2).

Cette opposition n'a bien évidemment qu'une valeur relative. Elle désigne, on le souhaiterait désigner, les pôles possibles d'un paysage littéraire passablement accidenté. Dans cette géographie, aussi arbitraire que simplifiée,

Bobin serait du côté d'une parole éprise de ses charmes et de ses prérogatives, s'enchantant du monde et cherchant, par l'écriture, une harmonie avec lui.

Cadiot, lui aussi, manifeste un élan, une dynamique. Mais là où le premier chante les beautés sensibles de ce monde et prête à son sentiment (des choses, des êtres, de la nature...) le pouvoir d'emporter et d'enflammer son langage, le second se méfie, recuse l'idéal, soupçonne ce même langage, tirant de lui d'autres charmes et séductions. Du langage et de la poésie, Cadiot conteste l'orgueil et les pouvoirs, surtout celui de s'accrocher aux choses, aux êtres, à la nature, pour les signifier ou se confondre avec eux dans le sentiment d'une bienheureuse fusion, d'une correspondance sans reste.

La hantise du mot mort

Futur, ancien, fugitif présente pourtant tous les caractères, ou presque, du roman. Une narration simple, presque repérable et linéaire, tente – vainement il est vrai – de s'établir. Des personnages apparaissent même, autour de quelqu'un qui ressemble bien à un narrateur; mais la substance de tout ce petit monde est faite de papier, d'encre et de mots. Robinson comptabilisant ses biens et ses jours, dressant des plans de survie, est le fil le plus visible du livre, le garant peut-être d'un ordre possible.

Pensées, sensations, histoires vécues ou rêvées, sont passées au crible d'une autre pensée, d'une sensibilité immédiate, fugitive. Elles subissent une accélération folle qui n'en laisse subsister que des traces, des sillages. Et à chaque instant il faut repartir; l'impératif est celui de la vitesse, la loi est celle du mouvement : « Je dirai exactement ce que j'ai envie de dire, j'ai fait sortir de là au lieu de discuter des pensées artificielles », Cadiot traduit la vitesse



Olivier Cadiot : remettre l'écriture en mouvement

en écriture. Ou l'inverse. Et comme l'écriture est lente, entravée de contraintes, trop lésée de rhétorique, surveillée par ses gendres grammaticaux, il faut l'effrayer, la remettre en mouvement. « Abandonné à ce qu'il y a à dire, abandonné dans tout ce qu'il y a à dire », l'écrivain cherche une issue hors du livre, ou dans ses marges. Cette sortie prendra la forme orale; elle sera chantante, bruyante. Et si la voix se fait visible et lisible sur la page, c'est pour aussitôt être

offerte de nouveau à la bouche, à l'oralité... Toujours la crainte, la hantise de l'arrêt, du mot mort.

On peut juger ou apprécier diversement cette mise en branle de la littérature qui a nom Olivier Cadiot. On peut préférer le repos et les grâces de la lenteur, les majestés de la période longue, se fatiguer de cette syncope permanente, de cette soumission à l'urgence. Mais il faut en même temps reconnaître que l'entraînement auquel Cadiot convie son lecteur produit son effet : car même réticent, on se met soi-même en mouvement, « en vertu de la seule vitesse », on constate cet effet d'accélération, on se prend au jeu. On rit aussi, d'un rire sans sarcasme, rapide lui aussi, positif : « Mon cher il y a cent oui Ah je veux dire qu'il y a d'infinis oui... »

Patrick Kéchichian

La conversion de Marcel Schneider

Le quatrième tome des Mémoires nous entraîne des forêts germaniques aux prestiges de l'Orient

LE GOUT DE L'ABSOLU
L'Éternité fragile T. IV
de Marcel Schneider
Grasset, 233 p., 100 F.

Marcel Schneider termine en beauté les Mémoires qu'il a commencés il y a trois ans sous le titre *L'Éternité fragile* (1). Un romancier, un conteur jusque-là voué presque tout entier au genre fantastique, remettrait les pieds sur terre pour évoquer les lieux, les circonstances, les maîtres, les amis, les amours qui ont façonné sa vie et donné à son œuvre sa coloration si particulière. Mais on n'échappe pas à sa vocation. Tout en délaissant les héros de légende pour se tourner vers ses contemporains vivants ou morts, Marcel Schneider compose une autobiographie où le rêve, l'émotion, l'enthousiasme, parfois la colère, font vibrer les souvenirs et tirent jusqu'au poème en prose les réflexions graves qui s'y accrochent.

Le tome précédent, *Le Palais des mirages*, célébrait la haute société parisienne. Il y allait de fête en fête, se grisant d'un art de vivre dont mai 68 lui avait paru sonner le glas. Une conversion s'opère dans *Le Gout de l'absolu*. Marcel Schneider quitte ce beau monde pour se replier sur lui-même et sur ses pairs. Il ne parle ici que des créateurs : musiciens ou écrivains qui ont modelé un pan de la vie culturelle d'aujourd'hui. Portraits en pied, analyses d'œuvres en profondeur, flashes anecdotiques qui font sourire parce qu'ils surprennent les grands sous leurs petits côtés, ils sont une vingtaine au moins à traverser ces pages : Alain Robbe-Grillet, Marguerite Yourcenar, André Fraigneau, Pierre Boulez, Georges Auric, Henri Sauguet,

Thomas Mann, Bernard Privat, Yves Berger, et cette mécanique du PRIX Médicis, Gala Barbizan, Russe stalinienne à la forte personnalité qu'éprouve Jean Genet et remplit un beau jour entre les mains de Marcel Schneider les lettres que le poète maudit lui avait adressées. Le dépositaire ne les ouvre pas. Sa discrétion laisse entier le mystère des amours hétérosexuelles de Genet.

Un index permet de repérer les célébrités évoquées dans ce tome et dans les précédents. On sait que c'est une manière rapide de lire les Mémoires. Mais même ainsi parcourus, ceux-ci ne décevront pas, moins à cause de quelques indiscrétions qui s'y glissent et des langues tirées à certains que des nouveaux éclairages projetés sur des créateurs un peu trop vite jugés. Marcel Schneider insiste à plusieurs reprises sur le côté nocturne d'écrivains, de musiciens qui passent pour des farceurs ou des frivoles. Alain Robbe-Grillet, « ce corsaire breton, montreur d'ours », est ainsi ramené, à juste titre, dans le sillage du fantastique parce que l'imaginaire contemporain essentiellement le requiert.

Une autre conversion se produit au sein de ce quatrième tome qui touche au plus intime de la vie de Marcel Schneider. C'est à peu près le seul événement personnel qu'enregistre cette autobiographie. La confidence très pudique prend la forme d'un récit de voyage.

Tout à coup s'ouvrent, dans le climat parisien, les horizons déserts, à la beauté éperdue, des montagnes d'Anatolie. L'écrivain gravit, à dos de mule, les pentes du Nemrut Dag, au sommet duquel le petit roi de Commagène, Antiochus, voulait attester au I^{er} siècle avant Jésus-Christ, sa filiation divine en se représentant entre Zeus, Apollon, Héraklès et la

déesse de la fécondité. Le monument, « tableau de famille » en somme, a été secoué par les tremblements de terre, et les têtes géantes des statues gisent maintenant sur le sol. Spectacle saisissant, plein de symboles! Schneider en reçoit une vision de paradis qui lui inspire, comme à Rostan le Parthénon, sa *Prière sur l'Acropole*. Mais c'est qu'en même temps, devant le chaos de pierres où dorment les dieux morts, il découvre dans le jeune étudiant turc qui l'accompagne l'ange promis désormais à sauver sa vie.

Ainsi, au sommet du Nemrut Dag, une transmission de pouvoir s'est accomplie. A Martin, l'étudiant allemand mort dans le culte avait, jusque-là, dominé l'existence de son thaumaturge, succède ce Turc, Apollon, resplendissant de jeunesse. Le mirage lumineux de l'Orient et de ses deux mystiques vient alors équilibrer l'attrait sombre des forêts germaniques, et avec ce soutien de la vie s'ébauche une sérénité.

Mais ne dramatisons pas trop un livre qui vagabonde pour notre plaisir. L'essentiel de son attrait tient dans les rapports multiples, inattendus, qu'un esprit d'une éblouissante culture et ne s'asservissant à aucun système tisse entre les siècles et les pays, les civilisations et leur déclin, les livres et les vivants. Ces rapports projettent le lecteur, comme l'auteur le souhaite, dans une vie intérieure où l'imaginaire tient lieu du réel et fait passer en contrebande l'éternité dans le temps.

Jacqueline Piatier

(1) *L'Éternité fragile*, titre du premier tome; *Insouciance et vérité*, tome II; *Le Palais des mirages*, tome III. L'ensemble est publié chez Grasset.

Voyage en Marmanderie

Francis Marmande, universitaire, écrivain et chroniqueur de jazz au Monde, vient de publier un récit, *La Mémoire du chien*, dont l'éthnologue Jacques Meunier rend compte ici.

LA MÉMOIRE DU CHIEN
de Francis Marmande
Éditions Fourbis
196 p., 79 F.

D'un bref séjour à Hanoi où il fut invité à parler de Bataille, de Péguy, de Sollers et d'autres dadas littéraires, Francis Marmande rapporte un texte qui tient du journal de bord et de la pochade. Son souci n'a rien de documentaire. Il veut simplement livrer quelques images entrevues, quelques impressions inobjectives et quelques aphorismes vite ajustés.

Marmande se défend d'être un écrivain-voyageur. Il refuse d'être dupe de l'autre et de l'ailleurs. Esthète qui se regarde regarder, il promène son blues et répète : « Je ne crois pas au voyage », « Le voyage moderne abîme considérablement », « Je ne suis plus fait pour voyager ». Il constate son manque d'innocence : « Je prévois les récits que je vais faire au retour. » Dans la *Mémoire du chien*, il louches finalement plus du côté de Michaux que de Michel Leiris, et – par pure provocation – il se frotte à la spirale du dandysme et de la dérision...

Francis Marmande voyage en Marmanderie. Il parle tout à trac de son rêve d'Inde, de Séville et de Bayonne, qui sont ses deux pôles auto-bio-géographiques. Il nous livre son panthéon littéraire, nous déclare abruptement son séisme d'enseignement (par trois fois) et nous confie le nom de son dentiste. Il refait le compte de ses rêves, de ses amours et de ses alcools.

Cette manière introspective de voyager n'a pas que des inconvénients. Elle donne aux rues d'Hanoi des allures d'hologramme fou et aux gens – rencontres officielles ou furtives – des profils de figurants. Elle souligne la mise en scène du quotidien. D'où l'impression d'assister à un jeu de rôle mal compréhensible et un peu mensonger. D'où la nécessité pour l'auteur de se redéfinir constamment en fonction d'une réalité toujours en fuite.

La vertu de Marmande sera de s'accrocher aux mots. D'en jouer. D'en rajouter. Du coup le Vietnam, avec ses combines protocolaires, son formalisme politique et sa gentillesse retrouvée, est soumis à l'examen. Francis Marmande trouve bizarre la sollicitude qui entoure l'étranger, il se sent manipulé et, selon

ses interlocuteurs, se compose une identité. Il répond à la manière dont il est attendu par ses hôtes. L'aventure tourne parfois au burlesque. Forcément.

L'auteur a mangé du chien. Cela ne porte pas à conséquence, mais nous vaut une jolie variation sur le thème « celui qui n'a pas mangé de chien n'a pas vécu ». Le lendemain de son forfait, le malaise s'installe : « Le chien est là, en moi. Un flair avisé me repère sans doute. Il me semble que les chiens me regardent d'un autre œil (...). Ils me sentent. Je ne me sens pas très bien. Il me reste à fumer de l'opium. La fête sera complète. » Plus tard, ne retrouvant pas son assiette, Marmande intellectualise l'exploit : « L'orage, à voir, menace. D'un instant à l'autre. Je ne mets plus les clés de l'ordinaire façon. Au fait, m'en reste-t-il en moi, ou l'ai-je entièrement éliminé (les oreilles et la truffe)? Sans rien dire de cette part assimilée que, par analogie pour la « mémoire de l'eau » de comique mémoire, je pourrais appeler la « mémoire du chien. »

L'anodin de l'exotisme

Francis Marmande est plus doué pour les voyages qu'il ne le dit. Ses portraits de Cam, Khanh et Huyén, ses trois escorteurs motorisés, ne manquent pas d'attraits. Il sait saisir au vol des personnages de rencontre : serveuses de bar, concierges d'hôtel, cyclo-pousse des rues. Personne n'oublie Madame Loan, qui garde un souvenir ému de l'ortel mercurochromé d'Hô Chi Minh, ni Harry l'Américain tropicalisé, ni Monh qui s'exprime avec des imparfaits du subjonctif, ni le doux docteur Vuong, victime de l'arrogance du régime. Même Miles Davis, figure rapportée, utilisé ici en guise de générique de fin, semble à sa place dans cette prose à pied de nez.

En fait, Marmande refuse de faire le pas qui donnerait vie à ce qu'il voit : il fait le récit d'un voyage verrouillé et volontairement avorté. Il proclame sa fièvre indépendante. Il va ailleurs pour se débarrasser de son désir d'ailleurs. *La Mémoire du chien* joue du paradoxe à chaque page et ne cache pas son projet : mettre en relief l'anodin de l'exotisme, comme pour conjurer l'envie de s'y perdre. La démarche ne manque pas d'attraits. Le livre se lit d'un trait.

Jacques Meunier

* Signalez également au livre de Jean-Luc Castelnau, *Suite indochinoise*, voyage wustalgique à travers les images du Vietnam d'aujourd'hui et de l'Indochine d'hier (La Table ronde, 172 p., 79 F.).

Les débuts d'un règne

Robert Merle poursuit sa fresque historique

L'ENFANT-ROI
de Robert Merle.
De Fallois, 493 p., 148 F.

Henri IV est mort et enterré, mais son assassin vient tout juste d'être jugé. Son supplice est l'une des scènes sur lesquelles s'ouvre *L'Enfant-Roi*, qui prend la suite de *La Voie des vertugadins*. Ce nouvel épisode de *Fortune de France* s'achève sur le « coup d'État » par lequel le jeune Louis XIII se débarrasse de la tutelle de Marie de Médicis et de ses dévotants conseillers, Concini et son épouse.

Sept années d'histoire donc, que Robert Merle nous fait vivre à son habitude dans l'intimité des grands du royaume, comme dans celle du foyer des Siorac, montés de leur Périgord pour assurer à Paris, de génération en génération, le service du roi. A l'exception peut-être de la « révolte des Princes » entraînés par Condé et bien sûr de l'ultime épisode, il y a peu de temps forts dans ce récit, qui se vent autant le tableau d'une époque qu'une relation d'événements et de hauts faits.

La France est alors un pays malade d'une régence gourmande, sans scrupules mais toujours prête à céder aux pressions des

« Grands » – pour ne rien dire de celles de Rome ou de l'Espagne – au détriment d'un État dont l'autorité se délite au fil des intrigues. Comme toujours, Robert Merle excelle à nous conduire aussi bien à travers les rues de la capitale que dans les coulisses du Louvre et ses appartements les plus secrets. Est-ce pour pimenter son roman que l'auteur y a introduit le personnage d'une princesse palatine, Ulrike de Lichtenberg, certes d'une incomparable séduction, mais auprès de laquelle le jeune Pierre de Siorac se consume d'amour pendant de longues heures, un peu trop longues nous semble-t-il pour que le rythme du récit n'en souffre pas quelque peu.

La suite du règne de Louis XIII, jusqu'à la Fronde et l'aube du Grand Siècle, offre encore un large champ à l'exploration littéraire de Robert Merle. Peut-être sera-t-il seulement souhaitable que s'effacent progressivement les tournures d'une langue qui commence à dater un peu. Dès le règne de cet enfant-roi apparaît en effet un certain évêque de Luçon, mieux connu sous le nom de Richelieu, dont le verbe cédera de moins en moins aux saveurs du parler d'antan.

Alain Jacob

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SANS VISA

Le Monde
ÉDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?
Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 93
Brochure à paraître le 8 avril 1993-144 pages

La philosophie au sein des sciences

De Thalès à Auguste Comte, une très longue histoire a mêlé, et parfois confondu, méditations de philosophes et travaux scientifiques. L'époque contemporaine les a vus s'éloigner, et globalement s'ignorer de plus en plus — à tel point que la plupart des philosophes français, coupés du développement théorique des sciences, ont principalement demandé à l'art, à l'histoire ou à la littérature des matériaux pour leurs analyses.

Cette situation est visiblement en train de changer. Une nouvelle génération de chercheurs, à la suite de maîtres comme Gilles-Gaston Granger ou Jean-Toussaint Desanti, s'est engagée dans des travaux visant à dégager la richesse philosophique des développements contemporains de la logique ou des évolutions récentes des mathématiques. C'est notamment le cas de Hourya Sinaceur (CNRS), dont la compétence commence à être connue hors du cercle des spécialistes, ou de Jean Petitot, qui poursuit, dans le sillage du mathématicien et philosophe René Thom, une œuvre originale.

Ce n'est pas seulement chez les philosophes que paraît s'intensifier une attention aux concepts et aux méthodes scientifiques qui ne s'était évidemment jamais tout à fait tarie, comme en témoigne l'itinéraire singulier de Michel Serres. Au cœur des recherches mathématiques elles-mêmes, comme de la physique fondamentale ou des avancées de la biologie, bon nombre de scientifiques deviennent plus attentifs que naguère à l'aspect philosophique de leurs propres investigations.

On admet donc de plus en plus nettement l'idée que la philosophie ne se réduit pas au domaine qui resta inaccessible aux savoirs scientifiques, ni même au rôle de commentaire de leurs procédures et de leur validité. Comme le montre de manière exemplaire l'intérêt dont Einstein fait l'objet en tant que philosophe, on saisit de plus en plus clairement qu'au sein même de la découverte scientifique est en jeu le travail de la rationalité philosophique.

R.-P. D.

LE LABYRINTHE DU CONTINU
Colloque de Cerisy,
sous la direction
de Jean-Michel Salanskis
et Hourya Sinaceur.
Ed. Springer-Verlag.
454 p., 188,50 F.

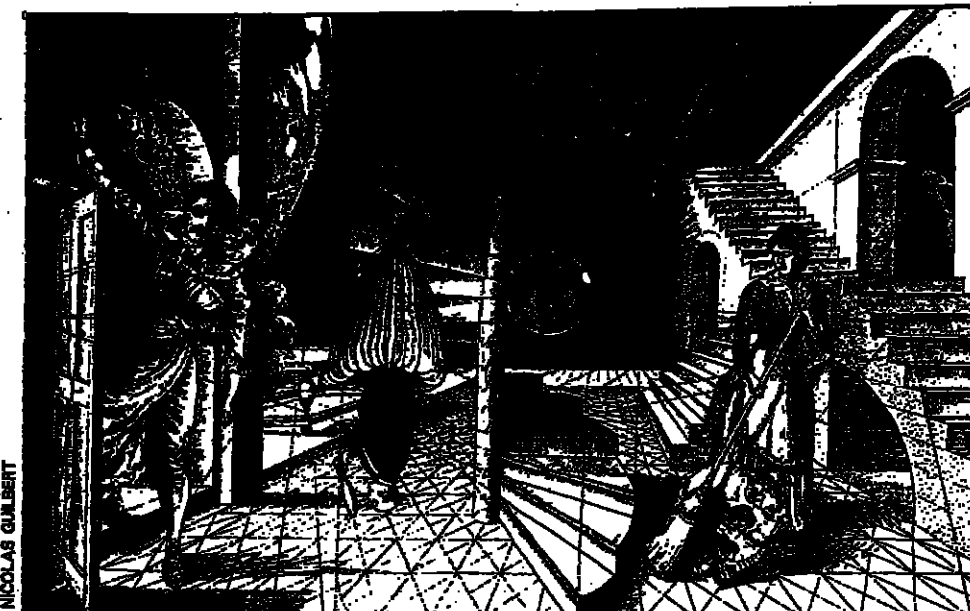
Certains des textes rassemblés dans cet important recueil sont dus à des mathématiciens travaillant à l'extrême pointe des problèmes, et ne peuvent concerner que des lecteurs avertis et bien exercés. D'autres, d'une portée plus générale, historique ou philosophique, conviendront à des esprits curieux et ouverts. Il reste que pour tous ceux, mathématiciens, logiciens ou philosophes, qui ont quelque souci des problèmes de «fondement», cet ensemble d'études constitue un ouvrage de référence, et peut-être aussi une incitation à la recherche.

Les questions abordées sont fondamentales : comment penser aujourd'hui ce que depuis longtemps nous avons appris à nommer «continu»? Quelles ressources les mathématiques actuelles offrent-elles pour permettre de remettre sur le métier un concept si ancien? Que faire de l'infini, son frère jumeau? Quels chemins tracer dans cet océan, quels repères y discerner? Et si l'on y parvient, selon quelles règles encadrer ces repères sans biser la continuité de cet infini? De telles interrogations ne s'adressent pas seulement aux mathématiciens.

L'expérience du continu est en effet enracinée au plus profond de notre manière d'être et de nos façons d'appréhender le monde. Il constitue l'indice intuitif de la solidité des choses, de leur permanence manifeste : le bloc de pierre qui se tient là, intègre et ferme, et, apparemment, identique à lui-même ; la surface immobile d'une mer tranquille ; le fond du ciel visible et immuable... Tout cela se tient et demeure. «Surtout», disent les Grecs : «se tenant en bloc», rebelle à toute cassure. «Concret», dirons-nous, en un sens fort et premier : une extension rassemblée en elle-même.

De la trame, si fragile, de nos vies, nous disons aussi qu'elle est «continue». A cette apparence

L'infini sauvage



continuité nous n'échappons jamais : le présent que nous vivons chaque fois «maintenant» n'en est qu'une phase elle-même reliée continuellement à d'autres, abolies mais inséparables, dans l'expérience que nous avons d'avoir duré et de durer sans cesse, pour autant que nous vivions encore. Continuer, et persévérer en continuant est bien là notre incessant souci.

Tracer des chemins

Que le monde se tienne là dans sa pesanteur visible ou qu'il semble nous filer entre les doigts dans son incessant changement, toujours il nous ramène vers cet indice de sa présence : une continuité qui ne cesse pas d'être. Intuition massive et cependant floue, autour de laquelle on peut beaucoup rêver, soit que l'on s'abîme dans la contemplation muette de la «présence» du monde, soit que l'on cherche à atteindre, avec son devenir, une immédiate coïncidence. En ce cas il n'y a que de la présence, de la «présence sans faille, mais sans concept — une indifférence tranquille.

Le tourment commence avec le concept ; et le concept avec l'ex-

gence de désignation des différences. Distinguer des unités repérables et stables, les désigner d'une marque, elle-même stable, marquer ces marques, opérer avec elles, les rassembler, les séparer ; nommer et marquer les assemblages ainsi constitués pour les dicter à leur tour et pouvoir opérer avec eux... C'est bien ainsi que les hommes ont appris à vivre en ce monde, à le peupler de «lieux» repérables et donc à y habiter. Séparer l'ici de l'ailleurs, se rendre sensible à l'écart, tracer des chemins, clore des espaces ou les indiquer simplement d'une borne, dénombrer des arbres ou des troupeaux, autant de manières de s'installer dans un monde habitable et de s'y orienter.

Voilà qui est bien étrange. Pris dans l'intuition massive de sa présence, ce qui se manifeste est appréhendé comme du «continu». Et cependant ce qui se présente ainsi n'est habitable et habité que discerné, désigné, marqué et par conséquent discret. Or ces chaînes discrètes, marques de différence, qu'il nous est nécessaire de constituer, n'abolissent nullement l'effet massif de présence. Bien au contraire, il nous semble qu'elles nous le dévoilent.

Comment est-ce possible? Qui

pose cette question franchit le seuil d'un labyrinthe. Si ce monde qui se tient dans l'unité de sa permanence et de ses flux ne s'effondre jamais sous nos pas dont les traces le marquent, il faut bien que quelque connexion secrète tienne ensemble «continu» et «discret» et que, par quelque côté, les deux concepts s'exigent l'un l'autre...

Voilà maintenant plus de deux millénaires que nous, héritiers de Parménide et de Zénon, d'Aristote et d'Archimède, de Galilée et de Descartes, de Leibniz, de Riemann, de Dedekind et de Cantor (pour nous borner à quelques jalons...), sommes, en raison même de cet héritage, encore en quête d'une telle connexion. Car nous n'avons pas fini de nous expliquer avec «ces infinis» du continu, accessibles par le discret seulement. Infranchissables à quoi semblent renvoyer nos masses et invisibles intuitions du continu. Tracer des chemins dans cet indéchiffrable océan, il nous faudra peut-être le tenter longtemps encore. Il semble bien survivre à tous nos efforts de déterminations «discrètes» et, dans son excès, se tenir toujours en réserve. Un sauvage, en somme.

Jean-Toussaint Desanti

L'esprit des formes

La démarche morphologique cherche à expliquer les apparences du monde, pour lesquelles la physique est dépourvue de modèle adapté

L'INVENTION DES FORMES

d'Alain Boutot.
Odile Jacob, 378 p., 150 F.

Ce livre devrait faire date. Après la publication de l'ouvrage d'Alain Boutot, on ne pourra se contenter d'une idée monolithique de la science. On saura que la connaissance scientifique n'est pas une suite de recettes aux effets plus ou moins néfastes, mais un site authentique pour la pensée.

Alain Boutot constate que l'on s'acharne à interroger les scientifiques sur leur représentation du monde, comme si un sens, à tout le moins une «éthique», devait naître dans le secret des laboratoires. Mais la préoccupation éthique n'est sans doute que l'autre face d'une science qui s'est laissée réduire à ce qu'on appelle la «technoscience». C'est cette réduction de l'intelligibilité scientifique à une manipulation systématique de la nature qui vacille, et Alain Boutot, scientifique lui-même, mais aussi auteur d'une étude sur Heidegger (1), développe les modalités et les conséquences d'une crise majeure qui affecte les savoirs scientifiques.

Son ouvrage se présente comme une introduction aux méthodes morphologiques dans l'approche des phénomènes. C'est aussi une réflexion claire et synthétique, dans la lignée des travaux de Jean-Luc Lagarias et de Jean Petitot (2) sur la signification, pour l'histoire de la rationalité, de savoirs qui s'opposent aussi bien au réductionnisme qu'au positivisme.

Dans le sillage des innovations galiléennes, le réductionnisme tente en effet d'expliquer le réel à partir de ses éléments les plus simples, obéissant à une fonction mathématique au moins stochastique. Le morphologue, lui, s'en tient aux phénomènes et en cherche la loi dans le caractère toujours local de leur pro-

duction. Constatant le petit nombre de réalités naturelles quantifiables, il propose une nouvelle modélisation fondée sur les recherches mathématiques qui, depuis Poincaré, montrent les limites du déterminisme régissant les systèmes dynamiques. Géomètre avant tout, le morphologue ne renonce pas à comprendre ce que les limites de l'algèbre ne peuvent permettre de prédire. Au contraire, une nouvelle exigence d'intelligibilité s'impose, qualitative et non plus quantitative. Elle est attentive à expliquer les apparences du monde pour les-

quelles la physique est dépourvue de modèle adapté. Car cette dernière est plus orientée vers l'infiniment grand (l'astrophysique ou l'infiniment petit (la mécanique quantique)). Désormais la forme d'une vague, la chute d'une feuille, le développement d'un fœtus, l'analogie entre la prédation et la construction syntaxique du langage... sont convoqués pour proposer une explication des singularités du monde sensible, indépendantes de toute contribution à l'éventuelle unification des interactions fondamentales : l'unité de la nature sensi-

ble l'emporte sur le souci de «l'unité de la science». Notre temps va volontiers dans le sens d'une telle célébration des pouvoirs de la nature. Toutefois la singularité de la révolution engendrée par la «théorie des catastrophes» de Thom, par les «fractales» de Mandelbrot, les «structures dissipatives» de Prigogine et l'étude des systèmes chaotiques, successivement évoquées dans le livre, fut de proposer une véritable intelligence des régularités et des irrégularités naturelles, sans pour autant restaurer le culte de la déesse Nature revêtu en doute par Des-

cartes. Il y a là matière à une aventure de l'esprit, quand bien même d'autres voudraient s'en tenir à une expérience fusionnelle. L'idée anti-logos est maintenue, même si cette nouvelle ontologie est celle d'un temps avant d'être celle de l'être, d'un temps destructeur qui, sous certaines conditions, devient créateur de nouveauté.

Ordre et désordre

La puissance de la description alors obtenue est telle qu'elle resuscite une vision à laquelle l'homme moderne semblait devoir à jamais renoncer, une vision proprement cosmique : le monde n'y est pas seulement conçu comme le produit du sujet pensant, mais s'inscrit dans l'ordre des choses. Freud se réjouissait de voir dans la révolution copernicienne la première blessure infligée à notre narcissisme. C'était peut-être partager les préjugés bâtis d'une science a-cosmique qui voulait connaître à rebours des leçons de la nature.

Il y a un paradoxe dans le caractère neuf de tels propos. Ce fut en effet un trait commun des initiateurs de la morphologie mathématique que d'être capables d'exposer leurs découvertes aussi bien dans la langue commune que dans la langue technique. Malgré tout, le continent morphologique ne s'est sans doute pas encore imposé parce qu'on n'a pas su voir qu'un même âge de l'esprit se manifestait chez ses francs-tireurs. Ils sont nés à la pensée à partir des mêmes apories des sciences lourdes. Ils ont refusé ensemble la limitation du monde qualitatif à la sphère du vécu.

L'invention des formes manifeste une véritable loi cyclique de la pensée, qui veut que l'attention soit à nouveau attirée vers cet aristotélisme que les pénes de la modernité avaient congédié pour asseoir leur

domination de la nature. La morphologie se présente en effet pour Alain Boutot comme un véritable néo-aristotélisme mathématique. Comme Leibniz, il renoue avec l'antique philosophie des «formes substantielles», en cherchant dans des théories de classification à ordonner les phénomènes d'émergence, dont la forme est alors considérée indépendamment de tout substrat physico-chimique. Inutile de dire que ces thèses proprement métaphysiques ne sont pas partagées par tous. Mais elles révèlent la puissance de l'interrogation développée.

Cette cartographie pacifiée du continent morphologique ne doit pas cependant tromper. Elle ne peut faire oublier les conflits entre des théories qui ne progressent qu'en affinant leurs différences. Il suffit de rappeler les polémiques de René Thom contre les pensées du chaos et l'hypothèse d'une émergence de l'ordre à partir du désordre (3). Puisque les savoirs morphologiques ont l'ambition de renouer les liens entre science et philosophie, ils ne font que retrouver la logique des idées : ils veulent s'étendre. Qu'un savoir aujourd'hui soit doté de cette ambition au lieu de s'attarder à l'examen de ses conditions de possibilité, voilà qui laisse entendre que l'esprit n'est pas aussi privé d'initiatives qu'on le dit. Il est vrai qu'il s'agit d'un esprit qui ne s'est pas contenté de sa propre histoire, mais s'est souvent qu'il était aussi nature.

Bruno Pinchard

(1) Heidegger et Platon, PUF, 1987.
(2) Voir notamment, de Jean-Luc Lagarias, *Systèmes de la nature et Principes classiques d'interprétation de la nature* (Vrin 1983 et 1988), et, de Jean Petitot, *Morphogénèse du sens* (PUF, 1985), et *Logos et Théorie des catastrophes* (Poincaré, 1988).
(3) René Thom *État au hasard, silence au bruit*, Le Débat n° 3 et n° 4, 1980.

Découvrir Bolzano

LES PARADOXES DE L'INFINI

(Paradoxe des Unendlichen)
de Bernard Bolzano.
Traduit de l'allemand
et présenté
par Hourya Sinaceur.
Seuil, coll. «Sources du savoir»,
186 p., 140 F.

Où est l'infini? Est-il seulement dans notre esprit, comme une fiction nécessaire à la pensée, mais à quoi nulle réalité physique ne saurait correspondre? Est-il au contraire dans le monde, comme une présence en acte dans les choses, une dimension effective et multiple de la réalité? Ce dilemme préoccupait déjà, rappelle Hourya Sinaceur, la réflexion philosophique et mathématique des Grecs. Archimède considérait l'idée de l'infini géométrique comme physiquement

concrétisée par «le nombre des grains de sable répandus sur toute la terre». Aristote, au contraire, admettait que l'on doit recourir dans les démonstrations à un infini potentiel, lui refuse toute existence actuelle. La position d'Aristote a longtemps prévalu, même lorsque l'analyse du mouvement par Galilée, et surtout l'invention du calcul infini-tésimal par Leibniz et Newton, conduisaient à s'interroger de nouveau sur le caractère «réel» de «évanouissants», des éléments infinitésimaux.

C'est à Bernard Bolzano que l'on doit d'avoir, pour la première fois, proposé de donner au fini et à l'infini des sens équivalents, que ce soit du point de vue logique, mathématique ou ontologique. Disciple de Leibniz et adversaire de Kant, Bolzano, né à Prague en 1781, est l'auteur d'une œuvre volumineuse et peu lue où s'entrecroisent philosophie, théologie, mathématique et physique. Titulaire en 1806 de la

chaire de philosophie de la religion à Prague, il en est révoqué en 1819 pour «non-orthodoxie religieuse et politique». A sa mort, en 1848, il laisse plusieurs milliers de pages consacrées à des domaines divers. Une édition critique est en cours.

Le manuscrit des *Paradoxes de l'infini* est le seul de ses posthumes qui fut édité très tôt, dès 1851. Apprécié de Cantor comme de Hilbert, ce texte de Bolzano invite à ne plus concevoir l'infini comme l'envers du fini. Il s'efforce d'en constituer un concept positif, échappant au domaine de la théologie comme de la métaphysique, et semblant aussi peu fictif que les nombres entiers aux yeux des mathématiciens.

Ce classique jusqu'ici méconnu du public français (Hourya Sinaceur en présente la première traduction en notre langue) constitue un moment important de l'histoire de la pensée contemporaine.

R.-P. D.

هكذا من الأصل

LE MONDE DES LIVRES

DOSSIER

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

ALBERT EINSTEIN

La vie et l'œuvre

(« *Sable is the Lord...* »
The Science and the Life
of Albert Einstein)

d'Abraham Pais.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)

par Christian Jeannoulin et

Hélène Seyrès

Inter-Éditions, 540 p., 250 F.

EINSTEIN PHILOSOPHE

de Michel Paty

PUF, coll. « Philosophie

d'aujourd'hui », 300 p., 382 F.

EINSTEIN

de Jacques Merleau-Ponty.

Flammarion,

coll. « Figures de la science »,

300 p., 120 F.

EINSTEIN est-il un philosophe ? Non, disent la plupart de ceux qui ont suivi de près la mutation provoquée par la théorie de la Relativité dans la pensée scientifique de ce siècle. Physicien de génie, esprit libre, inventif, passionné d'abstraction, le petit employé du bureau des brevets de Berne a certes donné à penser aux philosophes autant qu'aux scientifiques en révolutionnant, dès 1905, les conceptions de l'espace, du temps, de la causalité. Mais on ne saurait confondre la portée philosophique de ses théories scientifiques avec ce travail systématique, exposant de manière explicite et rigoureuse une métaphysique cohérente, qu'on dénomme une philosophie.

Cet esprit seulement scientifique, uniquement préoccupé de comprendre le monde tel qu'il est, a pourtant fréquenté, de manière précoce et durable, les œuvres des philosophes. Vers quinze ans, à Munich, il lit déjà Kant. Ce furent ensuite Hume, Mach, Schopenhauer, entre autres, qui accompagnèrent, à des titres divers, sa vie et sa pensée. Et surtout Spinoza, dont il ne parle que très rarement, mais avec une affection, voire une dévotion, forte. Vers 1920, il compose un poème à propos de l'Éthique qui commence par ces vers : « *Combien j'aime cet homme bonhomme ! Que moi-même ne puis le dire* » (1). On peut toujours répondre qu'aimer les philosophes n'implique pas d'être l'un d'eux. Rien n'interdit non plus de penser que le goût d'Einstein pour la philosophie est en fin de compte aussi étranger à la théorie de la Relativité générale que sa prédilection pour Mozart et Bach.

Tel est à peu près l'avis d'Abraham Pais, auteur d'une étude précise et bien documentée sur la vie et l'œuvre d'Einstein, devenue un ouvrage de référence depuis sa parution aux États-Unis il y a une dizaine d'années. Ce physicien, qui fréquenta la légende vivante de 1946 à 1955 à Princeton, écrit en effet : « *Il est indéniable qu'Einstein était sincèrement curieux de philosophie* ». Mais il refuse aussitôt à cette curiosité la moindre conséquence sur l'élaboration de son travail scientifique : « *Si la philosophie a indiscutablement contribué au développement de sa personnalité, il est clair également que ses connaissances acquises dans ce domaine n'ont joué qu'un rôle direct sur ses grands actes de création* ».

Si l'on y regarde de plus près, la situation n'est peut-être pas aussi claire que l'affirme Abraham Pais. Il est évident qu'Einstein n'a pas élaboré ses travaux théoriques en



Einstein entre physique et métaphysique

se souciant plus, ni même autant, de Spinoza que de Maxwell, ou de la Critique de la raison pure que de l'expérience de Michelson et Morley. Il est possible également qu'il ne suffise pas de le croire sur parole quand il avoue : « *Je ne suis pas vraiment un physicien, mais un philosophe, et même un métaphysicien* ». Mais il convient d'examiner attentivement la place qu'occupe un travail d'ordre philosophique au sein même du processus de la découverte scientifique. Jamais en effet Einstein n'a récusé la dimension intrinsèquement philosophique de sa démarche, bien que lui-même ait généralement refusé de s'y attarder. Quelques mois avant sa mort, dans une lettre à George Jaffé datée de janvier 1954, il écrit notamment : « *Le physicien n'est pourtant rien d'autre qu'un philosophe qui s'intéresse à certaines choses particulières ; sinon ce n'est qu'une sorte de technicien* ».

Le minutieux travail de Michel Paty, intitulé simplement *Einstein philosophe*, vise à prendre au sérieux de telles affirmations. Il confirme le jugement d'Alexandre Koyré, selon qui il est « *hors de doute que c'est une méditation philosophique qui a inspiré l'œuvre d'Einstein* ». Ce n'était encore, chez Koyré, qu'une intuition. Avec l'ouvrage de Michel Paty, c'est une thèse étayée par une analyse qui embrasse la totalité du parcours scientifique et épistémologique d'Einstein. On l'aura compris : l'intérêt de cette recherche tient au fait qu'elle entre dans le détail de l'élaboration de la Relativité

restreinte, suit la dynamique de sa genèse, retrace le travail sur les concepts qui l'accompagne et la rend possible. Ce voyage attentif à l'intérieur du processus de création théorique se poursuit jusqu'à la Relativité générale et aux préoccupations d'Einstein sur les relations de la géométrie et de la physique. On comprendra qu'il n'est pas possible, en quelques lignes, d'en esquisser le mouve-

Soulignons seulement qu'en suivant pas à pas Michel Paty dans cette longue investigation on saisit comme de l'intérieur la validité de son affirmation, surprenante au premier abord : « *La philosophie se trouve dans la science, dans son mouvement et sa texture, et non pas seulement dans l'évaluation après coup de ses résultats* ». Au terme de ce vaste parcours — qui a aussi pour mérite, au prix de quelque lourdeur, de demeurer accessible à tout lecteur de bonne volonté — il apparaît nettement que, s'il est légitime de considérer Einstein comme un philosophe, ce n'est nullement en raison de son affection pour certains philosophes, ni de telle ou telle de ses déclarations. Ce sont bien plutôt la cohérence interne de son projet scientifique, la mise en œuvre de sa volonté de comprendre rationnellement la réalité « *telle qu'elle est* », de manière fondamentale, complète et simple, aussi déroutante que cette compréhension puisse être pour nos habitudes mentales, qui le rendent philosophe, en principe comme en acte.

Consacrant également un chapi-

tre de son *Einstein* à la philosophie du physicien, Jacques Merleau-Ponty insiste à son tour sur l'importance capitale que revêt l'idée de « *complétude* » dans sa conception de la connaissance. Familière à Niels Bohr, l'idée d'une réalité ultime qui se dérobe toujours par quelque côté à notre compréhension est totalement étrangère à Einstein, indéfectiblement attaché à la possibilité de tout tenir ensemble et de tout éclaircir par la raison. Une telle saisie rationnelle de la totalité et de ses principes, à supposer qu'elle soit légitime en physique, peut-elle s'étendre au monde humain, au domaine éthique, aux règles de l'action politique ? Jacques Merleau-Ponty pose à juste titre la question du lien, chez Einstein, entre la philosophie de la nature et de la connaissance et la philosophie des valeurs.

EINSTEIN le pacifiste, le partisan du désarmement général et de la désobéissance civile, l'homme qui ne cesse d'insister, après la seconde guerre mondiale, sur la nécessité d'un gouvernement mondial capable de faire respecter ses décisions par les États, est-ce, aussi, un philosophe ? Quelle relation entretient ce citoyen du monde avec le théoricien qui professe seulement « *vouloir la pensée pour elle-même, comme la musique* » ? Sont-ils simplement juxtaposés ? Peut-on rapprocher ces deux visages en les rattachant à une seule pensée ? Bien qu'il ne les résolve pas vraiment, l'essai de Jacques Merleau-Ponty pose nettement ces questions. Il indique toutefois qu'il conviendrait sans doute de chercher du côté de Spinoza et de Schopenhauer les clés d'une unité possible qu'Einstein pour sa part n'a pas explicitée.

Sauf indirectement. D'après une lettre du 9 octobre 1944 de Hedi Born, l'épouse de Max Born, Einstein lui aurait dit un jour : « *J'éprouve un tel sentiment de solidarité avec tout ce qui vit qu'il m'importe peu de savoir quand commence et quand finit l'individu* ». Cela pourrait éclairer la simple formule d'Abraham Pais : « *Si j'avais à résumer en une phrase la biographie d'Einstein, je dirais : « Ce fut l'homme le plus libre que j'aie jamais connu »* ».

(1) Voir le Tome V des *Œuvres choisies d'Einstein*, sous la direction de François Balibar (Seuil, 1982).

* A signaler également, *Einstein 1905, de l'éther aux quanta*, de Françoise Balibar (PUF, coll. « Philosophies », 126 p., 38 F.).

Autres parutions

• La collection « *Mathésis* », dirigée à la Librairie philosophique Vrin par Michel Blay et Hourya Sinaceur, publie des textes fondamentaux de l'histoire des mathématiques et de la logique, tels les articles de Leibniz sur le calcul infinitésimal, ou les *Lois de la pensée* de Boole, mais aussi des recherches ouvrant de nouvelles perspectives, comme le travail majeur de Hourya Sinaceur, *Corps et modèles. Essai sur l'histoire de l'algèbre réelle* (1991, 496 p., 198 F.).

• L'Institut d'histoire des sciences et des techniques a entamé la publication d'une anthologie, sous la direction de François Rivenc et Philippe de Rouilhac, regroupant des textes fondateurs des logiciens et mathématiciens contemporains. Sous le titre *Logique et fondement des mathématiques (1850-1914)*, la première partie rassemble des articles de Bolzano, Boole, Frege, Cantor, Dedekind, Russell, Poincaré... entre autres (Bibliothèque scientifique Payot, 448 p., 350 F.).

• Parmi les ouvrages destinés à un plus large public, mais parus depuis déjà un certain temps, signalons *Des ponts vers l'infini. Des mathématiques à figure humaine*, de Michael Guillen (traduit de l'anglais par Gilles Minot, Albin Michel, 252 p., 120 F.), *Infini des mathématiciens, infini des philosophes*, collectif sous la direction de Françoise Monnoyeur (Belin, 216 p., 98 F.).

• Rappelons enfin que le volume intitulé *Science et philosophie pour quoi faire ?* (1990, Le Monde-Éditions, 374 p., 140 F.) contient notamment des textes de Henri Atlan, Jean-Toussaint Desanti, Gilles-Gaston Granger, Bruno Pinchard, Jean Petitot, et René Thom.

R.-P. D.

La Terre mesurée

Michel Serres interroge la naissance de la science et sa mutation au vingtième siècle

LES ORIGINES

DE LA GÉOMÉTRIE

de Michel Serres.

Flammarion, 340 p., 120 F.

Les mots diraient ce dont nous n'avons plus mémoire. Il suffirait de bien les entendre, et de les laisser dire. Leur composition paraît encore aujourd'hui du plus lointain hier, comme la terre sous nos pieds. C'est une des tenaces convictions de Michel Serres. « *Géométrie* » signifie, en grec, la mesure de la terre, il faudrait se demander : quelle terre ? et quelle mesure ?

Serait-ce la terre des Grecs, pierreuse et sèche ? Celle du Nil, régulièrement inondée ? Les déductions universelles de la géométrie

seraient-elles nées de la délimitation approximative des champs, du calcul des impôts, des querelles des gens ? Les commencements de cette science, reine sont-ils au contraire à chercher uniquement dans l'abstraction pure, déployant ses règles propres, d'axiomes en théorèmes ? Telles sont, en très bref, les questions de départ.

Au terme d'un long et ondoyant périple, on apprend que la géométrie ne serait d'aucun de ces deux côtés. Elle les contiendrait l'un et l'autre, et les ferait entrer en relation. Il est d'ailleurs difficile de savoir ce que la géométrie, telle que l'entend Michel Serres, ne contiendrait pas. Elle lui apparaît en effet comme la somme du sensible et de l'intelligible, de la lumière et de l'agriculture, du sacré et de la guerre, des États et de l'écriture. Elle constituerait, depuis

près de trois millénaires, notre manière d'habiter le monde et de faire exister la terre par la mesure — à tous les sens du terme, depuis la tempérance jusqu'à la musique.

Michel Serres annonce que nous sommes déjà sur une autre Terre, que la science et la cité en sont désormais bouleversées. Il prophétise l'émergence de « *nouveaux discours interminables* ». Ce livre dont on ne peut ignorer, tant il nous le répète, que l'élaboration dura trente-cinq ans, réjouira les fervents de ce philosophe. Ils y retrouveront son goût des survols et des mélanges, sa langue tour à tour drue et maniérée, son sens de la prophétie, sa façon de masquer sous le chatolement des phrases la rigueur des analyses. Les autres, pour les mêmes motifs, en seront agacés.

R.-P. D.

JULES FERRY

Un livre de
Jean-Michel
Gaillard



734 p.
160 F

Un film de
Jacques
Rouffio

Samedi 10 avril
à 20 h 30
sur France 3

FAYARD

Drewermann : nouvelle Réforme ou syncrétisme ?

Depuis sa sortie en Allemagne, en 1989, et en France, il y a un mois, le volumineux essai *Kloriker*, paru chez Albin-Michel, sous le titre *Fonctionnaires de Dieu* (le Monde du 4 mars), d'Eugen Drewermann est éperdument discuté dans les milieux intellectuels et croyants.

Le projet du théologien et psychothérapeute allemand de passer au scalpel psychanalytique le clergé catholique (prêtres et religieux) a été condamné par la hiérarchie de son pays. Il y a moins d'un an, il a été suspendu de toutes ses fonctions de prêtre et d'universitaire.

(Voir le Cas Drewermann-les documents, La Cerf, 298 p., 125 F.)

On ne peut extraire de ce dernier livre, *Fonctionnaires de Dieu*, de l'ensemble d'une œuvre imposante et étonnante (une vingtaine d'ouvrages remarquables) de cet auteur allemand de cinquante-deux ans, mêlant des commentaires d'évangélistes, des interprétations du *Petit Prince* ou des *Contes de Grimm*.

Son effort pour intégrer à la théologie catholique les grandes intuitions de la Réforme, de l'*Aufklärung*, des sciences humaines et de la modernité suscite un grand intérêt dans les cercles progressistes du catholicisme et dans les Eglises protestantes. Mais pour d'autres, Drewermann est l'avocat d'un dangereux syncrétisme, voulant instaurer, sur les débris de l'Eglise hiérarchique, une religion des temps « postmodernes », intégrant à l'héritage du christianisme la nébuleuse mystico-ésotérique et l'écologie.

On ne peut traiter Drewermann par l'indifférence, ni par le mépris.

Nous avons réuni trois points de vue : celui de Philippe Julien, psychanalyste ; celui de Bernard Lauret, théologien, directeur littéraire du Cerf, qui approuve cette volonté de renouveau du christianisme par un retour à l'individu et à la subjectivité ; celui de Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, membre de la Commission théologique internationale et ancien recteur de l'Université catholique de Paris, qui dénonce dans *Fonctionnaires de Dieu* la « caricature » du catholicisme au profit d'une mystique vécue de la nature, de caractère syncrétique et panthéistique.



H.T.

Aux antipodes des béatitudes

Un catholicisme caricatural et une utopie religieuse plus proche du « New Age » que du message du Christ

L n'y a pas lieu a priori de contester à Eugen Drewermann le droit d'écouter la théologie avec des oreilles psychologiques. Son livre pourrait contribuer assurément à une critique constructive de la manière dont l'Eglise hiérarchique (évêques, supérieurs religieux, supérieurs) comprend ou ne comprend pas le vécu, souvent difficile, des prêtres, des religieux et religieuses et d'autres sans doute.

Même si en langue française nous sommes déjà abondamment fournis en études sur la psychogenèse de la vocation religieuse, quiconque veut comprendre le cheminement biographique d'un clerc de l'Eglise catholique devrait être attiré par le projet de *Fonctionnaires de Dieu* : « Passer au crible de la psychanalyse la vocation et la condition cléricales ».

Telle a été notre disposition d'esprit en nous plongeant dans

ce volumineux essai. Nous n'avions pas voulu nous laisser arrêter par l'activisme éditorial du lancement du livre et pas davantage par le ton militant des commentaires « alignés ». Nous ne souhaitons pas non plus donner trop d'importance à la surprenante décision méthodologique qui, bien que masquée, gouverne l'ensemble : l'isolement du catholicisme parmi toutes les formes de religion et, au sein même de la population catholique, l'examen exclusif des clercs. Il fallait, malgré tout, passer outre et accepter de se laisser guider dans l'analyse d'une question essentielle : la vocation, ma vocation.

Hélas, dès les premières pages, on saisit que tout est déjà dit. Ce livre, en dépit de quelques rafraîchissantes oasis, est un verdict sans appel. Aux yeux d'Eugen Drewermann, il existe une névrose cléricale spécifique. Celle-ci a une cause unique : l'institution Eglise.

Dès lors, la thérapie s'impose : quitter cette institution si, par malheur, vous appartenez à la cléricature. Cessez de poursuivre l'idéal impossible et pervers des conseils évangéliques de pauvreté, d'obéissance et de chasteté. Tel que le propose l'Eglise catholique, cet idéal vous dévore corps et âme. Il fait de vous des « fonctionnaires de Dieu ». Vous y trouvez peut-être votre compte, mais c'est sur la base de l'hypocrisie et de la dépersonnalisation.

La progression dans la lecture ne peut que confirmer cette première impression. Drewermann cherche à établir la loi d'ensemble expliquant la naissance et le développement de la vocation cléricale. Il pense y parvenir en mettant à nu les conditions perverses de l'élection des vocations dans la première enfance. C'est au moment où se forme la psychologie du sujet que la prédis-

position à l'état de clerc trouve ses racines. Au sentiment d'être « de trop », dans une existence qui n'aurait pas dû avoir lieu, l'enfant opposerait le désir compensateur de se donner et de s'offrir, à l'image de sa propre mère, sacrifiée à son mari. Dans cette constellation familiale, le père est pour cela même mal accepté, voire refusé par l'enfant.

Le « sacrifice » de la vie deviendrait alors la source psychique du désir du don de soi à la grande cause du salut du monde. L'institution Eglise découverte comme médiatrice maternelle, tutélaire et inflexible qui peut tout exiger de ses enfants et de ses serviteurs. Le clerc est, par l'Eglise, le serviteur de tous ; mais « ce n'est pas simplement volonté de sa part, c'est sa réalité psychique ».

« L'abominable théologie catholique du sacrifice »

Personne, parmi les clercs, ne semble donc pouvoir échapper à la lumière projetée sur sa vocation. Drewermann nous avertit : « Plus le forage psychanalytique va profond, plus il agit à la manière d'un éton qui se resserre en réduisant l'espace des faux-fuyants et des échappatoires et en s'obligeant à s'avouer ce que l'on est. » Cette phrase qui se développe, à la façon d'une gravure de Goya, sur un rythme proprement sadique (étouffement progressif et on n'en réchappera pas) trahit son auteur. Nous ne sommes pas des personnes appelées à dire dans l'action de grâce qui nous sommes : « On est

obligé à s'avouer ce que l'on est. » Chaque mot ici a sa violence spécifique.

C'est pourquoi, malgré ses caressantes propositions de thérapie, *Fonctionnaires de Dieu* est littéralement une tragédie. Une fatalité écrasante plane sur ce monde d'hommes et de femmes « ratés » dès le sein maternel. Il n'y a d'issue que s'ils renoncent à ce qui, jusque-là, a constitué leur vie.

Il n'est donc pas surprenant dans ce contexte que « l'abominable théologie catholique du sacrifice » fournisse l'un des épouvantails agités par Eugen Drewermann. Comment l'auteur et ceux qui le consultent comme thérapeute se représentent-ils la théologie catholique du sacrifice ? Aucune des réflexions théologiques acquises ces dernières décennies n'a pu encore, semble-t-il, parvenir jusqu'à eux.

Sous le mot de « sacrifice », Drewermann se réfère toujours à la souffrance voulue par Dieu et offerte par l'homme comme une dette mystérieuse à une divinité implacable. La représentation archaïque du sacrifice, dont l'Ancien et le Nouveau Testament ont souligné, pour la combattre, la perversité religieuse, paraît continuer de s'imposer aux psychologies analysées par Drewermann. Nous touchons là l'une des énigmes du livre.

Une mystique vécue de la nature

Plus généralement, la théologie qui est présentée en bien des pages comme « catholique » ne peut que susciter scandale et réprobation. Qu'est-ce donc que ce « catholicisme caricatural » auquel l'auteur oppose complaisamment les pensées les plus séduisantes de Luther ? Drewermann surcharge la noirceur du catholicisme pour précipiter sur celui-ci la dérision des « modernes ». Les pages relatives à la Vierge Marie sont les plus révélatrices de ce procès discutable.

Quant à la figure de Jésus, en « anarchiste », poète, thérapeute ou « chamane », elle se dissout dans l'in vraisemblance. Comment la personne du Christ imaginée par Drewermann aurait-elle pu marquer à jamais les Apôtres ?

Finalement, Drewermann lèvera son masque : « *Demain, il n'y aura plus qu'une seule forme de religion, celle d'une mystique vécue de la nature.* » A moins encore que ce ne soit cette appréciation qui dise l'essentiel : « *De nos jours, c'est ce genre de mystique de la nature que tente de promouvoir le mouvement du New Age en faisant appel à des éléments de l'hindouisme et du taoïsme.* »

New Age, mystique vécue de la nature, religions orientales... On comprend que l'appel du Christ à le suivre, lorsque des hommes et des femmes y répondent, ne puisse que déchirer cette enveloppe de conformité immobile et narcissique.

On comprend aussi que Drewermann n'ait à proposer comme thérapie que le retour rassurant dans un monde où la liberté n'a plus de part puisque, a priori, on ne peut imaginer un dépassement des déterminismes... et que pour être heureux (ou plutôt satisfait), il suffirait de se laisser porter par ces mêmes déterminismes, en confondant cette étreinte avec l'infini des possibilités de l'Amour. Quoi qu'en dise Drewermann, nous sommes aux antipodes des béatitudes.

Pierre Eyt

Le Monde de l'éducation

EXCLUSIF

LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

Spécialité par spécialité, établissement par établissement, les résultats obtenus par les instituts universitaires de technologie (IUT) et par les lycées et les écoles qui préparent aux brevets de techniciens supérieurs (BTS). A lire absolument avant de choisir son établissement.

• ENQUÊTE : PROFS EN BANLIEUE DES ENSEIGNANTS SE BATTENT CONTRE L'ÉCHEC

Dans certaines banlieues, les enseignants vivent une épopée quotidienne : violences, cliques échauffées, environnement social destructeur. Héros malgré eux, ils sont amenés à faire face, c'est-à-dire à faire travailler leurs élèves. Ainsi, la banlieue est devenue un formidable laboratoire d'innovations qui serviront, demain, dans des quartiers moins difficiles.

• REPORTAGE : LES LANGUES EN MATERNELLE

Quelques écoles et quelques régions expérimentent l'enseignement des langues à la maternelle. Depuis une séance de jeux ou de chansons par semaine jusqu'à un enseignement véritablement bilingue, les initiatives sont multiples, mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous.

NUMÉRO D'AVRIL 1993 - 25 F.

ÉDITÉ PAR LE GROUPE EDITORIAL DU JOURNAL

فكرنا من الأصل

Sur les ruines des Eglises

Drewermann souhaite de nouveaux rapports entre la religion et une modernité où domine le sujet

L EDITION originale de Kierkegaard porte en jaquette de couverture une peinture du grand peintre romantique allemand Caspar David Friedrich, l'abbaye dans un bois de chênes. Ce tableau en rappelle un autre, plus explicite, à la galerie Nationale de Berlin : les Ruines d'Eldena. On y voit une petite maison adossée aux restes d'une église en ruines et envahie par des arbres verdoyants. A peine distingue-t-on deux êtres humains qui habitent ce lieu marqué par l'infirmité du ciel et l'immensité de la nature.

Image ambiguë au premier abord, puisque l'œil est immédiatement attiré par de gigantesques pans de murs qui évoquent ces nombreuses églises abandonnées ou sécularisées, dont les pierres ont été vendues ou subtilisées pour construire ailleurs, à moindre prix, de solides maisons. Tel n'est pas le cas ici : c'est dans l'église elle-même que deux individus ont élu leur demeure et se sont réappropriés ses pierres consacrées pour vivre en symbiose avec la nature. Pour le grand peintre chrétien du dix-neuvième siècle allemand, seule la foi conquise intérieurement, par un langage poétique et épuré dans la nature, peut surmonter le dogmatisme de l'église et l'angoisse de la solitude humaine.

Plus d'un siècle et demi plus tard (ce tableau est daté de 1825), le motif évoqué par Drewermann prend une actualité nouvelle. Les Eglises d'aujourd'hui, plus qu'hier, ont vu leur façade monolithique se lézarder. Mais si elles sont loin d'avoir perdu toute influence sur la société, leurs paroles ne tombent plus d'une chaire en s'imposant sans discussion. Les individus, croyants ou non, les utilisent pour leur propre projet : plus qu'ils ne leur obéissent et c'est avec ces matériaux qu'ils construisent leur propre demeure. Fallait-il cet ébranlement d'une Eglise qui s'était édifée en contre-société pour qu'elle redevienne ferment historique de vie ? Certains ont souffert de cette Eglise intransigente et se sont retrouvés l'âme et le cœur en morceaux. L'église en

ruines, c'est en eux qu'ils la portent. A ceux-là, Drewermann sait s'adresser sur un registre, psychologique et poétique, qui les réconcilie avec la foi. Théologie populaire, pourrait-on dire.

Mais son approche recoupe un mouvement décrit et analysé avec plus de rigueur par la sociologie de la religion. Dans *Dieu change en Bretagne*, par exemple, Yves Lambert explique la fin de « la civilisation paroissiale » et surtout une « économie du salut » recentrée sur la terre et la relation affective à Dieu. Danièle Hervieu-Léger étend le débat à d'autres terrains et pose les questions de fond sur cette mutation profonde (*Vers un nouveau christianisme ?*).

Le retour à l'intériorité

La baisse de la pratique, la perte d'identité des prêtres et pasteurs, les nouveaux mouvements religieux (charismatiques et autres), de même que les oscillations entre restauration et prophétisme témoignent de nouveaux rapports entre la religion et une modernité elle-même contestée. « Valorisation de l'adhésion, primat de l'expérience individuelle sur la référence à la tradition, subjectivisation des croyances, fluidité des engagements communautaires... », écrit Danièle Hervieu-Léger. Ces traits de la religion des communautés émotionnelles dessinent-ils la figure d'un christianisme post-moderne en train d'émerger ?

Drewermann s'inscrit partiellement dans la situation ainsi décrite. Certains n'ont voulu voir en lui qu'un destructeur des dogmes et de l'autorité, le cheval de Troie de la modernité rationaliste et de la « subjectivité protestante » dans la tradition catholique. Cette réputation d'« iconoclaste » — lui, le défenseur du rêve et de l'imagination — s'est faite surtout à partir d'interviews plus ou moins retentissantes, en particulier dans le *Spiegel*. En fait, son cœur est ailleurs et pas seulement

dans l'*Aufklärung* (dont il accueille pleinement la légitimité) : dans la grande protestation romantique, c'est-à-dire le retour à l'intériorité, à l'âme, oubliée par une certaine modernité.

Celle-ci, en posant l'autonomie jusqu'aux limites de l'universalité (de la raison), s'épuise et se heurte aux limites d'un « progrès » scientifique et technique qui oublie le sujet individuel. Or, si l'individu est au cœur du romantisme, c'est parce qu'en lui seul se pose durablement la question du rapport du fini à l'infini et de leur séparation, question religieuse par excellence. Albert Béguin a fort bien décrit dans *l'Âme romantique et le rêve* la nostalgie d'un âge d'or de l'enfance, des contes populaires, des mythes primitifs — et l'on sait la place qu'accorde Drewermann à cette littérature populaire, aux mythes et, dans ce livre, aux chamanes — la nostalgie (ou l'anticipation) d'un état d'avant la séparation : « Ainsi la poésie serait une réponse, la seule réponse possible à l'angoisse élémentaire de la créature enfermée dans l'existence temporelle ».

C'est donc dans cette sensibilité culturelle, réhabilitée à travers Schelling et Kierkegaard d'abord, et non dans la psychanalyse, que se trouve définie chez lui l'angoisse. Chez Drewermann, la foi ne doute pas de son objet et elle se doit d'abord de surmonter cette insidieuse séparation en trouvant l'infini en soi (dans l'âme) et hors de soi (dans la nature).

L'analyse d'une résistance

C'est pourquoi le tableau de Caspar David Friedrich par lequel le livre débute, arborant vigoureux — arbre du paradis, *axis mundi* et poutres de la croix — et que ces ruines elles-mêmes sont dominées par une tour, timide ébauche de cette flèche pointée vers le ciel que Goethe a voulu réhabiliter dans la cathédrale de Strasbourg et qui exprimait cette pulsion de vie que

les romantiques admiraient tant dans le gothique. Cet arrière-plan doit être présent à l'esprit pour ne pas se méprendre sur l'œuvre de ce théologien dont les *Fonctionnaires de Dieu* ne représentent pas le message central, mais plutôt la « résistance » que celui-ci a rencontrée dans l'Eglise.

Il suffit de la comparer au texte lumineux de son *Évangile de Marc*. Il n'est donc pas surprenant que cet ouvrage nous offre de temps à autre plus proche du naturalisme parfois sordide (à la Zola) que du romantisme : partant, il néglige de faire ressortir la « génie » individuel des clercs et se cantonne à un « type universel » contraire à l'esprit de sa pensée. Rien n'est dit par exemple du « génie » des fondateurs, ni des espaces de liberté qu'ils ont ouverts. Seule la dernière partie, dans la perspective junguienne de l'individuation, renoue avec l'inconscient romantique non fondé sur le refoulement.

Mais l'analyse des résistances, dans une perspective freudienne plus classique, a aussi son avantage. Elle met en garde contre les ruses des mécanismes de défense qui éviteraient aux individus comme aux institutions de se remettre en question et d'accueillir la liberté de l'esprit. Nul ne peut plus s'abriter alors derrière un discours « scientifique » ou infaillible excluant le sujet, l'homme de désir, acteur d'une histoire et d'une interaction sociale.

L'écart est pourtant grand entre une problématique de l'individu dominée par l'authenticité du moi et celle du sujet. Celui-ci ne se définit pas seulement à la première personne, celle qui advient là où les pulsions dominent, mais se définit aussi par des tâches (ce serait-ce que parce que le bonheur de l'individu dépend aussi de la reconnaissance sociale). Or, la figure du chaman ne correspond pas à la division des rôles d'une société industrielle et démocratique. Et celle du prêtre aussi est en pleine mutation.

Bernard Lamret

Théologie en liberté

INTRODUCTION A L'ÉTUDE DE LA THÉOLOGIE

Sous la direction de Joseph Doré, 3 tomes. Desclée, 1 800 p. Les deux premiers tomes 289 F, le troisième 225 F.

L'heure est aux « sommes » : manuels, catéchismes, synthèses de toutes sortes et en tous domaines. Indices d'un temps avide de repères et soucieux de reformuler un savoir atomisé et fracturé par deux décennies de doutes, d'incertitudes d'un air gourd. Symptôme d'une société en mal d'invention qui se replie sur des identifications frileuses, s'inquiète d'autres.

La publication récente de l'*Introduction à l'étude de la théologie* — trois tomes épais et serrés, sous la direction vigilante de Joseph Doré, doyen de la faculté de théologie de l'Institut catholique de Paris — pourrait à première vue tomber sous le coup de ces deux diagnostics. 1 800 pages, une trentaine de collaborateurs, des index soignés, des outils de travail précis, des bibliographies abondantes, des instruments de recherche... Tout y est.

Pourtant — c'est l'originalité de ce travail — rien n'y est envisagé comme définitif. La théologie s'en trouve bien. Elle est à sa juste place : un itinéraire qu'on peut, qu'on doit penser en toute disponibilité. Un parcours libre et libérateur à la mesure de l'« objet » qui en est le centre, sans en être l'obsession : Dieu qui se révèle gratuitement à l'homme et l'invite à une réponse personnelle et autonome, à la suite du Christ partageant la condition de l'homme.

Il s'agit bien d'un « manuel », c'est-à-dire d'une méthode qui accompagne sans donner la réponse, qui éveille sans afforcer. Mais que veut dire « introduction à la théologie » dans le contexte culturel actuel, pour une discipline si érudite ? La conviction portée par l'ouvrage est nette : la théologie est « pluriforme ». Elle se construit avec des « partenaires ».

Elle doit être travaillée selon des méthodes spécifiques, dépendantes d'une époque, d'un lieu et d'une culture. Joseph Doré le souligne clairement : « Le propos d'introduire à la théologie ne saurait signifier que l'on entend conduire seulement à un type de théo-

logie, donnant du même coup à penser que ce serait l'unique. » Son manuel met effectivement en œuvre une démarche qui permet une pluralité d'approches.

Tout tient aussi à la nature des partenaires. Pour d'autres sensibilités, la question serait d'emblée résolue : le vrai partenaire, le seul autorisé, est le croyant. Certes, ce parcours théologique se propose comme une présentation de la foi chrétienne, mais un tel dossier ne peut que déboucher le cadre strict de l'institution croyante. Il lui faut être disponible à des rencontres instantanées, au cœur de la culture du temps. La parole adressée à des croyants, à des chrétiens, vérifie aussi sa validité dans le dialogue avec les non-croyants.

Litanie d'assurances ou espace de débat

La théologie cède sa place sur une « scène ». Elle ne descend pas du ciel, tout armée pour le combat de la foi. Recherche intellectuelle, elle ne saurait s'installer dans un splendide isolement. Elle se construit dans des milieux où elle entre en symphonie avec d'autres sensibilités, d'autres disciplines. En évoquant, dans le troisième tome, quelques-uns de ces lieux (instituts catholiques, colloques, rencontres œcuméniques, grandes revues, centres de formation pluridisciplinaire), l'ouvrage de Joseph Doré montre une discipline en dialogue.

Cette conception souligne l'humilité de la démarche théologique. Celle-ci se dévaloriserait à n'être qu'une litanie d'assurances. Les lieux théologiques doivent être des espaces de débat au cœur de la culture, au risque des frémissements de l'institution.

Le manuel de Joseph Doré est à prendre comme une invitation à penser, à oser le chemin de l'intelligence de la foi. Il ne nous épargne pas l'austérité. L'exigence intellectuelle est à la mesure de la préférence pour Dieu, source de la foi chrétienne. Mais il ne nous égare pas dans les impasses de la pieuse certitude. La passion de dialoguer avec les fortes questions du temps est présente à chaque étape du développement. Ainsi peut-il soutenir que la théologie est « l'affaire de tous ».

Lac Paréydt

« La nostalgie d'une unité primitive »

Un entretien avec le psychanalyste Philippe Julien

« Quel jugement portez-vous sur le travail psychanalytique d'Eugen Drewermann ? »

— On ne peut extraire de son livre, *Fonctionnaires de Dieu*, de l'ensemble de son œuvre. Drewermann fait un travail réel d'analyse quand il examine la manière dont la vérité atteint l'homme et le bouscule. Sa grande intuition est que la vérité nous parle de mille manières, par un conte, par un dessin d'enfant, par un mythe des religions antiques, par un rêve, par une légende ou un cri de détresse d'un inconnu, bref par tout ce qui peut avoir la forme poétique ou symbolique de la fiction. Elle ne se manifeste pas nécessairement selon des catégories maîtrisées, établies, institutionnelles comme les Eglises. Elle parle indépendamment de tout lieu privilégié.

— Et, pour lui, le personnage de Jésus est précisément celui qui accueille pleinement la vérité, là où elle passe et où elle parle : « Jésus n'est ni moins ni prêtre, écrit-il, mais prophète et poète, vagabond et visionnaire, médecin et confident, prédicateur ambulatoire et troubadour, arlequin et magicien de la miséricorde éternelle et insaisissable de Dieu ». Jésus fascine Drewermann parce que c'est l'homme-Dieu qui fait sauter toutes les barrières : entre le juif et le non-juif, entre le pécheur et le juste, entre l'enfant et l'adulte, entre l'homme et la femme. La vérité parle hors des repères de ceux qui savent, hors des dispositifs du pouvoir établi qui, lui, au contraire, élève les barrières, sépare et divise.

— Mais de quel droit juger des « clercs » avec l'aide de la psychanalyse ?

— Drewermann cherche à mesurer les écarts entre cet accueil de la vérité et la situation du clergé. Pour cela, il fait appel à l'étude psychanalytique. Il en fait même l'instrument de toute une critique de l'appareil ecclésial. Je sais que cette méthode a soulevé beaucoup d'objections en Allemagne et aujourd'hui en France,

mais certains commentaires sont injustes.

— D'abord, Drewermann ne dit pas que c'est l'institution ecclésiale qui crée la névrose. Il dit qu'elle est complice de motivations névrotiques prélatées à toute vocation religieuse. Elle masque la névrose et l'entretient grâce à un processus de forte identification du sujet à l'institutionnel. C'est ce qu'il écrit, au cours de centaines de pages d'une richesse inouïe.

— Pour lui, les « sujets » qui demandent à entrer dans le clergé ont vécu leur enfance dans une telle « insécurité ontologique », une telle angoisse inhibitrice, qu'ils cherchent, dans l'Eglise, un lieu privilégié, qui leur donne une identité et le sentiment d'une utilité sociale. Ils vont jusqu'au sacrifice de leur subjectivité pour s'identifier aux traits objectifs d'une institution. Drewermann en conclut qu'il y a une « dépersonnalisation ». En langage freudien, leur « moi » s'efface au profit d'un « surmoi », s'efface au profit d'un « surmoi » sévère, rigoureux, car ils sacrifient non seulement leur subjectivité, mais aussi leur jugement, leurs pulsions, leurs désirs. Ils abdiquent leur opinion pour épouser le discours officiel de l'institution et conformer leur vie à tout ce qu'elle exige.

— Mais entendons-nous bien : il ne s'agit pas d'analyser des sujets malgré eux. « Ce que nous avons décrit », dit Drewermann, « c'est un modèle qui prétend refléter non pas, certes, la vie de chaque clerc en particulier, mais bien la réalité de ceux qui correspondent vraiment au modèle qu'on a voulu leur inculquer ». Il n'analyse que des structures, à la manière, par exemple, de Michel Foucault mettant en évidence des dispositifs de pouvoir et des stratégies institutionnelles au nom d'un certain savoir.

— Ce faisant, Drewermann pose l'un des problèmes-clés de cette fin de siècle : celui du rapport, souvent

contradictoire, entre le droit à la subjectivité, à l'expérience personnelle, et l'appartenance à une institution pour y accomplir telle ou telle fonction. En ce sens, les psychanalystes connaissent le même type de problèmes que les théologiens. En fait, ils peuvent être partagés entre leur expérience personnelle acquise sur le divin et leur appartenance à une institution. N'oublions pas que Lacan a été obligé de quitter l'Association internationale de psychanalyse créée par Freud.

« Une vision panthéiste du monde »

— Mais s'il ne juge pas des sujets, l'utilisation de la psychanalyse est-elle légitime pour contester une institution ?

— On sent chez Drewermann le désir de relever le défi de la critique de la religion que fait la psychanalyse. Mais il le fait par un « déparage ». D'un côté, il prend la psychanalyse pour la mettre au service d'une critique de l'institution, en quelque sorte pour la purifier. De l'autre, il la rejette pour tout ce qui concerne le mythe même de la Révélation, considéré comme intouchable. Et c'est en cela qu'il est avant tout théologien. Il juge, fait des citages, fixe des frontières, comme le faisaient déjà les théologiens hier par rapport au marxisme. C'est typique d'une position théologique qui consiste à dire : on le réabsorbe, ou je le rejette.

— Il est dans la lignée de théologiens qui ont du mal à accueillir la nouveauté irréductible du monde moderne, par exemple la distinction entre l'individu et l'institution, la corps et l'esprit, la religion et la médecine, le travail et le loisir, l'homme et la femme. Au fond, il est anti-moderne, dans la lignée de Jung et des grands romantiques alle-

mands, qui avaient la nostalgie d'une sorte d'unité primitive, d'une vision globalisante, holistique du monde et même panthéiste, nourrie du sentiment que beaucoup a été perdu avec la technique, la science et la rationalité.

— Quel besoin le pousse, dans cette hypothèse, à passer à l'écriture, à la contestation publique de son institution ?

— Parce qu'il y a en lui une sorte d'appel, une demande. Celle d'un maître pour aujourd'hui, à l'image du Jésus « poète et prophète ». Un maître, c'est-à-dire quelqu'un qui soit au-dessus de toute règle institutionnelle, qui crée des préceptes, mais s'en libère, qui ait, comme écrit lui-même Drewermann « le pouvoir poétique de la parole et de l'invention ». Le maître, c'est celui qui ne s'embarrasse pas d'une fonction. Il vit, il est imprévisible et il invente. Drewermann aurait voulu trouver ce maître en ce lieu qu'est l'Eglise, et il a été déçu.

— En ce sens, il reprend la demande de Luther, celle de Nietzsche ou de Kierkegaard. Chez ces trois-là, la révolte, la contestation viennent de la faiblesse des maîtres qu'ils ont en face d'eux. C'est la raison aussi de la souffrance de Drewermann et du procès qu'il fait aux autorités de son Eglise : au fond, vous n'êtes pas de vrais maîtres. Vous n'êtes que des fonctionnaires !

Propos recueillis par Henri Tineq

o Conférence d'Eugen Drewermann à Paris. — Eugen Drewermann donnera une conférence sur le thème « Angoisse et exclusion », à Paris, jeudi 22 avril à 20 h 30 au temple de l'Eglise réformée de l'Etoile (54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris).

Autres parutions

• *La Femme au temps de la Bible*, de Josy Eisenberg. D'Eve à Marie, en passant par Sarah et Rebecca, Deborah, Judith et Esther, Anne et Elisabeth, la Bible est aussi un livre de femmes. Avec l'art du récit qu'on lui connaît de ses émissions télévisées, Josy Eisenberg évoque toutes ces figures marquantes de l'Ancien et du Nouveau Testament, le statut de la femme de l'époque, et toutes les questions « modernes » (mères porteuses, stérilité, contraception) auxquelles la Bible donne déjà des éléments de réponse. (Stock, 447 p., 140 F.)

• *En haine de l'Evangile*, de Charles Molette. Charles Molette, dont la compétence d'archiviste de l'Eglise est reconnue en France et au Vatican, traite ici des conséquences du décret du 3 décembre 1943 pris par les nazis contre les Français militants des mouvements d'action catholique, engagés auprès des travailleurs requis en Allemagne de 1943 à 1945. L'auteur révèle les complicités du régime de Vichy contre ces Français, mais aussi le soutien apporté par une partie du clergé catholique allemand. (Fayard, 382 p., 170 F.)

• *Femmes de Dieu*, de Mariapa Bonaparte. Journaliste italienne, Mariapa Bonaparte a mené pour l'hebdomadaire *Nostro Tempo* de grandes enquêtes sur les femmes. Elle montre les mutations intervenues dans les

grandes congrégations religieuses féminines. On peut trouver dans les couvents ici une ancienne prostituée, là une ex-détenue ou une droguée. Mariapa Bonaparte retrace des itinéraires de vocation et montre des femmes plus épanouies que ne le laissent entendre les images classiques de l'univers religieux féminin. (De Fallois, 260 p., 125 F.)

• *Alexandre Men, un témoin pour la Russie de ce temps*, d'Yves Hamant. Dans les troubles que connaît la Russie post-communiste, Alexandre Men, prêtre orthodoxe tué à coups de hache le 9 septembre 1990 dans la banlieue de Moscou, fait figure de témoin, mais aussi de prophète. Au moyen de textes et d'illustrations superbes, Yves Hamant retrace la vie et l'itinéraire spirituel d'un martyr appelé à compter dans une société remplie d'attentes spirituelles et une Eglise qui a du mal à s'inventer un nouvel avenir. (Éd. Mame, 206 p., 185 F.)

• *Pratiques de la prière dans la France contemporaine*, sous la direction de Michèle Bertrand. En France, comme dans d'autres sociétés sécularisées, la prière est une pratique en hausse. Pour la première fois, une approche collective, celle du sociologue, du linguiste, du psychologue tente de mieux cerner et de comprendre « scientifiquement » ce phénomène. (Le Cerf, 220 p., 115 F.)

Espaces d'espaces

LE VIRTUEL
de Philippe Quéau.
Ed. Champ Vallon/Institut
national de l'audiovisuel,
220 p., 130 F.

Un voyage dans des lieux mystérieux. C'est ce que nous propose Philippe Quéau, un des grands spécialistes français des images de synthèse, fabriquées par ordinateur à partir de modèles logico-mathématiques. Films de fiction, bandes vidéo, clips, jeux électroniques nous ont entraînés dans ces paysages artificiels où les aventures les plus saugrenues arrivent à des ersatz d'hommes ou de femmes. A moins que l'on mélange les genres, le réel et le virtuel, ou que l'on se serve de ces deux techniques pour simuler un environnement, des situations et calculer les réactions d'un sujet qui conduira plus tard une voiture automobile, pilotera un avion ou deviendra cosmonaute.

En fait, notre auteur - s'il dit l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur l'histoire et les réalités de ces nouveaux horizons - s'intéresse beaucoup plus à la singularité de ce mode d'expression. Cette « réalité intermédiaire » pose, comme tout ce qui sort des technologies de pointe, la question des chances et des risques.

Nos horizons s'élargissent, ces « espaces d'espaces » nouveaux permettant à l'imagination de s'altérer à d'autres normes, la dialectique du sensible et de l'intelligible se modifie, un langage se crée sous nos yeux.

« L'image échappe à la sphère des métaphores pour entrer dans le monde des modèles », et il est possible de créer un aller-retour entre le modèle et l'image. Féconde interactivité mais risque de « déréalisation » dans cette multiplication des pseudo-mondes,

dans cette foire aux illusions. Et l'on sait combien dans les jeunes générations le virtuel peut devenir une drogue par l'intermédiaire des jeux électroniques.

Philippe Quéau explore aussi les nouvelles possibilités de ce système, par exemple la « télé-virtualité » conduisant à des communautés virtuelles grâce au futur Minitel où les messages permettent de rencontrer d'autres personnes empruntant un « corps virtuel » synthétique, réaliste ou imaginaire.

« La vérité de l'illusion »

Le plus fécond de son ouvrage tient dans ses réflexions très poussées sur le statut des images de synthèse. L'identité du réel et du rationnel, chère à Hegel, est ici remise en cause : les mondes nouveaux créés par l'homme ne sont pas réels mais essentiellement rationnels puisque d'essence logico-mathématique. Nous sommes dans « la vérité de l'illusion ».

Notre auteur, dans sa manière d'écrire, de creuser au plus profond, d'accéder à des concepts nouveaux par élan et contraction, lyrisme et dépouillement, nous fait penser à cette « respiration » d'Yves Stourdz, trop tôt disparu. La dernière partie de son ouvrage sur la méditation esthétique, éthique et philosophique à partir de mots-clés, est un modèle du genre.

P. D.

★ On lira aussi avec profit sur le même sujet : la *Réalité virtuelle*, de Howard Rheingold, qui vient d'être publié chez Dunod (traduit de l'anglais, Eds-Unit, par Lionel Lambroso et Amick Morel, 404 p., 148 F.). Sans doute l'ouvrage le plus complet sur les origines et les applications des images de synthèse.

Un nouveau croisé

Quand un essai sur la franc-maçonnerie dérape sur les dangers de l'islam

MÉDITATIONS
DANS LE TEMPLE

de René Defez.
Gallimard, 288 p., 120 F.

Voici un livre qui, sans rien apporter de très original, réussit le tour de force d'être déconcertant. Est-ce une raison suffisante pour que Gallimard le publie dans la prestigieuse collection « L'Infini » ? On peut en douter. Certes, le thème en est alléchant : il s'agit d'une série de cinq essais consacrés à la symbolique maçonnique. Au cas où nous n'aurions pas compris, la couverture précise que leur auteur « appartient à un important ordre initiatique français dont il détient le

plus haut grade ». Jusque-là tout va bien. Encore qu'il ne soit pas nécessaire d'être un grand initié pour savoir que chez les maçons ces questions de grade n'ont qu'une valeur très relative, et qu'il n'est guère d'usage de se vanter de celui qu'on possède.

Ensuite, les choses se compliquent. Le style de ces méditations est si alambiqué qu'il en décourage l'accès. Et puisqu'on parle d'alambic, signalons au lecteur qu'une bonne connaissance de l'alchimie, de l'héraldique et de la glose ne lui sera pas inutile pour aborder certains passages particulièrement abscons.

Une fois le scus de ces derniers éclairci grâce à un dictionnaire d'an-

cient français, on s'attend à quelques révélations. Hélas, on tombe de haut. Tout se passe comme si René Defez avait surtout eu à cœur de nous transmettre un double message. D'une part, selon lui, l'humanité aurait plus que jamais besoin d'esprits courageux, capables de réfléchir calmement aux vastes problèmes que la menace. D'autre part, ces esprits libres, sans mépris, devraient prendre garde à ne point se laisser égarer par les enseignements de celles-ci, nécessairement insuffisants aux yeux de l'humaine raison. Double message incontestablement sympathique - mais pas vraiment original.

Et puis soudain, page 156, tout bascule. Au milieu d'une méditation sur « l'évangile de saint Jean », dont il n'est pas le premier à dénoncer l'inspiration antijudaïque, source essentielle de l'antisémitisme chrétien - Defez dérape, allez savoir pourquoi, sur les dangers de l'islam. Confondant celui-ci avec l'islamisme, il se laisse brusquement aller à d'étranges écarts de langage. Mêlant allègrement Arabes et musulmans, il les érige sous les mêmes invectives pour finalement les rendre responsables, en bloc, du déclin de l'Occident.

Rémiscences
médiévales

On ne s'attendait guère à une telle diatribe qui ne peut que susciter de fâcheux échos. Pour qui donc route René Defez ? Voudrait-il nous ramener au beau temps des croisades ? Se prend-il pour un nouveau templier ? Entend-il lever une armée afin de libérer Jérusalem ou bien tout ce discours a-t-il un sens caché, si caché qu'on ne l'apercevrait même pas ? Bornons-nous à hasarder une hypothèse. Comme Don Quichotte, Defez a l'esprit encombré de réminiscences médiévales. Celles-ci ne sont pas toujours plaisantes ni pertinentes et, de ce fait, nuisent quelque peu aux saines vertus que par ailleurs il prône. Du coup son livre dessert la philosophie maçonnique alors même qu'il prétend l'illustrer.

Christian Delacampagne

فكرنا من الأصل

Le poids de la communication

Conçue par Lucien Sfez, une encyclopédie de près de deux mille pages permet de s'y retrouver dans le réseau des pouvoirs informatiques et médiatiques

DICTIONNAIRE CRITIQUE
DE LA COMMUNICATION

Sous la direction de Lucien Sfez.
PUF, 1780 p., 1980 F.

Quatre kilos deux cents grammes ; près de deux mille pages en deux tomes ; trois cent quatre auteurs ; deux cent quarante-sept illustrations photographiques, près de 2 000 francs. Lucien Sfez devient le Cecil B. De Mille de la communication. Il a appelé ce monument *Dictionnaire critique*. « Critique » ? Certes, car chacun s'exprime en cherchant à sortir des sentiers battus. « Dictionnaire » ? Le mot est plus contestable. C'est plutôt d'une encyclopédie qu'il s'agit. Certes, dans chaque grand chapitre, on classe les thèmes par ordre alphabétique et un index général de onze pages à la fin du deuxième volume permet de suivre les sujets de A à Z (ou plutôt à W, car les trois dernières lettres n'ont pas trouvé preneur). Mais la conception d'ensemble est d'une tout autre rationalité.

Quatre grandes parties : « Les données de base » ; « Les théories opérationnelles » ; « Les grands domaines d'application » ; « Communication et société » enserment treize chapitres avec leur introduction, leur kyrielle de « thèmes » - qui sont autant d'articles plus ou moins longs, - leur conclusion, puis des biographies et un glossaire.

Tout cela s'entasse comme des poupées russes et produit un assez somptueux effet. Mais que nul n'entre ici s'il veut courir d'une traite jusqu'au bout. Il lui faudra graver tant de marches et pénétrer dans tant de salles - dont certaines assez obscures, il

faute le dire - qu'il arriverait éssangé à la sortie. En revanche, picorer pendant des jours deux ou trois heures de texte ouvre des horizons qu'il ne portait pas à l'angoisse.

La « communication », c'est l'auberge espagnole. On y trouve tellement ce qu'on y apporte qu'aucune définition des mots n'est donnée dans ce dictionnaire. Simplement, le chef d'orchestre nous dit tout de même qu'il a évacué... les transports (ponts et routes, chemins de fer, avions) !

On recule ici devant le jeu du catalogue pour épingler quelques points forts dans cette matière effervescente. Alain Cotta, qui trouve stupide de dire que le temps de l'information succède à celui de l'énergie, opère une distinction originale au plan économique entre la communication d'échanges de production, celle de loisir, et celle d'ordre (qui se signale, par exemple, dans les entreprises, par le curieux transfert du « personnel » en « ressources humaines »).

Pourquoi Pierre Legendre évacue-t-il la religion ou plutôt propose-t-il de renoncer à ce terme trop surchargé, dit-il, de renvoi au christianisme occidental ? Étrange, vraiment, à l'heure où la religion islamique, religion d'Etat, relance dans la politique internationale la communication dogmatique.

Des chemins
escarpés

Une bonne formule de René Lourau sur « l'institution ventriloque », celle qui, dans toute culture, parle par notre bouche, et une intéressante remarque de René-Jean Ravaud, voyant dans la conception américaine et moderne de la communication, une opposition au concept d'identité culturelle. « Identité » qui n'a cessé, justement, de hanter Jacques Berque, qui voit comme une caractéristique de notre temps la réémergence des identités des peuples et des cultures.

Jacques Ellul craint, lui, que la « communication placebo » se substitue à la démocratie, avec la mise en scène des hommes politiques, et dans ce sens, Alain-Gérard Slama écrit : « Les opinions, assénées comme des faits, obscurcissent d'autant plus les idées et font d'autant plus reculer le savoir que chacune, en soi, est souvent juste. » Lucien Sfez, dans son chapitre « Tautisme », relance ce néologisme fabriqué il y a cinq ans (1), qui lui sert de grille d'analyse pour comprendre la communication et dénoncer ses pièges. Concept issu de trois autres, « autisme » du sujet devant les machines à cracher les mots et les images ; « tautologie », car la société de communication ne dit rien de plus que « je suis social » ; « totalité » (voire « totalitaire »), car la communication est aussi un grand tout qui nous englobe et dans lequel nous sommes dilués. Le paradoxe déniché par Anne Cauquelin est que « le silence se loge dans le plus grand bruit qui soit », et surtout la solitude.

Les « concepts transversaux » que nous propose ensuite ce *Dictionnaire* offrent des chemins très escarpés. Il faut une puissance d'abstraction et de fortes connivences avec les auteurs pour s'y retrouver. Avec le chapitre sur « Les nouvelles techniques et leur usage », on retombe sur ses pieds. Pierre Musso distinguant fort bien les matériels, les contenus, les réseaux de diffusion, et Marc Guillaume contestant avec pertinence l'idée que l'informatique est essentielle au progrès de la productivité, surtout dans les services. Pourquoi ? Parce qu'il est de plus en plus difficile d'extraire des données pertinentes et que l'information qui ne sort pas des machines est souvent beaucoup plus importante.

La partie de l'ouvrage qui est consacrée aux « Théories opérationnelles » intéresse davantage les chercheurs et curieux déjà bien initiés. On notera la contribution de Georges Balandier sur les rapports interculturels, développant ses thèses sur « l'anthropologie comme exercice de communication », avec les multiples



registres porteurs d'information sur le terrain, mais aussi les obstacles opposés à l'entreprise de pénétration des cultures étrangères, ne serait-ce que du fait de l'équation personnelle du chercheur. Et Jacques Ellul montre qu'à 99 % il n'y a jamais eu, dans l'histoire, de société pluriculturelle, mais qu'une culture a finalement dominé les autres dans un ensemble social cohérent.

Rappel heureux par Bernard Pauré de l'origine étymologique de « communication », qui est la même que « communauté ». Et profil bas pour l'intelligence artificielle (IA), dont les prétentions sont heureusement rabattues par J. Pomian : « [Elle] cherche en réalité l'homomacule et non l'homme. » Lucien Sfez, lui aussi, critique les intégristes de l'IA comme HA. Simon. Pour les « sciences cognitives », Guy Tiberghien se demande s'il s'agit d'une mode passagère ou d'une révolution scientifique. Elles sont en tout cas bousculantes dans la mesure où elles se retrouvent au cœur de plusieurs disciplines, comme la psychologie expérimentale, la linguistique et les neurosciences.

Culture
publicitaire

Avec le deuxième tome du *Dictionnaire*, on aborde des paysages plus familiers. D'abord celui des mass media. François Balle distingue bien deux catégories de chercheurs : ceux qui s'intéressent surtout aux « émetteurs » de messages (Marcuse, Moles, Mac Luhan, Ellul) et considèrent qu'ils agissent comme une drogue incitant au conformisme, et ceux qui s'occupent d'abord des « récepteurs » (Berelson, Lazarsfeld, Cazesauve), insistant sur les réactions de défense ou de rejet. Interprétations trop « mécanistes » pour l'auteur, qui souhaite une approche « interactionniste », c'est-à-dire proche du contexte dans lequel les médias agissent.

Pour Rémy Rieffel, le rapport entre chercheurs et grand public est de plus en plus tributaire du triangle publicitaire, conseiller en communication, journaliste. Le travail des médiateurs est difficile, selon Lucien Sfez, car ils se situent à la fois du côté de la construction du message (information ou programmes) et du côté de la stratégie économique de leur firme.

Tout un chapitre aux multiples angles est consacré à la publicité, introduit par Denis Quénaud et Gérard Unger, pour lequel le principe de *metis* est le plus ancien de tous : ne pas faire naître la critique mais l'adhésion. Tout joue en économie concurrentielle sur la différence. « Vouloir être choisi, c'est perpétuer sa raison d'être. » Quant à la

« culture publicitaire », elle peut être nationale ou internationale, cela dépend de la maturité des marchés, des individus, des marques.

Jean Martin s'interroge, lui, sur le « droit de la communication », qui déstabilise les cadres juridiques traditionnels. Comment protéger les logiciels ? Quel peut être le régime douanier de l'information ? Quelle sorte de loi nationale est applicable aux communications par satellite ? La communication politique n'est évidemment pas oubliée par J. M. Coteret et C. Emeri, qu'ils définissent ainsi : « Echange d'information, entre gouvernants et gouvernés par des moyens, formels ou informels, pour conquérir le pouvoir ou bien l'exercer. » Il peut s'agir aussi bien d'alliances que de défilés, de sit-in, d'airs de musique en Afrique, de dazibao en Chine. Le débat est sans fin, concernant l'influence des nouvelles techniques sur les choix des citoyens, mais en période électorale il faut se rappeler, dit-il, qu'on n'impose plus mais qu'on sollicite.

François Dagognet et François Guiry parlent ensuite de la vulgarisation scientifique, et Georges Balandier ouvre le chapitre sur « La communication vue d'ailleurs », dont les thèmes forment un triptyque : la communication selon les cultures (Afrique, Antiquité, Aztèques, communisme), pour ne garder que les premières références alphabétiques, selon les disciplines (anthropologie, éthologie, psychanalyse, etc.), ou selon les auteurs (de Balandier à Tarde en passant par Descartes, Montesquieu, Rousseau, etc.).

Un immense éventail, on le voit. Pourtant, on est surpris qu'il existe si peu de références, par exemple, sur l'histoire de l'informatique ou, qu'on ne cite pas, dans les biographies, Hubert L. Dreyfus, dont le livre *Intelligence artificielle, mythes et limites* (Flammarion, 1984) contient des thèses si riches, ou Bill Gates, le jeune héros de la micro-informatique qui tailla à IBM les croupières que l'on sait.

L'exhaustivité, dans un tel domaine, est évidemment impossible. La forte personnalité de Lucien Sfez a marqué toute cette entreprise, non seulement parce qu'il a écrit un sixième de cet ouvrage, mais parce que, sous forme de conclusions sur presque tous les grands sujets, il a véhiculé les trouvailles nombreuses de son œuvre, voire ses dadas, comme le « tautisme », servi à toutes les sauces. Petite coquette d'un chercheur fécond. Comment lui en vouloir ?

Pierre Drouin

(1) Critique de la communication, Seuil, 1988-1990.

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

Le phénix nippon

NIPPON
Le Japon depuis 1945
de William Harsley
et Roger Buckley.
Le Monde Éditions,
320 p., 125 F.
(La série
est également disponible
en deux cassettes vidéo).

LE JAPON DEPUIS 1945
de Jean-Marie Bouissou.
Armand Colin, coll. « Cursus »,
192 p., 69 F.

Deux livres viennent de sortir en librairie sur l'extraordinaire demi-siècle qu'a traversé le Japon, du cataclysme nucléaire qui mit un terme brutal à l'expansion impériale jusqu'à cette décennie 90 qui le voit reprendre dans le monde un rôle qui n'est plus uniquement celui d'un animal économique. Deux ouvrages tout à fait différents.

Le premier, publié par Le Monde Éditions - Nippon, le Japon depuis 1945, est tiré d'une série télévisée, tournée, à l'origine, par la BBC et adaptée, pour la France, par Le Monde-LMK Images. Le second, d'un universitaire, Jean-Marie Bouissou, excellent connaisseur de l'empire du Soleil Levant, a pour objet de donner les bases d'une connaissance d'un pays qui attire plus souvent le rêve ou les fantasmes - de la nipponophilie à la nipponophobie - que la réflexion.

Crise de confiance

Nippon est avant tout fondé sur une série d'interviews de Japonais qui ont fait ou connu cette période exceptionnelle, ainsi que de témoins étrangers. Bon complément de la série télévisée, il est cependant moins riche que l'ouvrage de Jean-Marie Bouissou. Ce dernier permet, en effet, d'appréhender en profondeur la spécificité de la seule nation qui ait su réagir à l'Occident en lui tenant tête militairement, puis en se taillant son propre empire avant de reprendre - tel le phénix surgi à nouveau de ses cendres - sa politique ambitieuse, sur le terrain commercial cette fois.

Au moment où les Japonais reprennent goût à la diplomatie et viennent d'envoyer, après des débats acharnés, leurs premiers soldats à l'étranger depuis 1945, sous le drapeau de l'ONU, et où leur modèle économique connaît, à son tour, une crise de confiance, la synthèse de Jean-Marie Bouissou permet de mieux comprendre la nouvelle page qui s'ouvre.

P. de B.

Eros et Thanatos

SCIENCE-FICTION

VINGT-DEUX HISTOIRES DE SEXE ET D'HORREUR

de Michèle Slung.
Traduit de l'anglais par
Jean-Daniel Bègue.
Albin Michel, 468 p., 140 F.

BLACK VELVET
d'Alain Dorémieux.
Denoël, coll. « Présences »,
263 p., 89 F.

FUTURS SANS DESSUS DESSOUS
de Patrick Davic.
Presses pocket,
coll. « Science-fiction »,
224 p., 36 F.

LA HUITIÈME COULEUR
de Terry Pratchett.
Traduit de l'anglais
par Patrick Marcel.
Ed. L'Atalante, 288 p., 77 F.

LES liens entre Eros et Thanatos sont trop connus pour qu'on s'étonne de voir célébrer leurs noces morbides dans une anthologie qui s'intitule tout simplement *Vingt-deux histoires de sexe et d'horreur*. Dans sa préface, l'anthologiste, Michèle Slung, avance l'hypothèse que « la représentation sexuelle et l'idée de menace sexuelle sont des éléments de la littérature d'horreur aussi essentiels que l'idée de peur elle-même ». Elle entreprend de le démontrer dans le reste du volume et de manière autrement plus convaincante que ne l'avait fait Jeff Gelb, l'an passé, dans ses *Histoires de sexe et de sang* (J'ai lu), qui explorait le même territoire. C'est que son choix ne s'est pas limité aux seuls praticiens du roman d'horreur contemporain.

Aux côtés de Stephen King, Christopher Fowler ou Clive Barker, elle a fait figurer des auteurs relevant d'un fantastique plus classique et plus allusif : Robert Aickman, May Sinclair, Robert Hichens, représentés ici par sa

nouvelle *Comment l'amour s'impose au professeur Guillea*, elle a exploré d'autres viviers comme la science-fiction (Thomas M. Disch), la fantasy (Stephen R. Donaldson), le roman policier (Ruth Rendell) ou la littérature tout court (Angela Carter, Valérie Martin, Patrick McGrath) pour composer un sommaire qui peut se targuer de présenter « un vaste éventail d'impressions et de fortes terreurs inspirées par la sexualité humaine - ou non humaine ».

Dans ces vingt-deux contes, les jeux de l'amour prennent des tours étranges, le désir entraîne vers des rives inconnues ceux qui y succombent, les extases conduisent à la mort (ou pis encore), le coït débouche sur le cauchemar, le sexe mène à la hantise. Pour le plus grand frisson du lecteur !

L'un d'entre eux mérite une mention spéciale : il s'agit de la nouvelle de Jonathan Carroll *le Jeu de l'Autre*, subtile variation sur le thème de l'identité qui confirme l'originalité profonde de son auteur.

BLACK VELVET est aussi une histoire de sexe et d'horreur qui marque le retour à l'écriture d'Alain Dorémieux. S'il joue dans le développement de la science-fiction en France un rôle considérable en tant que rédacteur en chef des deux principales revues du genre, *Fiction* et *Galaxie*, il avoue dans ses trop rares recueils de nouvelles une très nette prédilection pour un fantastique vénérable fortement teinté d'érotisme.

Explorateur avisé des « territoires de l'inquiétude » (1), il affronte, dans ce roman dont le titre sonne comme un hommage à l'univers glaçant et énigmatique du cinéaste David Lynch, le thème le plus explicitement sexuel : celui du vampire, en le débarrassant toutefois de tous les oripeaux convenus de sa mythologie. En en faisant aussi un monstre ambivalent, vampire psychique tout autant que buveur

de sang et sueur de vie... La grande force de ce *Black Velvet* est de pouvoir se lire à deux niveaux. Comme le récit fantastique d'un amour monstrueux longtemps différé qui s'achève sur une renaissance... Ou bien comme le récit clinique d'une lente descente vers la folie, d'une longue dérive névrotique provoquée par les rapports incestueux d'Anna et de son père et les blessures inguérissables qu'ils ont infligées à la psyché de la jeune fille.

À nouveau à toujours été l'un des moyens d'expression privilégiés de la science-fiction. C'est ce que vient rappeler avec bonheur l'anthologie *Futurs sans dessus dessous*, concoctée avec doigté par Patrick Davic. Dans un sommaire éclectique et sans faiblesse, on retiendra notamment une variation « féministe » sur le thème du robot due à Tanith Lee, une pérégrination fantasmagorique dans le Barcelone de Gaudi sous la houlette de Ian Watson, un savoureux conte « africain » de Mike Resnick et un étrange récit de Gregory Benford conçu à la façon d'un des dessins mosaïques d'Escher.

Mais le clou du numéro est signé Charles Sheffield : il s'agit d'une confession, celle d'un physicien qui vient d'obtenir le prix Nobel de sa discipline et qui raconte comment la rencontre d'Arthur Shaw, des années auparavant, lui a fait prendre le chemin d'Edgar Allan Poe.

Avec *la Huitième Couleur*, les Éditions L'Atalante entament la publication d'un cycle de fantasy, les « Annales du disque monde », qui jouit dans les pays anglosaxons d'une flatteuse réputation. C'est que son auteur, Terry Pratchett, a choisi d'œuvrer dans une veine picaresque qui sied bien à la curieuse cosmogonie de son univers et d'y insérer à solides rasades un élément qui est rarement associé au genre : l'humour. La preuve : le héros de cette assez cataclysmique quête comique est un simple touriste ! On s'amuse beaucoup à suivre ses pas... Et si, de surcroît, vous voulez tout savoir sur l'irrésistible théorie de la grande partouze...

Jacques Baudou

(1) C'est le titre des anthologies
* Le Prix Comares 2000 présente la particularité d'être attribué par un vote des lecteurs de S-F et de fantastique. Si vous souhaitez participer au vote, envoyez les trois titres parus en 1992 que vous avez préférés à : Amick Béguin, Éditions Comares 2000, 17, rue de l'Arc-de-Triomphe, 75017 Paris, en mentionnant votre nom et votre adresse, avant la fin avril.

EN POCHE

Les arpenteurs du ciel

Les éditions Payot ont eu l'excellente idée de publier en collection de poche un remarquable ouvrage, longtemps introuvable. *Le Procès des étoiles*, de Florence Trystram, est le récit fascinant d'une expédition scientifique partie de France au dix-huitième siècle pour mesurer un arc de méridien terrestre. Trois dignitaires de l'Académie royale des sciences de Paris - Godin, Bouguer et La Condamine - levèrent l'ancre, en 1735, à destination du Pérou et de l'Équateur. Ils amenaient avec eux le botaniste Jussieu, chargé d'explorer la flore de contrées lointaines et très peu connues. Leur mission, qui devait durer quelques mois, s'éternisa des années durant dans les reliefs et les périls d'une région du monde encore inexplorée.

Les savants, choisis pour leurs qualités scientifiques, affrontèrent des difficultés auxquelles rien ne les avait préparés dans leur paisible existence européenne. L'incroyable ambition qui consistait à se transformer en arpenteurs du ciel se heurta vite à des querelles personnelles et politiques, à la rudesse des lieux, à la volte-face de l'Académie qui finit par couper les vivres à ses membres exilés.

Le travail de Florence Trystram est d'abord l'œuvre d'une historienne, reposant sur une mine de documents passionnants et méconnus. C'est aussi, dans une certaine mesure, la réussite assez rare du pénible exercice qui consiste à mêler l'histoire et le récit. L'auteur n'a pas cherché à transformer sa narration en roman, elle a évité les écueils de l'introspection imaginaire, elle ne s'est pas livrée aux facilités ordinaires de la petite histoire. Elle a seulement trouvé la manière de nous rendre vivants, accessibles, des personnages dont l'existence rend tout son sens au mot aventure.

R.R.

► Le *Procès des étoiles*, de Florence Trystram, préface de Jacques Meunier, Petite bibliothèque Payot/Voyages, n° P 136, 413 p., 64 F.

La Petite bibliothèque Payot/Voyages propose trois récits d'expéditions lointaines, aux frontières de l'aventure intérieure. À commencer par *Snare*, de Michel Vieuchange (n° P141), ou les carnets de route d'un jeune homme passionné. En 1930, déguisé en femme, l'auteur entreprit un voyage initiatique qui devait le conduire dans un territoire livré aux pillards du désert, entre le sud marocain et la Mauritanie. Paul Claudel fut le préfacier enthousiaste de ces textes posthumes, qui suscitèrent aussi l'admiration d'Emile Benveniste et de Théodore Monod. Le *Journal du Missouri*, de John James Audubon (n° P142), est le récit d'un périple accompli au milieu du dix-neuvième siècle par un homme qui se proposait d'explorer le territoire indien en dessinant les espèces animales sauvages rencontrées en cours de route. *Une Odyssée africaine*, de Mary Kingsley (n° P143), relate l'incroyable expédition d'une Anglaise de trente ans, partie en Afrique occidentale à l'extrême fin du dix-neuvième siècle, parce qu'elle se trouvait « avec cinq ou six mois de liberté » devant elle.

Un autre genre de déplacement, en collection Points Saül, avec le *Voyage de Holderlin en France*, de Jacques-Pierre Amette (n° R 583). Le récit, mêlé de fiction, donne une version romancée de la visite que fit à Bordeaux le grand poète allemand au début du siècle dernier.

► *Emergence de l'Homme*, de Josef H. Reichhoff, est publié en Champ Flammarion (n° 273). L'auteur, qui enseigne la biologie et l'écologie à l'université de Munich, remonte le fil de nos origines en analysant l'apparition de l'Homme et les différents mouvements migratoires de la préhistoire. Dans la même collection, paraît *Eloge du grand*

public, de Dominique Wolton (n° 276). Cette « théorie critique de la télévision » entend montrer que le petit écran constitue le lien social par excellence et l'une des courroies de transmission de la démocratie. Une apologie de la télévision généraliste. En Champ Flammarion encore, *Psychanalyse et éducation*, de Georges Maucio (n° 275). Disparu en 1988, Georges Maucio était psychanalyste et enseignant, spécialiste de psychologie infantile. Il montre comment la pédagogie et la rééducation peuvent tirer profit des connaissances psychanalytiques.

La série des classiques Agora, en Presses Pocket, propose une anthologie intitulée *Droits de l'homme et philosophie* (n° 108). Une introduction générale présentant une analyse des fondements théoriques de la question est suivie d'un choix de textes fondamentaux, de Condorcet et Burke à Péguy et Masaryk.

Une nouvelle collection baptisée Folio Théâtre vient de voir le jour. Les plus grandes œuvres du répertoire classique et moderne y seront publiées, agrémentées d'une préface et d'un dossier. Le dossier comprend une biographie de l'auteur, une bibliographie, des notes et un historique replaçant la pièce dans son contexte. Parmi les premiers titres parus, le *Cid*, de Pierre Corneille (n° 1), *Knock*, de Jules Romains (n° 2) et *le Silence*, de Nathalie Sarraute (n° 5).

Les éditions du Carle de la librairie publient un catalogue des livres au format de poche disponibles et à paraître en 1993. Ce guide comprend notamment une table alphabétique des collections, des titres, des auteurs et des sujets, ainsi qu'une table et une liste méthodiques des ouvrages et un index des mots clés.

Bertrand de Jouvenel retrouvé

Bertrand de Jouvenel (1903-1987) a laissé trente-sept ouvrages. Nombre d'entre eux, et notamment ceux qu'il écrivait avant la guerre, sont devenus introuvables. De même, beaucoup d'articles se sont envolés avec les journaux ou les revues qui les publièrent. Enfin, des notes restées inédites méritaient d'être livrées au public. Eric Roussel a eu la bonne idée de réunir et de présenter une anthologie de textes qui s'échelonnent entre 1928 et 1976.

La vue cavalière des thèmes recueillis permet de rendre compte de la fertilité de pensée d'un homme aux engagements personnels contradictoires, certes, mais dont l'œuvre ne se ressent pas.

Des pages sur le rôle de l'État dans l'économie, datant de 1928, n'ont pas pris une ride. En 1930, il publiait un ouvrage intitulé *Vers les États-Unis d'Europe ?* Il parla d'écologie et de qualité de la vie en 1968 (*Arcaïde*) avec une flamme qui ne se communiqua dans l'opinion que plus tard. Il fut l'un des pionniers de la prospective. L'amplitude de la curiosité et de la réflexion de Bertrand de Jouvenel est mieux mesurée aujourd'hui grâce à ces fragments de reportages et d'essais.

P. D.

► Bertrand de Jouvenel - itinéraire (1928-1976), présenté par Eric Roussel, Plon, 598 p., 230 F.

Pouvoir et religion en Algérie

L'ALGÉRIE ET SON DESTIN
Croyants et citoyens
de Mohammed Harbi.
Ed. Arcantère
(8, passage de la Folle-Regnault,
75011 Paris), 247 p., 120 F.

C'est alors qu'il était lyéen, bien avant le début de la guerre de libération nationale, que Mohammed Harbi prit « conscience de la relation qui liait politique, désespoir et violence et qui s'organisait autour d'un messianisme sectaire ». L'auteur de *l'Algérie et son destin*, qui a choisi, depuis 1973, les chemins de l'exil, porte, sur son pays, un jugement lucide et sans concession.

Lui qui, en son temps, avait fait sienne l'option socialiste comme « expression de la modernité », constate, aujourd'hui, son rejet et le « retour aux illusions archaïques ».

Le thème du peuple algérien sacré dans sa spécificité religieuse et linguistique et dans son rapport à l'Orient arabe, n'a jamais cessé d'occuper les esprits, reconnaît Mohammed Harbi. Et, du coup, le pouvoir politique s'est toujours cherché, par divers subterfuges, une légitimité religieuse « en instrumentalisant l'islam ».

Ces manipulations allaient aboutir à la naissance d'un « islam parallèle » qui « veut plier la réalité à ses volontés » et qui,

aujourd'hui, place le pouvoir politique en position de défensive. Luttas d'autant plus sauvages et incertaines que, depuis 1962, elles ont lieu en l'absence d'État. A sa place, explique-t-il, « il y a une machine politique. Les institutions sont des formes vides ».

L'Algérie s'est-elle engagée sur une voie sans issue ? La conclusion de Mohammed Harbi à quelques choses de désespérantes pour ceux qui voudraient voir ce pays repartir, très vite, d'un bon pied. « Il n'existe aucune force politique, aucune force sociale, affirme-t-il, capable de faire accepter à tous un modèle de société ».

Jacques de Barrin

► Prix littéraires. - Le prix Jean Freustie a été décerné à Jean-Paul Kauffmann pour son ouvrage *l'Arche des Kerguelen*, publié chez Flammarion. Créé en 1983 par les amis de l'écrivain et critique Jean Freustie, ce prix, doté de 50 000 francs, récompense un écrivain de langue française pour une œuvre en prose. Par ailleurs, le premier prix français du monde arabe, présidé par Maurice Schumann, a été attribué à l'écrivain marocain Abdelhak Serhane pour son roman *le Soleil des obscurs*, paru au Seuil. Le prix Méditerranée, créé en 1985 par le Centre méditerranéen de littérature, a été décerné à Jean Tuillier pour *Campo morio*, paru aux éditions José Corti. Ismaïl Kadaré a reçu le prix Méditerranée étranger pour son roman *la Pyramide*, publié chez Fayard. Enfin, le prix Goncourt de la nouvelle a été remis, lors du Festival de la nouvelle de Saint-Quentin (Nord), à Mariette Condroyer, pour son recueil intitulé *Un après-midi public*, publié chez Gallimard. Le prix Max Jacob a été attribué à Mathieu Bénézet pour *Ode à la poésie* (éd. William Blake and Co.).

EN BREF

► Expositions poétiques. - Le Centre Georges-Pompidou, en collaboration avec la Maison du livre et des écrivains de Montpellier, organise une exposition autour de « 120 poètes français d'aujourd'hui », jusqu'au 17 mai. Une table ronde sur l'édition de poésie et des lectures par les poètes auront lieu au Centre Pompidou les 29 avril, 5 et 12 mai à 18 h 30. D'autre part, la Maison des amis des livres organise une exposition des ouvrages illustrés par le poète Henri Michaux, du 15 au 30 avril, au 7, rue de l'Odéon, à Paris (6^e). Tél. : 46-33-07-27.

► Cahiers Henri Queffelec. - Un peu plus d'un an après la disparition d'Henri Queffelec, l'Association des amis de l'écrivain publie le premier numéro de Cahiers bi-annuels où sont rassemblés des hommages - Bourbon-Busset, R.P. Carré, Gracq, Moine, Poirot, Delpech, Yann Queffelec... - des textes inédits ou introuvables, et des études sur l'auteur du *Recueil de l'île de Sein*. (Abonnements, vente au numéro ou par correspon-

dance (90 F) au Musée de la marine, place du Trocadéro, 75016 Paris).

► Appels à documents. - La société des amis d'Antoine Meillet souhaite constituer un fonds des ouvrages de ce linguiste, successeur de Ferdinand de Saussure au Collège de France et professeur à l'École pratique des hautes études. Le fonds sera déposé à la bibliothèque municipale de Châteaumeillant, dans le Cher. (Société des amis d'Antoine Meillet, mairie de Châteaumeillant, 18370 Châteaumeillant). En outre, Me Louis Guitard, avocat honoraire à la cour d'appel de Paris, recherche des documents pour un essai biographique sur Anatole Monzie, avocat à la cour d'appel de Paris, conseiller général du Lot, député, puis sénateur et dix-sept fois ministre sous la III^e République. (Louis Guitard, « La Roffe », 19430 Saint-Bonnet-les-Tours-de-Merie, ou Archives nationales, service des archives personnelles et familiales, 60 rue des Franco-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03).

LE MONDE DES LIVRES
LITTÉRATURE ITALIENNE

Deux voix claires

PIANISSIMO
sui di *Rimanesse*
(Pianissimo, Rimanesse),
de Camillo Sbarbaro.
Traduit de l'italien
par Bernard Vargafik, Bruna
Zanchi et Jean-Baptiste Para,
préface de Giuseppe Conte,
Clémence Hiver, 140 p., 125 F.

COPEAUX
sui di *Poeti folli*
(Tracoli, Fiacchi folli),
de Camillo Sbarbaro.
Choisis, traduits et présentés
par Jean-Baptiste Para,
suivi de «Souvenir de
Sbarbaro»
d'Eugenio Montale,
Clémence Hiver, 140 p., 135 F.

L'HIPOPOOTAME
(L'ippopotamo),
de Luciano Erba.
Traduit (bilingue) de l'italien
par Bernard Simeone,
Verdier, 110 p., 85 F.

La forme des précieux et discrets volumes édités par Clémence Hiver convenait à la perfection à l'œuvre de Camillo Sbarbaro. Né en 1888 (comme Ungaretti), botaniste réputé, le poète ligure à la voix claire est proche, par son inspiration lyrique, de Leopardi. Mais celui qui son ami Montale avait appelé «l'enfant inspiré» est bien davantage de tout ce qui, dans le monde et dans la nature, manifeste son existence. Cette voix, en poésie ou en prose, en aphorismes, est d'une tendresse infinie, d'une humanité sans mépris et d'une mélancolie souvent bouleversante. Jean-Baptiste Para raconte qu'un jour de janvier 1968, un an avant la mort de Sbarbaro, un inconnu avait déposé devant la porte de

celui-ci, à Spotorno, un message remerciant «le maître qui m'a appris à vivre dans l'instant, le poète préféré qui a rempli mon cœur de son sage acquiescement et de sa douceur définitive». A lire ces deux volumes on se prend à lui adresser en esprit le même hommage.

Tout autre, mais non moins forte et belle, apparaît l'œuvre du Lombard Luciano Erba, né à Milan en 1922. Son dernier recueil, paru en Italie en 1989, a été récemment traduit par Bernard Simeone et préfacé avec chaleur, discrétion et justesse par son ami, Philippe Jaccottet (1). D'apparence prosaïque, la poésie d'Erba trouve sa voie loin des emphases de l'émotion et des lourdeurs de l'expressionnisme. Inquiète, sceptique et ironique, elle exprime un désenchantement sans acrimonie, une alarme secrète devant un monde crépusculaire, dont les signes sont brouillés. «Si tu savais comme le cœur / s'alarme sans raison / quand tu descends en courant les escaliers / enveloppés dans ta pèlerine noire et grise [...] Ta brève sortie, ta longue absence / me font passer la main sur le visage / regarder les toits allongés des maisons / me sentir comme assésé / par une froide bouffée de grésil.»

P. K.

(1) Le groupement de libraires L'Est de la lettre (73, rue du Moulin-Vert, 75014 Paris) et la librairie marseillaise L'Odeur du temps proposent une intéressante brochure de douze pages sur Jaccottet, présentée par Paul Martin, avec des extraits de *Le Semaillon* (Gallimard, 1984), un entretien, une bibliographie et un texte de Jean-Pierre Cusset sur «l'éthique de la traduction».

La noirceur de l'histoire

Moravia, Pratolini, Jovine :

trois romanciers au début des années 40

COSMA ET LES BRIGANDS

(Cosma e i briganti)
d'Alberto Moravia.
Traduit de l'italien
par Marc Fontana,
éd. de l'Aube, 80 p., 69 F.

UN BALCON À FLORENCE

(Via de Magazzini)
de Vasco Pratolini.
Traduit de l'italien
par Muriel Gallot,
Actes Sud, 130 p., 78 F.

SIGNORA AVA

(Signora Ava)
de Francesco Jovine.
Traduit de l'italien
par Soula Aghion,
Payard, 310 p., 130 F.

Au début de la dernière guerre, trois écrivains dans la trentaine tentaient d'affirmer leur talent au cœur d'un pays divisé, sur le point de s'effondrer. Considérablement affaibli par près de vingt ans de fascisme, la littérature italienne n'était alors pas florissante. Comme l'écrit pudiquement Muriel Gallot dans sa postface à *Un balcon à Florence*, Vasco Pratolini «n'avait pas échappé au chant des sirènes». Il n'était pas le seul dans cette galère. Il faudra à nombre de ses confrères, tombés dans le même piège, plus de vingt ans pour faire oublier ce choix politique qui fut aussi le sien. Moravia, de son côté, avait immédiatement décidé de son camp et il n'eut pas la vie facile, ni avant ni pendant la guerre.

Toutefois, au début des années 40, lorsque sont rédigés les trois romans qui, par hasard, sortent ensemble en France aujourd'hui, les écrivains savent précisément à quoi s'en tenir. Mais, curieusement, l'actualité n'apparaît dans ces œuvres que de façon détournée et métaphorique. Pratolini raconte des souvenirs d'enfance (il est vrai, liés à la précédente guerre), Moravia imagine une aventure de bandits dans un pays balkanique de fantaisie, et Francesco Jovine s'intéresse à un épisode peu connu de l'histoire des «chemises rouges» garibaldiennes.

Dans aucun de ces trois cas, il ne s'agit d'un livre majeur. Moravia, exceptionnellement précoce, avait déjà donné son chef-d'œuvre,

les *Indifférents*, et ne jouait pas encore, ayant été exclu de la vie littéraire pour des raisons politiques et raciales, le rôle qui serait le sien dans le monde intellectuel. Pratolini était alors complètement inconnu et n'acquiesçait la gloire qu'avec la *Chronique des pauvres amants* après la guerre. La renommée de Francesco Jovine, bien qu'il fût un peu plus âgé, n'égalait jamais celle des deux autres. Ce dernier, en remontant au dix-neuvième siècle, était amené à prendre un style daté : son naturalisme, précis mais pesant, s'il rend justice à la complexité de la vie sociale d'une petite ville des Abruzzes, avec ses intrigues, ses prétextes, ses amours contrariées, ses jeunes héros et ses échecs politiques, et s'il se prévaut d'une certaine grâce et d'un charme dénotent, ne semble pas destiné à marquer un jalon dans l'histoire littéraire. Il faudrait, sans doute, pour savourer le climat de ce roman, à la fois si souvent des *Flancs* de Manzoni et avoir en tête ce que sera le *Guépard*.

«Du mensonge naissait le mensonge»

En revanche, les admirateurs de Moravia seront frappés de trouver dans son petit récit fantaisiste beaucoup d'éléments qui le caractériseront jusque dans ses derniers textes, pourtant décriés. Parue en feuilleton dans un hebdomadaire, cette longue nouvelle fut reprise et revue par son auteur dans différents recueils. L'éditeur français propose ici la première version.

Le fils d'un bijoutier est détourné par des flous qui lui offrent de le protéger d'autres brigands. Où est le mal, qui sont nos amis, qui sont nos ennemis ? C'est autour de ce thème de la duplicité, du mensonge, de la séduction que Moravia tisse sa petite intrigue, dans un style qui s'apparente à la fois aux feuilletons populaires et aux fabliaux du Moyen Âge, et de la Renaissance italienne. Le pessimisme de Moravia y est patent, comme son obsession de la vérité ou plutôt des différentes versions que l'on peut donner d'un même événement.

Le jeune Cosma est victime de ses faux protecteurs qui eux-mêmes sont tués par ceux qu'ils croyaient berner. Un sac de bijoux,

objet de convoitise allégorique, comme souvent chez Moravia, passe de main en main et sème la mort sur son passage. Dans un bref épisode amoureux, entre Cosma et une jeune voleuse, Albina, qui le sauve et le perd, l'auteur de la *Belle Romaine* ajoute un personnage à sa galerie de séductrices, toujours plus floues qu'ensorcelées. Faut-il, comme le fait son préfacier et traducteur Marc Fontana, charger ce petit récit d'intentions symboliques ? C'est possible, si nombreuses sont les phrases typiquement moraviennes : «Ainsi, les mensonges d'Albina entraînaient Cosma loin de la réalité profonde de leurs rapports, dans une zone involontairement plus fautive que celle dans laquelle elle avait voulu le pousser. Du mensonge naissait le mensonge.»

Avec Vasco Pratolini, on entend une voix fort différente, plus intimiste et plus directe, encore qu'elle soit également désemparée. Soit de la petite enfance en pleine guerre, Valerio découvre le monde adulte à travers la mort. Sa jeune mère meurt en couches et son père, de retour du front, la remplace par une femme vulgaire et sournoise. Le souvenir de la mère morte hante l'écrivain, qui trace ici un remarquable portrait de femme, à travers les ombres et les reflets demeurés dans sa mémoire. Dans les premières pages du roman, Pratolini évoque les soldats qui s'occupaient de sa mère, à partir de la caserne voisine, de l'autre côté de la rue : «On aurait dit que ces voix, ces acclamations, ces visages d'hommes soldats, aussi jeunes qu'elle, ou à peine plus vieux, vingt ans, faisaient remonter maman à la surface d'un bassin où elle aurait été couchée sur le dos, et dans sa remonte, ses vêtements flottaient autour d'elle comme un halo». Cette vision d'une Ophélie maternelle parcourt tout le récit, lui donnant intensité et émotion. On pourrait reprocher à ce petit livre une tristesse trop complaisante. Mais comment s'étonner de tant de défailles ? Comme dans les deux autres romans, si l'on doit tracer l'influence de l'histoire, c'est dans cette noirceur qu'elle peut se lire.

R. de C.

Les fantômes de Lisbonne

Rencontre avec Antonio Tabucchi, «écrivain portugais d'expression italienne» qui vient d'écrire un «Requiem» dans la langue de Pessoa

REQUIEM

d'Antonio Tabucchi.
Traduit du portugais
par Isabelle Pereira et l'auteur,
Christian Bourgois, 130 p., 70 F.

Intellectuel peu expansif, Antonio Tabucchi se défend d'être un écrivain professionnel, encore moins un romancier. Il admire Alain Corneau d'avoir su «tourner un non-film à partir du non-roman qu'était Nocturne indien». En dépit de sa modestie, peut-être affectée, son nom s'est imposé pour représenter la «nouvelle littérature italienne» dans le monde entier, depuis son premier livre, *Piazza d'Italia*, paru en 1975.

Italienne vraiment ? Ses pérégrinations ont conduit Tabucchi plutôt en Inde et au Portugal, où il a longtemps séjourné. Traducteur de Pessoa, il est le principal introducteur de la littérature portugaise en Italie. Toutefois, si l'on évoque José Saramago, Tabucchi prend un air abasourdi et détourne le regard. Manifestement, c'est vers une autre littérature que ses affinités le dirigent. Pessoa restera-t-il toujours son maître ? Avec *Requiem*, où l'auteur du *Libro de l'intranquillité* fait de multiples apparitions clandestines et discrètes, Tabucchi entend prendre congé de son Virgile en lui rendant un hommage révé : en lui empruntant sa langue, puisque c'est en portugais qu'il a rédigé, à Paris, ces promenades dans une Lisbonne onirique.

«Jusqu'ici, avoue-t-il, j'étais classé au Portugal comme un écrivain portugais d'expression ita-



Tabucchi : «Si la littérature entre en compétition avec les médias, elle part vaincue».

lienne. A présent, on me considère comme un écrivain portugais d'expression italienne». Après avoir publié quelques articles et brefs essais théoriques en portugais, Tabucchi a franchi le pas, en élançant cette «langue sentimentale, cette langue de l'affection». S'il ne s'est pas traduit lui-même en italien, c'est qu'il ne parvenait pas à «fréquenter les deux rives de l'Anax».

Pourquoi Pessoa a-t-il pris une telle importance dans l'œuvre de Tabucchi et pourquoi le moment est-il venu de s'en séparer ? «Il a été essentiel pour moi, en me rendant une certaine confiance dans l'écrivain. Je l'ai découvert dans les années 60, quand l'éminent garde libyen prétendait que le roman était mort. J'étais, pour ma part, convaincu qu'il y avait d'autres formes littéraires. Pessoa recréait le romanesque à travers la poésie. C'était une pirouette qui m'a reconforté.»

L'Italie en a-t-elle voulu à Antonio Tabucchi de sa trahison linguistique ? «Non, ce choix a été considéré comme une grande bizarrerie. D'Annunzio, Marinetti, Ungaretti avaient écrit certains de leurs textes en français. Mais il est vrai que le portugais est une langue moins connue en Italie que le français. Je suis, de toute façon, isolé en Italie. Je ne fréquente personne. Je ne par-

tiens pas. De mon côté, je tente de prêter l'oreille à ces fantômes. Le moment que je privilégie est celui où l'on passe de la veille au sommeil : les voix deviennent plus claires. La réalité devient enfin intelligible.»

Le cinéma s'intéressera-t-il aux fantômes de *Requiem* ? «Dans mon livre, ils n'ont qu'une voix. Dans le film, ils devraient avoir un corps. Le langage cinématographique est très différent de la narration littéraire. Je refuse de collaborer moi-même au scénario. En revanche, le théâtre m'a tenté. Dans M. Pirandello est demandé au téléphone et dans Le temps presse, j'ai voulu expérimenter la voix humaine sans narration. J'habitais alors dans une maison isolée au Portugal. Je jouais les rôles moi-même à haute voix et je m'enregistrais. Je n'écrivais pas : je réécus. C'était une manière de me tenir compagnie à moi-même durant les longues soirées d'hiver.»

La nourriture et la mort

Les lecteurs de *Requiem* seront peut-être surpris du nombre de références à la nourriture portugaise. C'est aussi un livre de recettes. «La nourriture est très étroitement liée à la mort. Les funérailles ont toujours été le prétexte d'un banquet. Je voulais donner une vie très réelle aux fantômes, leur rendre quelque chose de substantiel, de terrestre.»

Si l'on reproche à Tabucchi de s'être éloigné de l'Italie dans ses livres, il se rebiffe, rappelant que le *Jeu de l'envers*, l'*Ange noir* et *Petits malentendus sans importance* (1) contiennent tous des allusions au terrorisme et aux repentis, et que *Piazza d'Italia* est une contre-histoire de l'Italie, de Garibaldi à la seconde guerre mondiale. Toutefois, la littérature n'a pas pour fonction, dit-il, de suivre pas à pas les sinuosités de la vie politique. «Ce serait un désastre si elle décrivait la crise que traverse actuellement l'Italie. La littérature doit dépasser le coin de la rue et montrer ce que la caméra ne voit pas. Si la littérature entre en compétition avec les médias, elle part vaincue. La littérature exige la métaphore.»

Propos recueillis par
René de Cécatty

(1) Tous chez Bourgois et repris en 10/18.

Eloges anticipés

LE DERNIER JOUR

DE LA JEUNESSE

(Il Riccardo della Basca)

d'Antonio Delfini.

Traduit de l'italien
par Jean-Baptiste Para
et Françoise Boccara,
l'Arpenteur-Gallimard,
260 p., 138 F.

Il a peut-être suffi de vingt pages pour qu'Antonio Delfini se fasse un nom dans la littérature italienne. Les vingt pages de sa nouvelle «le Souvenir de la Basca» : «Il n'est rien de plus beau, de plus heureux que l'instant qui nous met en présence de la personne dont la seule vue nous fait pleurer et qui nous parle comme si elle nous connaissait depuis l'enfance, spontanément, sans restriction et sans crainte.»

En racontant ce souvenir d'un premier amour imaginaire, l'écrivain de Modène rajoute une sorte de confrérie d'écrivains mythiques et secrets qui devient à une anecdote, une plaquette ou un mode de vie particulièrement misanthrope et original, leur réputation : Carlo Dossi, Giovanni Comisso, Roberto Bazlen, Sandro Penna et, dans une moindre mesure, Goffredo Parise. Prosateurs singuliers, peu soucieux de genre littéraire, indifférents à la structure romanesque, extrême «égotiques», ils valent pour leur style, l'acuité de leurs analyses, leur ton.

Il y a quelques années, lorsqu'on évoquait l'explosion des traductions d'italien en France, il était rare qu'on ne vous lançât pas le nom de Delfini, mort en 1983. «Comment ? Vous n'avez pas encore traduit Delfini ?» Natalia Ginzburg, qui préface le présent recueil, faisait partie du bataillon des prosélytes. Le *Journal de Delfini* était un monument insurpassable. Ses nouvelles ? Des joyaux.

La réputation est-elle surfaite ? L'excès d'éloges anticipés nuit à la découverte. Ne nous attendons pas à une personnalité éblouissante, à un tempérament hors pair. A vrai dire, la longue «préface» que Delfini rédigea pour une réédition – vingt ans après la première publication – présente presque plus d'intérêt que les textes eux-mêmes. C'est plus le récit du combat que Delfini mena pour devenir écrivain (et, au fond, sans doute, pour ne l'être jamais complètement devenu) qui nous passionne que ses nouvelles elles-mêmes.

«J'ai oublié de m'aimer moi-même», déclare le narrateur du «Dernier Jour de la jeunesse» qui donne son titre à l'ensemble en français. C'est là ce que redoute, probablement, l'auteur lui-même à chaque rencontre : que l'auteur lui manque tant qu'il ne néglige de vivre.

Un autre de ses personnages, jeune officier blessé qui s'épanche auprès d'une inconnue dans un tortillard de province, avoue : «Ce

n'est pas la guerre qui me fait peur : ce sont les souvenirs.» Laitmout de cet auteur torturé qui craignait de ne pas être à la hauteur de son passé. On ne s'en étonnera pas : c'est en revenant sur des amours adolescentes, inaccomplies et fantasmatiques que Delfini parviendra au sommet de son art. Il égale ici l'inspiration d'Agostino de Moravia ou d'Ermesto d'Umberto Saba pour décrire «les premières heures de deux amants qui n'ont pas encore prononcé le mot amour, qui ne se disent jamais qu'ils s'aiment».

Il fournit la clé et la genèse de ce récit dans *Une histoire* qui est également une autobiographie ramassée. C'était à la gare de Florence, un jour de printemps 1937. Delfini avait trente et un ans. Il commençait à publier, non sans mal, dans des revues. Il avait été fasciste, il ne l'était plus. Il avait perdu toute foi dans un mouvement qui avait fait illusion. «Tout se précipite vers la mort (une mort qui prétend être lumineuse, qui s'éclaire, mais dont la couleur est celle des tubes au néon).» Jouer avec, contre, malgré le pouvoir, avait cessé de l'amuser. Et apparaît sur le qui cette fameuse Basca qui ressemble à un Greco. Il l'entend prononcer le mot espagnol «entonces». Révéler la guerre d'Espagne, sur l'exil, sur l'amour... Et alors tout peut commencer.

R. de C.

مكتبة من الأصل

LE MONDE DES LIVRES
LETTRES ÉTRANGÈRES

La parodie humaine

Polar, roman d'initiation, radiographie d'une société malade : la fresque de Palliser est un astucieux « remake » des feuilletons du dix-neuvième

LE QUINCONCE
T. 1, l'Héritage de John Haffam
T. 2, les Faubourgs de Penfer
T. 3, le Destin de Mary
T. 4, la Cité Intouchable
(The Quincunx. The Inheritance of John Haffam)
de Charles Palliser.
Traduit de l'anglais par Gérard Piloquet.
Phébus, coll. « D'aujourd'hui », 4 volumes : 254 p., 128 F ; 410 p., 148 F ; 250 p., 128 F ; 334 p., 138 F.



Charles Palliser : réconcilier intellectuels et lecteurs populaires.

Charles Palliser a consacré douze années à écrire un roman monstre : *The Quincunx*. 1 500 pages, cinq volumes, comme les cinq roses du blason en filigrane, recelle le secret des origines de Johnnie, jeune victime d'un complot machiavélique. Palliser s'octroie sans vergogne la toute-puissance despotique du romancier. Il accumule les coups de théâtre d'une intrigue habilement ficelée, savoure un dénouement qu'il ajourne indéfiniment. Charles Palliser jubile de manipuler ainsi un lecteur séduit mais enfiévré dans la jouissance quelque peu malsaine du témoin.

Rien n'est négligé pour nous compromettre. Ce roman d'aventure est élaboré selon les plus perfides recettes du suspense. Mais la véritable force d'attraction du *Quincunx* se dissimule derrière la profusion narrative. Le lecteur subodore un renversement de perspective, quand l'auteur devient lui-même la proie de sa machination. Nous découvrons les indices d'une autre énigme, celle de la fiction soumise à sa propre fatalité.

Cette enquête dans l'enquête possède un *« double effet »*. Le *Quincunx* est un polar, une fresque historique, un roman d'initiation, mais aussi la radiographie cruelle d'une société malade. La lumière de ce roman des ténébreux, c'est Johnnie, contre qui se trament les plus noirs desseins, sa

survie étant l'enjeu d'un héritage que se disputent deux clans rivaux.

Charles Palliser, né aux États-Unis, diplômé d'Oxford, enseignait la littérature moderne dans une université écossaise lorsque fut publié, en 1989, chez un petit éditeur d'Edimbourg, ce premier livre. Le succès est immédiat. Son roman réconcilie intellectuels et lecteurs populaires. On plonge à corps perdu dans un univers étourdissant qui n'est autre qu'un astucieux *« remake »* dans la tradition des feuilletons du dix-neuvième siècle.

La réussite du *Quincunx* tient pour beaucoup à la nostalgie du passé qui habite ceux qui doutent du futur. Il s'ancre aussi dans nos frayeurs d'enfants quand nous nous identifions au jeune narrateur sans cesse menacé, sans cesse trahi, sans cesse épouvé, mais nous le savons, en évitant d'y croire - toujours sauvé in extremis. Nous sommes moins convaincus par la dimension parodique de ce roman trop élaboré et souvent inutilement sophistiqué. Ce qui subjugue sans

réticences, c'est l'ampleur et la précision de la reconstitution historique exubérante dans les détails. On pense à Dickens, dont le roman s'inspire, mais aussi à Hugo, à Eugene Sue et, à bien des égards, le monde imparable de Palliser rappelle celui de Balzac.

L'écrivain a une connaissance approfondie du dix-neuvième siècle anglais. Ses admirations littéraires se font parfois un peu trop lourdes. Mais ne boudons pas notre plaisir morbide, face à cette fresque du désenchantement : le riche écrase le pauvre, la misère engendre l'horreur, les valeurs morales dégringolent. L'écriture enthousiaste nous fait avaler les pires crâmes. Le peuple crève de faim mais Palliser décrit méticuleusement le contenu des repas et en précise le prix avec une franchise de l'exactitude qui fait saliver. Il rend les corps palpables, comme il donne une présence matérielle à la poussière, aux odeurs, aux couleurs, à la nuit dans les bas-fonds de la ville.

On pénètre dans les bouges, les

maisons de passes, on accompagne des détresseurs de tombes qui font commerce de cadavres, on s'insinue dans des squatts aux façades aveugles derrière lesquelles se côtoient des confrères de truands organisant des orgies, on côtoie des hommes de loi véreux, on pleure sur des enfants abandonnés, vendus, maltraités, torturés dans des bagues. On se dit que c'est du roman, mais on sait aussi qu'on ne se trompe pas de siècle et que cette société obnubilée et corrompue par l'argent est la nôtre.

La formule magique

Le lecteur ne résiste pas, finit par admettre que la morale est toujours bâfoyée, que les victimes sont irrémédiablement flouées et les méchants tyrannisés par plus abominables qu'eux. Le lecteur masochiste repère le tumulte sourd d'un monde moribond qui ne peut même plus rêver de fraternité. Il reconnaît sans doute le malheur d'une civilisation qui répète ses échecs parce qu'elle les croit inscrits dans le destin de l'homme. Ce roman dangereux joue à plein son rôle d'exorcisme.

Quatre volumes ont paru en France. On suppose que Johnnie sera sauvé, qu'il passera du côté des nantis et gardera sa pureté. Il y a un petit mystère dans ce roman : l'auteur fait de bien étranges acrobaties pour ne jamais dévoiler l'âge de Johnnie. Comme si son enfance était insaisissable. Sera-t-il subitement adulte sans s'être fourvoyé dans les désirs ? L'absence de toute complaisance dans la manière dont est suggérée la déchéance des mœurs s'accorde au regard d'un adolescent que l'auteur souhaite malin mais candide et qu'il ne préserve d'aucune vilenie hormis celle du sexe.

Le lecteur marche à fond dans le dédale de cet imbroglio. L'engouement pour cette saga rocambolesque a d'autres raisons que la découverte d'un roman traditionnel. Dans *l'Emploi du temps*, Michel Butor élabore une métaphore du roman à partir du plan d'une ville anglaise et du secret d'un vitrail de cathédrale. Charles Palliser a le butor. Il utilise les mêmes emblèmes récurrents, le blason aux cinq roses et le plan de Londres que Johnnie protège dans sa poche tout au long de ses pérégrinations, comme il tente de conserver le carnet où Mary, sa mère, a raconté - en partie, hélas ! - ce passé dont il voudrait dénouer le secret.

La fiction est le lieu des signes. Lecteur passionné lui-même, Palliser traque la formule magique du roman, un retour aux sources du plaisir de lire, la victoire temporaire de l'imaginaire qui, comme la drogue que Mary boit pour oublier le scandale de mourir avant d'avoir vécu, déplace les frontières du réel. L'auteur traitait tout droit à sa propre destruction s'il n'était mis en demeure de stopper une histoire qui en dit trop sur ses cauchemars. Vite ! Que le dernier volume du *Quincunx* nous délivre du vertige de la malediction.

Patrick Raynal

Hugo Marsan

Le pouvoir de Trollope

LES DIAMANTS D'EUSTACHE

(The Eustace Diamonds)
d'Anthony Trollope.
Traduit de l'anglais
par Denise Getzler.
Albin Michel, 698 p., 190 F.

Publié en décembre 1872, les *Diamants d'Eustache* fut en son temps un roman si populaire que Trollope déclarait : « Il a beaucoup fait pour restaurer ma réputation sur le marché romanesque après les erreurs des ouvrages des années précédentes. » Il est situé à la suite de *Phinias Finn* parmi les six volumes du cycle des Palliser, qui forment un contrepoint métropolitain à l'idylle champêtre des Berchesters, opposant le jeu du pouvoir politique londonien à celui du rituel religieux dans le monde des campagnes.

Les *Diamants d'Eustache* (1) met en scène le personnage central de l'aristocrate Palliser - qui nourrit déjà son grand projet : convertir l'ensemble des monnaies anglaises au système décimal - et la belle lady Glenora, son épouse. Mais ils n'interviennent ici qu'à la fin d'une histoire riche en rebondissements et péripéties dont l'héroïne est en fait une jeune veuve belle et séduisante, dotée, cependant, de qualités redoutables, tels l'intelligence et le goût de la poésie.

Lizzie Eustache va mettre en émoi l'illustre famille Eustache et son notaire, M. Camperdown, l'insignifiant lord Fawn, un pair du royaume qu'elle désire épouser, bientôt toute l'aristocratie londonienne, Londres, enfin, gagné par la rumeur du scandale, les factions politiques rivales qui s'emparent de l'affaire, le grand public anglais averti par voie de presse populaire... en prétendant conserver la parure de diamants que lui réclame la famille de son défunt mari. L'essentiel de l'action, dit la préface, repose sur le fait de « savoir si le collier de diamants dévolu par lady Eustache est un legs inaliénable par les exécuteurs testamentaires de la succession Eustache ou au contraire s'il appartient à lady Eustache en propre parce que offert par son mari ».

Le monde tel qu'il est

Trollope, romancier réaliste par excellence, développe avec une précision digne d'un homme de loi l'aspect légal de son sujet. Mais plus que cette image du fonctionnement de la justice dans l'Angleterre de l'époque, plus que les références nombreuses à la vie et aux partis politiques, plus même que la description, si actuelle, des mécanismes gouvernant une société axée sur le pouvoir et l'argent, nous intéressent les personnages de Trollope, chantre des vies ordinaires et du monde tel qu'il est.

Ces anti-héros ne songent pas à brandir l'épée d'Excalibur, parce que « leurs membres sont flasques, leurs muscles sont mous et leur embonpoint entrave leur souffle » ; mais, conclut Trollope après un plaidoyer en faveur de Frank Greylock, jeune homme ambitieux que tourmentent ses hésitations entre un mariage d'argent et son amour pour une gouvernante, Lucy Morris : « Nous ne pouvons avoir de héros pour dîner avec nous. Il n'en existe pas. Et à supposer que l'on puisse trouver ces héros, nous ne les aimerions pas. »

C'est pourquoi la faute majeure de Lizzie Eustache, si fourbe, cruelle et égoïste que Trollope la dépeigne, est encore sa passion pour le romanesque et la poésie qu'elle confond avec la vie. Elle aime lire la *Raine Mab*

de Shelley, sous un rocher, près de la mer, dans le romantique paysage de l'Ecosse, écouter *Child Harold* que déclame pour elle un prédicateur moineau, rêver autour des vers de Tennyson, se laisser prendre par cette magie où elle croit retrouver l'écho de ses tendances les plus profondes et de ses aspirations les plus nobles quand la réalité de sa nature est à l'opposé, faite de rapacité et d'ambition. Tel est le mensonge sur lequel est fondée la personnalité de cette femme qui rêve d'amour, de coït et de perdition et dont toute la vie n'est pourtant que calcul et désir de réussite.

La leçon est claire et Jane Austen n'est pas loin : l'illusion romantique est proche du mensonge : pour n'être pas accordée aux possibilités humaines, les grands éans qui portent l'idéalisation doivent être tenus pour dangereux quand ils ne sont pas tout simplement - comme c'est le cas pour la « pauvre Lizzie » - pathétiques et grotesques.

Pourtant, dans son audace à affirmer ses désirs et à les assouvir, n'hésitant pas à s'offrir à l'homme dont elle veut s'assurer l'appui, Lizzie Eustache, que Trollope compara à Becky Sharp, ne manque pas de grandeur, ni même d'une complexité qui fait défaut à l'héroïne de Thackeray. Après de la cynique lady Caruncle, ou de la tragique Lucinde Roanoke, qui a le courage fou (ou reste elle ne tardera pas à sombrer dans la folie) de braver sa classe sociale en contestant la notion sacrée de gentleman, trouvant pour ce faire des accents pré-lawrenciens : « J'aimerais mieux épouser un homme comme ce piqueur, qui a quelque chose à faire et sait comment le faire », Lizzie Eustache fait partie de la grande lignée des aventurières.

A Westminster Abbey

Terrifiantes pour le lecteur victorien, elles sont plus séduisantes pour le lecteur moderne que l'idéal de la jeune fille victorienne, héroïne par absence, toute vêtue de gris, si discrète et éloignée de tout excès qu'elle en devient invisible, et dont le plus grand titre de gloire est d'aimer patiemment un homme qui la néglige (mais bien sûr lui reviendra). « Elle n'était pas belle », écrit Trollope de Lucy Morris, « mais plutôt à peine jolie, petite, avec des cheveux quasi insignifiants, et elle était presque sans le sou... Elle portait une robe gris pâle, avec peut-être un ruban gris, ne s'autorisant jamais de couleurs vives pour ses vêtements. Elle avait reçu une bonne, très bonne éducation, mais elle ne possédait aucun talent exceptionnel. »

Dans une image si parfaite de la négation de l'excès, on peut voir jouer l'humour de Trollope. C'est cet humour, joint à la distance, à l'objectivité du romancier vis-à-vis de ses personnages qu'il présente suivant des points de vue sans cesse modifiés, corrigés, ni héros « ni vilains, ni bons, ni méchants », qui constitue le pouvoir rassurant de cette œuvre. La nostalgie que confèrent les années à cette « photographie vieillie sépia » est donnée de surcroît au lecteur.

Signalons tout de même, car la nouvelle est d'importance, qu'à la suite d'une vigoureuse campagne la Trollope Society, appuyée par le premier ministre, John Major, a enfin obtenu pour son héros une place dans le célèbre Post's Corner de Westminster Abbey.

Christine Jordis

(1) Qui paraît en français après les *Tours de Bamber* (Fayard, 1991), le *Directeur* (Flammarion, 1992) et *Phinias Finn* (Albin Michel, 1993).

Banks à découvert

L'écrivain américain exorcise ses peurs et les douleurs de son passé

AFFLICTION
de Russel Banks.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pierre Furlan.
Actes-Sud, 448 p., 158 F.

« Depuis des années, je voulais écrire une histoire sur la violence familiale qui fin, de loin, le drame le plus important de ma vie ; le genre d'histoire qu'on ne parvient jamais d'habitude à écrire pour des raisons évidentes de pudeur et d'aliénation. Mais, pour le faire, il m'a fallu attendre une période de ma vie où je me sentais émotionnellement stable. » A lire *Affliction*, et même en faisant la part de la fiction dans ce roman trop douloureux pour être simplement autobiographique, on comprend ce que les mots de pudeur et d'aliénation veulent dire. Et le concept un peu vague de stabilité émotionnelle, prend ici un sens quasi clinique.

Élevé dans un tourbillon de violence physique et morale par un père prolo qui buvait autant qu'il trinquait, Russel Banks aura attendu cinq romans et l'âge de cinquante-deux ans pour oser exorciser ses terribles dans un livre magnifique qu'il a dédié à Earl Banks, son père. Et, plus encore, c'est son courage à briser le silence de la honte et à oser parler de la sombre dialectique qui unit la victime à son bourreau qu'il faut saluer.

Le roman se passe à Lawford (New-Hampshire), un bled « dont on admet parfois venir mais où personne ne va jamais », un patelin qu'on croirait inventé par quelque divinité tordeur pour y tester les excès de la météorologie : glacial en hiver, torride en été. Lawford est le berceau de la famille Whitehouse. C'est là qu'a commencé la lente déchéance de Wade, le frère aîné, dont Rolf, le cadet devenu professeur d'histoire à Boston, se

fait le chroniqueur curieusement détaché, comme accablé par une fatalité qu'il a pu fuir mais dont il se sent toujours coupable : « Ce récit est l'histoire du double fantasme de ma vie, qu'il ne faut exorciser. »

Wade, tel qu'il nous apparaît dans les premières descriptions de son frère, est un véritable tonneau de poudre en constant danger d'explosion. La quarantaine vigoureuse, divorcé d'une femme qu'il a épousée deux fois, en passe d'être largué par une maîtresse qui ne supporte plus ses foudrues, avide de l'amour d'une fille unique qu'il décourage par ses maladrotes, alcoolique et violent comme le père dont il cherche à fuir l'image terriblement présente, il cumule les fonctions de flic municipal et de forger de puits sous la domination méprisante du magnat local à qui il doit sa fonction et son emploi. Il vit dans une roulotte à l'écart de la ville et ne possède que des objets usés jusqu'à la trame.

Il ne manque plus qu'une allumette. Elle viendra sous la forme du plus banal des faits divers ; une stupide histoire de flic, de meurtre et de corruption, une petite dans l'air du temps mais un poids insupportable pour l'échine déjà trop tendue de Wade Whitehouse.

« Pourquoi lui et pas moi ? »

On l'aura compris, Wade est un personnage formidablement attachant. Ses rancœurs et ses frustrations lui tiennent lieu de panache et c'est son sens exacerbé de l'éthique qui, comme une mèche lente, le conduira à l'explosion finale, à la folie et au meurtre. Un peu plus tôt dans l'histoire, Wade aurait été un prolo révolutionnaire et serait sans doute mort comme tel. Dans l'Amérique de Reagan, il n'est qu'un pauvre plouc de plus dans l'armée de ceux qui ont osé rêver

plus haut que leur condition. Mais la chronique du destin de Wade ne répond pas à la question angoissante de Rolf : « Pourquoi lui, et pas moi ? » Comment le sort est-il distribué dans ce pays en forme de mirage, et comment jouir de sa chance quand elle est vécue comme l'envers d'une incroyable injustice ? On aurait tort de voir dans cette interrogation une rouerie un peu naïve d'un marxiste attardé. James Baldwin et Nelson Algren se la sont posée avant Banks et, plus récemment, John Wideman en faisait l'objet même de *Sub-Je le gardien de mon frère ?* (Ed. Jacques Bertoin), récit magistrallement enragé de ces deux frères noirs issus du même ghetto mais dont l'un connaît les douloureux de la reconnaissance littéraire pendant que l'autre pourrit en prison.

Non content d'exorciser les douleurs et les humiliations de son propre passé, Russel Banks étend son propos à sa vie tout entière, à sa position d'auteur adulé par une critique et une intelligentsia un peu snob trop contente de faire une place à cet ancien prolo, fils de frère dont il même, ce vagabond aux mille métiers devenu l'un des leurs à force de travail et d'énergie et en qui elles ne veulent voir qu'une preuve du rêve américain alors qu'il s'acharne à leur prouver qu'il n'est qu'une exception au cauchemar. Russel Banks n'a rien à prouver à ses lecteurs. Il est un écrivain magnifique, un portraitiste étonnant de ces vies grises qui se brisent en silence dans l'ombre du libéralisme sauvage. Il est le prodigieux conteur d'une épopée dont les héros se déplacent en traîlers et boivent pour oublier qu'il n'y a rien d'autre à faire. Son souffle, pourtant constamment retenu, est en train de devenir l'un des plus puissants de la littérature américaine.

Patrick Raynal

Hugo Marsan

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

DOUZE CONTES VAGABONDS (Doce cuentos peregrinos) de Gabriel García Márquez, traduit de l'espagnol par Annie Morvan, Grasset, 288 p., 112 F.

L y avait, on le sait mieux aujourd'hui, un malentendu et comme un principe de corruption dans le succès de la grande vague romanesque latino-américaine qui a déferlé sur l'Europe dans la seconde moitié des années 80. Exilés, de gré ou de force, rejetés sur nos vieux rivages par une tempête de dictatures poudrées, de censures honteuses et d'étouffement culturel, des écrivains célébraient pour nous la magnificence de leur terre initiale.

Que l'Amérique ibérique était belle, et riche et profonde et magique depuis le triangle d'or européen - Barcelone, Paris, Londres - où ils écrivaient et où on les lisait. Cent ans de solitude du Colombien Gabriel García Márquez, la Ville et les Chiens du Péruvien Mario Vargas Llosa, Marcella de l'Argentin Julio Cortázar, la Mort d'Artemio Cruz du Mexicain Carlos Fuentes, Trois tristes tigres du Cubain Guillermo Cabrera Infante, Moi le suprême du Paraguayen Augusto Roa Bastos, rédigés dans des cafés catalans, des greniers de Montmartre ou des soupentes de Soho, subjuguèrent les lecteurs européens en les plongeant dans un monde qu'ils imaginaient réel alors qu'il était le fruit même de la distance et de l'éloignement.

Déjà pourtant, un pionnier sur la route de l'exil, le Guatémaltèque Miguel Ángel Asturias, installé à Paris dans les années 1924-1933, puis définitivement à partir de 1954, avait indiqué les limites culturelles dans lesquelles évoluait la diaspora littéraire latino-américaine. Tout ce que nous pouvons écrire, précisait l'auteur des *Légendes du Guatemala*, n'est qu'un prélèvement artificiel, obligatoirement fermé sur lui-même par les contraintes de l'écriture, du grand langage, de l'immense tradition orale du continent, transformée et transposée selon des normes qui sont celles de la tradition littéraire européenne. Écrire est déjà un exil, une rupture volontaire avec l'oralité de la civilisation hispano-indienne, une manière de trahison d'autant plus cynique qu'elle prend les formes de la fidélité, de l'illustration des racines, du contact charnel avec la terre et l'esprit des pères.

AUJOURD'HUI, la situation a changé. L'immense succès international des écrivains latino-américains y est sans doute pour quelque chose. Il est difficile de traiter comme

des parias ou comme de dangereux parasites des célébrités qu'honorent les gouvernements occidentaux et que s'arrachent les plus riches universités américaines. Vargas Llosa a été le candidat - malheureux - de la droite aux élections présidentielles du Pérou; García Márquez, auréolé de son prix Nobel, dirige un journal à la télévision colombienne et se félicite de ses relations amicales avec le président de son pays, César Gaviria, sans renoncer pour autant à soutenir Fidel Castro. Carlos Fuentes fréquente les palais officiels, Octavio Paz est consulté comme un oracle. Rentrés au pays, les exilés sont devenus des ambassadeurs. Les Cubains attendent la chute du dictateur pour en faire autant.

Pour ce voyage de retour, beaucoup sont restés à quai. Vivre en Europe leur est devenu indispensable pour continuer à écrire l'Amérique. Du malentendu initial, ils se sont fait une raison d'être : il n'y a pas vraiment de terre d'exil pour un métis, il est chez lui partout, et nulle part. Repartir pour Santiago ou pour Buenos Aires serait encore abandonner une moitié de soi pour l'autre moitié, sans autre bénéfice qu'un peu de poussière sur les solitaires.

Pour le meilleur et pour le pire, cela fait cinq siècles que l'Europe et l'Amérique ont partie liée : cinq siècles qu'elles ne cessent d'entretenir une dialectique de la fascination et du rejet, de l'éloignement et de la proximité, du mélange et de l'étrangeté radicale. Le « boom » littéraire ibéro-américain n'a été qu'une manifestation spectaculaire de cette dialectique : les écrivains « latinos » pouvaient conquérir l'Europe parce qu'ils lui parlaient de terres qu'elle avait conquises. En retour, nous admirions une langue dans laquelle nous reconnaissions la nôtre mais qui exprimait un monde radicalement différent. Ce jeu de miroirs truqués, García Márquez le conduisit jusqu'à ses conséquences les plus joliment romanesques dans ses *Douze contes vagabonds*.

Après l'aller des choses, leur juste retour. Après les romans et les nouvelles écrits à Barcelone, à Rome ou à Paris et qui évoquaient les

magies, les merveilles et les horreurs andines, les contes élaborés à Bogota ou dans les Caraïbes et qui disent une autre magie, d'autres merveilles, d'autres horreurs, celles qui sourdent d'une plage de la Costa Brava, de l'aéroport de Roissy, du cimetière de Montjuïc, d'un hôtel genevois ou d'un bistrot romain. Des contes, des histoires en paroles, comme on en fait en Colombie, et non pas des nouvelles comme les écrivains en construisent chez nous, comme en mignonait García Márquez lorsqu'il nous parlait des siens. Le vaste continent imaginaire d'Amérique latine, profus, puissant, exubérant, gagnait à être canalisé dans les cadres stricts de la vieille littérature européenne : le nôtre, plus fragile, plus usé, plus contenu, trouve une nouvelle jeunesse dans la liberté gourmande avec laquelle García Márquez le raconte.

Voici donc douze confrontations de l'Ancien Monde et du Nouveau ; à l'origine, douze anecdotes, vraisemblables sinon réelles, qui mettent aux prises des exilés latino-américains et l'anti-

narratives incertaines. Parfois aussi, il semble avoir si bien lu les analyses louangeuses des critiques qu'il s'applique à leur donner raison. On a tant parlé à son propos de « réalisme magique » qu'il n'évite pas lui-même d'évoquer, à de multiples reprises, la magie ; comme si la chose ne s'affaiblissait pas en se nommant.

Mais ces quelques ratés causés par la volonté de trop bien faire nuisent à l'admiration qu'on éprouve pour une si splendide machine. D'un côté, des récepteurs ultrasensibles - yeux, oreilles, narines, langue, doigts - qui captent les plus infimes mouvements des êtres et des choses dans une quête curieuse qu'on imagine permanente. Tout peut éveiller García Márquez, tout lui est surprise, porte entrouverte qui l'incite à pénétrer dans des demeures interdites. De l'autre côté, le verbe : un jaillissement heureux, abondant et limpide qui n'éclaire si brillamment le tableau que pour le plaisir des zones d'ombre qu'il creuse ainsi. Entre les deux, ce qu'on nomme, faute de mieux, l'imagination et qui est ici un pouvoir de gommer les frontières entre les choses perçues et les mots écrits. Ce qui exige un traducteur inspiré, comme c'est le cas ici, pour que cette alchimie ne perde au changement de langue qu'une parcelle de ses charmes.

Drôle, émouvant, féroce, inquiétant, superbe, García Márquez connaît tous les registres et l'art de les superposer pour en tirer les effets les plus surprenants. Interprété par ce virtuose, notre Occident s'indigne et s'ensauvage ; c'est une terre neuve de sa vieillesse même qui défie sous les pas de ces pèlerins qui croient y trouver la sagesse, la paix et l'oubli.

La crépuscule n'abolit ni les passions extrêmes ni les songes les plus fous. Suites sur l'autre côté de l'exil, ces *Douze contes vagabonds* sont aussi de discrètes variations sur un autre bannissement, sans espoir de retour, celui de la vieillesse, qui n'offre plus à l'écriture que les consolations du souvenir. « A partir d'un certain âge, dit García Márquez, on n'écrit plus que ses Mémoires. »

* Publié à Barcelone et à Paris en 1981, *Chronique d'une mort annoncée*, un court roman de Gabriel García Márquez qui se déroule dans le village mythique de Macondo, vient d'être réédité dans les « Cahiers rouges » (n° 174, 208 p., 49 F.).

L'autre côté de l'exil

que, la mystérieuse, l'incompréhensible Europe ; d'autant plus mystérieuse et incompréhensible qu'elle drape ses folles, ses violences, ses passions, ses rites obscurs et ses pratiques de sorcellerie sous le manteau de la rationalité, de la sage indifférence, de la plaisante liberté ou encore du modernisme le plus confiant.

COMME il se doit, ces contes sont de valeur dramatique inégale. Parfois, García Márquez se laisse prendre aux pièges de son talent de conteur : la saveur des mots, les lignes voluptueuses du récit, la richesse des images l'entraînent sur des voies aux issues

L'Espagne et le temps perdu

Le livre de mémoires de Carmen Martín Gaité ; le cirque de Pedro Zarraluki ; l'étrange pèlerinage de Luis Mateo Diez

LA CHAMBRE DU FOND

(El Cuarto de atrás) de Carmen Martín Gaité. Traduit de l'espagnol par Claude Bleton, Flammarion, 175 p., 105 F.

L'ABBAYE DES GRENOUILLES

(El Abbatte de las ranas) de Pedro Zarraluki. Traduit de l'espagnol par Lynne Strout, Belfond, 223 p., 120 F.

LES PETITES HEURES

(Las Horas completas) de Luis Mateo Diez. Traduit de l'espagnol par Claude Bleton, Flammarion, 204 p., 110 F.

A soixante-sept ans, Carmen Martín Gaité est une grande dame des lettres espagnoles. Et ce depuis 1957, lorsque le prix Nadal est venu récompenser son premier roman *Entre vieilles*. On avait pu craindre à cette époque que la foi en la littérature comme arme contre le franquisme, les ratiocinations autour du nouveau roman et les prétentions philosophiques ne tuent l'écriture. Mais quelques-uns - Alvaro Cunqueiro, Juan Benet... - nous prouvent que le beau jeu de l'imagination restait ouvert en Espagne. Et Carmen Martín Gaité se montrait assez généreuse pour nous décrire la vie, tout en s'éloignant des deux tentations majeures : le misérabilisme et le réalisme populiste.

Franco est mort le 20 novembre 1975. Devant sa dépouille exposée dans le centre de la capitale se forment des files d'attente de plusieurs kilomètres. Les uns viennent par affluence, d'autres par curiosité et un bon nombre pour vérifier que l'heure est bien venue de sortir le champagne du réfrigérateur.

Carmen Martín Gaité préfère suivre les funérailles à la télévision, installée dans un café. Elle sent qu'avec le dictateur disparaît une partie essentielle de sa vie. Et décide de rattraper ce temps perdu, lorsque - comme tant d'Espagnols de sa génération - elle se réfugie avec ses jouets et ses rêves dans « la chambre du fond ». Dans ce sens, ce roman est la chronique de l'ordinaire dans l'obscurantisme franquiste, de l'acharnement à exister



Carmen Martín Gaité : une grande dame des lettres espagnoles.

malgré et contre tout. Dès les premières pages, la narratrice nous annonce son intention d'écrire selon les préceptes établis par Todorov dans l'*Introduction à la littérature fantastique*, qu'elle est en train de lire : dédoublement de la personnalité, rupture des limites entre le temps et l'espace, ambiguïté et incertitude. Elle va donc le lire de l'autre côté du couloir - le livre est dédié à Lewis Carroll - avec cette matrice fragile et friable que sont les souvenirs.

Une femme - Carmen Martín Gaité - évoque son enfance à Salamanca et à Madrid, non pas dans la succession ordinaire des jours, mais en dehors du temps, dans un espace magique où la narratrice se dédouble et dialogue avec elle-même. Le lecteur accède ainsi au domaine de l'imagination avec pour guide la main de l'auteur, et c'est comme si le livre s'écrivait tout seul au fur et à mesure de la lecture.

Une rafale de vent, faisant irruption dans la pièce, mélange à la fin les pages du manuscrit. Il en reste une œuvre hybride, un peu livre de mémoires, un peu journal intime. Dans ces annotations chaotiques, où l'on ne comprend pas tout, perce la *musica callada* de Federico Mompou, écrite sans stridences dans le nostalgisme ton mineur, une mélodie dont le son s'imprime

en nous comme un silence particulier, d'une densité si forte qu'il en dit plus que si on l'entendait.

L'Abbaye des grenouilles commence dans le plus pur style *esperpento* (évaluation de la laideur et du morbide) : le narrateur vient d'échouer dans sa tentative de monter un cirque avec une femme lotie de trois seins, un contortionniste alcoolique, quelques nains et un homme-caïon. Sa trajectoire descendante et la lecture quelque peu précipitée de Rabelais l'amènent à se lancer dans la création d'un phalanstère où trouveraient refuge les artistes, les rêveurs, tous les inadaptés de la société matérialiste.

Cette nouvelle abbaye de Thélème, située dans la banlieue industrielle de Barcelone, n'aura pratiquement que deux pensionnaires, le narrateur lui-même et son amie, tous deux écrivains et soixante-huitards frustrés.

Zarraluki sait raconter. Sa prose est transparente. Les mots, vides de résonances, n'évoquent qu'eux-mêmes, le mystère s'écrit dans l'anecdote au lieu de se laisser suggérer dans l'écriture. Alors, au bout de quinze ou vingt pages, la fatigue naît de la facilité ; l'agacement aussi du recours quasi systématique aux italiques pour signaler la polysémie

ou un point de vue différent de celui de l'auteur.

Nous sommes loin de la manière somptueuse et drôle de Mario Vargas Llosa dans *Tante Julia et le scribouillard*. On arrive, à la fin, à une scène digne de Valle-Inclán où les personnages, ivres de bière, triment, mixent, avalent en communion les os du peintre Russo, seul véritable artiste du groupe... Nous fermons le livre et, assaillis par le remords, nous en recommandons la lecture, moins facile cette fois, toujours avec ses italiques et ses récits parallèles. Ce n'est toujours pas un roman ; au mieux, un recueil de nouvelles. Et aucun des personnages n'a pris corps.

Bons vivants et bien réels sont en revanche ceux qui peuplent les *Petites Heures*. En espagnol, ces « horas completas » sont les complies, prières canoniques qui clôturent la journée. Elles devien-

dront néfastes pour les cinq sociologistes - trois chanoines et deux sans-grade - partis sur un vieux tacot un dimanche après-midi pour s'offrir un festin chez un confrère toulousain.

Nous sommes sur le chemin de Saint-Jacques, dans une route peu fréquentée de la Castille profonde. La voiture s'arrête pour recueillir un vagabond. Il s'agit d'un étrange pèlerin en route pour Compostelle qui va gâcher la soirée et bouleverser leur vie. Il les exhorte - parfois à l'aide d'un revolver - à s'égarer dans des dialogues socratiques et à confesser par la malice l' inutilité de leurs existences. Ainsi, sans sortir du réalisme ni de la cocasserie, nous pénétrons dans l'inconscient des personnages, dans la matière de leurs rêves.

Luis Mateo Diez cultive le bon castillan, adapté aux besoins d'aujourd'hui mais toujours avec de solides sédiments classiques. Sa

prose est extrêmement soignée dans tous les registres. Les mots peuvent avoir plusieurs significations, ce qui lui permet de mêler le rêve et la réalité, le bien et le mal, le ciel et l'enfer. Les chanoines, le pèlerin, un corbeau qui, avant de se suicider, envoie des dizaines de lettres abominables à ses voisins, mais aussi quelques messages de réconfort aux plus miséreux : tous font partie du même troupeau mené par Dieu et par le diable, à tour de rôle. L'auteur comprend, aboutit tous ses personnages, et nous prouve que l'on peut faire de la littérature avec de bons sentiments.

Ramon Chao

* Signalez la parution d'un nouveau roman d'Isabel Allende, *Le Plus infini*, dont le cadre n'est plus le Chili mais les États-Unis (Le Plus infini, traduit de l'espagnol (Chili) par Claude Bleton, Fayard, 448 p., 140 F.), ainsi que la reprise en poche des Contes d'Edgar Allan Poe, traduits de l'espagnol par Carmen et Claude Bleton (Le Livre de poche, n° 9544).

Philosophie du boléro

UNE NUIT AVEC TOI

de Mayra Montero. Traduit de l'espagnol (Cuba) par Françoise Rosset, Gallimard, coll. « La Nouvelle Croix du Sud », 176 p., 98 F.

Il y a une philosophie instinctive du boléro pour Mayra Montero, d'origine cubaine, dont ce premier roman, traduit en français, est découpé en séquences qui portent, chacune, le titre d'un boléro célèbre : non seulement il aide à réfléchir sur son propre corps, à le percevoir à la fois du dehors et du dedans, mais il oblige à agir, à être ce que l'on est. Ce corps, un couple - Fernando et Celia - à bout de souffle, qui ne fait plus l'amour que comme on fait ses valises, entend le laisser exulter au cours d'une croisière aux Caraïbes.

Fernando adultère. Juliette, une passagère mystérieuse, soi-disant jamaïcaine de harpe ; Celia semble, à chaque escale, franchir, avec les hommes du cru, une étape supplé-

mentaire dans la débauche. Le roman déborde de sensualité gale, d'érotisme frais, avec juste ce qu'il faut de cruauté pour donner son prix au plaisir.

Mais le roman n'est pas seulement un mariage d'érotisme. La mort se profile souvent sur le rivage. Sa proximité ne fait qu'exaspérer le désir et le conduit à ses limites : Fernando, égaré par la vision d'un passager terrassé par une crise cardiaque sur un quel de Pointe-à-Pitre, propose à Juliette des étreintes de plus en plus osées, où « rien ne serait plus à sauver » ; Juliette ne cède jamais autant à la frénésie sexuelle qu'au bord de l'abîme de la Marie-Galante où se serait noyé le trompettiste qu'elle a aimé ; Celia connaît sa plus grande excitation devant le spectacle d'une vache égorgée dont un homme boit le sang sur la côte d'Antigua, ce qui lui rappelle les « entorses » qu'elle a jadis éprouvées avec un infirmier à quelques mètres d'elle obéissant son père.

Comme en dansant, Mayra Montero s'aventure vers les hauts

fonds où s'enlacent le désir et la mort : le boléro est toujours une histoire d'amour et de vaines trahisons. Il ne tolère pas les demi-mesures et interdit la mensonge. Une fois que Juliette se retire, Fernando et Celia sont amenés à mettre au jour leurs infidélités passées dans la lumière des Caraïbes qui ne laisse dans l'ombre qu'une seule énigme érotique : l'auteur ne la révèle qu'à la dernière page. Il se rend compte, surtout, que chacun n'a toujours vécu que selon son boléro personnel, sa propre chanson, et n'a dansé qu'avec lui-même en rêvant d'une luxure que l'autre était incapable de lui offrir : ce manque les a condamnés à n'accomplir que des faux pas.

En interiorisant ce voyage, Mayra Montero réussit, sur un rythme de bal impitoyable, à cerner le vertige des passions tardives et la quête, à travers toute une vie, d'une nuit de plaisir absolu, qui n'existe peut-être que dans les boléros...

Jean-Noël Pancrazi